

**AGENCE MONETAIRE DE  
L'AFRIQUE DE L'OUEST (AMAO)**



**PROGRAMME DE COOPERATION MONETAIRE DE LA  
CEDEAO**

***RAPPORT SUR LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE***

***2007***

***Freetown, juillet 2008***

## INTRODUCTION

Le présent rapport qui s'inscrit dans le cadre de la réalisation du programme de travail de l'AMAO au titre de l'année 2008 s'articule autour de l'analyse de la situation économique et financière internationale et de la Communauté dans son ensemble. Il passe également en revue l'évolution de la situation macroéconomique des Etats membres au cours de l'année 2007 et, sur cette base, fournit quelques indications prévisionnelles pour 2008. Cette analyse débouche sur l'appréciation de la convergence et de la conformité aux grandes orientations de politiques économiques et à la discipline communautaire.

S'agissant de l'état de la convergence, le rapport s'appuie sur les critères et indicateurs macroéconomiques de la surveillance multilatérale ci- dessous :

- **Critères de premier rang :**

1. ratio de déficit budgétaire/PIB (hors dons)  $\leq 4$  % ;
2. taux d'inflation  $\leq 5$  % ;
3. financement des déficits budgétaires par la Banque centrale  $\leq 10$  % des recettes fiscales de l'année précédente ;
4. réserves extérieures brutes  $\geq 6$  mois de couverture des importations.

- **Critères de second rang**

5. interdiction d'accumuler de nouveaux arriérés et l'apurement de tous les arriérés ;
6. ratio de recettes fiscales/PIB  $\geq 20$  % ;
7. ratio de masse salariale/recettes fiscales totales  $\leq 35$  % ;
8. ratio d'investissements publics financés par les ressources internes/recettes fiscales  $\geq 20$  % ;
9. taux d'intérêt réels positifs ; et
10. stabilité du taux de change réel.

Il convient de noter toutefois que les difficultés d'ordre organisationnel et opérationnel qui persistent au niveau des Etats retardent encore la production des programmes pluriannuels de convergence.

La première partie de ce rapport présente l'environnement international au cours de l'année 2007 et la situation économique et financière de la Communauté. Quant à la deuxième partie, elle examine l'état de la convergence dans la Communauté et la position de chaque Etat au regard des critères de convergence. La troisième partie porte sur la situation économique et financière de chaque Etat membre. Enfin, la dernière partie du Rapport est une conclusion sous forme de recommandations de politiques économiques.

Les annexes fournissent des statistiques économiques sur la Communauté et chacun des Etats membres.

## **1.0 SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE ET DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)**

### **1.1 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL**

Après plusieurs années de forte croissance économique, l'économie mondiale est confrontée actuellement à de sérieux défis notamment celui de maintenir le rythme d'expansion observé ces dernières années. La fin de la bulle immobilière aux Etats-Unis, la crise du crédit, le déclin du dollar américain vis-à-vis des autres monnaies, la persistance aussi bien d'importants déséquilibres que de prix élevés du pétrole mettent en péril la soutenabilité de la croissance économique mondiale surtout dans les années à venir.

#### **1.1.1 Croissance économique mondiale**

Selon les données du FMI, la croissance de l'économie mondiale s'est légèrement modérée, passant de 5,0 % en 2006 à 4,9 % en 2007. Les projections initiales du FMI pour l'année 2008 indiquent que la croissance mondiale se ralentira davantage à 3,7 % avec des risques d'une tendance beaucoup plus baissière pour les années à venir.

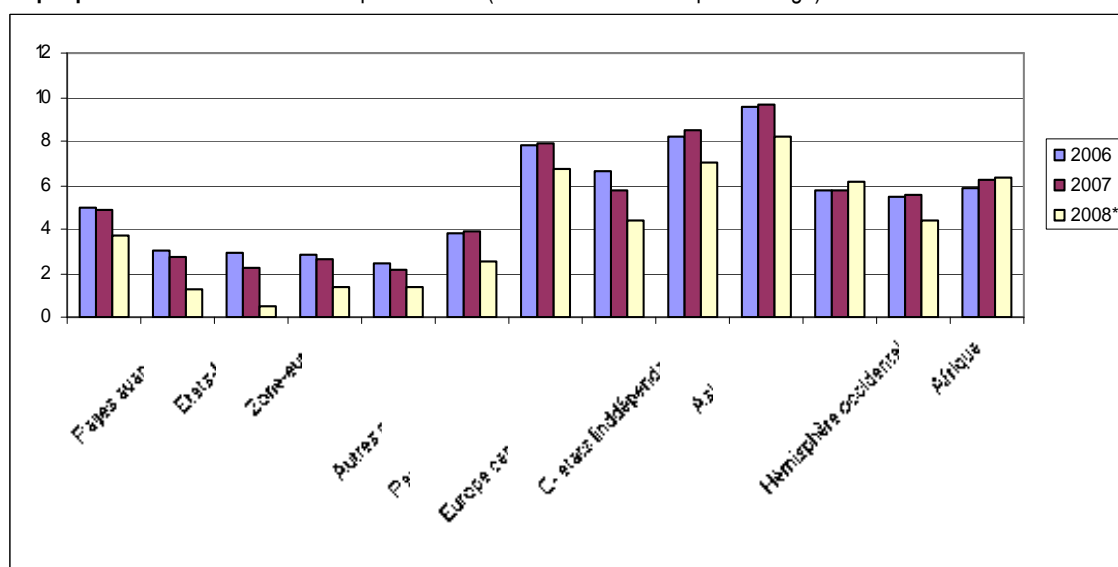
La cause principale du ralentissement du rythme de l'activité économique mondiale provient de la faiblesse des performances de l'économie américaine, qui est imputable au déclin du secteur de l'immobilier. Le ralentissement de l'immobilier résidentiel s'est accentué au cours du troisième trimestre de l'année 2007 avec la crise des prêts hypothécaires, crise qui s'est soldée par une baisse marquée du crédit et des conséquences sur l'ensemble du système financier mondial.

D'importants effets d'entraînements liés à la crise des prêts hypothécaires aux Etats-Unis se sont propagés aux économies européennes dominantes et, dans une moindre mesure, au Japon et aux autres pays développés. Les perspectives de croissance pour ces économies ont été revues à la baisse, confirmant ainsi que la croissance des autres pays développés n'est pas suffisamment forte pour relayer celle des Etats-Unis, qui jusqu'ici est restée le principal moteur de la croissance mondiale. Quant à la croissance économique des pays émergents et pays en développement, elle demeure robuste et atteint 7,8 % en 2007 contre 7,9 % en 2006. Plusieurs pays en développement ont été touchés par les effets de la tourmente financière mondiale, principalement à travers une plus forte volatilité sur leurs marchés domestiques de valeurs mobilières et un élargissement des écarts de rendements sur leurs dettes extérieures. Mais aucun de ces effets ne semble avoir persisté. La relative résilience de ces économies tient en partie à l'amélioration des conditions macroéconomiques et à l'accumulation importante de réserves de change, mais aussi à la forte croissance enregistrée au courant des dernières années. Une partie de ce dynamisme est attribuable à l'interdépendance grandissante, tirée par la croissance robuste et soutenue des deux pays émergents les plus peuplés, à savoir la Chine et l'Inde. Néanmoins, la croissance de ces économies a été de loin auto-soutenue et demeure extrêmement dépendante de l'environnement économique international, qui, en revanche, est largement déterminé par les politiques économiques et la performance des principaux pays développés.

De façon remarquable, la croissance économique en Afrique s'est accélérée en 2007 avec un taux de 6,2 % contre 5,9 % en 2006, et cette dynamique continuerait en 2008 avec un taux de plus de 6,3 %. Par ailleurs, la performance des pays les moins avancés (PMA) demeure, en moyenne,

forte, malgré un léger recul de la croissance en 2007 par rapport à 2006. En 2008, les pays les plus pauvres atteindraient un taux de croissance avoisinant les 7 %. Cette bonne performance du groupe des PMA cache d'importantes disparités entre pays, notamment avec plusieurs pays dont la croissance reste faible en raison des conditions climatiques défavorables, des chocs des termes de l'échange et /ou des guerres civiles. Ces pays demeurent également extrêmement vulnérables à une éventuelle baisse de l'activité économique mondiale. Concernant les perspectives pour 2008, la croissance économique dans la majorité des pays émergents et pays en développement se modèrera, quoiqu'avec une forte variance entre pays.

**Graphique 1.1** : Croissance économique mondiale (variation annuelle en pourcentage)



Sources des données : Perspectives de l'économie mondiale, avril 2008

### 1.1.2 Inflation et prix

Malgré la pression à la hausse exercée par les prix élevés de l'énergie et des denrées alimentaires, l'inflation mondiale demeure faible ; et il est prévu une décélération par rapport aux niveaux enregistrés en 2006. Cette tendance mondiale est dominée par la baisse de l'inflation dans les pays développés où le taux est de 2,2 % en 2007 contre 2,4 en 2006. Mais cette tendance à la baisse ne se profilera pas en 2008, où le taux prévu est de 2,6 %. L'inflation augmenterait aux Etats-Unis à un taux de 3,0 % en 2008 dans un contexte marqué par le ralentissement de l'économie américaine. Dans la zone euro, le taux est de 2,1 % en 2007 contre 2,2 en 2006. Il est en légère hausse en 2008 soit 2,8 %. L'inflation demeure faible à l'échelle mondiale, excepté dans les pays les moins avancés

L'appréciation des monnaies européennes a permis d'atténuer les pressions inflationnistes résultant des prix mondiaux élevés de l'énergie et des denrées alimentaires. L'inflation s'accélérait dans les pays émergents et pays en développement, atteignant 6,4 % en 2007 contre 5,4 % en 2006. Les prix élevés de l'énergie et des denrées alimentaires ont généralement exercé des pressions à la hausse sur les prix agrégés, et les poids respectifs de ces biens dans les paniers de consommation expliquent, dans une grande mesure, les tendances inflationnistes divergentes dans les pays en développement. Des prix élevés de l'énergie et des denrées

alimentaires expliquent en partie les taux d'inflation élevés dans les PMA. Leurs impacts s'atténueraient au fur et à mesure que l'activité économique mondiale ralentirait et les prix des produits de base se modéreraient quelque peu. Les prix à la consommation augmenteraient en 2008 pour atteindre en moyenne 7,4 % dans le monde en développement.

En 2007, les cours des principaux produits de base agricoles se sont nettement redressés, en raison d'une demande asiatique toujours soutenue, d'un accroissement de la demande en produits agricoles lié au développement des bioénergies et d'un tassement de la production dans certaines parties du monde à cause d'aléas climatiques (sécheresse en Australie, inondations, etc.).

Les cours du Cacao se sont redressés pour s'établir à 195,2 cents/kg en 2007 contre 159,2 cents/kg en 2006. Compte tenu des craintes qui pèsent actuellement sur l'offre mondiale liées à des incertitudes persistantes sur le niveau de production en Côte d'Ivoire, les cours du cacao pourraient poursuivre leur ascension à court terme et se rapprocher en 2008 des niveaux record de la fin de 2002.

S'agissant du café, la fermeté des prix face au dynamisme des exportations témoignent d'un marché du café très dynamique. Les prix se sont maintenus depuis juin 2007 à de hauts niveaux. Les cours du café robusta et arabica se sont respectivement situés à 190,9 cents/kg et 272,5 cents/kg en 2007 contre 149,1 cents/kg et 244,0 cents/kg en 2006.

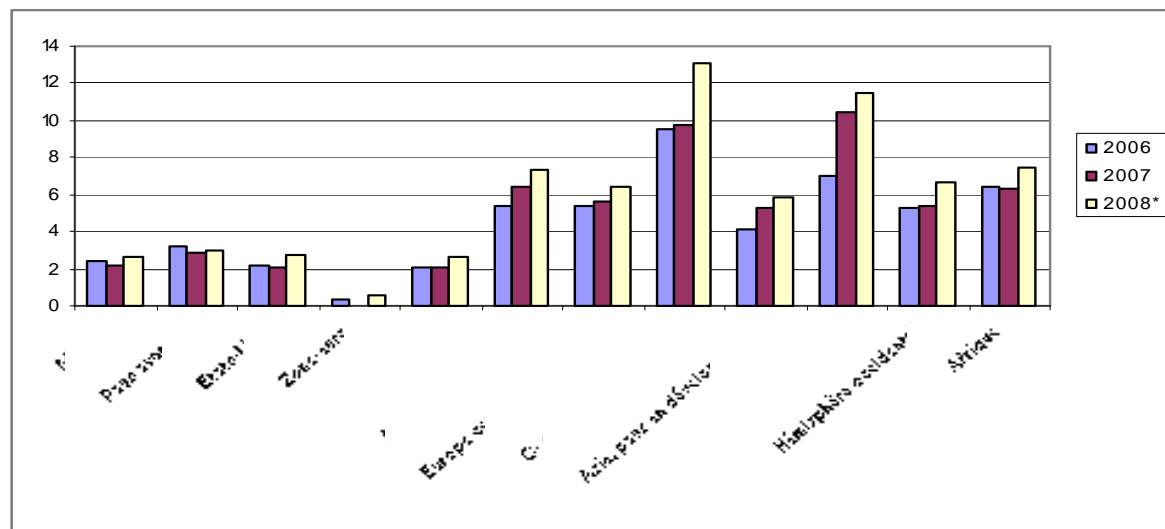
Les cours du Coton se sont redressés en s'établissant à 140,5 cents/Kg en 2007 contre 127,4 cents/Kg en 2006. Cette évolution résulte d'un léger fléchissement de 2% de la production mondiale.

Les cours de l'Huile d'arachide et de palme se sont orientés à la hausse pour s'établir respectivement à 1348,7 cents/Kg et 780,1 cents/kg en 2007 contre 970,8 cents/kg et 478,2 cents/kg en 2006. Cette évolution résulte de leur utilisation de plus en plus croissante dans la production de biocarburants.

Les cours des Noix de cajou ont baissé en s'établissant à 651,7 dollars/kg en 2007 contre 748,3 dollars/kg en 2006. Cette évolution résulte du recul de la demande aux Etats-Unis du fait d'information diffusée sur le caractère nocif des graines sur la santé publique.

Les cours moyen du Pétrole se sont situés à 72,7 dollars le baril en 2007 contre 65,4 dollars le baril en 2006. Ils ont continué de progresser, frôlant la barre des 120 dollars le baril. Sur un marché contraint par l'offre et sensible aux facteurs géopolitiques, les cours devraient rester volatils.

Les cours de l'Or ont progressé pour s'établir à 696,7 dollars/tonne en 2007 contre 604,3 dollars en 2006. Cette évolution s'explique par la crise sur les marchés financiers, ce qui a conduit les investisseurs à opter pour l'achat de l'or.

**Graphique 1.2 : Inflation mondiale (variation annuelle en pourcentage)**

Sources des données : Perspectives de l'économie mondiale, avril 2008

### 1.1.3 Situation de l'emploi

Dans un contexte de forte croissance économique, la situation de l'emploi a continué à s'améliorer en 2006 et 2007 dans bon nombre d'économies. Dans les pays développés et les économies en transition, ainsi que dans certains pays en développement, une forte croissance de l'emploi a entraîné un déclin du taux de chômage et a, dans plusieurs situations, occasionné des pressions à la hausse des salaires. Cependant, plusieurs pays en développement n'ont enregistré que des gains marginaux, et ce en dépit de la forte croissance économique. En Afrique, les taux de chômage et de sous-emploi demeurent élevés en raison du fait que la croissance de la population active dépasse les capacités restreintes de création d'emplois. En termes de perspectives, la croissance de l'emploi se décélérerait ou demeurerait modeste en 2008 dans la majorité des économies, et ce en raison de la faible croissance économique globale.

### 1.1.4 Commerce international

Le commerce de marchandise continue d'être la force motrice de l'activité économique mondiale. En termes à la fois de volumes et de valeurs en dollars, le commerce mondial de marchandise a cru deux fois plus rapidement que le produit mondial au cours des quatre dernières années<sup>1</sup>. Durant 2007, cependant, la croissance du commerce mondial semble avoir perdu de sa vigueur, particulièrement dans les économies développées. Durant ce cycle ascendant qui a commencé en 2001, la croissance du commerce mondial a été tirée par les pays développés et l'Asie de l'Est, menée par la Chine. Les estimations et projections pour 2007 et 2008 sont en dessous des tendances récentes aussi bien pour la croissance des exportations et des importations des pays développés et que celle des pays de l'Asie de l'Est. Les tendances récentes relatives à la croissance du commerce de marchandise ont contribué à la correction des déséquilibres globaux.

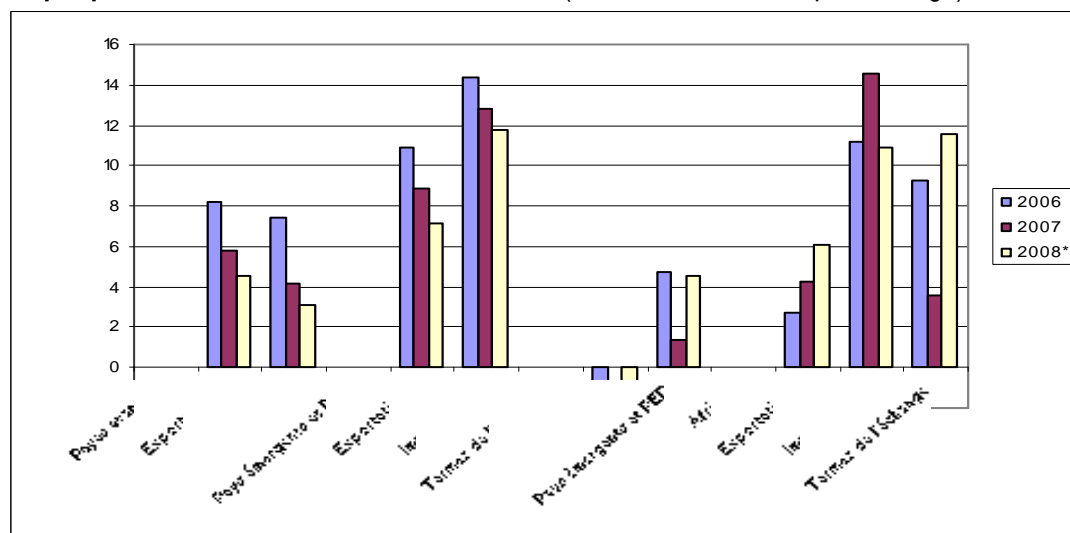
<sup>1</sup> Perspectives de l'économie mondiale, avril 2008

La forte croissance des exportations des Etats-Unis, stimulée en partie par la forte dépréciation du dollar, a dépassé la croissance de la demande en importations, entraînant ainsi une réduction du déficit commercial de l'économie. Ceci reflète des surplus plus faibles ailleurs, spécialement en Europe, au Japon et dans certaines régions en développement. Ces ajustements sont marginaux et n'ont pas contribué de façon significative au rééquilibrage macroéconomique global souhaité.

Les prix des produits de base hors pétrole ont continué à augmenter, poussés par une forte demande mondiale, mais ces prix sont devenus, au demeurant, de plus en plus volatils. Les prix des métaux pourraient rester élevés dans un futur proche, mais seront moins exubérants comparés à 2006 et 2007. Les prix mondiaux de plusieurs denrées alimentaires ont cru de façon significative en 2007. Ceci a été le cas pour le blé et le maïs en particulier, dont les prix ont été tirés par l'augmentation de la demande des biocarburants. Les prix du pétrole ont pris de l'envol pour atteindre presque \$100 le baril en 2007 suite à une forte demande, particulièrement des pays en développement, qui a éliminé une bonne partie de l'excédent de capacités sur le marché du pétrole. Ceci, ajouté à l'affaiblissement du dollar américain, pourrait occasionner des augmentations encore plus grandes des prix du pétrole. Les prix du pétrole se stabiliseraient à des niveaux élevés dans les perspectives de base pour 2008, mais les conditions sur le marché du pétrole demeurent très incertaines.

Concernant les négociations commerciales multilatérales dans le cadre du cycle de Doha, elles ont repris à la fin 2007, mais avec peu d'attention sur la dimension développement économique. Les positions des acteurs majeurs des négociations demeurent jusqu'ici inchangées malgré d'intenses activités diplomatiques déployées depuis la reprise des négociations en Février 2007. Les discussions continuent de se focaliser sur l'accès aux marchés pour les produits agricoles et non-agricoles. Les perspectives d'une conclusion rapide du cycle de Doha sont sombres.

**Graphique 1.3 : Volume du commerce mondial** (variation annuelle en pourcentage)



Sources des données : Perspectives de l'économie mondiale, avril 2008

### **1.1.5 Finance internationale**

Les pays en développement continuent de drainer d'importantes sorties de ressources financières vers des pays développés, quoiqu'à un rythme moins élevé comparé aux années précédentes. Le total des transferts nets financiers en provenance des pays en développement, c'est-à-dire, les transferts nets de capitaux moins les intérêts et autres paiements de revenus liés à l'investissement, ont augmenté de \$728 milliards en 2006 à \$760 milliards en 2007. L'augmentation des transferts provient en grande partie de l'Asie du Sud-Est, tandis que les autres sous-groupes de pays en développement enregistrent un déclin des sorties nettes de ressources.

La combinaison de surplus du compte courant et des entrées importantes de capitaux privés a conduit à une accumulation, sans pareille mesure, de réserves officielles de change, une des facettes des sorties nettes de ressources en provenance des pays en développement. L'essentiel de ces réserves est détenu en actifs libellés en dollars. Le récent déclin de la valeur du dollar, qui a de bonnes chances de continuer concomitamment avec la résorption des déséquilibres globaux, s'ajoute à la dynamique de rééquilibrage, puisque les investisseurs privés et publiques doivent à présent prendre en compte des pertes encore plus importantes de leurs investissements en dollars.

Dans le cadre de l'Initiative PPTTE (Pays Pauvres très Endettés), les paquets de réduction de dettes ont jusqu'ici été approuvés pour 32 des 41 pays éligibles. Le service de la dette des pays bénéficiaires a baissé en moyenne de près de 2 % de leurs PIB entre 1999 et 2006. Parallèlement, les dépenses gouvernementales de santé, d'éducation et dans d'autres services dans les pays bénéficiaires ont cru à un niveau cinq fois supérieur aux montants alloués au titre du service de la dette. Avant l'initiative PPTTE, le service de la dette dépassait ces dépenses sociales dans les pays éligibles. Malgré ce progrès, l'objectif de l'Initiative, qui consiste à ramener la dette extérieure des pays pauvres à des niveaux soutenables, n'a pas été encore atteint dans la plupart des pays bénéficiaires, et un nombre important de pays font toujours face à des risques modérés ou élevés d'une crise sévère de la dette.

## **1.2 SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE DE LA CEDEAO EN 2007**

### **1.2.1 Situation macroéconomique globale de la CEDEAO**

L'activité économique des Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) s'est inscrite en 2007, comme indiqué dans le chapitre précédent, dans un contexte international relativement peu favorable pour la majeure partie des pays membres, marqué notamment par le regain des tensions sur les prix à la consommation dans de nombreux pays industrialisés et les incertitudes croissantes sur les perspectives économiques. Au plan interne, la situation économique et financière de la majeure partie des pays membres de la CEDEAO est caractérisée par des résultats peu favorables de la campagne agricole 2007/2008 et des tensions sur les prix des produits de première nécessité. En outre, la persistance des lenteurs



dans la mise en oeuvre des réformes structurelles a pesé sur les conditions de relance des investissements productifs. Les progrès enregistrés dans la résolution des crises socio-politiques en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, en Guinée Conakry et au Togo, ont permis à ces pays de renouer avec les institutions de Bretton - Woods, même si le cas de la Guinée reste toujours préoccupant.

### **1.2.1.1 Secteur réel**

D'une manière générale, les efforts de redressement des économies déployés par les Etats membres de la communauté n'ont pas produit les effets attendus du fait de la persistance d'une série de contraintes. L'activité économique a continué d'être affectée par les effets induits des chocs liés aux aléas climatiques et à la flambée des cours mondiaux des matières premières. En outre, la crise énergétique qui a sévi dans plusieurs Etats membres, a eu un impact défavorable sur la croissance économique et l'inflation.

#### **a. Production**

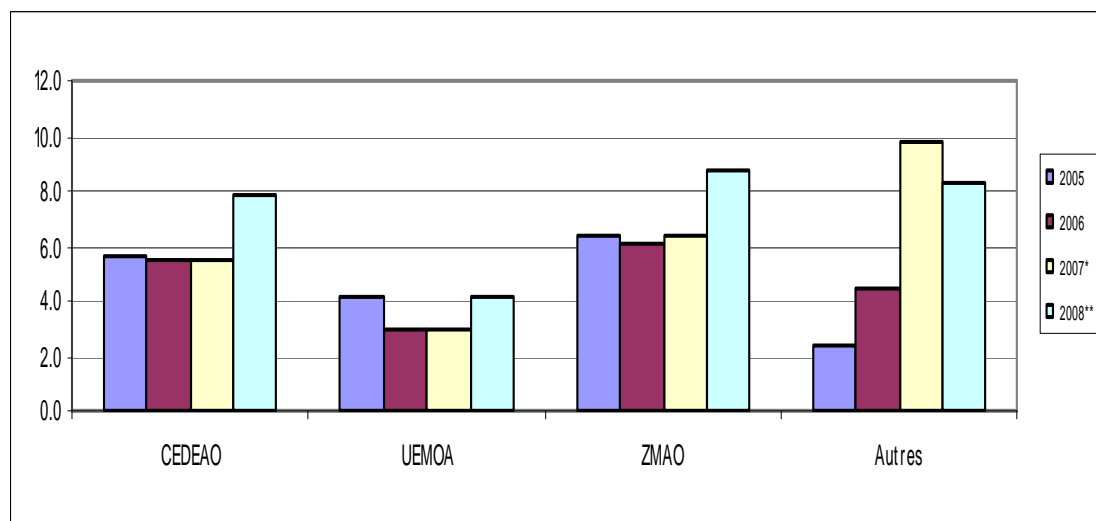
Malgré le contexte international difficile, la croissance économique de la communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest a atteint 5,4 % en 2006, un taux nettement inférieur à celui de 2005 mais qui devrait rebondir à 5,5 % en 2007 puis se maintenir, à 7,9 %, en 2008. Au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA – Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo), l'activité a continué de pâtir des effets négatifs de l'agitation politique persistante en Côte d'Ivoire, principale économie de l'union. La croissance économique de l'union s'est stagnée à 2,9% en 2007. Le Bénin, la Guinée-Bissau, le Sénégal et le Togo ont connu un redressement de l'activité économique en 2007, tandis que l'économie ivoirienne a amorcé une légère reprise. Le Burkina, le Mali et le Niger ont, en revanche, enregistré un recul de leur taux de croissance économique Parmi les cinq pays de la région non membres de l'UEMOA (Gambie, Ghana, Guinée, Nigeria et Sierra Leone), le Nigeria – de loin l'économie la plus importante – a affiché un taux de croissance du PIB de 6,4 % en 2007, contre 6,2 % en 2006, sous l'effet des arrêts de la production de pétrole dans le delta du Niger. Les prévisions pour le Nigeria en 2008 tablent sur une accélération, à 9,1 %, sous l'effet en particulier de la nouvelle poussée des prix du pétrole mais aussi d'une production accrue. Les performances de la Guinée ne se sont pas encore redressées en 2007 (1,8 % en 2007 contre 2,4 % en 2006), alors que le Ghana, la Sierra Leone et la Gambie s'en sont assez bien sortis en 2007 même si pour les deux dernières, les performances sont inférieures à celles de l'année 2006 (respectivement 6,2 ; 6,8 et 6,3 %).

Pour l'année 2008, les perspectives indiquent un taux de croissance de 7,9%, sous l'hypothèse de conditions climatiques favorables et l'apaisement des tensions socio politiques. Par ailleurs, les négociations en cours avec les institutions de Bretton Woods pourraient également déboucher sur la conclusion d'un programme de facilitation pour la réduction de pauvreté et la relance de la croissance (FRPC) en Côte d'Ivoire et au Togo. Dans la plupart des Etats membres, un taux de croissance plus élevé est attendu. Cependant, quelques incertitudes pèsent sur ces perspectives. Il s'agit notamment des difficultés de la filière coton dans la plupart des Etats membres, du niveau élevé des cours des produits pétroliers, de la hausse des prix des produits alimentaires importés et de la dépréciation du dollar par rapport à l'euro.

Tableau 1.1: Taux de croissance du PIB réel dans les Etats membres de la CEDEAO

|               | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007* | 2008** |
|---------------|------|------|------|------|------|-------|--------|
| CEDEAO        | 3,7  | 6,8  | 5,1  | 5,7  | 5,4  | 5,5   | 7,9    |
| UEMOA         | 1,3  | 3,1  | 2,8  | 4,1  | 2,9  | 2,9   | 4,2    |
| BENIN         | 4,4  | 3,9  | 3,1  | 2,9  | 3,8  | 4,2   | 5,4    |
| BURKINA FASO  | 4,6  | 8,0  | 4,6  | 7,1  | 5,5  | 4,3   | 4,5    |
| COTE D'IVOIRE | -1,6 | -1,7 | 1,6  | 1,8  | 1,2  | 1,5   | 2,9    |
| GUINEE BISSAU | -7,1 | 0,6  | 3,2  | 3,8  | 1,8  | 2,5   | 4,0    |
| MALI          | 4,3  | 7,6  | 2,3  | 6,1  | 5,3  | 1,5   | 4,7    |
| NIGER         | 5,8  | 3,8  | -0,8 | 7,4  | 5,1  | 3,1   | 4,9    |
| SENEGAL       | 1,2  | 6,7  | 5,6  | 5,3  | 2,1  | 5,0   | 5,4    |
| TOGO          | -0,2 | 4,8  | 2,5  | 1,3  | 1,8  | 2,5   | 3,8    |
| ZMAO          | 4,6  | 8,8  | 6,3  | 6,4  | 6,1  | 6,3   | 8,8    |
| GAMBIE        | 1,3  | 7,4  | 6,6  | 2,1  | 6,7  | 6,3   | 7,0    |
| GHANA         | 4,5  | 5,2  | 5,6  | 5,9  | 6,4  | 6,2   | 7,0    |
| GUINEE        | 4,2  | 1,2  | 2,3  | 3    | 2,4  | 1,8   | 4,5    |
| NIGERIA       | 4,6  | 9,6  | 6,6  | 6,5  | 6,2  | 6,4   | 9,1    |
| SIERRA LEONE  | 6,5  | 10,7 | 9,6  | 7,5  | 7,3  | 7,0   | 6,5    |
| Autres        | 6,2  | 2,4  | 4,5  | 9,8  | 7,7  | 8,3   | 6,2    |
| CAP-VERT      | 5,1  | 5,3  | 4,7  | 5,8  | 10,8 | 6,9   | 7,7    |
| LIBERIA       | 7,8  | -1,9 | -2,8 | 1,4  | 7,8  | 9,4   | 9,5    |

Graphique 1.4 : Taux de croissance du PIB réel dans les Etats membres de la CEDEAO



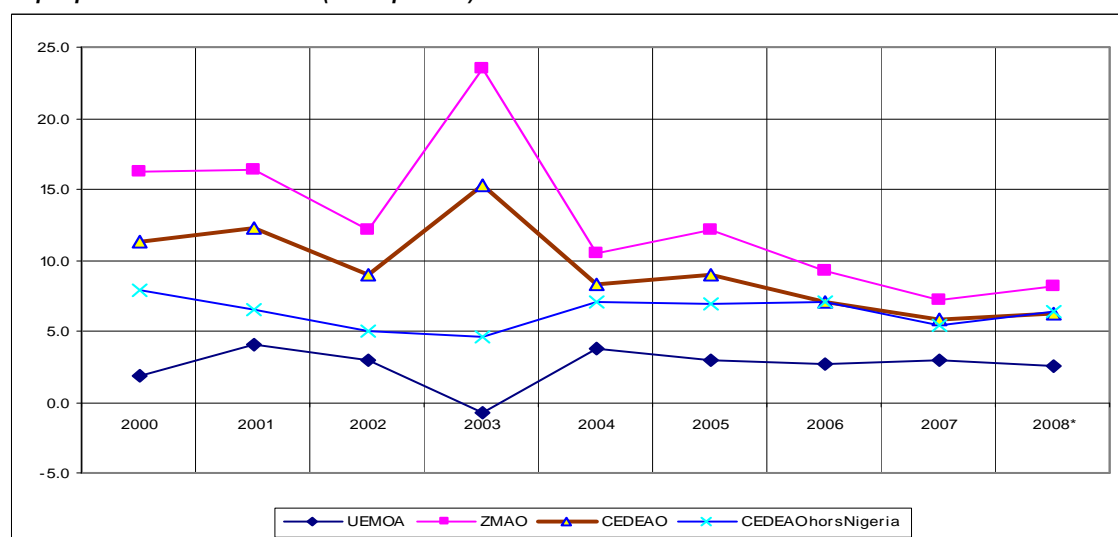
Sources : BCEAO, ZMAO et FMI \* = estimé ; \*\*=provisoire

## b – Inflation

Le taux d'inflation moyen de la région s'est replié en 2007, à 5,8 %, après une année 2006 d'inflation plus importante (7,1 %). Dans de nombreux pays de l'UEMOA, l'augmentation du prix des denrées alimentaires – liée à la sécheresse qui a provoqué une crise alimentaire dans la région – et celle du carburant ont eu un effet haussier sur l'inflation. Elle a légèrement augmenté passant de 2,7 à 2,9 % en 2007. Toutefois, les pays de l'UEMOA dont la monnaie est rattachée à l'euro continue de bénéficier d'un taux d'inflation moyen bien moindre que les pays membres de la

ZMAO (zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest) qui eux affichent tous (excepté la Gambie) des taux supérieurs ou égaux à 5 %. L'inflation des pays de la ZMAO s'est cependant globalement repliée entre 2006 et 2007. La hausse des prix est passée entre 2006 et 2007 : de 9,2 à 7,2 % soit individuellement 39,1 à 12,8 en Guinée ; de 8,5 à 6,6 % au Nigeria ; de 10,9 à 12,8 % au Ghana ; de 9,5 à 11,7 % en Sierra Leone ; et de 1,4 à 1,7 % en Gambie. Les prévisions pour 2008 tablent sur un net tassement des taux d'inflation, en particulier au Ghana et en Guinée. (Voir graphique ci-dessous).

**Graphique 1.5 : Taux d'inflation (fin de période) – CEDEAO**

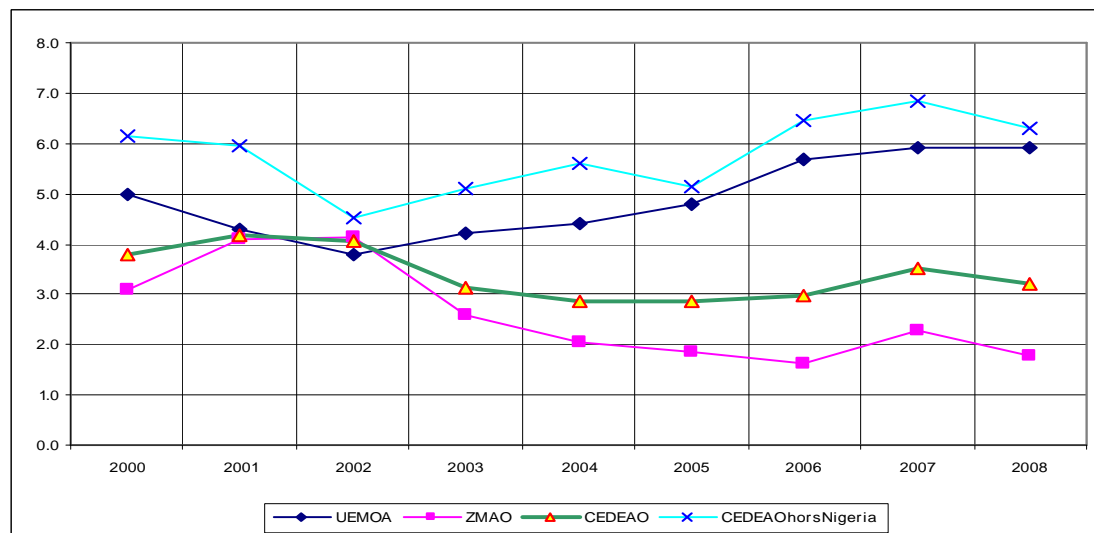


Sources : BCEAO, ZMAO et FMI

### 1.2.1.2 Finances publiques

Les soldes budgétaires hors dons de quatre pays de la région (Burkina Faso, Cap-Vert, Guinée-Bissau et Ghana) se sont détériorés en 2007. La Gambie, le Bénin, la Côte d'Ivoire et la Guinée sont pour leur part parvenus à limiter substantiellement leurs déficits. En dépit d'une légère amélioration, deux pays ont affiché un déficit supérieur à 4 % du PIB (Sierra Leone et Sénégal). Les autres cinq pays de la communauté ont affiché une légère détérioration par rapport à l'année 2006. Le déficit global hors dons de l'union passe de 3,0 à 3,5 % du PIB entre 2006 et 2007. Les prévisions 2008 tablent sur une stabilisation voire une amélioration de ce solde budgétaire.

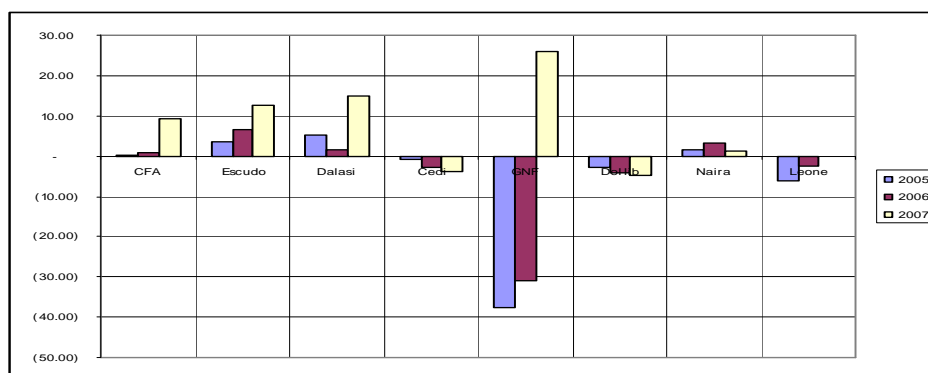
En 2008, il est attendu une stabilité des principaux soldes budgétaires. Le ratio des recettes budgétaires progresserait de 15,7% à 17,1% du PIB. La hausse concernerait toutes les zones et serait fondée sur la poursuite de l'application des mesures administratives dans le cadre de l'élargissement de l'assiette fiscale. Les dépenses totales et prêts nets s'accroîtraient légèrement. Cette hausse des dépenses publiques serait surtout liée à la progression des dépenses en capital au moment où les dépenses en salaires connaîtront une baisse. Ainsi, le déficit global hors dons représenterait 3,2%. (Voir graphique ci-dessous).

**Graphique 1.6 : Déficit budgétaire – CEDEAO**

Sources : BCEAO, ZMAO et FMI

### 1.2.1.3 Secteur extérieur

Sur les marchés internationaux des changes, le dollar est resté faible tout au long de l'année, se dépréciant par rapport à pratiquement toutes les principales devises. Au sein de la CEDEAO, toutes les monnaies se sont appréciées par rapport au dollar US excepté le Cedi et le Dollar libérien. Cette évolution a été attribuable aux réajustements macroéconomiques opérés dans certains pays, aux guerres civiles et à la remontée des cours du pétrole qui ont exercé des pressions de devises sur les pays importateurs de pétrole. (voir graphique ci-dessous)

**Graphique 1.7 :** Variation des cours de change nominal des monnaies de la CEDEAO)

Concernant le commerce extérieur, onze pays d'Afrique de l'Ouest ont affiché des déficits commerciaux allant de 4 à 14 % du PIB en 2007. Seuls la Côte d'Ivoire et le Mali ont obtenu de meilleurs résultats. La balance commerciale moyenne de la région est dominée par le Nigeria, où l'excédent enregistré en 2007 (8 % du PIB) a été inférieur à celui de 2006 (environ 12 %). La situation de la plupart des pays déficitaires ne devrait guère changer en 2008. En effet, le solde des transactions courantes s'établirait à 9,4 pourcent du PIB contre 14,2 en 2006. Cet excédent est

du à l'amélioration de la balance commerciale et des revenus nets. L'excédent du compte de capital et d'opérations financières se contracterait en raison notamment de la baisse des investissements directs, des investissements de portefeuille et des autres investissements. En effet, par rapport à l'année 2007, les investissements directs, destinés principalement aux secteurs du pétrole, des mines et des télécommunications, seraient en recul en 2008.

Tableau 1.2 : Solde du compte courant en pourcentage du PIB- CEDEAO

|               | 2002        | 2003        | 2004        | 2005        | 2006        | 2007*       |
|---------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>CEDEAO</b> | <b>-0.7</b> | <b>4.8</b>  | <b>11.6</b> | <b>16.3</b> | <b>14.2</b> | <b>9.4</b>  |
| <b>UEMOA</b>  | <b>-1.2</b> | <b>-3.5</b> | <b>-4.9</b> | <b>-6.3</b> | <b>4.2</b>  | <b>-5.8</b> |
| BENIN         | -2.8        | -6.5        | -7.1        | -5.2        | -4.6        | -9.1        |
| BURKINA FASO  | -9.2        | -8.5        | -10.4       | -11.3       | -9.0        | -8.3        |
| COTE D'IVOIRE | 6.7         | 2.1         | 1.6         | 0.2         | 2.7         | 1.3         |
| GUINEE BISSAU | 10.7        | 24.3        | 4.8         | -3.4        | -12.5       | -2.4        |
| MALI          | -4.1        | -6.4        | -8.2        | -8.0        | -3.6        | -8.0        |
| NIGER         | -8.2        | -7.9        | -8.0        | -9.4        | -9.8        | -10.6       |
| SENEGAL       | -6.4        | -6.4        | -6.4        | -7.8        | -9.4        | -10.2       |
| TOGO          | -9.5        | -9.2        | -10.6       | -21.8       | -15.6       | -15.6       |
| <b>ZMAO</b>   | <b>-0.4</b> | <b>9.2</b>  | <b>20.1</b> | <b>28.0</b> | <b>19.6</b> | <b>17.3</b> |
| NIGERIA       | -4.0        | 5.7         | 21.1        | 27.3        | 18.9        | 16.3        |
| GHANA         | -0.5        | 4.0         | -3.6        | -7.2        | -4.5        | -4.5        |
| GUINEE        | -4.3        | -2.3        | -4.8        | -5.7        | -7.9        | -11.9       |
| SLEONE        | -15.2       | -9.9        | -4.9        | -9.1        | -5.3        | -5.3        |
| GAMBIE        | -3.3        | -4.4        | -8.6        | -16.9       | -14.2       | -14.2       |
| <b>Autres</b> | <b>-0.3</b> | <b>-7.4</b> | <b>-7.4</b> | <b>-7.4</b> | <b>-7.4</b> | <b>-7.4</b> |
| CAP VERT      | -0.1        | -0.1        | -0.1        | -0.1        | -0.1        | -0.1        |
| LIBERIA       | -0.5        | -14.7       | ND          | ND          | ND          | ND          |

Sources : BCEAO, ZMAO et FMI

La dette extérieure de l'ensemble des pays de la CEDEAO est estimée à 16,9% du PIB en 2007 contre 17% en 2006. Cette baisse est surtout due à la baisse de la dette du Nigeria qui est passé de 60% en 2002 à 4,1% en 2007. La Guinée Bissau, la Gambie, le Liberia et la Sierra Leone ont des taux d'endettement supérieurs à 70 % de leur PIB.

Les pays à fort taux d'endettement extérieur sont la Guinée Bissau (273,7 %) ; la Gambie (109,7 %) la Sierra Leone (85,4%) la Guinée (74,7%) et le Togo (67,4%). Au total, six des quinze (15) pays de la CEDEAO sont considérés comme lourdement endettés.

Dans l'ensemble, la dette extérieure des pays de la CEDEAO semble être soutenable et ceci est dû à l'accélération des retombées de l'initiative visant les pays pauvres très endettés (PPTE) et à l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) qui a apporté une annulation d'une partie substantielle du stock de la dette extérieure de plusieurs pays de la zone.

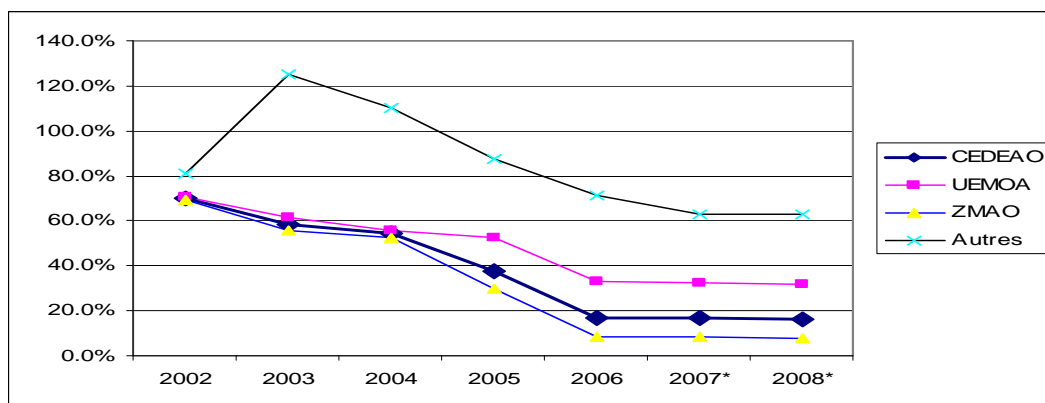
Par zone, l'encours de la dette extérieure est ressorti à 32,5% du PIB pour l'UEMOA, 8,4% du PIB pour la ZMAO et 63,0% du PIB pour les autres pays.

Tableau 1.3: Dettes extérieures - CEDEAO (en % du PIB)

|               | 2002        | 2003         | 2004         | 2005        | 2006        | 2007*       | 2008*       |
|---------------|-------------|--------------|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>CEDEAO</b> | <b>69.9</b> | <b>58.4</b>  | <b>54.3</b>  | <b>37.8</b> | <b>17.0</b> | <b>16.9</b> | <b>16.1</b> |
| <b>UEMOA</b>  | <b>70.4</b> | <b>61.3</b>  | <b>55.5</b>  | <b>52.3</b> | <b>33.1</b> | <b>32.5</b> | <b>31.6</b> |
| BENIN         | 48.1        | 40.3         | 38.6         | 40.0        | 14.9        | 15.6        | 16.3        |
| BURKINA FASO  | 42.3        | 37.2         | 37.0         | 39.5        | 16.1        | 19.0        | 21.4        |
| COTE D'IVOIRE | 76.9        | 68.7         | 60.8         | 54.1        | 49.1        | 46.6        | 42.0        |
| GUINEA BISSAU | 344.4       | 352.4        | 324.7        | 300.7       | 287.9       | 273.7       | 263.7       |
| MALI          | 79.3        | 67.1         | 64.5         | 61.3        | 25.1        | 26.5        | 28.3        |
| NIGER         | 78.5        | 63.7         | 58.0         | 54.5        | 15.2        | 17.3        | 19.1        |
| SENEGAL       | 61.7        | 50.9         | 44.0         | 42.6        | 18.0        | 17.1        | 18.5        |
| TOGO          | 87.1        | 89.4         | 76.3         | 73.7        | 68.6        | 67.4        | 65.2        |
| <b>ZMAO</b>   | <b>69.5</b> | <b>55.9</b>  | <b>52.8</b>  | <b>29.8</b> | <b>8.1</b>  | <b>8.4</b>  | <b>7.7</b>  |
| NIGERIA       | 60.5        | 53.1         | 49.9         | 21.7        | 3.4         | 4.1         | 4.0         |
| GHANA         | 117.7       | 72.2         | 72.2         | 63.5        | 22.3        | 24.6        | 26.7        |
| GUINEE        | 94.9        | 37.7         | 31.1         | 109.4       | 112.8       | 74.7        | 69.3        |
| SLEONE        | 183.8       | 150.2        | 138.6        | 129.7       | 96.4        | 85.4        | 85.4        |
| GAMBIE        | 134.6       | 145.5        | 131.0        | 119.0       | 127.7       | 109.7       | 109.7       |
| <b>Autres</b> | <b>81.1</b> | <b>125.1</b> | <b>110.3</b> | <b>87.3</b> | <b>71.2</b> | <b>63.2</b> | <b>63.0</b> |
| CAP - VERT    | 61.8        | 61.8         | 57.1         | 48.5        | 45.1        | 42.1        | 42.0        |
| LIBERIA       | 100.4       | 188.4        | 163.5        | 126.1       | 97.3        | 84.2        | 84.0        |

Sources : BCEAO, ZMAO et FMI

Graphique 1.8 : Evolution de la dette extérieure



#### 1.2.1.4 Secteur monétaire

La situation monétaire de l'Union à fin décembre 2007, comparée à celle à fin décembre 2006, a été caractérisée par une accélération de la croissance de la masse monétaire, induite à la fois par une hausse du crédit intérieur et une consolidation des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires.

Au niveau de l'UEMOA, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrus de 776,7 milliards. Cette augmentation s'explique, en partie, par la cession par l'Etat du Burkina d'une partie du capital de l'Office National des Télécommunications (ONATEL) à un partenaire

stratégique pour un montant de 144,3 milliards et de la mise en oeuvre du protocole d'accord de dédommagement entre l'Etat ivoirien et la société TRAFIGURA portant sur un montant de 95,0 milliards. Elle est également imputable aux efforts déployés par la Banque Centrale dans le cadre du rapatriement des recettes d'exportation. L'encours du crédit intérieur s'est accru 12,6% en rapport avec l'augmentation des crédits à l'économie, partiellement compensée par le repli du crédit net aux Etats. Cette évolution traduit l'augmentation de 14,9% des crédits ordinaires et le repli de 9,0 milliards ou 5,6% des crédits de campagne. La hausse des crédits ordinaires résulte principalement des concours octroyés à des entreprises opérant dans les secteurs de l'énergie et des télécommunications, ainsi que de la consolidation des créances à court terme détenues par les banques sur certaines entreprises en restructuration. En rapport avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a enregistré une progression de 19,0%, pour s'établir à 8.535,2 milliards à fin décembre 2007. Cet accroissement de la liquidité globale est porté par les dépôts qui ont augmenté de 21,2% et par la circulation fiduciaire qui s'est accrue de 14,1%, soit respectivement 1.049,8 milliards et 314,6 milliards.

En ce qui concerne les pays de la ZMAO, la croissance de la masse monétaire a été de 39,2% poursuivant ainsi la trajectoire relativement élevée enregistrée en 2006 avec un taux de 40,7%. Avant cette évolution, la monnaie au sens large n'avait enregistré que des taux de croissance de 17,7% et de 17,8 % respectivement en 2004 et 2005. L'expansion de la masse monétaire au sens large en 2007 a été induite par des augmentations aussi bien des avoirs intérieurs nets (AIN) que des avoirs extérieurs nets (AEN). Cette évolution pourrait s'expliquer par la croissance rapide du crédit accordé au secteur privé au Nigeria et au Ghana. D'une manière générale, le crédit accordé à l'Etat a baissé dans l'ensemble des pays membres, surtout en raison de la mise en oeuvre des politiques fiscales prudentes, ce qui a permis d'éliminer les avances octroyées à l'Etat et de réduire le crédit du système bancaire au secteur public. L'amélioration de la performance fiscale et une meilleure gestion de la trésorerie ont permis également l'augmentation du crédit accordé au secteur privé.

Tableau 1.4 : Variation Masse monétaire - CEDEAO

|                                      | 2002         | 2003         | 2004         | 2005         | 2006         | 2007*        |
|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>CEDEAO</b>                        | <b>18.31</b> | <b>18.51</b> | <b>13.40</b> | <b>20.08</b> | <b>25.34</b> | <b>27.79</b> |
| <b>UEMOA</b>                         | <b>16,0</b>  | <b>2,9</b>   | <b>5,8</b>   | <b>7,6</b>   | <b>11,4</b>  | <b>19</b>    |
| BENIN                                | -6.5         | 10.1         | -9.4         | 22.4         | 18.0         | 19.8         |
| BURKINA FASO                         | 2.9          | 16.4         | 0.2          | 18.0         | 10.1         | 23.6         |
| COTE D'IVOIRE                        | 30.6         | -6.6         | 1.7          | -9.1         | 10.3         | 10.3         |
| GUINEA BISSAU                        | 22.8         | 14.4         | 19.2         | -55.5        | 5.3          | 24.8         |
| MALI                                 | 28.5         | 21.9         | 11.9         | -16.2        | 8.8          | 11.8         |
| NIGER                                | -0.4         | -13.3        | 19.1         | 6.6          | 16.2         | 23.2         |
| SENEGAL                              | 7.6          | 14.6         | 12.8         | 8.2          | 11.9         | 12.6         |
| TOGO                                 | -2.5         | 6.2          | 16.6         | 2            | 22.7         | 16.8         |
|                                      | <b>19.35</b> | <b>26.47</b> | <b>16.95</b> |              |              | <b>32.27</b> |
| <b>Economies de la ZMAO</b>          |              |              |              | <b>26.28</b> | <b>32.35</b> |              |
| NIGERIA                              | 15.8         | 24.1         | 14.0         | 24.4         | 30.6         | 30.9         |
| GHANA                                | 50.0         | 37.8         | 25.9         | 14.3         | 38.8         | 36.3         |
| GUINEE                               | 18.4         | 34.7         | 35.9         | 37.2         | 59.4         | 4.8          |
| SLEONE                               | 29.6         | 21.9         | 20.1         | 31.3         | 21.5         | 21.5         |
| GAMBIE                               | 27.7         | 43.0         | 18.3         | 13.1         | 26.2         | 26.2         |
|                                      | <b>25.80</b> | <b>8.45</b>  | <b>29.90</b> |              |              | <b>22.45</b> |
| <b>Autres économies de la CEDEAO</b> |              |              |              | <b>23.10</b> | <b>22.45</b> |              |
| CAP VERT                             | 14.8         | 8.6          | 10.5         | 10.50        | 10.50        | 10.50        |
| LIBERIA                              | 36.8         | 8.3          | 49.3         | 35.7         | 34.4         | 34.4         |

Sources : BCEAO, ZMAO et FMI

Concernant les taux d'intérêt, ils ont évolué différemment suivant les zones et la nature. Dans la zone F CFA, les conditions de banque sont libres. Ainsi, les taux débiteurs sont librement fixés entre les parties dans la limite du taux de l'usure. Le taux de l'usure est fixé à 18,00% l'an pour les prêts consentis par les banques et à 27,00% l'an pour les prêts consentis par les établissements financiers, les institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit, les autres systèmes de financement décentralisés ainsi que pour tous les autres agents économiques. Les taux créditeurs sont également libres à l'exception de la rémunération de la petite épargne fixée à 3,50% pour les comptes sur livrets. Le taux de rémunération des dépôts à terme et bons de caisse de 5,0 millions au plus et d'une durée n'excédant pas un an est fixé à 2,95%, soit le taux mensuel du marché monétaire diminué de 2 points. Excepté le Naira, en ce qui concerne la petite épargne, tous les autres pays bénéficient des taux d'intérêts plus élevés que ceux de la zone CFA, même si la tendance est à la baisse. Les taux de la petite épargne sont compris entre 2% (Naira) et 14,7%(GNF). La rémunération du bon du trésor est quant à lui compris entre 4,5% (CFA) à 21,4% (GNF). Concernant la rémunération des prêts commerciaux, elle est plus importante au Ghana. En effet cette tendance des taux suit, à quelques exceptions prêts, la logique des taux d'inflation.



Tableau 1.5 - Evolution des taux d'intérêt - CEDEAO

| ZONES       | TAUX D'INTERET    | 2002  | 2003  | 2004  | 2005  | 2006  | 2007  |
|-------------|-------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| CFA         | Epargne           | 3.50  | 3.50  | 3.50  | 3.50  | 3.50  | 3.50  |
|             | Prêts commerciaux | Libre | Libre | Libre | Libre | Libre | Libre |
|             | Bon du Trésor     | 4.1   | 3.4   | 3.1   | 3.7   | 4.5   | 4.5   |
| Escudo      | Epargne           | 7.9   | 6.4   | 6.3   | 6.3   | 6.3   | 6.3   |
|             | Prêts commerciaux | 13.9  | 13.5  | 13.5  | 13.5  | 13.5  | 13.5  |
|             | Bon du Trésor     | 6.5   | 7.6   | 5.6   | 5.6   | 5.6   | 5.6   |
| Dalasi      | Epargne           | 8.0   | 8.0   | 10.0  | 5.0   | 5.0   | 5.0   |
|             | Prêts commerciaux | 20.5  | 28.8  | 28.8  | 21.8  | 14.0  | 13.3  |
|             | Bon du Trésor     | 20.0  | 31.0  | 34.0  | 16.0  | 12.8  | 12.8  |
| cedi        | Epargne           | 13.00 | 9.75  | 9.5   | 6.4   | 4.8   | 4.8   |
|             | Prêts commerciaux | 38.50 | 32.75 | 28.8  | 26.0  | 24.3  | 24.3  |
|             | Bon du Trésor     | 26.28 | 18.1  | 16.4  | 11.4  | 9.9   | 9.9   |
| GNF         | Epargne           | 7.40  | 6.50  | 8.4   | 14.7  | 14.7  | 14.7  |
|             | Prêts commerciaux | Libre | Libre | Libre | Libre | Libre | Libre |
|             | Bon du Trésor     | 13.36 | 13.36 | 12.2  | 23.9  | 22.3  | 21.4  |
| Dollars Lib | Epargne           | 5.0   | 3.55  | 3.4   | 2.80  | 2.70  | 2.70  |
|             | Prêts commerciaux | 15.0  | 17.0  | 18.4  | 15.9  | 15.3  | 15.3  |
|             | Bon du Trésor     | nd    | nd    | nd    | nd    | nd    | nd    |
| Naira       | Epargne           | 2.5   | 3     | 2.0   | 1.5   | 2     | 2     |
|             | Prêts commerciaux | 25.70 | 19.58 | 18.9  | 17.8  | 17.3  | 17.3  |
|             | Bon du Trésor     | 13.8  | 14.5  | 14.4  | 10.8  | 7.5   | 7.8   |
| Leone       | Epargne           | 4.0   | 4.0   | 6.0   | 5.5   | 5.5   | 5.5   |
|             | Prêts commerciaux | 25.0  | 25.0  | 27.0  | 27.0  | 27.0  | 27.0  |
|             | Bon du Trésor     | 14.7  | 20.20 | 27.3  | 20.4  | 14.2  | 14.2  |

Sources : BCEAO, ZMAO et FMI

## 1.2.2- SITUATION MACROECONOMIQUE ET FINANCIERE DE L'UEMOA

### 1.2.2.1 Secteur réel

#### a) Production

L'activité économique de l'Union a plus ou moins stagné. Elle a enregistré une croissance de 2,9% en 2007 comme en 2006. Cette situation s'expliquerait principalement par les performances du Bénin, du Sénégal et au Togo qui ont bénéficié d'une reprise du secteur primaire, d'un redressement du secteur industriel et d'un dynamisme du secteur tertiaire mais également par la régression de la croissance au Burkina Faso, au Mali, et au Niger. Ce ralentissement s'explique principalement pour les pays sahéliens, par les résultats de l'agriculture vivrière et les contre performances de la production de coton, notamment au Burkina Faso et au Mali.

#### b) Inflation

Le taux d'inflation annuel moyen a été de 2,9% après 2,7% en 2006. Selon le rapport de l'UEMOA, l'examen par type de consommation montre que la hausse des prix a concerné les produits

alimentaires, les services d'enseignement et la fonction « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles ». Le niveau moyen annuel des prix des produits alimentaires a connu une hausse de 4,0%, sous l'effet principalement de la hausse des cours des produits alimentaires sur le marché international. A l'inverse, une baisse de 3,3% du niveau des prix des services de communication a été enregistrée. Quant aux prix des services de transport, ils ont enregistré une hausse modérée de 0,8% expliquée en partie par la non répercussion de la totalité de la hausse des cours sur le marché international sur les prix à la pompe. Tous les pays ont enregistré un taux d'inflation inférieur à la norme communautaire à l'exception du Sénégal avec 6,1%. Le taux d'inflation a été compris entre 4,7% (Niger) et 0,3% (Bénin) pour les autres pays.

### **1.2.2.2 Finances publiques**

La situation des finances publiques a été caractérisée par une évolution contrastée des principaux soldes budgétaires. Les recettes budgétaires ont progressé de 11,8% pour représenter 17,9% du PIB contre 17,1% en 2006. Quant aux recettes fiscales, elles ont augmenté de 10,5%, induisant une amélioration du taux de pression fiscale qui est ressorti à 15,7% contre 15,2% en 2006. La croissance des recettes fiscales est consécutive aux efforts de recouvrement déployés par les régies financières. Quant aux recettes non fiscales, elles ont progressé de 31,4% pour représenter 2,0% du PIB contre 1,6% en 2006, sous l'effet de leur croissance sensible au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal. Cette progression est liée au recouvrement des dividendes payées par les sociétés minières au Mali et aux recettes tirées des licences de téléphonie mobile au Bénin. En ce qui concerne les dons, ils ont augmenté de 26,7% pour représenter 2,0% du PIB contre 1,7% en 2006. Les dons se sont accrus vivement dans tous les Etats à l'exception de la Guinée Bissau. Cette progression s'explique par la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté et à la reprise progressive de l'assistance extérieure à la Côte d'Ivoire et au Togo.

Les dépenses totales et prêts nets ont augmenté de 13,9% pour représenter 23,7% du PIB contre 22,3% en 2006. Cette progression qui a concerné tous les Etats membres à l'exception du Togo, a été portée par les deux composantes de la dépense. En effet, les dépenses courantes ont progressé de 8,6%, essentiellement sous l'effet de la hausse des dépenses de fonctionnement et de la masse salariale. L'accroissement de la masse salariale est lié aux recrutements effectués dans certains Etats et au paiement de rappel de salaires aux fonctionnaires dans plusieurs Etats. Les dépenses en capital ont progressé de 27,3%, en rapport principalement avec la poursuite de la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté. Au total, le déficit global hors dons s'est aggravé pour représenter 5,9% du PIB contre 5,2% en 2006. A l'inverse, le déficit global s'est réduit pour représenter 2,8% du PIB contre 2,9% en 2006.

La situation des finances publiques a été, par ailleurs, marquée par des tensions de trésorerie qui se sont traduites par des accumulations d'arriérés de paiement. Il s'agit de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Bissau et du Togo. Le montant des arriérés de paiement que ces Etats ont accumulé en 2007 s'élève à 349,6 milliards dont 329,2 milliards au titre des arriérés de paiement extérieurs.

En ce qui concerne la dette publique, sa situation s'améliore régulièrement depuis plusieurs années. A fin 2007, l'encours de la dette publique s'est élevé à 12 594,8 milliards, soit 45,8% du PIB contre 54,1% à fin décembre 2006. Cette baisse est essentiellement liée à la mise en œuvre des initiatives d'allègement de la dette multilatérale dont cinq Etats membres ont bénéficié. La baisse se poursuivrait en 2008 et l'encours de la dette représenterait 40,4% du PIB. La normalisation attendue des relations avec les institutions financières internationales devraient

permettre à la Côte d'Ivoire, à la Guinée Bissau et au Togo de bénéficier également des allègements liés à ces différentes initiatives.

### **1.2.2.3 Secteur extérieur**

Les échanges extérieurs des Etats membres de l'Union se sont soldés par un excédent global de 705 milliards en 2007 contre 636,9 milliards en 2006. Cette évolution est induite par le renforcement de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières atténué par l'accentuation du déficit des transactions courantes, nonobstant.

En effet, le déficit des transactions courantes s'est aggravé de 546,9 milliards pour s'établir à 1626,6 milliards, en raison principalement d'une mauvaise performance du commerce extérieur résultant d'une régression de 5,3% des exportations suite à un repli des ventes à l'étranger de coton, d'or et de pétrole, et d'un accroissement de 5,2% des importations, induit principalement par l'accroissement des acquisitions de biens d'équipement et des produits alimentaires. En revanche, la facture pétrolière est ressortie en léger repli à 2.060,8 milliards contre 2.143,1 en 2006, en raison de la baisse des quantités acquises. Hors dons, le déficit courant est passé de 5,4% du PIB en 2006 à 7,8% du PIB en 2007. La balance des services s'est améliorée de 0,4% en ressortant déficitaire à 1.351,8 milliards. L'augmentation des sorties nettes au titre des revenus, qui est passée de 579,5 milliards à 612,1 milliards, est liée à la rémunération des investisseurs privés étrangers. La hausse de l'excédent des transferts courants de 848,1 milliards à 1.106,3 milliards est attribuable aux dons publics.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières s'est amélioré de 569,5 milliards, en raison notamment de la hausse des investissements directs, des investissements de portefeuille et des autres investissements. En effet, les investissements directs, destinés principalement aux secteurs du pétrole, des mines et des télécommunications, ont enregistré une hausse de 50,4% pour s'établir à 676,2 milliards en 2007. Les investissements de portefeuille sont ressortis en accroissement en s'inscrivant à 82,9 milliards contre 34,3 milliards une année auparavant, en raison des opérations d'emprunts des Trésors Nationaux sur le marché financier régional. Les autres investissements (crédits commerciaux, prêt, dépôts) se sont améliorés pour s'établir à un excédent de 712,4 milliards, après le déficit exceptionnel enregistré en 2006, en relation avec la prise en compte dans les amortissements de la dette publique extérieure, des contreparties de l'annulation de la dette au titre de l'IADM.

### **1.2.2.4 Secteur monétaire**

Le profil des agrégats monétaires est demeuré bien orienté, avec une consolidation de la position extérieure nette des institutions monétaires, une augmentation du crédit intérieur et une progression consécutive de la masse monétaire.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrus de 776,7 milliards pour s'inscrire à 4.676,2 milliards. Cette évolution est imputable au renforcement des avoirs extérieurs bruts de l'Institut d'émission qui se sont établis à 4.795,6 milliards à fin décembre 2007. Les entrées exceptionnelles de ressources au profit des Etats, notamment au titre des investissements directs étrangers dans les sous-secteurs des télécommunications et des mines expliquent pour une large part cet accroissement sensible des avoirs extérieurs bruts de l'Institut d'émission qui représentent à fin décembre 2007, près de cinq (5) mois d'importations de biens et services. La position extérieure nette créditrice des banques s'est, pour sa part, consolidée à 183,7 milliards après un niveau de 173,9 milliards enregistré à fin 2006. Par rapport à fin décembre 2006, le crédit intérieur a enregistré une hausse de 12,6% pour se situer à 5.386,1 milliards, du fait exclusivement

de la hausse des crédits à l'économie, la position nette débitrice des Gouvernements s'étant légèrement réduite. Celle-ci s'est établie à 480,9 milliards, en repli de 4,8 milliards, en raison essentiellement du renforcement des dépôts publics dans les livres de la Banque Centrale et des banques commerciales, consécutif aux entrées exceptionnelles de ressources au profit des Etats. L'encours des crédits à l'économie a enregistré une progression de 14,1% d'une année à l'autre, pour s'établir à 4.905,2 milliards à fin décembre 2007. La hausse des crédits résulte principalement des concours octroyés aux entreprises opérant dans les secteurs de l'agro-industrie, des télécommunications, de l'énergie, des mines et des bâtiments et travaux publics. En rapport avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a enregistré une progression de 19,0%, pour s'établir à 8.535,2 milliards à fin décembre 2007. Cet accroissement de la liquidité globale est porté, pour une large part, par les dépôts qui ont augmenté de 21,2% et qui représentent 70,0% de la masse monétaire. La circulation fiduciaire a progressé de 14,1% dans le sillage de l'augmentation des revenus distribués dans le monde rural en Côte d'Ivoire, consécutive à la hausse de 10,8% des prix bord champ de cacao et de 45,1% des achats de café auprès des paysans. Comparativement à son niveau à fin décembre 2006, la base monétaire s'est élargie de 20,4% pour ressortir à 3.641,5 milliards au 31 décembre 2007. Cette évolution résulte principalement de l'accroissement des avoirs extérieurs nets. Les interventions globales de l'Institut d'émission se sont chiffrées à 419,6 milliards à fin décembre 2007, en hausse de 77,7 milliards ou 22,7% par rapport au niveau atteint à fin décembre 2006, sous l'effet de la hausse des concours aux banques et établissements financiers et dont l'impact a été atténué par les remboursements des concours monétaires directs consolidés. En relation avec une sollicitation plus forte des guichets de refinancement par un nombre croissant d'établissements de crédit, dans un contexte de resserrement de la liquidité bancaire, les concours ont enregistré une progression de 103,6 milliards, pour s'établir à 128,6 milliards.

### **1.2.3 SITUATION MACROECONOMIQUE DE LA ZMAO**

Ce rapport porte sur l'évolution macroéconomique de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) en 2007 ainsi que sur la performance de la zone au titre du programme de convergence. D'une manière générale, en 2007, la performance macroéconomique dans la ZMAO a été satisfaisante. La croissance du PIB réel a été maintenue à des niveaux viables, avec une moyenne annuelle supérieure à 6% au cours des quatre dernières années. Les pressions inflationnistes ont été largement contenues, alors que la viabilité du secteur extérieur s'est renforcée dans les pays aussi bien exportateurs que non exportateurs de pétrole. Au niveau zonal, trois critères primaires de convergence ont été satisfaits, bien que certains pays n'aient pas satisfait à ces critères, notamment l'inflation et déficit budgétaire.

L'analyse faite ici concerne essentiellement l'évolution récente des situations budgétaire, monétaire, externe et du secteur réel au sein de la ZMAO, avec un accent particulier sur l'exercice 2007.

#### **1.2.3.1 Secteur réel**

L'ensemble de l'économie de la zone a enregistré une croissance de 6,1 % en 2007, par rapport à 5,6% en 2006. A l'exception de la Guinée, tous les pays membres ont enregistré des taux de croissance de plus de 6,0 % durant l'exercice : Gambie (6,9%), Sierra Leone (6,9%), Ghana (6,3%), Nigeria (6,2%), et Guinée (1,3). En 2007, l'inflation de la ZMAO a fléchi pour se situer à

8,2%, par rapport à 11,5% en 2006 et 13,5% en 2005. Les taux d'inflation par pays sont les suivants ; La Gambie (6,0%), le Nigeria (6,6%), la Sierra Leone(12,2%), le Ghana(12,8%), et la Guinée(12,9% par rapport à 39,1% en 2006

### 1.2.3.2 Finances publiques

La performance budgétaire en 2007 s'est défavorablement ressentie de la flambée des prix pétroliers et alimentaires. Ainsi, les déficits budgétaires (hors dons) estimés à USD 913,3 millions, soit 0,4% du PIB ont été enregistrés, contre un excédent budgétaire d'USD 2740,8, soit 1,7% du PIB en 2006. Toutefois, les dérapages ont été limitées grâce à des réformes de politiques budgétaires telles que la mise en application de systèmes de budget de trésoreries et des mesures renforcées de mobilisation des recettes internes dans certains Etats membres. Le ratio recettes fiscales/PIB a baissé de 15,34% en 2006 à 11,3 % en 2007. Cependant, la Gambie et le Ghana ont affiché une solide performance fiscale en raison de l'amélioration de l'administration fiscale. Par exemple, le Ghana a mis en application une taxe sur les timbres pour les petits commerçants et un programme de taux forfaitaire de TVA de 3 % pour le commerce de détail du secteur informel. Ainsi, l'ensemble des recettes/PIB sont passées de 27,8 en 2006 % pour se situer à 32,8 % en 2007. La Gambie a diminué l'impôt sur la vente du riz, de 15% à 5% durant le troisième trimestre de l'exercice, alors qu'un manque à gagner de 0,1 % consécutif à cette mesure à été compensé par un accroissement de l'impôt sur la vente des pièces de rechange des véhicules de 10 à 20%. Les performances en matière de recettes sont demeurées faibles en Guinée, au Nigeria et en Sierra Leone, une situation défavorablement répercutée sur la performance globale. D'autre part, les dépenses (dont emprunts nets) sont demeurés à 24.6 % en 2006 et 2007, soit une basse par rapport aux exercices précédents. Le principe d'exécution des dépenses publiques sur la base caisse appliqué par la Gambie, la Guinée et la Sierra Leone a contribué à ces résultats accrus.

Par ailleurs, le ratio dépenses totales/PIB au Nigeria a régressé en passant de 30,2% en 2006 pour se situer à 23,9% en 2007. Les dépenses en capital importantes au secteur énergétique, notamment au Ghana et au Nigeria, ont contribué à l'accroissement des dépenses en capital au niveau zonal. Dans le cadre des critères de la ZMAO, la Gambie, la Guinée et le Nigeria ont enregistré des ratios de déficit budgétaire, respectivement de 4,0%, 1,0% et 0,5% du PIB. Le Ghana et la Sierra Leone ont enregistré des niveaux supérieurs au seuil, respectivement de 14,9 et de 6,0%.

### 1.2.3.3 Secteur extérieur

En 2007, le secteur extérieur de la ZMAO a été relativement performant bien que certains pays aient été affectés par la flambée des prix des produits énergétiques. L'évolution positive des prix des produits sur le marché mondial n'ont pu suffisamment compenser cette évolution négative. Ainsi, les réserves officielles en mois d'importations ont fléchi de 19,7 mois à fin 2006 à 11,5 mois à fin 2007. La Guinée est le seul pays dont les réserves brutes couvrent moins de trois mois d'importations. Une situation imputable à la volatilité du secteur extérieur et aux faibles performances macroéconomique. En dépit de l'évolution positive sur le marché international du pétrole, les réserves du Nigeria en termes de couverture d'importations a fléchi, pour se chiffrer à 13,0 mois, en raison de l'accroissement de sa facture d'importation. En Gambie, les réserves internationales brutes ont augmenté de façon modérée en raison de flux d'investissements directs

extérieurs, des remises de dettes privées et du tourisme. Au Ghana, les réserves extérieures se sont accrues en raison de l'évolution positive des prix de ses exportations traditionnelles d'or et de cacao et l'émission d'obligations souveraines. Quant à la Sierra Leone, les progrès des recettes issues de ses exportations traditionnelles principales de diamants, de la bauxite et du rutile ont compensé la croissance de la facture d'importations, se traduisant par un accroissement modéré des réserves extérieures. Les taux de change de la zone sont demeurés relativement stables, avec la plupart des monnaies opérant dans le cadre du Mécanisme de Change (MC II) de la ZMAO. Le Dalasi, le F Guinéen et le Naira se sont appréciées en 2007.

#### **1.2.3.4 Secteur monétaire**

Durant la période sous revue, la croissance de la masse monétaire dans la ZMAO a été de 39,2%. Cette importante hausse s'inscrit dans la tendance observée en 2006 où l'agrégat M2 avait connu un accroissement de 40,7%. Avant cette évolution, la monnaie au sens large n'avait enregistré que des taux de croissance de 17,7% et de 17,8 % respectivement en 2004 et 2005. L'expansion de la masse monétaire au sens large en 2007 a été induite par des augmentations aussi bien des avoirs intérieurs nets (AIN) que des avoirs extérieurs nets (AEN).

L'évolution des AIN s'explique essentiellement par la croissance rapide du crédit accordé au secteur privé au Nigeria et au Ghana. D'une manière générale, le crédit accordé à l'Etat a baissé dans l'ensemble des pays membres, surtout en raison de la mise en œuvre des politiques budgétaires rigoureuses. L'amélioration de la performance fiscale et une meilleure gestion de la trésorerie ont permis également l'augmentation du crédit accordé au secteur privé.

Les AEN au niveau zonal se sont accrues de 24,4% durant la période sous revue, reflétant ainsi les tendances de ces AEN au Nigeria, au Ghana et en Sierra Leone, par suite d'une forte performance du secteur extérieur.

En matière de conditions financières, les taux des bons du trésor (d'échéance de 91 jours) se sont accrues (de façon marginale) dans tous les pays, à l'exception de la Guinée.

## 2.0 SITUATION DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE ET HARMONISATION DES POLITIQUES

La présente section décrit la performance des différents Etats membres de la CEDEAO en ce qui concerne les critères de convergence à fin 2007 et les perspectives pour 2008. Elle montre que le maintien de la convergence macroéconomique entre les pays membres est demeuré un défi majeur au cours de la période..

### 2.1 APERÇU SUR LA PERFORMANCE EN MATIERE DE CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

L'évolution vers la convergence macroéconomique est demeurée mitigée, dans la mesure où l'on n'a enregistré aucune amélioration sensible de la performance générale au cours de la période considérée. Certains pays membres ont éprouvé des difficultés à maintenir leur performance en ce qui concerne les objectifs atteints au cours des années précédentes.

Les Tableaux 1 et 2 donnent un résumé du nombre de pays qui ont rempli les critères, ainsi que le nombre total de critères (tant primaires que secondaires) atteints par chaque pays. Il convient de souligner que le Tableau 2 ne prend pas en compte le critère des arriérés intérieurs, en raison de l'absence de réponses pour plusieurs pays.

Le Tableau 2.1 ci-dessous donne un aperçu du nombre de pays (sur les quinze pays membres de la CEDEAO) qui ont respecté les critères de convergence établis.

**Tableau 2.1 : Nombre de Pays qui ont rempli les critères de convergence au sein de la CEDEAO au cours de la période 2000-07**

| Critères primaires                                       | 2000  | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|--|-------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Déficit budgétaire/PIB                                   | 6     | 6    | 5    | 5    | 3    | 5    | 6    | 6    | 6    |
| Inflation  | 11    | 9    | 10   | 10   | 9    | 9    | 8    | 7    | 10   |
| Financement du déficit budgétaire par la banque centrale | 11    | 13   | 11   | 11   | 14   | 15   | 13   | 14   | 15   |
| Réserves extérieures brutes                              | 10    | 10   | 9    | 9    | 9    | 9    | 9    | 9    | 9    |
| <b>Critères secondaires</b>                              |       |      |      |      |      |      |      |      |      |
| Arriérés intérieurs <sup>2</sup>                         | n. d. | 5    | 4    | 5    | 4    | 4    | 7    | 8    | 8    |
| Recettes fiscales/PIB                                    | 1     | 0    | 0    | 0    | 2    | 2    | 2    | 3    | 3    |
| Masse salariale/recettes fiscales                        | 6     | 6    | 5    | 8    | 5    | 7    | 7    | 8    | 8    |
| Investissements publics/recettes fiscales                | 6     | 6    | 5    | 5    | 7    | 6    | 7    | 7    | 7    |
| Taux d'intérêt réels positifs                            | 12    | 7    | 8    | 9    | 7    | 7    | 7    | 7    | 9    |
| Stabilité du taux de change réel                         | 1     | 9    | 3    | 0    | 0    | 12   | 12   | 13   | 14   |

Source : AMAO

<sup>2</sup> Ce critère n'a été évalué que pour les pays de l'UEMOA ; les autres pays n'ont pas fourni de données.

La performance au titre du principal critère primaire, le ratio déficit budgétaire/PIB, est demeuré relativement faible avec seulement six pays ayant rempli ce critère en 2007. Le nombre de pays qui ont réalisé le critère au titre de l'inflation a chuté à sept (7) au cours de la période considérée, contre huit (8) en 2006. Quatorze (14) pays ont atteint l'objectif requis pour le financement du déficit budgétaire par la banque centrale, contre 13 en 2006. S'agissant des réserves extérieures brutes, neuf pays (le Nigeria et les huit pays de l'UEMOA) ont pu atteindre cet objectif au cours de la période.

La performance au titre des critères secondaires a également été insuffisante, d'une manière générale. Seuls trois (3) pays ont atteint l'objectif recettes fiscales/PIB au cours de la période considérée. Etant donné que la masse salariale absorbe l'essentiel des recettes fiscales générées au plan interne dans la plupart des pays, la réalisation de ce critère s'est également avérée difficile. Il convient de prendre en compte l'incidence des taux d'intérêt réels positifs dans la majorité des pays en 2007. D'une manière générale, les taux de change réels sont demeurés stables dans les pays membres et ce critère a été rempli par treize (13) pays à la fin de 2007.

Le Tableau 2.2 montre qu'aucun pays n'a encore pu respecter tous les critères de convergence primaires et secondaires. A la fin de 2007, la meilleure performance a été réalisée par le Bénin avec huit (8) objectifs atteints. Ce pays est suivi par le Mali qui a satisfait à sept (7) critères. Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Sénégal et le Togo ont réussi chacun six critères de convergence. Pour leur part, le Cap Vert, la Guinée et le Nigeria ont obtenus chacun cinq (5) critères. Quant à la Gambie, elle a réussi quatre (4) critères. De leur côté, la Guinée Bissau et la Liberia ont satisfait à trois critères. Enfin, le Ghana et la Sierra Leone n'ont réalisé que deux (2) critères de convergence chacun.

Tableau 2.2 : Nombre total de critères de convergence atteints<sup>3</sup>

| PAYS/PERIODE  | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008* |
|---------------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|
| BENIN         | 5    | 6    | 6    | 6    | 5    | 5    | 4    | 8    | 8     |
| BURKINA FASO  | 5    | 5    | 4    | 5    | 5    | 6    | 6    | 6    | 6     |
| CAP-VERT      | 2    | 4    | 2    | 3    | 3    | 5    | 4    | 5    | 4     |
| COTE D'IVOIRE | 5    | 5    | 4    | 5    | 5    | 5    | 6    | 6    | 6     |
| GAMBIE        | 7    | 2    | 0    | 1    | 4    | 5    | 6    | 4    | 6     |
| GHANA         | 2    | 1    | 0    | 1    | 2    | 2    | 3    | 2    | 4     |
| GUINEE        | 1    | 4    | 3    | 1    | 1    | 3    | 2    | 5    | 4     |
| GUINEE-BISSAU | 3    | 5    | 5    | 4    | 5    | 5    | 5    | 3    | 5     |
| LIBERIA       | 7    | 4    | 4    | 4    | 2    | 3    | 3    | 3    | 3     |
| MALI          | 6    | 5    | 5    | 6    | 6    | 7    | 6    | 7    | 7     |
| NIGER         | 4    | 5    | 5    | 4    | 5    | 5    | 7    | 6    | 7     |
| NIGERIA       | 5    | 4    | 3    | 4    | 4    | 6    | 5    | 5    | 6     |
| SENEGAL       | 6    | 8    | 7    | 7    | 6    | 7    | 6    | 6    | 8     |
| SIERRA LEONE  | 3    | 3    | 4    | 0    | 1    | 2    | 1    | 2    | 2     |
| TOGO          | 4    | 5    | 5    | 6    | 5    | 5    | 6    | 6    | 6     |

Source : AMAO

<sup>3</sup> Les arriérés intérieurs n'ont pas été pris en compte



## 2.2 ANALYSE DE LA PERFORMANCE PAR CRITERE

### 2.2.1 Critères primaires

#### 2.2.1.1 Ratio déficit budgétaire/PIB $\leq$ 4 %

Le niveau élevé des déficits budgétaires est demeuré un défi majeur de la politique de gestion macroéconomique dans les Etats membres de la CEDEAO en 2007, en dépit de quelques améliorations. Six (6) pays, à savoir le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, le Liberia, le Nigeria, ont atteint cet objectif à la fin 2007, contre sept (7) à la fin de 2006.

Par ailleurs, neuf (9) pays de la CEDEAO (Burkina Faso, Cap-Vert, Ghana, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Sierra Leone et Togo) n'ont pas atteint ce critère au cours de la période considérée. L'on s'attend à ce que la performance au titre de ce critère ne s'améliore pas en 2008 avec le même nombre de pays respectant ce critère.

Tableau 2.3 : Pays de la CEDEAO – Ratio déficit budgétaire /PIB

| PAYS/PERIODE                            | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|---|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| BENIN                                   | 3,6  | 2,6  | 3,1  | 4,4  | 5,5  | 4,6  | 2,5  | 0,1  | 4,0  |
| BURKINA FASO                            | 11,7 | 6,7  | 9,1  | 7,8  | 8,8  | 8,8  | 10,7 | 11,8 | 12,3 |
| CAP-VERT                                | 15,0 | 9,0  | 11,1 | 9,0  | 7,6  | 12,7 | 8,6  | 11,8 | 11,5 |
| COTE D'IVOIRE                           | 1,5  | 0,4  | 2,0  | 3,2  | 2,6  | 2,8  | 1,5  | 0,6  | 1,7  |
| LA GAMBIE                               | 3,6  | 9,8  | 9,1  | 5,2  | 9,9  | 8,4  | 2,7  | 0,5  | 3,9  |
| GHANA                                   | 10,1 | 13,1 | 7,9  | 7,7  | 9,5  | 6,9  | 12,6 | 14,7 | 8,9  |
| GUINEE                                  | 5,2  | 3,4  | 6,2  | 8,8  | 5,9  | 1,6  | 2,0  | 0,9  | 3,7  |
| GUINEE-BISSAU                           | 24,9 | 24,7 | 13,6 | 23,0 | 25,4 | 23,9 | 15,7 | 20,8 | 17,1 |
| LIBERIA                                 | 0,9  | 1,9  | 1,0  | 3,7  | 4,4  | 0,9  | 3,0  | 3,4  | 2,0  |
| MALI                                    | 9,0  | 9,6  | 6,9  | 5,1  | 7,2  | 7,3  | 7,6  | 7,8  | 8,3  |
| NIGER                                   | 8,9  | 8,0  | 8,5  | 8,3  | 9,8  | 9,6  | 6,0  | 6,7  | 10,3 |
| NIGERIA                                 | 2,7  | 5,8  | 5,9  | 2,8  | 1,7  | 1,3  | 0,6  | 1,2  | 1,2  |
| SENEGAL                                 | 1,6  | 3,8  | 1,8  | 3,2  | 4,7  | 4,7  | 7,3  | 5,2  | 6,3  |
| SIERRA LEONE                            | 17,3 | 16,7 | 16,5 | 19,4 | 14,3 | 9,5  | 8,5  | 5,6  | 9,0  |
| TOGO                                    | 5,0  | 2,3  | 1,0  | 1,8  | 0,9  | 4,0  | 4,2  | 4,6  | 5,3  |
| Nombre de pays ayant atteint le critère | 6    | 6    | 5    | 5    | 3    | 5    | 6    | 6    | 6    |

Sources : AMAO et banques centrales

#### 2.2.1.2 Taux d'inflation $\leq$ 5 %

La bonne performance de la production agricole dans la plupart des Etats a contribué à atténuer l'impact des poussées inflationnistes dues à l'envolée des cours des produits pétroliers et de leurs produits dérivés en 2007. Sept (7) pays (Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Mali, Niger et Togo) ont atteint cet objectif au cours de la période considérée contre 8 pays au cours de l'année précédente. Le tableau suivant présente de manière plus détaillée la performance des pays au titre de ce critère.

Tableau 2.4 : CEDEAO: Taux d'inflation à la fin de la période

| PAYS/PÉRIODE                                   | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| BENIN  | 4,2  | 4,0  | 1,2  | 0,7  | 2,7  | 3,8  | 5,2  | 0,3  | 1,9  |
| BURKINA FASO                                   | -3,0 | 4,9  | 3,9  | 3,2  | 0,7  | 4,5  | 1,5  | 2,3  | 2,0  |
| CAP-VERT                                       | -1,1 | 4,2  | 3,0  | -2,3 | -0,3 | 1,7  | 5,8  | 3,4  | 6,0  |
| COTE D'IVOIRE                                  | 2,5  | 4,3  | 4,4  | -0,1 | 4,4  | 2,6  | 2,0  | 1,5  | 1,8  |
| LA GAMBIE                                      | 0,2  | 8,1  | 13,0 | 17,6 | 8,0  | 1,8  | 1,4  | 6,0  | 5,0  |
| GHANA  | 40,5 | 21,3 | 15,2 | 23,6 | 11,8 | 13,9 | 10,9 | 12,8 | 19,8 |
| GUINEE   | 7,2  | 5,2  | 6,1  | 12,9 | 27,6 | 29,7 | 39,1 | 12,8 | 15,0 |
| GUINEE-BISSAU                                  | 8,6  | 3,3  | 0,9  | 0,2  | 0,9  | 0,3  | 3,2  | 9,3  | 2,2  |
| LIBERIA  | 3,2  | 19,4 | 11,1 | 5,0  | 16,1 | 7,0  | 8,9  | 11,7 | 10,5 |
| MALI   | -0,7 | 5,2  | 4,1  | -5,0 | 1,5  | 3,4  | 3,6  | 2,2  | 2,6  |
| NIGER  | 2,9  | 4,0  | 0,6  | -1,5 | 3,6  | 4,2  | 0,3  | 4,7  | 1,6  |
| NIGERIA  | 14,5 | 16,4 | 12,1 | 23,8 | 10,0 | 11,6 | 8,5  | 6,6  | 7,0  |
| SENEGAL  | 0,7  | 3,0  | 1,4  | -1,5 | 1,7  | 1,4  | 4,0  | 6,1  | 2,4  |
| SIERRA LEONE                                   | -2,8 | 3,4  | -1,3 | 11,3 | 14,4 | 13,1 | 7,3  | 13,8 | 13,5 |
| TOGO   | 1,9  | 3,9  | 1,6  | -1,7 | 3,9  | 5,5  | 1,5  | 3,4  | 2,2  |
| <b>Nombre de pays ayant atteint le critère</b> | 11   | 9    | 10   | 10   | 9    | 9    | 7    | 7    | 10   |

Sources: AMAO, banques centrales

### 2.2.1.3 Financement du déficit budgétaire par la banque centrale/recettes fiscales de l'année précédente ≤ 10 %

La performance en ce qui concerne le financement du déficit budgétaire par la banque centrale est demeurée satisfaisante au cours de la période, dans la mesure où 14 pays ont atteint cet objectif. Cette performance pourrait s'améliorer en 2008 avec l'ensemble des pays respectant la norme comme ce fut le cas en 2005.

Tableau 2.5 : CEDEAO – Financement du déficit budgétaire par les banques centrales

| PAYS/PÉRIODE   | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| BENIN  | 4,3  | 0,0  | 4,6  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  |
| BURKINA FASO   | 9,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  |
| CAP-VERT   | 59,3 | 0,1  | 20,7 | 6,3  | 0,2  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  |
| COTE D'IVOIRE  | 0,0  | 0,0  | 0,3  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  |
| LA GAMBIE  | 0,0  | 80,7 | 22,0 | 63,1 | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  |
| GHANA  | 57,9 | 0,0  | 12,0 | 0,0  | 1,6  | 0,0  | 0,0  | 15,6 | 5,0  |
| GUINEE   | 24,0 | 0,7  | 24,5 | 14,6 | 26,2 | -8,8 | 54,0 | 0,0  | 0,0  |
| GUINEE-BISSAU  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  |
| LIBERIA  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  |
| MALI   | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  |
| NIGER  | 0,0  | 4,9  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  |
| NIGERIA  | 0,0  | 29,3 | 0,0  | 19,7 | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  |
| SENEGAL  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  |
| SIERRA LEONE   | 0,0  | 8,9  | 0,0  | 26,4 | 0,0  | 0,0  | 13,3 | 8,4  | 2,4  |
| TOGO   | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  |
| <b>Nombre total de pays ayant atteint le critère</b> | 12   | 13   | 12   | 11   | 14   | 15   | 13   | 14   | 15   |

Sources : AMAO et banques centrales

### 2.2.1.4 Réserves extérieures brutes $\geq$ 6 mois de couverture des importations

La performance en ce qui concerne l'accumulation des réserves extérieures brutes à fin 2007 au sein de la CEDEAO s'est maintenue avec les huit pays de l'UEMOA et le Nigeria qui remplissent ce critère comme d'habitude. Le faible niveau des réserves au Cap-Vert, en Guinée et au Liberia demeure une source de préoccupations.

Tableau 2.6 : CEDEAO - Réserves extérieures brutes en mois d'importations

|   | 2000       | 2001       | 2002       | 2003       | 2004       | 2005       | 2006       | 2007       | 2008*      |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| CAP-VERT                                | 2,9        | 4,0        | 4,0        | 3,6        | 4,3        | 3,2        | 3,8        | 3,7        | 4,0        |
| LA GAMBIE                               | 7,5        | 7,2        | 2,9        | 3,1        | 4,7        | 5,2        | 4,9        | 4,4        | 4,8        |
| GHANA                                   | 0,8        | 1,2        | 2,3        | 4,1        | 3,7        | 4,0        | 3,7        | 4,5        | 5,6        |
| GUINEE                                  | 2,2        | 2,8        | 2,3        | 1,6        | 1,2        | 1,1        | 0,8        | 0,4        | 1,1        |
| LIBERIA                                 | 3,6        | 2,6        | 0,0        | -0,2       | 0,2        | 0,1        | 0,1        | 0,1        | 0,1        |
| NIGERIA                                 | 13,6       | 11,3       | 9,9        | 8,5        | 16,1       | 13,1       | 16,7       | 16,1       | 17,5       |
| SIERRA LEONE                            | 2,8        | 2,3        | 3,1        | 1,7        | 3,3        | 4,8        | 4,9        | 5,1        | 4,5        |
| <b>UEMOA</b>                            | <b>6,9</b> | <b>7,7</b> | <b>8,8</b> | <b>8,2</b> | <b>7,7</b> | <b>6,0</b> | <b>6,0</b> | <b>7,0</b> | <b>7,4</b> |
| Nombre de pays ayant atteint le critère | 10         | 10         | 9          | 9          | 9          | 9          | 9          | 9          | 9          |

Sources : AMAO et banques centrales

## 2.2.2 Critères secondaires

### 2.2.2.1 Arriérés intérieurs (interdiction d'accumuler de nouveaux arriérés et apurement des arriérés existants)

En 2007, les pays de l'UEMOA ont fourni des données sur ce critère, ce qui prend en compte les scénarios des dernières années. Aucun pays de l'UEMOA n'a enregistré une accumulation d'arriérés intérieurs au cours de la période considérée.

Tableau 2.7 : Arriérés intérieurs des pays de l'UEMOA (en milliards de francs CFA)

| PAYS/PERIODE                                  | 2001        | 2002        | 2003         | 2004         | 2005        | 2006        | 2007       | 2008       |
|---|-------------|-------------|--------------|--------------|-------------|-------------|------------|------------|
| BENIN   | 0,0         | 0,0         | 0,0          | 0,0          | 0,0         | 0,0         | 0,0        | 0,0        |
| BURKINAFASO                                   | 0,0         | 0,0         | 0,0          | 0,0          | 0,0         | 0,0         | 0,0        | 0,0        |
| COTE D'IVOIRE                                 | 0,5         | 22,1        | 141,8        | 72,9         | 63,7        | 23,7        | 0,0        | 0,0        |
| GUINEE-BISSAU                                 | 3,4         | 5,3         | 19,3         | 19,3         | 4,2         | 0,0         | 0,0        | 0,0        |
| MALI  | 0,0         | 0,0         | 0,0          | 0,0          | 0,0         | 0,0         | 0,0        | 0,0        |
| NIGER   | 0,0         | 2,6         | 0,0          | 3,2          | 2,2         | 0,0         | 0,0        | 0,0        |
| SENEGAL                                       | 0,0         | 0,0         | 0,0          | 0,0          | 0,0         | 0,0         | 0,0        | 0,0        |
| TOGO  | 17,6        | 15,1        | 19,8         | 26,1         | 22,0        | 0,0         | 0,0        | 0,0        |
| <b>TOTAL</b>                                  | <b>21,5</b> | <b>45,1</b> | <b>180,9</b> | <b>102,2</b> | <b>92,1</b> | <b>23,7</b> | <b>0,0</b> | <b>0,0</b> |
| Nombre total de pays ayant atteint le critère | 5           | 4           | 5            | 4            | 4           | 7           | 8          | 8          |

Source : BCEAO/UEMOA

Les autres pays de la ZMAO, le Cap-Vert et le Liberia sont exhortés à fournir les données et informations pertinentes pour l'évaluation de ce critère.

### 2.2.2.2 Ratio recettes fiscales/PIB $\geq$ 20 %

La performance au titre des recettes fiscales est demeurée faible au cours de la période considérée. Seuls trois pays (Cap-Vert, Ghana et Sénégal) ont satisfait à ce critère en 2007, contre deux pays ces dernières années. Ceci nécessite une réflexion plus approfondie sur le caractère optimal des taux d'imposition des pays membres. L'on pense que, compte tenu de l'inefficience actuelle de l'Administration fiscale dans la majorité des pays, il serait difficile de parvenir à l'optimisation des recettes fiscales. Ceci pourrait se traduire par l'évasion fiscale et d'autres goulots d'étranglement administratifs qui continueront de rendre difficile la mobilisation efficace des recettes fiscales. Les mêmes pays pourraient remplir ce critère en 2008.

Tableau 2.8 : CEDEAO – Ratio recettes fiscales/PIB

| PAYS/PERIODE   | 2000     | 2001     | 2002     | 2003     | 2004     | 2005     | 2006     | 2007     | 2008     |
|--|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| BENIN  | 12,8     | 12,6     | 13,7     | 14,4     | 14,6     | 14,5     | 15,4     | 16,9     | 17,0     |
| BURKINA FASO   | 11,8     | 9,4      | 9,7      | 10,3     | 12,1     | 11,4     | 11,3     | 11,9     | 12,3     |
| CAP-VERT   | 17,3     | 18,7     | 19,7     | 18,6     | 19,6     | 21,3     | 23,0     | 22,8     | 23,9     |
| COTE D'IVOIRE  | 14,3     | 14,6     | 15,8     | 14,5     | 15,2     | 14,4     | 14,9     | 15,4     | 15,9     |
| THE GAMBIA   | 23,3     | 19,2     | 14,1     | 13,8     | 22,4     | 17,2     | 18,8     | 19,3     | 19,3     |
| GHANA  | 16,3     | 17,2     | 17,5     | 19,3     | 22,4     | 20,8     | 20,2     | 23,7     | 22,9     |
| GUINEE   | 10,2     | 11,4     | 12,0     | 10,5     | 9,5      | 12,2     | 14,8     | 13,5     | 14,0     |
| GUINEE-BISSAU  | 11,4     | 10,4     | 8,6      | 9,2      | 8,3      | 11,2     | 11,0     | 10,6     | 11,2     |
| LIBERIA  | 13,7     | 11,4     | 10,7     | 6,4      | 9,2      | 14,7     | 13,2     | 12,6     | 12,5     |
| MALI   | 12,3     | 12,7     | 12,5     | 14,2     | 15,3     | 15,4     | 14,9     | 14,7     | 16,1     |
| NIGER  | 9,1      | 8,9      | 10,5     | 10,5     | 11,6     | 10,3     | 11,0     | 11,8     | 12,0     |
| NIGERIA  | 16,7     | 19,5     | 14,0     | 15,7     | 19,8     | 19,5     | 18,3     | 15,1     | 18,1     |
| SENEGAL  | 17,3     | 16,6     | 16,9     | 16,8     | 18,4     | 18,6     | 19,2     | 20,0     | 20,1     |
| SIERRA LEONE   | 10,8     | 13,4     | 11,4     | 16,7     | 13,7     | 8,1      | 8,5      | 8,9      | 9,6      |
| TOGO   | 11,0     | 10,5     | 11,5     | 13,9     | 13,6     | 14,6     | 15,7     | 15,6     | 16,1     |
| <b>Nombre total de pays ayant atteint le critère</b> | <b>1</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>2</b> | <b>2</b> | <b>2</b> | <b>3</b> | <b>3</b> |

Sources : AMAO et banques centrales

### 2.2.2.3 Ratio masse salariale/recettes fiscales $\leq$ 35 %

La masse salariale, qui représente une part non négligeable des dépenses renouvelables dans les Etats membres de la CEDEAO, fait également l'objet d'un suivi périodique afin de mettre en évidence son impact sur le budget. A fin décembre 2007, huit (08) pays (Bénin, Gambie, Guinée, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal et Togo) avaient atteint cet objectif et ce niveau de performance sera maintenu en 2008. Le Tableau suivant illustre mieux la performance des différents pays membres pour ce critère.

Tableau 2.9 : CEDEAO- Ratio masse salariale/recettes fiscales

| PAYS/PERIODE   | 2000 | 2001 | 2002 | 2003  | 2004  | 2005  | 2006  | 2007  | 2008  |
|--|------|------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| BENIN  | 31,1 | 32,0 | 31,9 | 33,5  | 38,0  | 39,1  | 35,6  | 30,5  | 33,1  |
| BURKINA FASO   | 43,7 | 45,7 | 42,8 | 41,7  | 38,8  | 40,4  | 44,1  | 46,5  | 43,5  |
| CAP-VERT   | 57,3 | 50,6 | 48,3 | 55,4  | 48,0  | 57,6  | 50,4  | 47,8  | 42,7  |
| COTE D'IVOIRE  | 42,1 | 41,4 | 41,6 | 45,3  | 44,0  | 45,0  | 42,2  | 43,1  | 43,2  |
| LA GAMBIE  | 30,6 | 39,1 | 38,0 | 33,3  | 23,1  | 24,3  | 24,2  | 22,4  | 23,5  |
| GHANA  | 52,1 | 52,9 | 49,1 | 44,4  | 38,9  | 44,4  | 53,1  | 46,8  | 50,1  |
| GUINEE   | 38,2 | 32,0 | 31,0 | 34,3  | 32,5  | 23,2  | 18,4  | 25,9  | 29,2  |
| GUINEE-BISSAU  | 60,0 | 74,3 | 88,2 | 111,9 | 155,0 | 116,2 | 102,2 | 104,8 | 100,5 |
| LIBERIA  | 24,8 | 29,0 | 19,1 | 26,4  | 39,0  | 55,8  | 36,4  | 35,7  | 35,2  |
| MALI   | 31,3 | 29,1 | 30,6 | 27,7  | 31,2  | 30,9  | 31,0  | 32,9  | 33,2  |
| NIGER  | 50,4 | 40,2 | 38,2 | 37,5  | 35,2  | 34,7  | 33,3  | 31,0  | 30,8  |
| NIGERIA  | 34,5 | 26,4 | 47,2 | 32,6  | 33,8  | 17,9  | 19,5  | 31,6  | 24,7  |
| SENEGAL  | 32,7 | 30,7 | 31,7 | 30,1  | 29,5  | 30,0  | 31,0  | 31,6  | 30,7  |
| SIERRA LEONE   | 62,0 | 55,0 | 63,9 | 59,7  | 56,0  | 65,5  | 61,6  | 60,9  | 60,9  |
| TOGO   | 53,9 | 51,0 | 44,7 | 34,7  | 36,6  | 30,4  | 33,1  | 34,5  | 34,9  |
| <b>Nombre total de pays ayant atteint le critère</b> | 6    | 6    | 5    | 8     | 5     | 7     | 7     | 8     | 8     |

Sources : AMAO et banques centrales

#### 2.2.2.4 Ratio investissement public/recettes fiscales $\geq 20$ %

Ce critère, qui assure le suivi de l'utilisation des ressources internes en vue de satisfaire les besoins d'investissement des pays membres, a connu la même évolution que le critère de la mobilisation des recettes fiscales, bien que sa performance soit légèrement meilleure en ce qui concerne le nombre de pays ayant atteint l'objectif. Sept (7) pays (Bénin, Burkina Faso, Ghana, Mali, Niger, Nigeria et Sénégal) ont satisfait à ce critère en 2007. A fin 2008, les mêmes pays pourraient maintenir leur performance en ce qui concerne ce critère.

Tableau 2.10 : CEDEAO –Investissement public/recettes fiscales

| PAYS/PERIODE   | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| BENIN  | 12,4 | 18,9 | 19,3 | 23,2 | 21,5 | 22,8 | 12,8 | 20,5 | 23,7 |
| BURKINA FASO   | 23,4 | 24,6 | 36,0 | 32,7 | 41,9 | 36,3 | 42,7 | 35,6 | 39,8 |
| CAP-VERT   | 4,4  | 6,2  | 4,9  | 5,1  | 4,9  | 10,2 | 10,2 | 7,4  | 8,1  |
| COTE D'IVOIRE  | 10,6 | 7,5  | 11,6 | 10,5 | 9,9  | 10,7 | 15,5 | 12,7 | 14,1 |
| LA GAMBIE  | 6,1  | 7,1  | 5,6  | 3,2  | 9,1  | 6,3  | 2,9  | 4,9  | 5,4  |
| GHANA  | 23,5 | 16,4 | 13,6 | 18,8 | 18,4 | 18,8 | 26,5 | 27,3 | 34,6 |
| GUINEE   | 7,7  | 5,5  | 10,2 | 12,1 | 16,1 | 12,6 | 12,0 | 11,9 | 12,1 |
| GUINEE-BISSAU  | 20,0 | 16,9 | 5,9  | 3,7  | 20,0 | 6,0  | 2,2  | 12,2 | 3,3  |
| LIBERIA  | 39,6 | 46,1 | 47,3 | 0,0  | 25,6 | 15,7 | 8,3  | 7,0  | 12,5 |
| MALI   | 25,7 | 22,0 | 20,5 | 24,5 | 22,8 | 21,8 | 23,4 | 34,5 | 28,2 |
| NIGER  | 7,9  | 20,0 | 18,7 | 18,7 | 20,3 | 28,1 | 25,3 | 31,6 | 28,0 |
| NIGERIA  | 29,3 | 40,3 | 30,7 | 21,4 | 18,7 | 41,8 | 40,8 | 38,2 | 33,3 |
| SENEGAL  | 19,8 | 20,5 | 23,5 | 24,1 | 30,0 | 33,7 | 36,6 | 37,7 | 48,1 |
| SIERRA LEONE   | 4,4  | 6,6  | 9,4  | 11,3 | 8,2  | 7,9  | 10,6 | 9,1  | 8,9  |
| TOGO   | 3,1  | 2,5  | 2,6  | 1,7  | 2,3  | 8,4  | 3,6  | 10,6 | 11,5 |
| <b>Nombre total de pays ayant atteint le critère</b> | 6    | 6    | 5    | 5    | 7    | 6    | 6    | 7    | 7    |

Sources : AMAO et banques centrales

### 2.2.2.5 Taux d'intérêt réels positifs

Ces dernières années, les taux d'intérêt réels ont été constamment négatifs dans certains pays en dépit des efforts déployés en vue de résoudre le problème connexe des taux d'inflation élevés. La prévalence des taux d'intérêt réels négatifs est incompatible avec la mobilisation de l'épargne intérieure et l'intermédiation financière qui sous-tendent l'importance du critère en tant que variable macroéconomique clé. Huit (8) pays (Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Sierra Leone et Togo) ont réalisé ce critère en 2007. Il est attendu que neuf (9) pays respectent ce critère en 2008.

Tableau 2.11 : CEDEAO – Taux d'intérêt réels

| PAYS/PERIODE                                  | 2000 | 2001  | 2002 | 2003  | 2004  | 2005  | 2006  | 2007 | 2008  |
|---|------|-------|------|-------|-------|-------|-------|------|-------|
| BENIN   | -0,7 | -0,5  | 2,3  | 2,8   | 0,8   | -0,3  | -1,7  | 3,2  | 1,6   |
| BURKINA FASO                                  | 6,5  | -1,4  | -0,4 | 0,3   | 2,8   | 2,7   | 2,0   | 1,2  | 1,5   |
| CAP-VERT                                      | 4,3  | 3,7   | 4,9  | 8,7   | 3,8   | 3,6   | 3,6   | 5,3  | 4,6   |
| COTE D'IVOIRE                                 | 1,0  | -0,8  | -0,9 | 3,6   | -0,9  | 0,9   | 1,5   | 2,0  | 1,7   |
| GAMBIE  | 8,8  | 0,9   | -4,0 | -5,1  | 6,8   | 3,2   | 3,6   | -1,0 | 0,0   |
| GHANA   | 1,5  | -6,8  | -2,2 | -13,9 | -2,3  | -7,5  | -6,2  | -8,3 | -15,3 |
| GUINEE  | 0,7  | 2,8   | 1,3  | -8,3  | -19,2 | -23,0 | -20,0 | 1,8  | -0,3  |
| GUINEE-BISSAU                                 | -5,1 | 0,2   | 2,6  | 3,3   | 2,6   | 3,2   | 0,3   | -5,8 | 1,3   |
| LIBERIA                                       | 2,6  | -13,7 | -5,4 | -0,6  | -11,4 | -3,9  | -6,2  | -9,1 | -8,2  |
| MALI  | 1,0  | -1,7  | -0,6 | 8,5   | 2,0   | 0,1   | -0,1  | 1,3  | 0,9   |
| NIGER   | 0,6  | -0,5  | 2,9  | 5,0   | -0,1  | -0,7  | 3,2   | -1,2 | 1,9   |
| NIGERIA                                       | -1,5 | 4,0   | -8,4 | -20,6 | -5,6  | -10,1 | -6,5  | -4,6 | -5,0  |
| SENEGAL                                       | 2,8  | 0,5   | 2,1  | 5,0   | 1,8   | 2,1   | -0,5  | -2,6 | 1,1   |
| SIERRA LEONE                                  | 9,3  | 1,3   | 8,1  | -5,8  | -6,6  | -7,2  | -1,8  | -8,3 | -8,0  |
| TOGO  | 1,6  | -0,4  | 2,0  | 5,2   | -0,4  | -2,0  | 2,0   | 0,1  | 1,3   |
| Nombre total de pays ayant atteint le critère | 12   | 7     | 8    | 9     | 7     | 7     | 7     | 7    | 9     |

Sources : AMAO et banques centrales

### 2.2.2.6 Stabilité du taux de change réel $\pm 5\%$

Deux principaux régimes de taux de change co-existent au sein de la CEDEAO : le régime de taux de change fixe pour le Cap-Vert et les huit pays de l'UEMOA, et le régime de taux de change souple pour le Liberia et les pays de la ZMAO. La coexistence des deux régimes de taux de change rend peu pertinente toute évaluation fondée sur l'évolution des taux de change nominaux, ce qui rend les analyses fondées sur l'évolution du taux de change réel plus significatives/appropriées.

Tableau 2.12 : CEDEAO – Taux de change réels

| PAYS/PÉRIODE   |       | 2001  | 2002  | 2003  | 2004  | 2005  | 2006 | 2007  | 2008 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|-------|------|
| BENIN  | -14,6 | -3,0  | 5,9   | 21,7  | 9,6   | 3,6   | 0,2  | -1,9  | 0,7  |
| BURKINA FASO   | -15,0 | -2,6  | 7,7   | 28,9  | 14,0  | 2,0   | 0,3  | -1,6  | 0,3  |
| CAP-VERT   | -8,8  | -3,9  | 5,4   | 20,1  | 12,5  | 0,9   | 1,7  | 0,8   | -0,8 |
| CÔTE D'IVOIRE  | -11,7 | -1,5  | 6,8   | 21,4  | 11,4  | 4,1   | 1,8  | -2,1  | 0,8  |
| LA GAMBIE  | -6,9  | -18,6 | -24,6 | -42,5 | -17,1 | -15,3 | -1,1 | -1,1  | 0,3  |
| GHANA  | -60,1 | -40,5 | -17,5 | -23,1 | -11,4 | -0,2  | 5,8  | -8,4  | 1,4  |
| GUINÉE   | -22,5 | -11,1 | -0,7  | -8,7  | -23,1 | -3,9  | -9,9 | 4,8   | 6,5  |
| GUINÉE-BISSAU  | -22,2 | -2,2  | 4,9   | 21,1  | 9,8   | 0,4   | 1,3  | -0,4  | 0,1  |
| LIBÉRIA  | -0,5  | -23,2 | -30,1 | -7,2  | -14,2 | -5,4  | -4,6 | 2,5   | 2,7  |
| MALI   | -12,0 | -1,3  | 5,7   | 27,4  | 18,0  | 1,3   | -2,0 | 0,8   | -0,3 |
| NIGER  | -13,6 | -1,5  | 7,1   | 26,9  | 13,1  | 0,2   | -2,0 | -0,6  | 0,5  |
| NIGÉRIA  | -16,1 | -20,6 | -15,7 | -14,9 | -13,0 | 1,5   | 7,4  | -12,2 | 2,7  |
| SENEGAL  | -13,4 | -1,2  | 6,7   | 24,4  | 12,3  | 2,0   | -0,6 | 1,1   | -0,2 |
| SIERRA LEONE   | -12,7 | 7,1   | 0,4   | -14,4 | -21,7 | -7,3  | 3,7  | -0,9  | 0,5  |
| TOGO   | -13,0 | -2,3  | 5,7   | 25,1  | 11,4  | 2,6   | -1,3 | -0,5  | 0,5  |
| <b>Nombre total de pays ayant atteint le critère</b> | 1     | 9     | 03    | 0     | 0     | 14    | 12   | 13    | 15   |

Sources : AMAO et banque centrale

Le taux de change réel de la plupart des économies est demeuré stable en 2007. Avec une marge de fluctuation de  $\pm 5\%$ , treize (13) pays, remplissent le critère contre 12 pays l'année précédente.

### 2.3 ANALYSE ZONALE DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

## **2.4 HARMONISATION DES POLITIQUES AU SEIN DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)**

Les programmes d'harmonisation des politiques occupent une place majeure dans le processus d'intégration économique et monétaire de la CEDEAO dans la mesure où ils contribuent à faciliter le suivi de la réalisation des différentes étapes et objectifs dudit processus. Ainsi, les Etats membres de la CEDEAO sont-ils tenus d'harmoniser leurs politiques en matière de change, de libéralisation du compte capital, de marché financier et de système de paiement, de supervision et de réglementation bancaire, de libéralisation des échanges, de libre circulation des personnes, de statistiques etc...

A ce jour, les progrès enregistrés, par la CEDEAO, en matière d'harmonisation des politiques se présentent comme suit:

### **2.4.1 Politique de change**

L'harmonisation des politiques de change fait obligation aux Etats membres de la CEDEAO de veiller à la mise en œuvre d'instruments de politique monétaire axés sur le marché. Par rapport à cette exigence, les progrès enregistrés restent encore faibles. En d'autres termes, l'harmonisation des politiques de change n'est pas encore effective et il existe toujours deux principaux régimes de change au sein de l'espace CEDEAO, à savoir le régime fixe des pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et du Cap Vert, et le régime de change flottant des pays non UEMOA.

### **2.4.2 Libéralisation du compte capital**

La Gambie et le Liberia qui ont entièrement libéralisé leurs comptes de Capital enregistrent les résultats les plus significatifs. Le Nigeria et la Sierra Leone ont adopté une approche plus prudente tandis que les pays de l'UEMOA, le Ghana et le Cap Vert conservent un certain niveau de contrôle. Les progrès réalisés demeurent donc toujours insuffisants à ce niveau.

### **2.4.3 Harmonisation du secteur financier**

En matière d'harmonisation du secteur financier, des progrès importants sont entrain d'être réalisés. En effet, il est intéressant de souligner que la zone UEMOA dispose déjà d'un marché financier déjà intégré et harmonisé. Les pays membres de cette zone ont déjà harmonisé leurs législations et leurs pratiques en matière d'activités bancaires et de système de paiement.

Quant à la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO), des efforts appréciables sont déployés afin d'intégrer les bourses du Ghana et du Nigeria. De même, la ZMAO a franchi des étapes significatives dans le cadre de l'harmonisation du système de paiement et de règlement de ses pays membres. Deux pays (Ghana et Nigeria) sont dotés d'un système opérationnel pour les « règlements bruts en temps réel - RTGS » et les autres pays (La Gambie, la Guinée et la Sierra Leone) sont en voie d'acquérir cet outil grâce à un financement de la Banque Africaine de Développement (BAD).



Pour les chèques, la ZMAO a également adopté des normes et standards communs. Une réglementation commune en matière de système de paiement a été également élaborée et est en voie d'adoption. Ce système de paiement en cours de finalisation au sein de la ZMAO devrait permettre, une fois achevé, une interface avec le système de paiement de l'UEMOA.

#### **2.4.4 Supervision et réglementation du système bancaire**

Concernant la supervision et la réglementation du système bancaire, les pays membres de la ZMAO ont pris des dispositions nécessaires les permettant de pouvoir se conformer aux principes de Bâle I. Les Etats membres de l'UEMOA, quant à eux, utilisent une réglementation bancaire déjà unifiée et la supervision bancaire est assurée par la Commission bancaire.

#### **2.4.5 Libéralisation des échanges**

En matière de libéralisation des échanges, les questions relatives au commerce et à la douane sont exécutées dans le cadre de la décision de janvier 2006 prise à Niamey par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO relative à l'application du tarif extérieur commun (TEC) et du protocole du 27 juillet 1996 portant institution de la TVA dans les pays membres.

Les activités entreprises dans le cadre du TEC, dont le mécanisme de base est le TEC de l'UEMOA, s'inscrivent dans le sens de l'harmonisation du régime des exceptions du TEC qui sont de deux ordres à savoir : les exceptions portant sur les produits dont les taux diffèrent de ceux du TEC de référence mais pour lesquels les Etats membres ont décidé de s'aligner sur ledit TEC d'ici la fin de la période transitoire (type A) et les exceptions relatives aux produits pour lesquels les Etats membres demandent un changement de catégorie par rapport au TEC de référence (type B). Les exceptions de type B font l'objet de négociations, au sein du Comité conjoint CEDEAO/UEMOA de gestion du TEC de la CEDEAO (mis en place par la Conférence des Chefs d'Etat), sur la base de critères portant sur le degré d'ouvrison ou de transformation du produit, la capacité productive communautaire, la sécurisation des recettes douanières et le caractère social du produit. La grande partie des points faisant l'objet des exceptions de type B ont fait l'objet de consensus. Les points restants portent sur :

- les produits pour lesquels la création d'une cinquième bande de 50% est requise par le Nigeria qui est soutenu par certains pays membres ;
- le traitement des produits proposés à la catégorie 0% (intrants et biens d'équipement agricoles, véhicules de lutte contre l'incendie et autres véhicules d'usages spéciaux, butane, certains matériaux de construction, médicaments et certains intrants spécifiques destinés à la fabrication des médicaments) ;
- la catégorisation du riz (eu égard à son caractère sensible nécessitant une protection tarifaire conséquente) ;
- les produits que certains pays veulent classer en basse catégorie pour ne pas renchérir les prix à la consommation et que d'autres pays veulent classer en catégorie supérieure pour protéger la production, l'harmonisation des mesures de sauvegarde.

En ce qui concerne les instruments douaniers, les activités menées par la commission de la CEDEAO portent sur l'harmonisation des codes des douanes et des valeurs en douane. Un projet de code des douanes de la CEDEAO est en cours de finalisation. Une étude sur les textes de

conventions en matière de valeur en douane et la préparation d'un projet de valeur en douane pour les marchandises de la CEDEAO a également été réalisée.

Un autre chantier concerne l'institution de la TVA dans tous les Etats membres. Une étude a été réalisée à cet effet sur l'harmonisation des législations des Etats membres en matière de TVA et de droits d'accises, inspirée des résultats atteints par l'UEMOA en matière de fiscalité.

#### **2.4.6 Libre circulation des personnes**

Dans le cadre de la libre circulation des personnes, les actions portent sur l'organisation des unités pilotes de suivi pour lutter contre les tracasseries routières aux frontières, la mise en place du passeport CEDEAO, la migration internationales et la coopération transfrontalière. Pour plus d'informations sur ces questions se référer au rapport annuel 2007 de la Commission de la CEDEAO.

#### **2.4.7 Harmonisation des statistiques**

L'application de la décision A/DEC.11/7/96 de 1996 de la conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement relative l'adoption du programme statistique régional 2006-2010 se poursuit à travers la mise à jour des données des Etats membres, l'harmonisation des outils statistiques et la politique statistique régionale. Les travaux en cours portent sur la mise en œuvre des cadres harmonisés et programmes des comptes nationaux, les indices de prix à la consommation (IPC), les statistiques du commerce extérieur (avec le logiciel EUROTRACE qui a permis la mise à jour des statistiques de ce secteur) et le programme régional 2006-2010. Des dispositions sont également en train d'être prises en vue de la mise en œuvre des décisions relatives aux cadres stratégiques des statistiques de l'énergie et de l'environnement ainsi qu'aux indicateurs de pauvreté et des objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

A cet effet, une publication sur le « Profil de pauvreté de la CEDEAO » a été lancée en 2007 et cette publication jette les bases d'une harmonisation des concepts et méthodes d'élaboration des statistiques et indicateurs de pauvreté et de diffusion régulière de ces statistiques.

En matière d'indicateurs de pauvreté et des OMD, la Commission de la CEDEAO a entrepris des travaux pour la mise en place d'une base de données conséquente pour servir de support à la préparation des éditions futures du « Profil de pauvreté de la CEDEAO ».

Le cadre technique de la base de données de la surveillance multilatérale (ECOMAC), accessible par Internet, a été validé et la mise à jour, trimestrielle, de la base a démarré en septembre 2007, dans le cadre des Comités nationaux de coordination (CNC). Par ailleurs, un tableau de passage entre la base de données ECOMAC et la base de données de la surveillance multilatérale de l'UEMOA (BDSM) a été élaboré en vue de faciliter l'échange de données entre les deux institutions.

En outre la base de données StatBase pour la diffusion de l'information statistique, produit de la coopération active avec la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), dispose désormais d'un cadre harmonisé de ses indicateurs. La mise en œuvre, par phases, de StatBase dans les Etats membres et les Institutions régionales démarrera en 2008.

Il faut enfin signaler, qu'en dehors de ces domaines en liaison directe avec le programme de coopération monétaire, d'autres chantiers sont en cours d'harmonisation et enregistrent des progrès notables dans le cadre du processus d'intégration des pays membres de la CEDEAO. Il s'agit notamment des politiques en matière d'industrie et mines, de transports, d'énergie, de télécommunications, de développement agricole, d'environnement et d'eau, de sécurité, d'éducation, culture, science et technologie, de justice, de technologie de l'information et de la culture..... (Cf rapport 2007 de la CEDEAO pour plus de détails).

### 3.0 RAPPORT DE CONVERGENCE MACROECONOMIQUE PAR PAYS

#### 3.1 PAYS DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA)<sup>4</sup>

##### 3.1.1 BENIN

L'année 2007 avait été placée sous le signe de la relance économique au Bénin. A cet effet, les prévisions en matière d'investissements publics avaient été inscrites en hausse importante. Cette dynamique devait se traduire par une accélération de la croissance avec un taux d'accroissement de la production escompté de 5,0%. Une telle réalisation devait permettre de donner plus de perspective aux objectifs de réduction de la pauvreté. L'accélération de la croissance devait s'opérer dans un contexte de relative stabilité des prix, le taux d'inflation devant être contenu à 2,6%. Sur le plan budgétaire, le profil des indicateurs devait connaître globalement une amélioration. En particulier, les performances en matière de convergence devaient s'améliorer avec sept (7) réalisations conformes en 2007 contre quatre (4) en 2006.

Au terme de l'année, les résultats ont été relativement mitigés. Le taux de croissance est ressorti à 4,2% contre 3,6% en 2006. Ce regain de dynamisme de l'activité s'est opéré, comme attendu, dans un contexte de stabilité relative des prix. En effet, le taux d'inflation de fin de période s'est situé à 0,3% contre 5,2% en 2006.

##### 3.1.1.1 Analyse sectorielle

###### 3.1.1.1.1 Secteur réel

Le taux de croissance de l'activité économique s'est établi à 4,2% en 2007 contre 3,8% en 2006. Cette accélération de la croissance est principalement imputable au dynamisme des secteurs primaire et tertiaire.

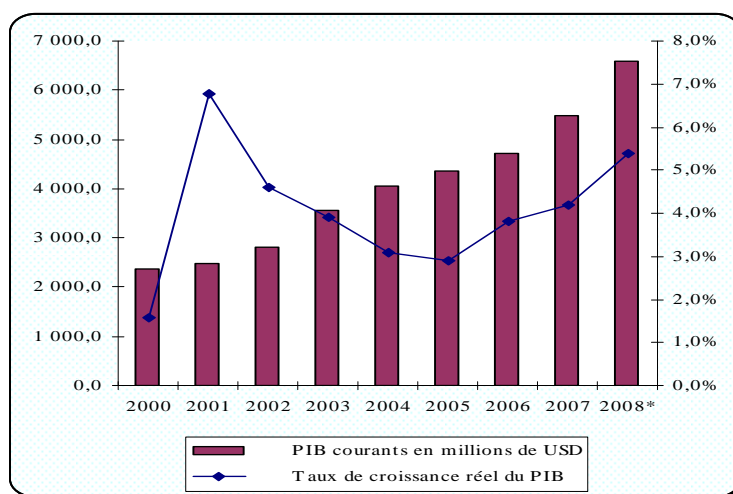
La valeur ajoutée du secteur primaire a progressé de 4,2% en 2007, sous l'impulsion de la production agricole. L'évolution du secteur primaire est basée sur une hausse de la production du coton de 24,7% suite à certaines mesures incitatives prises par le Gouvernement pour dynamiser la filière cotonnière, notamment le règlement des arriérés aux producteurs, l'approvisionnement à bonne date des intrants à des prix compétitifs et l'augmentation des prix d'achat du coton aux producteurs.

S'agissant du secteur secondaire, sa valeur ajoutée a enregistré également une hausse de 4,0% contrastant avec la baisse de 0,6% de 2006. Ce secteur a été marqué par le regain d'activités des usines d'égrenage de coton suite à une hausse de la production cotonnière de 26,1% lors de la campagne agricole 2006-2007 et aux performances des industries agroalimentaires et manufacturières. Il serait également soutenu par le dynamisme de la branche des BTP.

Quant au secteur tertiaire, impulsé par les effets favorables de la reprise des échanges commerciaux avec le Nigeria, il a enregistré une croissance de 5,4% contre 3,4% en 2006. Ce secteur est également soutenu par les performances des branches « Commerce », « Banques et Assurances » et « Transport et Télécommunication ».

---

<sup>4</sup> Tous les montants concernant cette partie sont exprimés en Francs CFA.

**Graphique 3.1** : Evolution du PIB nominal et du taux de croissance réel

Source : BCEAO, AMAO

Du côté de la demande, la croissance a été tirée essentiellement par l'investissement public qui a connu une hausse de 9,2%. Par ailleurs, la consommation finale totale a progressé à cause des effets conjugués de plusieurs facteurs, notamment les bonnes récoltes de coton et l'augmentation des revenus des cotonculteurs consécutive au paiement des arriérés de vente de coton qui avait amélioré le revenu tiré de cette activité. Par ailleurs, les transferts privés ont fortement augmenté au cours de l'année 2007.

Toutefois, l'amélioration du pouvoir d'achat de la population a été atténuée par la hausse du prix du baril de pétrole et des coûts de transports.

En terme nominal, le taux d'épargne intérieure brute s'est amélioré légèrement pour représenter 10,9% du PIB contre 10,6% en 2006. Epousant le même profil, le taux d'investissement global, soutenu par une importante mobilisation des ressources extérieures, s'est établi à 22,2% contre 21,2% un an plus tôt.

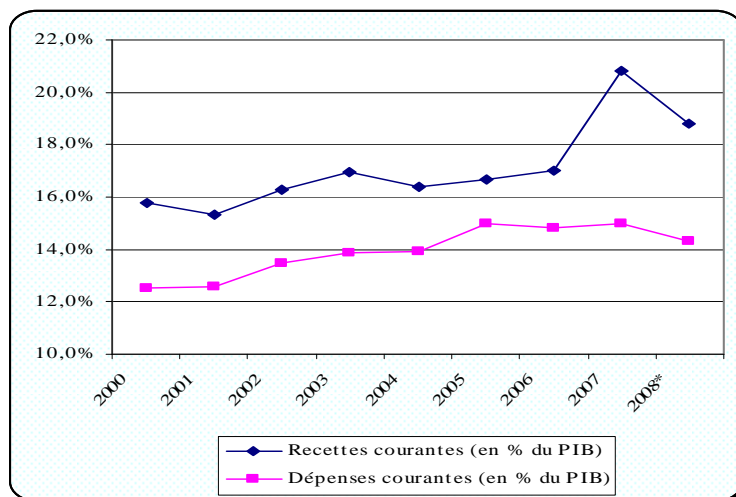
Au chapitre des prix, l'évolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) a été modérée en 2007. Le taux d'inflation annuel de fin de période a été de 0,3% en 2007 contre 5,2% en 2006. Ce repli de l'inflation est imputable aux types de consommation «Produits alimentaires, boissons et tabac», «Articles d'habillement et chaussures» et « Loisirs et culture», dont les baisses sont de 0,8%; 1,1% et 1,1% respectivement. En plus, au cours de l'année, un certain nombre de mesures ont été prises par le Gouvernement pour atténuer la hausse des prix de certains produits de première nécessité. Au titre de ces mesures figurent notamment, la non perception de recettes douanières et fiscales sur certains produits importés, la constitution de stock tampon de produits vivriers et l'instauration pour certains produits d'un régime d'homologation de prix pour une période de trois (3) mois, renouvelable au besoin.

### 3.1.1.1.2 Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est traduite par une amélioration des principaux soldes budgétaires. Cette évolution est la résultante des performances réalisées en matière de recouvrement des recettes budgétaires et d'une modulation appropriée des dépenses budgétaires.

En effet, les recettes budgétaires ont fortement augmenté de 31,4% en 2007 pour représenter un ratio de 20,8% du PIB contre 17,0% en 2006. Cette évolution a été impulsée par les tendances caractéristiques des recettes fiscales mais surtout des recettes non fiscales. Les recettes fiscales se sont inscrites en hausse de 17,7% grâce à l'intensification des actions de lutte contre la fraude entreprises par les régies financières et les revenus tirés des licences d'exploitation des GSM de téléphonie mobile. Toutes ces évolutions portent le ratio recettes fiscales sur PIB à 16,9%. soit un 1,5 point de plus qu'en 2006.

**Graphique 3.2** : Evolution des recettes et dépenses courantes



Source : BCEAO, AMAO

Si les recettes budgétaires ont connu une augmentation conséquente en 2007, les ressources concessionnelles en revanche, se sont inscrites en baisse de 57,6% et ne représentent plus que 4,1% des recettes totales et dons contre 11,1% un an plus tôt. Cette évolution est imputable à une meilleure trésorerie. Dans l'ensemble, les recettes totales et dons ont enregistré une hausse de 20,9% en 2007 contre 9,6% en 2006. Cela représente un ratio de 21,7% par rapport au PIB nominal soit 2,5 points de plus qu'en 2006.

S'agissant des dépenses totales et prêts nets, ils ont progressé de 15,0% pour représenter 20,9% du PIB. Cette hausse est principalement imputable aux dépenses en capital, dont la progression a été de 85,2% consécutive à la hausse concomitante des dépenses en capital sur financement externe et sur financement interne, respectivement de 54,4% et 97,5%, en 2007. Quant aux dépenses courantes, elles ont été relativement maîtrisées, ne progressant seulement que de 5,1%. Cette performance est due aux mesures prises par le Gouvernement depuis 2006 pour assainir le cadre de gestion des finances publiques, à travers notamment la limitation des ordres de paiement, l'amélioration de la gouvernance interne des régies et le rétablissement de la discipline budgétaire. Les dépenses de salaires n'ont quasiment pas évolué (+0,8%), ce qui s'est traduit par une amélioration du ratio par rapport aux recettes fiscales qui passe de 37,1% en 2006 à 34,5% en 2007.

Au total, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par une nette amélioration des déficits budgétaires. Ainsi, le déficit global hors dons est quasiment nul et ne représente que 0,1% du PIB contre 2,5% en 2006. Quant au solde global (dons compris), il enregistre un excédent représentant 0,8% du PIB nominal contre un déficit de 0,2 du même PIB nominal en 2006.

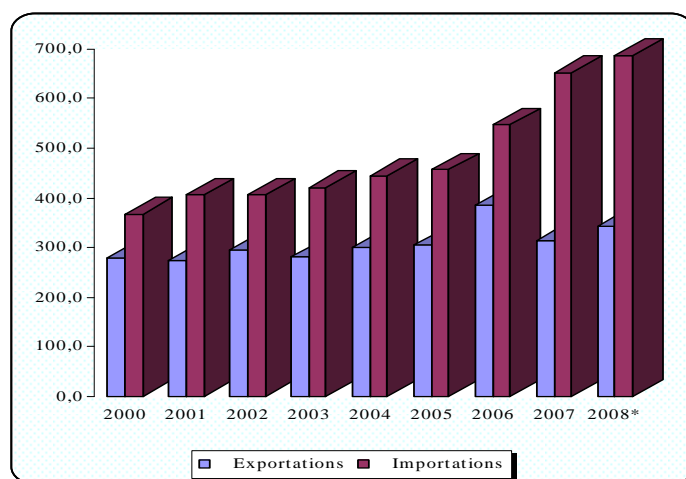
En ce qui concerne la dette publique totale, le ratio par rapport au PIB s'est établi à 22,8% à fin décembre 2007 contre 22,3 en 2006. Le service dû de la dette extérieure rapporté aux recettes budgétaires s'est situé à 3,4% contre 3,6% en 2006.

### 3.1.1.1.3 Secteur extérieur

L'analyse de la situation des balances de paiements à fin décembre 2007 fait ressortir un solde excédentaire global de 25 milliards de francs CFA. Cette situation est la résultante essentiellement des évolutions défavorables enregistrées au niveau du compte des opérations courantes sous la contrainte de la dégradation des termes de l'échange.

En effet, les exportations se sont établies en 2007 à 314,5 milliards accusant ainsi une baisse de 18,2% en relation avec la déprime des prix des principaux produits d'exportation notamment le coton. Les importations en valeur FOB ont été de 652,9 milliards, en hausse de 19,3% par rapport à l'année 2006, sous l'effet de l'accroissement des achats de produits alimentaires, d'autres biens de consommation, de biens d'équipement et de produits pétroliers. Le déficit commercial est ressorti, en hausse, à 337,6 milliards en 2007 contre 162,2 milliards en 2006. En dépit d'un accroissement des transferts sans contrepartie (+22,8%), ce déficit combiné aux soldes déficitaires des services (-57,6 milliards) et des revenus (-9,9 milliards) ont concouru à la réalisation d'une balance des opérations courantes hautement déficitaire équivalent à 9,1% du PIB nominal en 2007. Par rapport à 2006, ce ratio connaît une aggravation de 4,5 points de pourcentage.

**Graphique 3.3** : Evolution des exportations et importations



Source : BCEAO, AMAO

Le solde du compte de capital est ressorti créditeur de 79,1 milliards en 2007 contre 603,8 milliards en 2006. Celui du compte d'opérations financières est excédentaire de 185,0 milliards contre une situation déficitaire de 372,2 milliards en 2006.

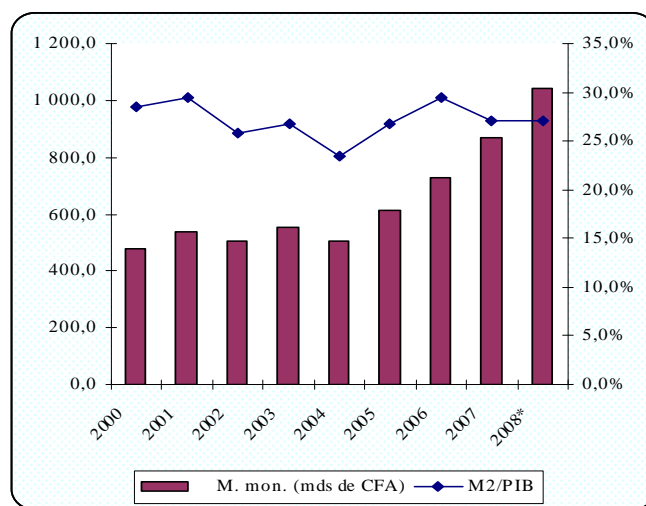
### 3.1.1.1.4 Secteur monétaire

Dans la zone UEMOA, la gestion de la monnaie et du crédit s'est appuyée sur la politique des taux d'intérêt et sur le système des réserves obligatoires. Dans un contexte de relative maîtrise de l'inflation, la Banque Centrale a maintenu ses taux directeurs inchangés à 4,25% pour le taux de pension et à 4,75% celui d'escompte. Le coefficient de réserve obligatoire est demeuré à 15,0% au Bénin. Cette situation s'est traduite à fin décembre 2007 par des évolutions contrastées des principaux agrégats monétaires.

En effet, les avoirs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 26,3% à fin décembre 2007 par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution s'explique par l'augmentation de 84,6 milliards des avoirs extérieurs nets de la BCEAO et par la hausse de 52,0 milliards des disponibilités extérieures des banques.

L'encours du crédit intérieur est ressorti à 231,9 milliards à fin décembre 2007, en recul de 9,1% par rapport à fin décembre 2006. La position nette créditrice du Gouvernement s'est établie à -288,0 milliards à fin décembre 2007 contre -160,7 milliards un an plus tôt, soit une amélioration de 127,3 milliards. Cette évolution est liée à la hausse de 157,4 milliards des dépôts dans le système bancaire, à la suite des actions vigoureuses de recouvrement des créances de l'Etat menées par le Gouvernement. L'encours des crédits à l'économie s'est inscrit en hausse de 25,1%, pour ressortir à 520,0 milliards. Cette évolution est imputable aux crédits ordinaires qui ont augmenté de 92,5 milliards. La hausse des crédits ordinaires résulte essentiellement de la mise en place de crédits en faveur d'entreprises évoluant dans les secteurs de l'agro-industrie, de la distribution de produits pétroliers, de l'énergie, des télécommunications, de la microfinance, du commerce général et des services.

**Graphique 3.4** : Evolution de la masse monétaire



Source : BCEAO, AMAO

La masse monétaire s'est accrue de 19,7% sur la période sous revue, pour s'établir à 869,4 milliards en décembre 2007. Cette évolution s'est traduite par un accroissement de 33,3% des dépôts en banque, atténué toutefois par une baisse de 5,6% de la circulation fiduciaire.



### 3.1.1.2 Performance au titre de la convergence macroéconomique

L'amélioration d'ensemble des fondamentaux macroéconomiques enregistrée par l'économie béninoise s'est répercutée sur le niveau de performance d'ensemble en matière de convergence. Huit (08) objectifs ont été réalisés contre quatre (04) en 2006. C'est la meilleure performance en matière de convergence enregistrée par l'économie béninoise depuis 2003.

**Tableau 3.1: SITUATION DE LA CONVERGENCE DU BENIN**

|  | Norme           | 2000     | 2001     | 2002     | 2003     | 2004     | 2005     | 2006     | 2007     | 2008*    |
|--|-----------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| <b>Critères de premier rang:</b>       |                 |          |          |          |          |          |          |          |          |          |
| i) Déficit Budgétaire/PIB              | ≤ 4%            | 3,6      | 2,6      | 3,1      | 4,4      | 5,5      | 4,6      | 2,5      | 0,1      | 4,0      |
| ii) Taux d'inflation                   | ≤ 5%            | 4,2      | 4,0      | 2,4      | 1,5      | 0,9      | 3,8      | 5,2      | 0,3      | 1,9      |
| iii) Financement BC                    | ≤ 10% RF n-1    | 4,3      | 0,0      | 4,6      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      |
| iv) Reserves UEMOA                     | ≥6 mois Imports | 5,8      | 6,7      | 7,6      | 6,0      | 7,7      | 6,0      | 6,0      | 7,0      | 7,4      |
| <i>Reserves pays (indicatif)</i>       |                 | 6,5      | 6,7      | 7,0      | 7,2      | 7,8      | 9,3      | 10,4     | 8,4      | 8,9      |
| <b>Critères de second rang</b>         |                 |          |          |          |          |          |          |          |          |          |
| i) Recettes fiscales/PIB               | ≥ 20%           | 12,8     | 12,6     | 13,7     | 14,4     | 14,6     | 14,5     | 15,4     | 16,9     | 17,0     |
| ii) Masse Salariale/Recettes fiscales  | ≤ 35% RF        | 31,1     | 32,0     | 31,9     | 33,5     | 38,0     | 39,1     | 35,6     | 30,5     | 33,1     |
| iii) Investissements internes/Recettes | ≥20% RF         | 12,4     | 18,9     | 19,3     | 23,2     | 21,5     | 22,8     | 12,8     | 20,5     | 23,7     |
| iv) Taux d'intérêt réel                | > 0             | -0,7     | -0,5     | 2,3      | 2,8      | 3,6      | -0,3     | -1,7     | 3,2      | 1,6      |
| v) Stabilité du Taux de change réel    | ± 5%            | -14,6    | -3,0     | 5,9      | 21,7     | 9,6      | 2,2      | 0,2      | -1,9     | 0,7      |
| <b>Nombre de critères respectés</b>    |                 | <b>5</b> | <b>6</b> | <b>6</b> | <b>6</b> | <b>5</b> | <b>5</b> | <b>4</b> | <b>8</b> | <b>8</b> |

Source : AMAO, BCEAO.

(\*\*): Prévisions annuelles

Au niveau des critères de premier rang, tous les objectifs ont été atteints en 2007. La tendance d'amélioration continue du profil des critères de convergence s'est maintenue en ce qui concerne le déficit budgétaire qui est passé de 3,7% en 2003 à 0,1% en 2007. Cette tendance caractérise tous les autres critères entre 2006 et 2007 à l'exception du critère relatif aux réserves extérieures brutes. Compte tenu de la politique de mise en commun et de gestion commune des réserves dans le cadre de l'UEMOA, une analyse individuelle peut être trompeuse. Néanmoins, on peut noter de façon indicative que le niveau de réserves imputables au Bénin est suffisamment élevé pour couvrir l'équivalent de plus de huit (08) mois de ses importations à fin 2007. De même, les pressions inflationnistes qui ont été fortes en 2006, se sont dissipées en 2007.

Au titre des critères de second rang, quatre (04) critères sont également respectés en 2007 contre un (01) en 2006. Seul le critère portant sur le ratio recettes fiscales sur PIB n'a pas été respecté. Toutefois, une forte amélioration a été enregistrée par rapport à ce critère avec un ratio qui passe de 15,4% en 2006 à 16,9% en 2007. Cette amélioration s'est favorablement déteinte sur le critère relatif à l'investissement financé sur ressources internes qui passe de 12,8% en 2006 à 20,5% en 2007.

### 3.1.1.3 Perspectives 2008

Les autorités béninoises ont récemment réaffirmé leur engagement à réaliser les objectifs du millénaire pour le développement et ceux de la réduction de la pauvreté. Pour donner plus de relief à cet engagement, des Orientations Stratégiques de Développement (OSD) ont été définies à travers six axes principaux d'activités. Il s'agit de la reconstruction d'une administration moderne et efficace, au service de l'intérêt général et du développement du secteur privé, de la poursuite de l'assainissement et de la stabilisation du cadre macroéconomique, de la promotion d'un renouveau économique par la mise en place d'un environnement économique et institutionnel de norme internationale, du renforcement du capital humain pour améliorer la productivité de l'économie

nationale, du développement des infrastructures de qualité nécessaires à l'accroissement des investissements privés et enfin du développement équilibré et durable de l'espace national.

La mise en œuvre de ces orientations devrait favoriser l'émergence d'une dynamique entrepreneuriale et créer les conditions favorables à la réalisation d'une croissance tonique et durable pour l'économie nationale. L'hypothèse de base se fonde sur la réalisation d'une croissance relativement soutenue de 6,8% en 2008 sous l'impulsion précisément des progrès attendus dans l'ensemble des secteurs de l'économie.

Le secteur primaire enregistrerait une croissance de 7,0% basée, principalement sur la relance de la production du coton, dont l'objectif est de 450 000 tonnes pour la campagne 2007-2008. S'agissant du secteur secondaire, il progresserait de 6,1% sous l'impulsion des activités de l'industrie manufacturière, notamment avec la reprise des activités des industries de transformation du coton. Toutefois, les progrès attendus du secteur secondaire pourraient être limités par les effets négatifs des délestages opérés dans la fourniture de l'énergie électrique. En effet, face à la hausse de la demande et à la réduction de la quantité d'énergie électrique livrée par le Ghana suite à l'assèchement du barrage d'Akosombo, des délestages fréquents et de longue durée sont quotidiennement opérés.

Quant au secteur tertiaire, il augmenterait de 3,0% en 2007. Il serait tiré par les activités commerciales soutenues par les réexportations vers le Nigeria et l'amélioration de l'activité portuaire favorisée par le développement du transit vers les pays de l'hinterland.

Au plan des finances publiques, la poursuite des efforts de rigueur budgétaire devrait accroître l'efficacité budgétaire et se traduire par une amélioration des principaux ratios notamment ceux retenus en matière de convergence. En 2008, huit critères de convergence devraient être respectés tout comme en 2007.

#### **3.1.1.4 Conclusion et recommandations**

Les réalisations économiques obtenues en 2007 ont été probantes en dépit d'une conjoncture internationale difficile. Toutefois, une poursuite dans une certaine durée de cette conjoncture en 2008 risquerait de compromettre profondément les acquis déjà enregistrés et surtout annihiler les perspectives retenues d'une consolidation de ces acquis voire leur amélioration en 2008. Pour ce faire des dispositions appropriées se doivent-elles d'être prises pour consolider ces résultats à travers, en particulier :

- La poursuite la mise en oeuvre des actions visant la maîtrise des prix et la préservation du pouvoir d'achat de la population dans un contexte de lutte de contre la pauvreté et la protection des couches vulnérables ;
- la finalisation de la mise en oeuvre des programmes de réformes structurelles dans les filières, notamment, celle de coton ;
- le renforcement des initiatives favorisant la création et le développement de nouvelles filières agricoles et la diversification des exportations ;
- l'intensification des réformes visant la réduction de la dépendance énergétique et le développement des télécommunications afin de renforcer le potentiel de production et d'accroître la compétitivité de l'économie.

### 3.1.2 LE BURKINA FASO

Les autorités burkinabé se sont fixés un objectif de croissance de 6,5% en 2007. Cette réalisation devrait survenir sous l'hypothèse d'une bonne tenue de la production agricole et de performances satisfaisantes des industries manufacturières, des bâtiments et travaux publics, des services de transport, du tourisme et des télécommunications.

Les évolutions favorables attendues dans le secteur réel devraient s'accompagner d'un renforcement des indicateurs budgétaires grâce aux actions à entreprendre dans le cadre de la poursuite du programme d'ajustement budgétaire entrepris avec le Fonds. Ainsi, la progression de 22,0% attendue des recettes budgétaires devrait se combiner à celle de 18,9% des dépenses totales et prêts nets pour déterminer un déficit global hors dons de 11,5% du PIB.

Au terme de l'année, l'objectif principal de croissance a été largement contrarié par l'évolution défavorable de la conjoncture internationale et surtout l'effet des intempéries survenues dans le pays et qui a dévasté plusieurs aires de production. Néanmoins, la production globale a connu une progression relativement appréciable de 4,2%. Cette réalisation est survenue dans un contexte de maîtrise relative des prix, le taux d'inflation de fin de période étant ressorti à 2,3% contre 1,5% en 2006.

#### 3.1.2.1. Analyse sectorielle

##### 3.1.2.1.1 Secteur réel

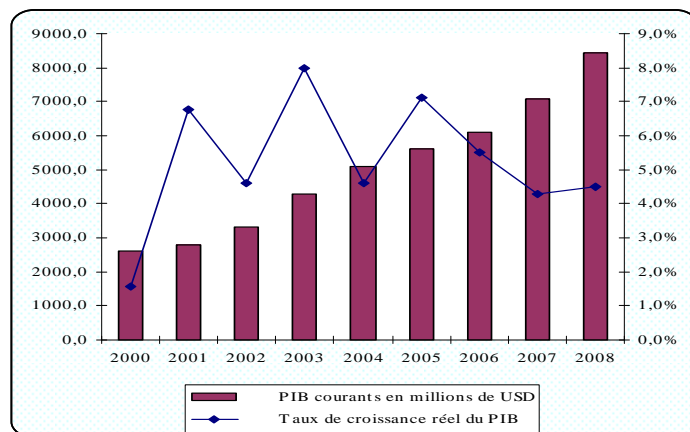
En 2007, l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 4,2% contre 5,5% en 2006. Ce ralentissement s'explique principalement par les difficultés du secteur primaire, expliquées, en partie par la chute de la production de coton.

L'agriculture a, dans son ensemble, souffert d'une mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies et des inondations enregistrées dans certaines régions. Il en est résulté un taux de croissance du secteur primaire de -0,5% contre 0,9% en 2006. En particulier, la production de coton a chuté de 33,2% en passant de 649 400 tonnes au cours de la campagne 2006/2007 à 434 000 tonnes, lors de la campagne 2007/2008 en liaison avec les difficultés de la filière marquée en partie par la baisse continue du prix aux producteurs, le retard dans les paiements et le découragement des producteurs. L'agriculture vivrière a, quant à elle, enregistré une hausse de 4,4% de sa valeur ajoutée, tirée essentiellement par la production céréalière.

Le secteur secondaire a enregistré une croissance de 7,2% contre 6,4% en 2006 sous l'impulsion principalement des BTP. Le taux de croissance de la branche des BTP a été de 33,3% contre 14,1% en 2006, en rapport avec l'intensification des chantiers, notamment la construction d'infrastructures socio économiques et le démarrage des travaux du projet Zone d'activités commerciales et administratives (ZACA) et des investissements réalisés par les services financiers et les sociétés de télécommunication. Les industries extractives ont enregistré une hausse de 14,8% de leur valeur ajoutée et en plus 70,0% en 2006. Ce sous-secteur connaît actuellement un regain d'activités et de dynamisme avec l'exploitation d'une part, des mines d'or de Taparko et Kalsaka, et, d'autre part, des mines de zinc de Perkoa. Quant à la valeur ajoutée des industries manufacturières, elle a progressé de 3,0% contre 7,4% en 2006. Ce ralentissement est lié, d'une part, à la hausse des consommations intermédiaires suite à la hausse des cours des produits pétroliers et, d'autre part, à la concurrence déloyale et à la fraude.

La croissance du secteur tertiaire est ressortie à 5,1% contre 8,1% en 2006. La progression des services marchands de 3,6% est liée au dynamisme des activités commerciales et des « postes et télécommunications » avec des taux de croissance respectifs de 7,9% et 6,6%.

**Graphique 3.5** : Evolution du PIB nominal et du taux de croissance réel



Source : BCEAO, AMAO

Du côté de la demande, la croissance du PIB a été tirée principalement par l'investissement. La formation brute de capital fixe (FBCF) a augmenté de 39,9% contre 25,8% en 2006, marquée par l'accroissement de ses deux composantes. La composante privée a progressé de 64,5%, en rapport avec l'intensification des travaux de construction d'infrastructures et les investissements des services financiers et des sociétés de télécommunications, dans le cadre de l'extension de leurs activités à l'ensemble du territoire. Quant à la FBCF publique, elle a progressé de 11,3% en relation avec la mise en oeuvre du programme d'investissements publics. La consommation finale a enregistré une faible hausse de 1,0% contre 6,9% en 2006 en liaison avec la timide augmentation de sa composante privée (+0,2%) causée essentiellement par la baisse des revenus des producteurs de coton et des autres acteurs de la filière. En revanche, la composante publique a enregistré une hausse plus importante de 3,3% contre 2,6% en 2006. S'agissant des échanges extérieurs, ils se sont caractérisés par une baisse des exportations de 3,9% et une progression des importations de 8%.

En terme nominal, le taux d'investissement s'est établi à 18,8% en 2007 contre 14,2% en 2006. Quant au taux d'épargne intérieure brute, il a augmenté pour se situer à 3,0% en 2007 contre 1,1% en 2006.

Dans le domaine des prix, on note que la croissance du PIB réel a été réalisée dans un contexte de maîtrise relative des prix. L'évolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) s'est traduite à fin décembre 2007 par un taux d'inflation de fin de période de 2,3% contre 1,5% en 2006. Ce résultat s'explique principalement par la maîtrise des prix au niveau des fonctions « produits alimentaires et boissons non alcoolisées », « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » et « transport » notamment. Le recul des prix au niveau de la fonction « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » s'explique par les bons résultats de la campagne agricole 2006/2007 qui ont induit un approvisionnement régulier des marchés en produits céréaliers. En ce qui concerne les transports, ils ont bénéficié de la non répercussion systématique de la hausse des cours du pétrole sur le marché international sur les prix à la pompe.

### 3.1.2.1.2 Finances publiques

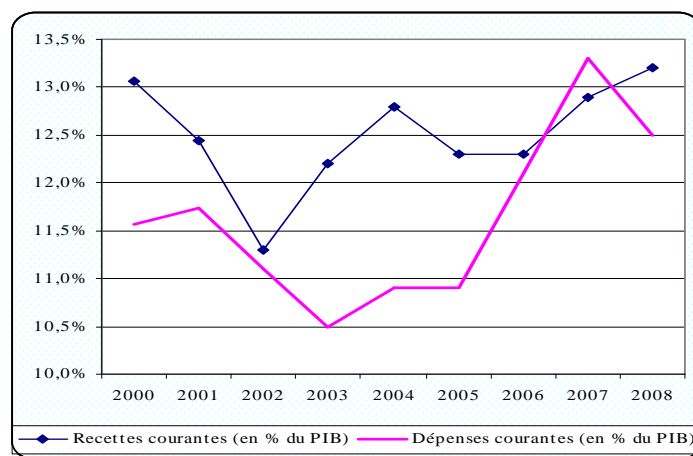
L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit global hors dons de 11,8% du PIB contre 10,7% en 2006. Cette évolution est impulsée par la hausse plus que proportionnelle des dépenses totales et prêts nets par rapport aux recettes totales et dons.

En effet, les recettes totales et dons ont augmenté de 10,1% à fin décembre 2007 concourant à déterminer un ratio par rapport au PIB nominal de 20,2%. Cette situation est la résultante des hausses de 12,1% et 42,3% respectivement des recettes budgétaires et des dons.

En ce qui concerne les recettes budgétaires, elles ont atteint l'équivalent de 12,9% du PIB nominal en 2007 contre 12,3% en 2006. Cette progression est le reflet des tendances qui ont caractérisé ses principales composantes. En effet, les recettes fiscales ont augmenté de 13,7% grâce à l'impact des réformes portant notamment sur l'informatisation de la Direction des Grandes Entreprises au niveau de l'Administration fiscale, le renforcement des vérifications et des contrôles fiscaux, l'utilisation de toutes les fonctionnalités de SYDONIA. De même, les recettes non fiscales ont progressé de 20,3% grâce au réajustement à la hausse des licences des sociétés de télécommunication.

S'agissant des dons, ils se sont élevés à 224,9 milliards, ce qui représente un ratio de 6,9% du PIB en 2007 contre 5,9% en 2006. Cette hausse du niveau de mobilisation des dons est à mettre en relation avec l'action de la solidarité internationale manifestée lors des inondations enregistrées dans plusieurs localités du pays pendant la saison pluvieuse écoulée.

Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils ont augmenté de 14,4% pour représenter 24,7% du PIB en 2007 contre 22,9% en 2006. Cette progression est imputable aux deux composantes de la dépense. En effet, les dépenses courantes ont connu une hausse de 17,1%. Cet accroissement s'explique essentiellement par la progression de la masse salariale, des dépenses de fonctionnement et des dépenses liées au processus de décentralisation en cours. S'agissant de l'augmentation de la masse salariale de 17,5%, elle est liée au recrutement de nouveaux agents dans les secteurs sociaux et au paiement partiel des rappels suite à la prise en compte des actes d'avancement des agents de la fonction publique.

**Graphique 3.6** : Evolution des recettes et dépenses courante

Source : BCEAO, AMAO

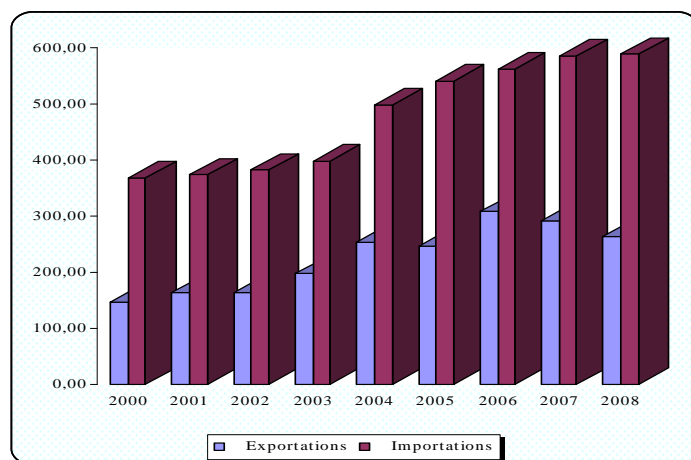
Quant aux dépenses en capital, elles ont baissé de 1,8%, sous l'effet d'une contraction de la composante financée sur ressources internes (-7,0%). La composante financée sur ressources externes, elle, connaît une hausse de 2,2% imputable à l'afflux de capitaux extérieurs dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté. En dépit de la baisse qui la caractérise, la composante financée sur ressources internes représente plus du tiers des recettes fiscales (35,6%).

L'encours de la dette publique à fin décembre 2007 se chiffre à 724,0 milliards de francs représentant 22,1% du PIB nominal contre 687,0 milliards de francs CFA à fin décembre 2006. Le service de la dette a représenté 5,8% des recettes budgétaires. Le niveau relativement faible des différents ratios d'endettement s'explique essentiellement par le bénéfice de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) pour environ 708 milliards francs CFA.

### 3.1.2.1.3 Secteur extérieur

Dans le domaine des comptes extérieurs, le solde global de la balance des paiements affiche un excédent de 188,3 milliards. Cet excédent a été notamment induit par les recettes de privatisation de l'Office National des Télécommunications (ONATEL) intervenue en 2007.

Le déficit de la balance commerciale s'est aggravé de 15,6% pour s'établir à 294,2 milliards. Les exportations totales ont atteint 290,9 milliards, affichant une baisse de 5,4%, imputable principalement à la contraction de 17,7% des exportations de coton, celles de l'or non monétaire, des produits de l'élevage, des oléagineux et des fruits et légumes étant en hausse. Les importations totales ont enregistré une hausse de 4,1% en 2007, pour s'établir à 585,1 milliards, sous l'effet du regain de dynamisme de l'activité économique intérieure, induisant une progression de la demande de produits pétroliers, de biens d'équipement et des autres biens de consommation. Le déficit des services a été de 168,9 milliards, en dégradation de 1,1% en liaison avec la baisse des autres services, tandis que les revenus nets se sont détériorés également en ressortant à -6,5 milliards.

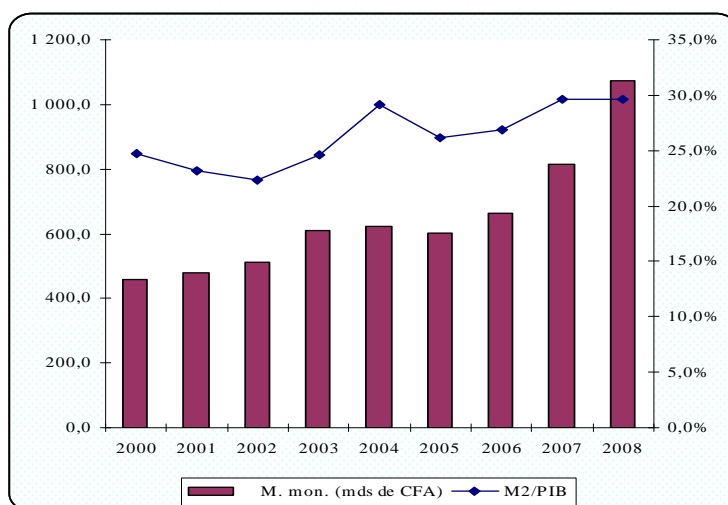
**Graphique 3.7** : Evolution des exportations et importations

Source : BCEAO, AMAO

Les entrées nettes au titre des transferts courants ont atteint 196,6 milliards en 2007 contre 133,4 milliards en 2006, soit une hausse de 47,4%, attribuable aux transferts courants publics. De même, les entrées nettes au titre des opérations financières et des transferts en capital, y compris la remise de la dette, sont ressorties à 461,3 milliards en 2007 contre 337,4 milliards en 2006, soit une hausse de 36,7%. Celle-ci se justifie par l'importance des investissements directs, en liaison avec la privatisation de l'ONATEL (144,3 milliards).

#### 3.1.2.1.4 Secteur monétaire

Dans la zone UEMOA, la gestion de la monnaie et du crédit s'est appuyée sur la politique des taux d'intérêt et sur le système des réserves obligatoires. Dans un contexte de relative maîtrise de l'inflation, la Banque Centrale a maintenu ses taux directeurs inchangés à 4,25% pour le taux de pension et à 4,75% pour celui de l'escompte. Le coefficient de réserve obligatoire est demeuré à 7,0% au Burkina. Cette situation s'est traduite à fin décembre 2007 par des évolutions contrastées des principaux agrégats monétaires.

**Graphique 3.8** : Evolution de la masse monétaire

Source : BCEAO, AMAO

En effet, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont inscrits en hausse de 188,2 milliards, en s'établissant à 409,3 milliards à fin décembre 2007. Cette évolution résulte principalement de la hausse de 152,1 milliards des avoirs extérieurs nets de la BCEAO liée en partie à la cession par l'Etat du Burkina d'une partie du capital de l'Office National des Télécommunications (ONATEL) à un partenaire stratégique pour un montant de 144,3 milliards.

L'encours du crédit intérieur s'est inscrit en baisse de 11,6%, pour se situer à 452,7 milliards à fin décembre 2007. La position nette du Gouvernement s'est améliorée de 63,6 milliards, s'établissant à -93,8 milliards à fin décembre 2007. Cette évolution est essentiellement attribuable aux entrées exceptionnelles de ressources au profit de l'Etat. Les crédits à l'économie sont en hausse de 0,8% par rapport à fin décembre 2006, à la suite d'une progression de 13,2% des concours ordinaires et d'un repli de 76,0% des crédits de campagne. L'accroissement des crédits ordinaires résulte de concours à des sociétés cotonnières ainsi qu'à des entreprises intervenant dans les secteurs de l'énergie, des hydrocarbures, des télécommunications du BTP, de l'agro-industrie, du commerce général et des services.

La masse monétaire s'est accrue de 22,9%, pour s'établir à 813,2 milliards, portée par des progressions de 17,6% des dépôts en banque et de 42,5% de la circulation fiduciaire.

### **3.1.2.2 Performance au titre de la convergence macroéconomique**

L'état de convergence s'est légèrement amélioré par rapport à celui enregistré en 2006. Le nombre d'objectifs atteint est, en effet, passé de cinq (05) en 2006 à six (06) en 2007. Le constat qui se dégage des résultats enregistrés depuis 2003, est la prévalence d'un niveau important de déficit budgétaire dont la résorption dans un court voire moyen termes nécessitera de gros efforts d'ajustement. Cette situation s'explique d'une part par l'afflux particulièrement important d'appuis budgétaires destinés à la lutte contre la pauvreté et dont la prise en compte reste asymétrique dans le calcul de l'indicateur et d'autre part, par le faible niveau de mobilisation des recettes fiscales dont le ratio reste stationnaire excédant rarement 11% du PIB depuis 2003. Ce faible niveau de mobilisation des recettes fiscales justifie également un niveau relativement élevé de masse salariale pourtant objet de mesures drastiques d'ajustement depuis 1993. En revanche, des efforts importants sont faits pour soutenir un niveau de dépenses d'investissement visant la réalisation d'infrastructures de soutien à l'économie.

Au total, trois critères de premier rang sont respectés à fin décembre 2007. Il s'agit du critère relatif à l'inflation, au non financement monétaire du déficit budgétaire et aux réserves en mois d'importations.

S'agissant des critères de second rang, trois objectifs ont également été respectés. Le ratio d'investissement financé sur ressources internes rapporté aux recettes fiscales s'est établi à 35,6% en léger recul par rapport à son niveau de 2006 (42,7%). Le critère portant sur le taux d'intérêt a été également conforme à la norme, le faible niveau de l'inflation a permis l'émergence des taux réels positifs sur la rémunération de l'épargne. De même, le taux de change effectif réel a faiblement fluctué en se stabilisant à une légère appréciation de 1,6% à fin 2007.



**Tableau 3.2: SITUATION DE LA CONVERGENCE DU BURKINA FASO**

|                                     | Norme                             | 2000             | 2001  | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008* |      |
|-------------------------------------|-----------------------------------|------------------|-------|------|------|------|------|------|------|-------|------|
| <b>Critères de premier rang:</b>    |                                   |                  |       |      |      |      |      |      |      |       |      |
| i)                                  | Déficit Budgétaire/PIB            | ≤ 4%             | 11,7  | 6,7  | 9,1  | 7,8  | 8,8  | 8,8  | 10,7 | 11,8  | 12,3 |
| ii)                                 | Taux d'inflation                  | ≤ 5%             | -3,0  | 4,0  | 2,4  | 1,5  | 0,9  | 4,5  | 1,5  | 2,3   | 2,0  |
| iii)                                | Financement BC                    | ≤ 10% RF n-1     | 9,0   | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0   | 0,0  |
| iv)                                 | Reserves UEMOA                    | ≥ 6 mois Imports | 6,0   | 6,7  | 7,6  | 6,0  | 7,7  | 6,0  | 6,0  | 7,0   | 7,4  |
|                                     | <i>Reserves pays (indicatif)</i>  |                  | 6,0   | 6,7  | 7,6  | 6,0  | 6,8  | 4,5  | 4,2  | 7,6   | 5,6  |
| <b>Critères de second rang</b>      |                                   |                  |       |      |      |      |      |      |      |       |      |
| i)                                  | Recettes fiscales/PIB             | ≥ 20%            | 11,8  | 9,4  | 9,7  | 10,3 | 12,1 | 12,4 | 11,3 | 11,9  | 12,3 |
| ii)                                 | Masse Salariale/Recettes fiscales | ≤ 35% RF         | 43,7  | 45,7 | 42,8 | 41,7 | 38,8 | 40,4 | 44,1 | 46,5  | 43,5 |
| iii)                                | Investissements interres/Recettes | ≥ 20% RF         | 23,4  | 24,6 | 36,0 | 32,7 | 41,9 | 36,3 | 42,7 | 35,6  | 39,8 |
| iv)                                 | Taux d'intérêt réel               | > 0              | 6,5   | -1,4 | -0,4 | 0,3  | 2,8  | 2,7  | 2,0  | 1,2   | 1,5  |
| v)                                  | Stabilité du Taux de change réel  | ± 5%             | -15,0 | -2,6 | 7,7  | 28,9 | 14,0 | 3,0  | 0,3  | -1,6  | 0,3  |
| <b>Nombre de critères respectés</b> |                                   |                  | 5     | 5    | 4    | 5    | 5    | 6    | 6    | 6     | 6    |

Source : AMAO, BCEAO.

(\*) : Prévisions annuelles

### 3.1.2.3 Perspectives 2008

Pour l'année 2008 l'axe d'orientation de la politique économique s'appuie sur l'hypothèse d'un taux de croissance économique de 4,9%. Cet objectif, qui apparaît mesuré, découle de la prise en compte de la conjoncture internationale défavorable marquée par la hausse pernicieuse des prix du pétrole et des denrées alimentaires de première nécessité. Dans ce contexte, les perspectives économiques ne peuvent qu'être affectées et affaiblies.

L'objectif de croissance de 4,9% serait porté par l'ensemble des secteurs. Les taux de croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire seraient de 5,0%, 9,4% et 5,7%, respectivement.

Les progressions attendues des différents secteurs dépendront des conditions climatiques, de l'environnement international, en particulier du niveau des cours du coton et des produits pétroliers et de la mise en oeuvre effective des réformes sectorielles et des mesures structurelles contenues dans le programme conclu avec le Fonds. Il s'agit de la politique d'intensification en matière d'irrigation villageoise, de l'amélioration des semences et de la fertilisation des sols. En outre, les actions d'amélioration des transports et du tourisme devraient contribuer à la diversification de l'économie, ce qui permettrait de réduire, à terme, sa dépendance des conditions climatiques. Les actions de diversification de l'économie, incluent la poursuite des appuis concourant au développement du secteur privé et des télécommunications.

Pour les prix, il est prévu une stabilisation de l'inflation respectueuse de la norme communautaire. Le taux d'inflation ne devrait pas dépasser 1,7% à fin décembre 2008. Toutefois, au regard de l'évolution actuelle du cours du pétrole, qui a dépassé 100 \$ le baril, de la flambée des prix des denrées alimentaires sur le marché international et de la hausse prolongée de l'euro par rapport au dollar, les risques de survenue de fortes tensions inflationnistes en 2008 restent également actuels.

En matière de finances publiques, les fondamentaux budgétaires demeureraient fragiles en 2008. L'installation de la mauvaise conjoncture liée à la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires devrait concourir à une aggravation des principaux soldes budgétaires. Le solde budgétaire global hors dons ressortirait à -12,3%, c'est 0,5 point de pourcentage de plus qu'en 2007.

### 3.1.2.4 Conclusions et recommandations

Après la dynamique de résultats positifs enregistrés en 2006, la mauvaise conjoncture internationale a induit un fléchissement des performances en matière de croissance économique notamment. Cette évolution illustre le degré de vulnérabilité prononcé de l'économie burkinabé aux chocs externes en raison de la prédominance des exportations de coton. La dépendance envers l'aide extérieure est assez forte, ce qui semble constituer dans une certaine mesure une entrave à une intensification des efforts de mobilisation des recettes intérieures, en témoigne le taux de pression fiscale quasi stagnant depuis 2003. Enfin, le Burkina Faso est confronté à des contraintes institutionnelles et de capacité d'absorption même s'il a considérablement amélioré sa gestion des finances publiques.

Afin de consolider les performances réalisées et de desserrer les contraintes structurelles permettant d'accroître le dynamisme de l'économie à tendre véritablement vers les objectifs en matière de convergence macroéconomiques, les Autorités sont invitées à :

- poursuivre l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes fiscales à travers l'élargissement de l'assiette, l'intensification de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale et la maîtrise des exonérations ;
- poursuivre le programme de diversification des productions animales et végétales afin de réduire la dépendance structurelle vis-à-vis de la quasi-monoculture du coton ;
- Mettre en place une vraie politique d'appui à la production vivrière afin de limiter les effets de l'installation dans la durée de la crise alimentaire mondiale actuelle ;
- préserver la soutenabilité de la dette publique par le suivi rigoureux de l'évolution de la dette intérieure et le recours à des ressources concessionnelles;

### 3.1.3 LA COTE D'IVOIRE

Bâtie sous l'hypothèse d'une poursuite de la normalisation de la vie économique et politique, l'entame de l'année 2007 a été faite avec un objectif de croissance économique de 1,5 % du PIB. Cet objectif devait être réalisé sous l'impulsion des secteurs primaire et tertiaire. En effet, la production du secteur primaire devait augmenter de 2,0% tandis que celle du tertiaire devait progresser de 1,9%. En revanche, la production du secteur secondaire devait stagner au regard de la contre-performance attendue des industries agroalimentaires et des BTP. Cet objectif de croissance reposait sur une hypothèse de stabilité des prix avec une tendance même à une désinflation.

Au niveau des finances publiques, les principaux ratios devaient enregistrer des améliorations notables. En effet, l'espoir d'une reprise totale ou partielle de la coopération avec les partenaires techniques et financiers devait permettre de desserrer les contraintes financières et accroître l'efficacité budgétaire.

En matière de réalisation, le contexte national a été marqué par des progrès importants enregistrés dans la résolution de la crise socio-politique notamment suite à l'accord politique de Ouagadougou intervenu le 4 mars 2007. Ainsi, les principaux objectifs macro-économiques ont été quasiment réalisés. Le taux de croissance du PIB est ressorti à 1,5% comme attendu avec une inflation maîtrisée au taux de 1,5%.

#### 3.1.3.1. Analyse sectorielle

##### 3.1.3.1.1 Secteur réel

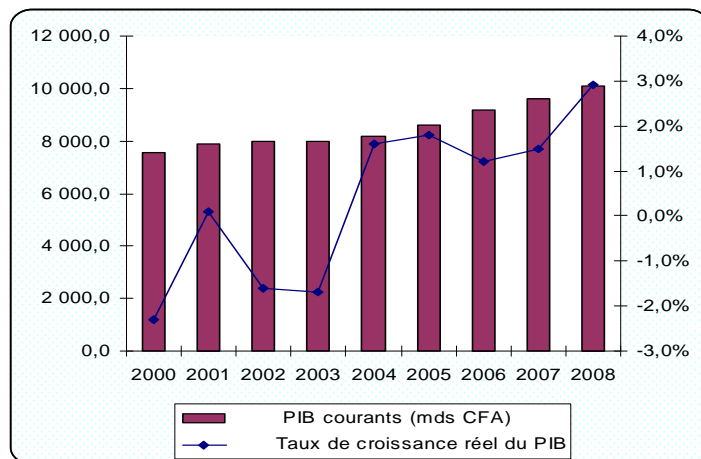
En 2007, le taux de croissance de l'activité économique est ressorti à 1,5% contre 1,2% en 2006. Cette croissance a été portée principalement par le secteur tertiaire.

La valeur ajoutée du secteur primaire a progressé de 1,5% contre 1,1% en 2006, en liaison avec la hausse de l'agriculture vivrière dont la valeur ajoutée a augmenté de 2,7%. Par contre, la valeur ajoutée de l'agriculture d'exportation a reculé de 0,4%, en raison de la baisse notamment des productions de cacao, de coton et d'ananas. La diminution de la production de cacao est due au déficit hydrique, à la maladie des plantes (brune et swollen shoot) et au vieillissement du verger. La production d'ananas pâtit de la concurrence des pays latino-américains qui produisent une variété mieux prisée sur le marché européen que celle produite en Côte d'Ivoire. La production du coton est quant à elle confrontée à des problèmes structurels. Le recul de la production de ces denrées a été atténué par un accroissement des productions de café et d'anacarde. Le café a bénéficié de l'engouement des producteurs, motivés par le raffermissement des cours. La hausse de la production d'anacarde s'explique par l'intérêt accru des producteurs dans la zone Centre, Nord et Ouest, en rapport avec la hausse des prix, liée à la croissance de la demande extérieure.

La production du secteur secondaire s'est contractée de 3,8% après un accroissement de 1,3% en 2006. Cette réduction s'explique principalement par les contre-performances du secteur minier et pétrolier, atténuées cependant par le dynamisme observé au niveau des « BTP » et des « autres industries ». En effet, l'extraction minière et pétrolière a connu une chute de 18,7%, liée à l'ensablement des puits du champ Baobab. La production de produits pétroliers a également baissé de 8,3% du fait de la réduction volontaire de la production de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) en début d'année, en raison des contraintes liées à la marge de raffinerie et à l'arrêt de son hydro carburateur au mois de septembre, pour une durée de 45 jours.

La valeur ajoutée du secteur tertiaire a progressé de 2,3% contre 1,9% en 2006. Cette performance s'étend aux principales composantes que sont le transport, les télécommunications, les services et le commerce. En particulier, les télécommunications ont enregistré un taux de croissance de 12,8%.

**Graphique 3.9** : Evolution du PIB nominal et du taux de croissance réel



Source : BCEAO, AMAO

Du côté de la demande, la croissance a été tirée essentiellement par la consommation finale des ménages et la consommation publique qui ont induit une augmentation de la consommation globale de 3,4%. Le rattrapage de la consommation des ménages s'explique par l'amélioration des revenus issus de l'agriculture d'exportation en rapport avec la hausse des cours et l'accroissement du revenu national disponible.

En ce qui concerne la formation brute de capital fixe (FBCF), elle s'est accrue de 4,5% portée principalement par la FBCF privée qui a progressé de 14,6%, en rapport avec la hausse des crédits à moyen et long termes de 11,9% et du volume des importations de biens d'équipement de 13,3%.

Au plan de la demande extérieure, les exportations de biens et services ont baissé de 2,5% en rapport avec les contre-performances du secteur agricole d'exportation, de l'extraction de pétrole brut et des produits pétroliers. Quant aux importations de biens et services, elles ont augmenté de 1,1%, grâce notamment à la reprise des investissements privés et à la croissance de l'activité économique.

En terme nominal, le taux d'investissement s'est établi à 10,0% contre 9,8% en 2006. Le taux d'épargne brute a été de 14,0% contre 15,3% en 2006.

La croissance a été réalisée en 2007 dans un contexte de hausse modérée des prix à la consommation. Le taux d'inflation de fin de période est ressorti à 1,5% contre 2,0% en 2006. Cette baisse de l'inflation s'explique par le recul observé principalement au niveau de la fonction « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » en raison de la détente de certains loyers et d'un bon approvisionnement en bois de chauffe, et de la fonction « transports ». A l'inverse, un accroissement notable a été enregistré au niveau des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées », « boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » et « restaurants et hôtels ». La

hausse observée au niveau des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, principalement les farines, les pâtes alimentaires, le lait, les autres matières grasses est due au renchérissement des cours sur le marché international.

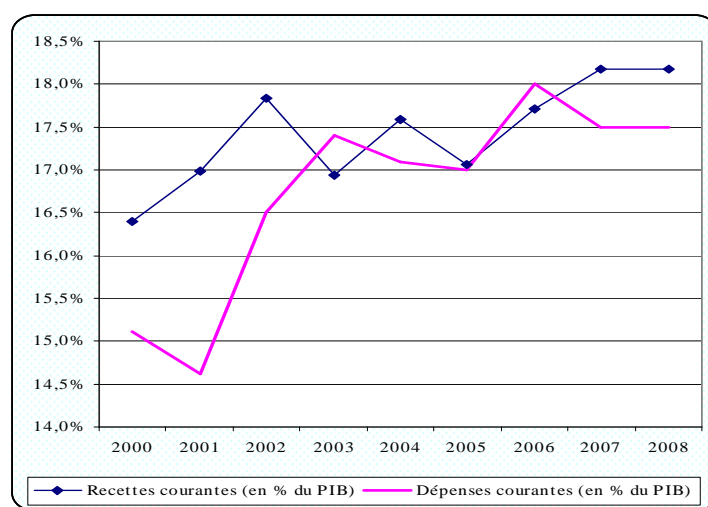
### 3.1.3.1.2 Finances publiques

La situation d'exécution budgétaire à fin décembre 2007 s'est traduite par une contraction des déficits budgétaires et une absence d'accumulation d'arriérés de paiement intérieurs et extérieurs comme cela était apparu de manière récurrente ces dernières années.

En 2007, les recettes totales ont progressé de 23,9% pour représenter 20,9% du PIB contre 17,6% en 2006. Cette tendance a aussi caractérisé l'évolution de ses composantes. En effet, les recettes budgétaires ont augmenté de 22,4% à fin décembre 2007 traduisant un ratio de 20,4% par rapport au PIB nominal alors que le niveau de mobilisation des dons a plus que doublé en se situant à 43,6 milliards de francs CFA contre 15,1 milliards en 2006. L'évolution des recettes budgétaires est imputable à la bonne tenue des recettes de TVA et de l'impôt sur les sociétés qui a compensé une moins-value au niveau des droits de sortie sur le cacao et les taxes sur les produits pétroliers. S'agissant des recettes non fiscales, elles ont été en hausse de 62,3% pour représenter 3,7% du PIB contre 2,5% en 2006. Cette hausse est liée principalement à la progression des cotisations sociales et à la prise en compte des ressources destinées à l'indemnisation des victimes des déchets toxiques (95 milliards). Quant aux dons, ils ont atteint 43,6 milliards contre 15,1 milliards en 2006.

Les dépenses totales et prêts nets ont progressé de 15,6% pour représenter 21,0% du PIB contre 19,0% en 2006. Cette évolution s'explique par la hausse des dépenses courantes de 17,3%. L'augmentation des dépenses courantes est due à la masse salariale, aux dépenses de fonctionnement, aux primes de front, aux subventions de gaz au secteur de l'électricité et aux charges de gestion du programme de sortie de crise. L'accroissement de la masse salariale (+8,0%) est lié principalement aux indemnités de logement attribuées aux instituteurs, au versement de l'indemnité paramédicale du personnel technique de santé et à l'engagement de plus de 3000 recrues dans les rangs des Forces Armées Nationales.

**Graphique 3.10** : Evolution des recettes et dépenses courante



Source : BCEAO, AMAO

Quant aux dépenses d'investissement, malgré l'augmentation enregistrée de 6,2%, elles restent marquées par le faible niveau d'exécution de sa composante financée sur ressources intérieures qui enregistre un recul de 11,1% par rapport à 2006. Cette situation s'explique par l'adoption tardive du budget qui n'a pas permis la programmation appropriée des projets, compte tenu du délai nécessaire aux opérations de passation de marchés. En revanche, le relèvement du niveau de mobilisation des concours extérieurs a induit une hausse plus prononcée des investissements financés sur ressources extérieures (+137,8%).

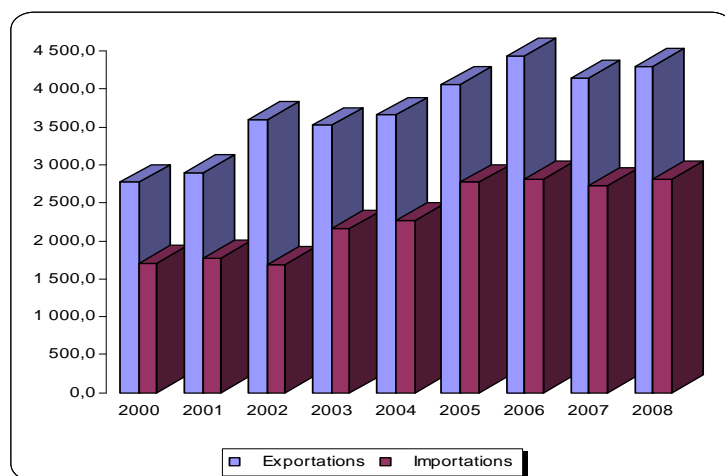
Au total, le déficit global hors dons et le déficit global ont respectivement représenté 0,6% et 0,1% du PIB nominal, contre 1,5% et 1,4% en 2006.

L'amélioration de la situation des finances publiques est reflétée par la non accumulation d'arriérés nouveaux de paiement et surtout un apurement partiel du stock existant. A fin décembre 2007, la Côte d'Ivoire n'était plus redevable à certains partenaires bilatéraux et multilatéraux comme la BAD et la Banque Mondiale.

L'encours de la dette publique (y compris les stocks d'arriérés) s'est établi à 7 440,1 milliards à fin décembre 2007, soit 78,5% du PIB contre 80,9% en 2006. Le service de la dette a représenté 11,8% des recettes budgétaires contre 9,6% en 2006. Le niveau élevé du ratio s'explique par le fait que la Côte d'Ivoire ne bénéficie pas à ce jour des initiatives d'allègement de la dette multilatérale.

#### **3.1.3.1.3 Secteur extérieur**

Le solde de la balance des paiements a enregistré un excédent qui s'est établi à 1,3% du PIB soit le même qu'en 2006. Cette situation est la résultante d'évolutions contrastées au niveau de ses composantes. En effet, l'excédent commercial a baissé de 13,0% en rapport avec une nette diminution des exportations de biens. Celles-ci se sont contractées de 6,5% pour s'établir à 4.146,7 milliards, sous l'effet du recul des exportations de cacao et de celles du pétrole brut, en raison d'un ensablement des puits. Le solde déficitaire des services s'est situé à 767,7 milliards contre 726,0 milliards en 2006, tandis que le déficit des revenus s'est établi à 412,2 milliards contre 371,4 milliards enregistrés en 2006, en relation avec l'augmentation des rapatriements de profits acquis par des non-résidents. Enfin, le déficit des transferts sans contrepartie est ressorti à 107,0 milliards contre 277,8 milliards en 2006, en liaison avec les dons reçus dans le cadre de la sortie de crise et les entrées de ressources liées au dédommagement des victimes des déchets toxiques. Au total, la balance courante est ressortie excédentaire de 126,8 milliards. Hors transferts officiels, le solde courant se situe à -0,3% du PIB contre 2,9% en 2006.

**Graphique 3.11** : Evolution des exportations et importations

Source : BCEAO, AMAO

Le compte de capital et d'opérations financières a enregistré un déficit de 26,8 milliards contre celui de 117,9 milliards en 2006, soit une amélioration de 77,3%, en relation avec l'accroissement des investissements directs, la hausse des investissements de portefeuille liée à la souscription par des non-résidents des bons du Trésor émis par la Côte d'Ivoire et la baisse des sorties nettes de capitaux privés.

Au total, le solde global de la balance des paiements fait ressortir un excédent de 100 milliards de francs CFA soit une baisse de 11,4% par rapport à la situation de 2006.

#### 3.1.3.1.4 Secteur monétaire

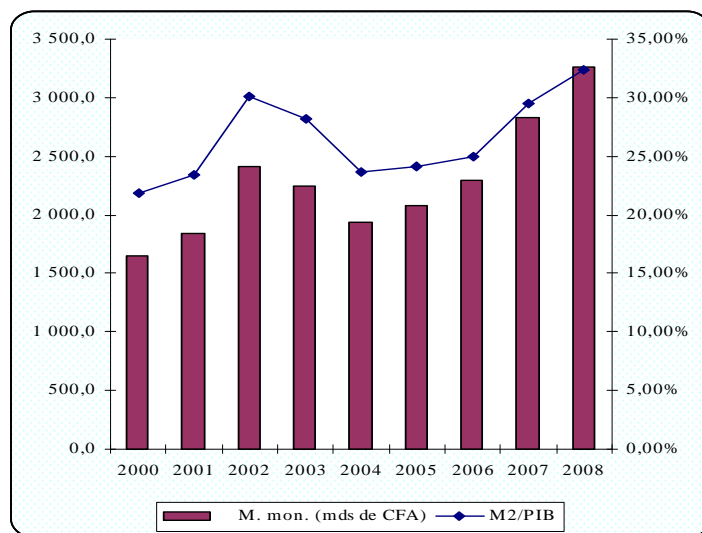
Dans l'espace monétaire UEMOA, la gestion de la monnaie et du crédit s'est appuyée sur la politique des taux d'intérêt et sur le système des réserves obligatoires. Dans un contexte de relative maîtrise de l'inflation, la Banque Centrale a maintenu ses taux directeurs inchangés à 4,25% pour le taux de pension et à 4,75% celui d'escompte. Le coefficient de réserve obligatoire est demeuré à 5,0% en Côte d'Ivoire. Cette situation s'est traduite à fin décembre 2007 par des évolutions contrastées des principaux agrégats monétaires.

La position extérieure nette des institutions monétaires s'est établie à 1 036,8 milliards, en hausse de 215,1 milliards par rapport à fin décembre 2006, du fait essentiellement de l'accroissement de 218,5 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale, partiellement atténuée par la baisse de 3,4 milliards de ceux des banques. Cette évolution porte l'empreinte de la mise en oeuvre du protocole d'accord de dédommagement entre l'Etat ivoirien et la société TRAFIGURA portant sur un montant de 95,0 milliards et les rapatriements soutenus au titre des recettes d'exportation. Le crédit intérieur a connu une hausse de 19,9% par rapport à son niveau de décembre 2006, en s'établissant à 1 962,4 milliards. La position nette débitrice du Gouvernement s'est dégradée de 24,7% au cours de la période sous revue, pour ressortir à 430,7 milliards, en liaison avec un recours plus accru aux émissions sur le marché financier régional, souscrites principalement par les banques. L'encours des crédits à l'économie s'est établi à 1 531,7 milliards à fin décembre 2007, contre 1 291,0 milliards à fin décembre 2006, ressortant ainsi en hausse de 18,7%, sous l'effet d'un accroissement de 17,1% des crédits ordinaires.

L'évolution des crédits ordinaires est essentiellement imputable aux nouvelles mesures mises en place en faveur des entreprises intervenant dans les secteurs de l'agro-industrie, des télécommunications et de l'énergie.

La masse monétaire s'est accrue de 20,8%, pour s'établir à 2 836,5 milliards à fin décembre 2007. Cette évolution s'est traduite par la hausse de 21,0% des dépôts en banque et de 37,6% de la circulation fiduciaire.

**Graphique 3.12** : Evolution de la masse monétaire



Source : BCEAO, AMAO

### 3.1.3.2 Performance au titre de la convergence macroéconomique

L'analyse de l'état de convergence de l'économie ivoirienne en 2007 révèle que la plupart des ratios ont enregistré une évolution favorable même si au bout du compte le nombre d'objectifs réalisés reste le même que celui enregistré en 2005, c'est-à-dire six réalisations favorables. Il importe d'indiquer cependant que le nombre de critères respectés aurait pu être de cinq, si le respect du critère relatif aux réserves n'était pas appréhendé au niveau zonal. En effet, pris individuellement, le résultat de la Côte d'Ivoire par rapport à ce critère est équivalent à quatre mois d'importations contre six mois exigé au niveau de la norme communautaire CEDEAO.

Les critères réalisés concernent quatre critères de premier rang et deux critères de second rang. Au titre des critères de premier rang, il s'agit du ratio portant sur le déficit budgétaire, le taux d'inflation, le niveau de réserves en mois d'importations et le non financement monétaire du déficit.



**Tableau 3.3: SITUATION DE LA CONVERGENCE DE LA COTE D'IVOIRE**

|                                     | Norme                             | 2000             | 2001  | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008* |      |
|-------------------------------------|-----------------------------------|------------------|-------|------|------|------|------|------|------|-------|------|
| <b>Critères de premier rang:</b>    |                                   |                  |       |      |      |      |      |      |      |       |      |
| i)                                  | Déficit Budgétaire/PIB            | ≤ 4%             | 1,5   | 0,4  | 2,0  | 3,2  | 2,6  | 2,8  | 1,5  | 0,6   | 1,7  |
| ii)                                 | Taux d'inflation                  | ≤ 5%             | 2,5   | 4,3  | 3,1  | 3,3  | 1,4  | 2,6  | 2,0  | 1,5   | 1,8  |
| iii)                                | Financement BC                    | ≤ 10% RF n-1     | 0,0   | 0,0  | 0,3  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0   | 0,0  |
| iv)                                 | Reserves UEMOA                    | ≥ 6 mois Imports | 6,9   | 7,7  | 8,8  | 8,1  | 7,7  | 6,0  | 6,0  | 7,0   | 7,4  |
|                                     | <i>Reserves pays (indicatif)</i>  |                  | 5,8   | 6,7  | 7,6  | 6,0  | 3,9  | 3,0  | 3,5  | 4,0   | 3,6  |
| <b>Critères de second rang</b>      |                                   |                  |       |      |      |      |      |      |      |       |      |
| i)                                  | Recettes fiscales/PIB             | ≥ 20%            | 14,3  | 14,6 | 15,8 | 14,5 | 15,2 | 14,4 | 14,9 | 15,4  | 15,9 |
| ii)                                 | Masse Salariale/Recettes fiscales | ≤ 35% RF         | 42,1  | 41,4 | 41,6 | 45,3 | 44,0 | 45,0 | 43,2 | 43,1  | 43,2 |
| iii)                                | Investissements interres/Recettes | ≥ 20% RF         | 10,6  | 7,5  | 11,6 | 10,5 | 9,9  | 10,7 | 15,5 | 12,7  | 14,1 |
| iv)                                 | Taux d'intérêt réel               | > 0              | 1,0   | -0,8 | -0,9 | 1,0  | 2,1  | 0,9  | 1,5  | 2,0   | 1,7  |
| v)                                  | Stabilité du Taux de change réel  | ± 5%             | -11,7 | -1,5 | 6,8  | 21,4 | 11,4 | 9,2  | 1,8  | -2,1  | 0,8  |
| <b>Nombre de critères respectés</b> |                                   |                  | 5     | 5    | 4    | 5    | 5    | 5    | 6    | 6     | 6    |

Source : AMAO, BCEAO.

(\*) : Prévisions annuelles

Au titre des critères de second rang, deux seuls objectifs ont été atteints. Il s'agit du critère portant sur les taux d'intérêts réels positifs et celui sur la stabilité du taux de change réel. La faiblesse des résultats s'agissant des critères de second rang, dont l'essentiel est déterminé par des agrégats budgétaires, traduit, à l'évidence, des problèmes d'ajustement budgétaire. En particulier, la propension relativement forte des dépenses primaires rend peu visibles les efforts de recouvrement des recettes budgétaires surtout en temps de crise. L'absence de soutien financier extérieur, entraîne d'importantes pressions qui peuvent largement excéder la capacité des finances publiques. Cela explique donc la dégradation des ratios relatifs à la masse salariale et aux investissements.

### 3.1.3.3 Perspectives 2008

En 2008, le rythme de l'activité économique devrait connaître une accélération se traduisant par une croissance du PIB de 2,9%. Cette progression de l'activité devrait être portée par le secteur primaire dont la production devrait augmenter de 4,6%, compte tenu des bonnes performances attendues de l'agriculture d'exportation. Cette prévision s'articule étroitement avec la perspective de normalisation progressive et effective de la situation socio-politique, toute chose qui permettrait de desserrer les contraintes structurelles et organisationnelles notamment au niveau des zones de grande production agricole. Le secteur secondaire enregistrerait une croissance de 2,9%, grâce à l'industrie agroalimentaire et la production des produits pétroliers. Ces améliorations seraient liées à l'accroissement de la demande stimulée par l'amélioration de la fluidité routière suite à la réunification du pays. S'agissant du secteur tertiaire, il enregistrerait une croissance de 3,0%, portée par les télécommunications, le commerce, le transport et le redressement des services.

Dans le continuum de la mauvaise conjoncture qui sévit au plan mondial sur l'emprise des hausses pernicieuses des prix des produits pétroliers et de celle des produits alimentaires de base, il est fort probable que l'année 2008 enregistre de fortes tensions inflationnistes.

Au niveau des finances publiques, l'année 2008 devrait enregistrer une dégradation des principaux soldes budgétaires due aux prévisions de faible progression des recettes totales relativement à celle des dépenses. Les recettes augmenteraient de 3,7% pour représenter 18,8% du PIB alors que les dépenses induites par les opérations de reconstruction post-conflit et la tenue des élections présidentielles seraient en hausse de 8,0%. Toutefois, ces évolutions ne devraient pas se traduire par un recul majeur des résultats en matière de convergence. En dépit de quelques

dégradations de profil des indicateurs, six objectifs seraient réalisés en 2008, soit le même niveau de performance qu'en 2007.

#### **3.1.3.4 Conclusions et recommandations**

La situation économique est demeurée fragile en 2007. Toutefois, des améliorations ont été notées avec notamment la mise en oeuvre des accords du 04 mars 2007 à Ouagadougou et du programme d'Assistance d'Urgence Post Conflit (AUPC). La mise en oeuvre de l'accord doit être poursuivie et les discussions avec les institutions de Bretton Woods devraient permettre de transformer l'AUPC en un programme financé avec les ressources de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance. En vue de renouer avec une croissance robuste et de réaliser les objectifs de convergence, les dispositions devraient être prises en vue de :

- consolider la stabilité socio politique ;
- poursuivre la mise en oeuvre du programme post-conflit et les discussions avec le FMI, en vue de la conclusion d'un programme économique et financier triennal appuyé par la communauté financière internationale dont dépend le traitement de fond de la dette publique ;
- améliorer le recouvrement des recettes par le renforcement et la modernisation de l'administration fiscale ;
- poursuivre les efforts en matière d'orientation budgétaire en privilégiant notamment les investissements de soutien à la production ;
- poursuivre les réformes structurelles, en particulier dans les filières café, cacao, coton, pétrole et autres énergies.

### **3.1.4 LA GUINEE-BISSAU**

La situation économique de la Guinée Bissau a montré ces dernières années d'importantes limites. La faiblesse de l'Administration Centrale a fondamentalement contrarié les initiatives porteuses en matière de développement économique et social du pays. Face à cette situation, les autorités se sont fixées comme objectif majeur d'assainir les finances publiques afin de disposer d'un instrument efficace d'intervention qui permette de rendre beaucoup plus visible et efficace l'action publique. C'est un objectif de court terme et long terme dont l'entame de la réalisation devait concourir en 2007 à l'obtention d'un taux de croissance économique réel de 3,7%. Cet objectif de croissance devait être en outre soutenu par un renforcement escompté d'un service public notamment dans le domaine de la fourniture d'électricité.

En termes de réalisation, l'activité économique s'est conclue en 2007 par un taux de croissance du PIB réel de 2,5% contre une croissance de 1,8% en 2006. Cette réalisation est intervenue dans un contexte de relative stabilité des prix. Le taux d'inflation de fin de période est ressorti à 2,0% contre 1,0% en 2006.

#### **3.1.4.1. Analyse sectorielle**

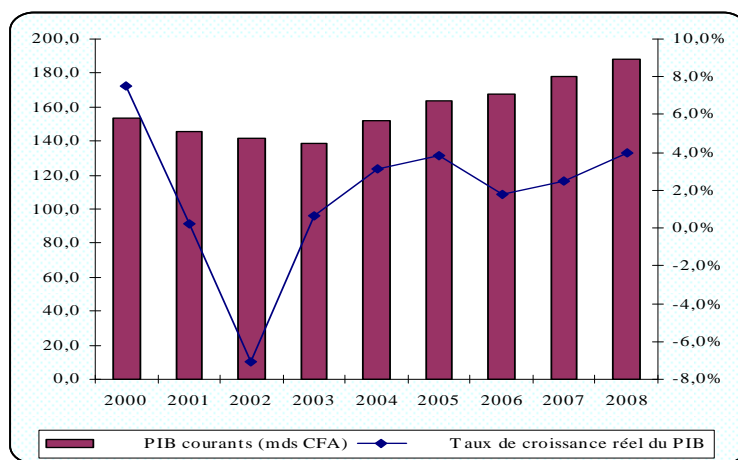
##### **3.1.4.1.1 Secteur réel**

En 2007, le taux de croissance du PIB s'est établi à 2,5% contre 1,8% en 2006. Cette croissance est portée essentiellement par les secteurs primaire et tertiaire. La valeur ajoutée du secteur primaire a enregistré une hausse de 2,3% contre 2,0% en 2006, en liaison avec la hausse de 6,7% de la production de noix de cajou qui est passée à 120 000 tonnes en 2007. La production de céréales a également augmenté de 6,0% en 2007, en rapport avec un accroissement des surfaces emblavées.

Au niveau du secteur secondaire, la croissance est ressortie à 0,9% contre 5,4% en 2006. La décélération de la production dans le secteur secondaire est principalement due au repli de l'activité des industries, en liaison avec la baisse de 25% de la production d'électricité. Par contre la branche « Bâtiments et Travaux Publics » a bénéficié des retombés des travaux de restauration d'infrastructures routières et des structures de soins de santé.

Le secteur tertiaire a été également marqué par une décélération, le taux de croissance est passé de 4,4% en 2006 à 3,0% en 2007. Cependant, les branches « commerce » et « transports » ont été bien orientées en 2007. Cette évolution est due à l'amélioration globale du climat des affaires à la suite de l'atténuation des difficultés observées en 2006 dans le processus de commercialisation de la noix de cajou.

Sous l'angle de la demande, l'activité économique a été soutenue essentiellement par les investissements et les exportations. Le volume des investissements, en hausse de 8,6%, s'inscrit dans le cadre des travaux de réhabilitation des routes, la construction du pont de São Vicente et la réforme de l'Administration publique. Quant au volume des exportations, il a enregistré une progression de 6,0% sous l'effet de la reprise des activités d'exportations de la noix de cajou.

**Graphique 3.13** : Evolution du PIB nominal et du taux de croissance réel

Source : BCEAO, AMAO

L'activité économique s'est réalisée dans un contexte marqué par une hausse du taux d'inflation annuel moyen qui s'est situé à 9,3% en 2007 contre 3,2% en 2006.

Cette évolution est impulsée par le relèvement de l'indice de la fonction « Produits alimentaires, boissons non alcoolisées », en liaison avec le renchérissement des fruits, du poisson, de la viande et des légumes. La hausse du taux d'inflation s'explique également par le relèvement de l'indice des fonctions « hôtels, restaurants », « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles ». La tendance inflationniste serait accentuée au cours du deuxième semestre par le relèvement des prix des produits pétroliers intervenu en août 2007 et les répercussions internes de la hausse des prix des produits céréaliers sur les marchés internationaux.

#### 3.1.4.1.2 Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par une baisse importante des recettes budgétaires totales qui se couple avec une hausse des dépenses totales pour entraîner une détérioration des principaux soldes budgétaires.

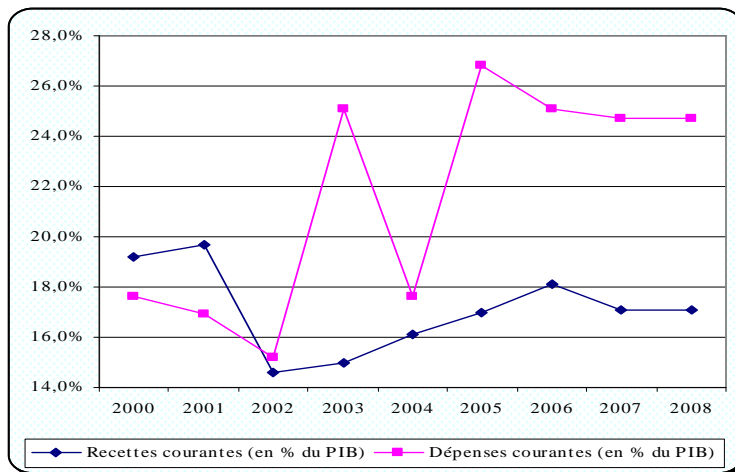
En effet, les recettes budgétaires totales ont baissé de 14,7% pour représenter 15,0% du PIB nominal contre 18,6% en 2006. La baisse des recettes budgétaires totales est essentiellement imputable à la diminution des recettes non fiscales en particulier celles provenant du secteur de la pêche, en raison du retard dans l'encaissement des compensations financières résultant des accords de pêche. Les recettes fiscales ont été légèrement en hausse de 1,6% insuffisant cependant pour induire une amélioration du ratio de pression fiscale qui est alors passé de 11,0% en 2006 à 10,6% en 2007. Cette faible progression des recettes fiscales serait liée aux incertitudes politiques qui ont précédé les élections présidentielles.

S'agissant des dons, ils sont ressortis à 19,0 milliards traduisant une hausse de 20,3% par rapport au niveau de mobilisation de 2006. Cette hausse permet de faire passer le ratio par rapport au PIB nominal de 9,4% en 2006 à 10,7% en 2007.

Les dépenses totales et prêts nets ont progressé de 10,6% en 2007 pour représenter 35,7% du PIB nominal, c'est un point et demi de pourcentage de plus que le ratio enregistré en 2006. Cette évolution est principalement imputable aux dépenses en capital qui enregistrent un niveau d'exécution en hausse de 21,3%. En revanche, les dépenses courantes n'ont progressé que

faiblement de 0,4%, induites notamment par l'augmentation des dépenses de salaires et de transferts.

**Graphique 3.14** : Evolution des recettes et dépenses courante



Source : BCEAO, AMAO

Face aux difficultés de trésorerie, le nouveau Gouvernement a entamé, en mai 2007, la mise en oeuvre d'un programme minimum d'assainissement des finances publiques, visant la restauration de la stabilité financière de l'Etat et l'amélioration de la gestion budgétaire, à travers un meilleur contrôle des dépenses et des recettes collectées.

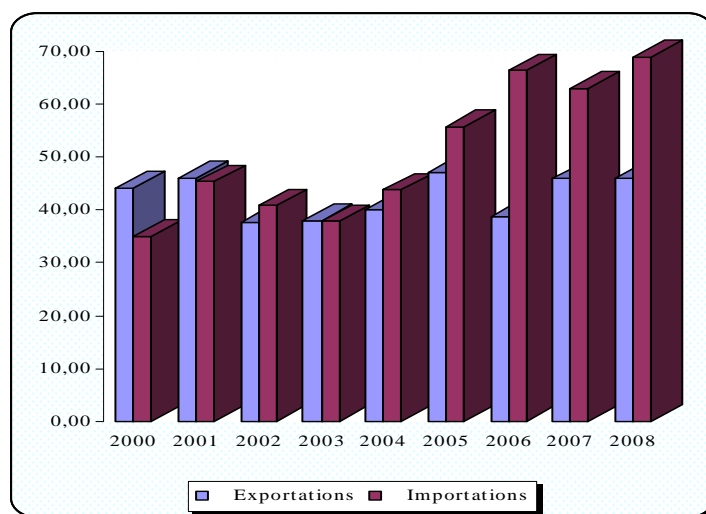
Dans le cadre de ce programme, un important effort d'apurement des arriérés de paiements intérieurs a été fait. Ce programme a permis de contenir le niveau d'accumulation des arriérés de paiements. Ainsi, sur l'année 2007, les arriérés de paiements s'élèvent à 7 milliards de francs CFA contre 16 milliards en 2006. Ce chiffre se décompose comme suit : 3,7 milliards d'arriérés de paiement intérieurs et 3,3 milliards d'arriérés de paiement extérieurs.

Au total, sur l'année 2007, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par une détérioration des principaux soldes budgétaires. Ainsi le déficit global hors dons s'est établi à 20,7% du PIB en 2007 contre 15,6% du PIB en 2006. Le déficit global est passé de 6,2% en 2006 à 10,1% en 2007.

#### 3.1.4.1.3 Secteur extérieur

La situation globale de la balance des paiements s'est traduite à fin décembre 2007 par un excédent de 10,0 milliards francs CFA contre 1,7 milliard en 2006. Cette situation est la résultante d'évolutions contrastées au niveau de ses composantes principales que sont le compte courant et le compte du capital et des opérations financières.

Le déficit du compte courant a enregistré une contraction importante en passant de 20,9 milliards de francs CFA en 2006 à 4,1 milliards en 2007. Cette situation est imputable à une baisse du solde commercial 38,0% induite par la hausse de 18,3% des exportations et la baisse des importations de 5,1%. La hausse des exportations dérive essentiellement de celle des exportations de noix de cajou, à la faveur de la hausse de la production et de la levée des contraintes ayant pesé sur la commercialisation en 2006. Les autres composantes du compte courant se sont également améliorées, à l'exception des revenus nets.

**Graphique 3.15** : Evolution des exportations et importations

Source : BCEAO, AMAO

Le compte de capital et d'opérations financières s'est établi à 14,2 milliards, en retrait de 38,8% par rapport à 2006. Cette baisse provient entièrement du compte des opérations financières dont le solde est passé d'un excédent de 6,4 milliards de francs CFA en 2006 à un déficit de 6,0 milliards en 2007, en liaison avec la baisse des investissements directs étrangers et les autres investissements.

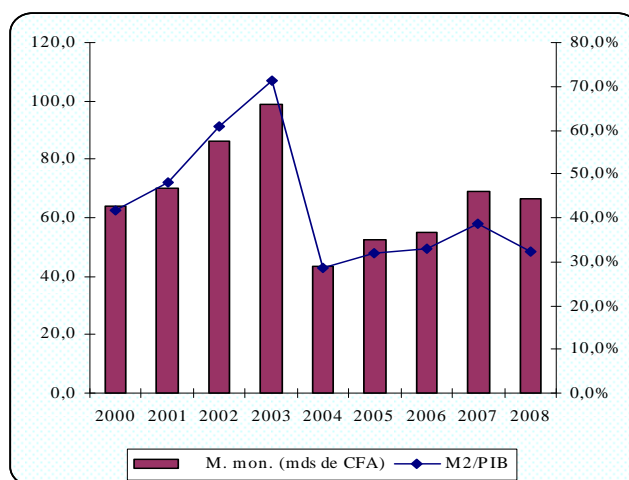
#### 3.1.4.1.4 Secteur monétaire

Dans l'espace monétaire UEMOA, la gestion de la monnaie et du crédit s'est appuyée sur la politique des taux d'intérêt et sur le système des réserves obligatoires. Dans un contexte de relative maîtrise de l'inflation, la Banque Centrale a maintenu ses taux directeurs inchangés à 4,25% pour le taux de pension et à 4,75% pour celui d'escompte. Le coefficient de réserve obligatoire est demeuré à 3,0% en Guinée Bissau. Cette situation s'est traduite à fin décembre 2007 par des hausses des principaux agrégats monétaires.

La position extérieure nette des institutions monétaires s'est établie à 51,5 milliards à fin décembre 2007, en hausse de 18,9% par rapport à fin décembre 2006. Cette évolution est essentiellement attribuable à l'augmentation des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission qui se sont renforcés de 10,5 milliards, dont l'effet a été amoindri par le repli de 2,2 milliards de ceux des banques.

Le crédit intérieur a enregistré une hausse de 24,0%, en s'établissant à 20,7 milliards à fin décembre 2007. La position nette débitrice du Gouvernement s'est améliorée de 0,2 milliard, pour se situer à 10,2 milliards à fin décembre 2007, en liaison avec la hausse de 3,2 milliards des créances de l'Etat vis-à-vis du système bancaire, absorbée en partie par la progression de 3,0 milliards de ses engagements. Les crédits à l'économie se sont établis à 10,5 milliards à fin décembre 2007, en hausse de 4,2 milliards, du fait des concours ordinaires octroyés à des entreprises intervenant dans le secteur de la noix de cajou.

La masse monétaire s'est accrue de 24,8%, en ressortant à 68,9 milliards à fin décembre 2007. Les dépôts ont augmenté de 47,5% tandis que la circulation fiduciaire a progressé de 9,6%.

**Graphique 3.16** : Evolution de la masse monétaire

Source : BCEAO, AMAO

### 3.1.4.2 Performance au titre de la convergence macroéconomique

Au chapitre de la convergence, l'année 2007 a été marquée par une dégradation du niveau de performance. Le nombre de réalisations favorables est, en effet, passé de cinq en 2006 à trois en 2007. De plus, la quasi-totalité des profils des critères connaît des dégradations. Cette situation provient des contre-performances enregistrées dans la mobilisation des recettes budgétaires. En particulier, le déficit budgétaire qui était dans une bonne dynamique d'amélioration depuis 2004 s'est fortement dégradé de plus de 5 points de pourcentage du PIB, en passant d'un ratio de 15,6% du PIB en 2006 à celui de 20,7% en 2007.

Au titre des critères de premier rang, deux objectifs ont été réalisés, contre trois en 2006. Le critère relatif au déficit budgétaire demeure problématique. S'agissant des critères de second rang, le poids relativement important des dépenses primaires dans les recettes fiscales a fortement contrarié la réalisation de résultats favorables. C'est ainsi que d'importants écarts défavorables continuent d'être observés en ce qui concerne les ratios relatifs à la masse salariale et aux dépenses d'investissement sur fonds propres. De même, la faiblesse encore réelle de l'administration fiscale ne favorise pas un niveau de mobilisation conséquent pour booster le niveau de pression fiscale. Seul, le critère relatif à la stabilité du taux de change a été réalisé par la Guinée Bissau en 2007.

Tableau 3.4: SITUATION DE LA CONVERGENCE DE LA GUINEE BISSAU

|                                     | Norme                             | 2000             | 2001  | 2002 | 2003 | 2004  | 2005  | 2006  | 2007  | 2008* |       |
|-------------------------------------|-----------------------------------|------------------|-------|------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| <b>Critères de premier rang:</b>    |                                   |                  |       |      |      |       |       |       |       |       |       |
| i)                                  | Déficit Budgétaire/PIB            | ≤ 4%             | 24,9  | 24,7 | 13,6 | 23,0  | 25,4  | 23,9  | 15,7  | 20,8  | 17,1  |
| ii)                                 | Taux d'inflation                  | ≤ 5%             | 8,6   | 3,3  | 3,9  | -3,5  | 0,9   | 0,3   | 3,2   | 9,3   | 2,2   |
| iii)                                | Financement BC                    | ≤ 10% RF n-1     | 0,0   | 0,0  | 0,0  | 0,0   | 0,0   | 0,0   | 0,0   | 0,0   | 0,0   |
| iv)                                 | Reserves UEMOA                    | ≥ 6 mois Imports | 6,9   | 7,7  | 8,8  | 8,1   | 7,7   | 6,0   | 6,0   | 7,0   | 7,4   |
|                                     | <i>Reserves pays (indicatif)</i>  |                  | 5,8   | 6,7  | 7,6  | 6,0   | 6,6   | 8,3   | 8,4   | 8,0   | 7,8   |
| <b>Critères de second rang</b>      |                                   |                  |       |      |      |       |       |       |       |       |       |
| i)                                  | Recettes fiscales/PIB             | ≥ 20%            | 11,4  | 10,4 | 8,6  | 9,2   | 8,3   | 11,2  | 11,0  | 10,6  | 11,2  |
| ii)                                 | Masse Salariale/Recettes fiscales | ≤ 35% RF         | 60,0  | 74,3 | 88,2 | 111,9 | 155,0 | 116,2 | 102,2 | 104,8 | 100,5 |
| iii)                                | Investissements interres/Recettes | ≥ 20% RF         | 20,0  | 16,9 | 5,9  | 3,7   | 20,0  | 6,0   | 2,2   | 12,2  | 3,3   |
| iv)                                 | Taux d'intérêt réel               | > 0              | -5,1  | 0,2  | 2,6  | 3,4   | 2,6   | 3,2   | 0,3   | -5,8  | 1,3   |
| v)                                  | Stabilité du Taux de change réel  | ± 5%             | -22,2 | -2,2 | 4,9  | 21,1  | 9,8   | -0,6  | 1,8   | -2,1  | 0,8   |
| <b>Nombre de critères respectés</b> |                                   |                  | 3     | 5    | 5    | 4     | 5     | 5     | 5     | 3     | 5     |

Source : AMAO, BCEAO.

(\*) : Prévisions annuelles

### 3.1.4.3 Perspectives 2008

Pour l'année 2008, la situation économique devrait être marquée par l'organisation d'élections législatives. Les orientations du programme économique et financier, pour lequel les Autorités Bissau guinéennes sollicitent une assistance au titre de l'aide d'urgence post-conflit, portent sur l'amélioration de la gouvernance, la relance de la croissance économique et la soutenabilité des finances publiques et des comptes extérieurs.

Dans cette perspective, la croissance du PIB ressortirait à 4,3% contre 2,5% en 2007. L'accélération de la croissance serait impulsée par l'augmentation de la production des secteurs primaire et secondaire.

Dans le secteur primaire, l'activité croîtrait de 2,3%, en liaison avec l'augmentation des productions de noix de cajou et de céréales, qui passeraient respectivement de 120 000 tonnes et 118 066 tonnes en 2007 à 126 000 tonnes et 120 000 tonnes en 2008.

Au niveau du secteur secondaire, l'activité progresserait de 6,1% en 2008, à la faveur de l'accroissement de la production industrielle, grâce à l'amélioration de la fourniture d'énergie électrique. En effet, les réformes prévues dans le cadre du programme sectoriel de réhabilitation des infrastructures énergétiques avec la Banque mondiale favoriseraient le développement du secteur industriel.

En 2008, en rapport avec un meilleur approvisionnement du marché en produits vivriers, l'activité économique se déroulerait dans un contexte marqué par une maîtrise du taux d'inflation. Toutefois, le niveau élevé des cours du pétrole continuerait d'être un facteur de risque inflationniste.

Enfin, la perspective de conclusion d'un programme économique et financier en 2008 entre les Autorités Bissau guinéennes et celles du Fonds Monétaire International permettrait d'accroître les perspectives d'amélioration de la situation des finances publiques en 2008 et partant, une amélioration du niveau de convergence.

### 3.1.4.4 Conclusions et recommandations

L'engagement des Institutions des Bretton Woods à accompagner le Guinée-Bissau et appuyer les efforts consentis par les Autorités Bissau guinéennes pour améliorer la gestion macroéconomique du pays et relancer la croissance économique pourrait contribuer à rétablir la confiance du secteur privé et des partenaires au développement. Cependant, en ce qui concerne les perspectives de



croissance et la compétitivité de l'économie, des obstacles continuent de freiner la relance de l'investissement. Les perspectives d'amélioration du financement des entreprises sont, en effet, limitées par certaines déficiences, notamment l'environnement des affaires.

Par ailleurs, la situation politique en 2008 serait marquée par l'organisation des élections législatives qui constitue pour le pays un facteur de risque. En conséquence, il conviendrait d'inviter les Autorités Bissau guinéennes à prendre les dispositions nécessaires afin :

- d'assurer une bonne exécution du programme d'Assistance d'Urgence Post Conflit en vue de favoriser une mobilisation accrue des ressources extérieures nécessaires au financement des projets d'investissement publics ;
- de maintenir l'effort d'assainissement des finances publiques, notamment la mobilisation accrue des ressources intérieures et la maîtrise de l'évolution des dépenses courantes ;
- d'accélérer la mise en oeuvre des réformes structurelles notamment dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, des télécommunications et des transports pour en faire des moteurs de la croissance ;
- de garantir un suivi rigoureux de l'exécution budgétaire afin de créer un cadre rassurant pour la mise en oeuvre de l'appui budgétaire comme instrument privilégié de coopération financière avec les partenaires.

### 3.1.5. LE MALI

Les difficultés de la filière coton ont pesé en 2006 sur les réalisations économiques. L'effondrement des cours mondiaux de ce produit a, en effet, induit une baisse des prix aux producteurs et entraîné un déficit important au niveau de la filière. Les anticipations sur un relèvement des cours en 2007 ont accru les perspectives d'une relance de la production et partant des objectifs probants en matière de croissance économique en 2007. Ces perspectives ont été confortées avec le regain d'activité enregistré en particulier dans le secteur d'exploitation minière. C'est dans ce contexte qu'a été fixé pour l'année 2007 un objectif de 5,4% de croissance du PIB réel. Cette réalisation devait se traduire au plan budgétaire par un relèvement du niveau de mobilisation des recettes budgétaires et partant une amélioration des principaux soldes caractéristiques.

A fin décembre 2007, les résultats de la gestion économique ont fait ressortir des résultats bien contrastés. Le retournement défavorable de la conjoncture sur le marché des produits primaires notamment le coton a entraîné un recul de la production et aggravé la crise dans le secteur cotonnier. Ainsi, le taux de croissance est ressorti à 4,3%, nettement donc en deçà des prévisions initiales. Cette réalisation est intervenue dans un contexte de relative stabilité des prix puisque le taux d'inflation de fin de période se chiffre à 2,2%.

#### 3.1.5.1. Analyse sectorielle

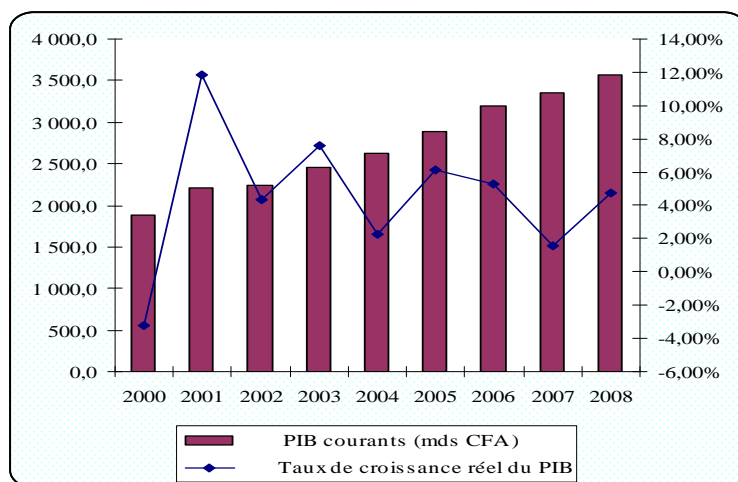
##### 3.1.5.1.1 Secteur réel

En 2007, la croissance économique s'est établie à 4,3% contre 5,3% en 2006 pour une prévision initiale de 5,4%. Cette évolution se justifie principalement par une production agricole relativement satisfaisante et le dynamisme du secteur tertiaire.

Le secteur primaire a enregistré une croissance de 4,3% en liaison avec une hausse de 2,4% de la production agricole et malgré une baisse de 27,2% de la production cotonnière. Ce recul de la production cotonnière constaté pour la quatrième année consécutive, résulte de l'abandon progressif de cette culture en raison notamment de la baisse tendancielle des cours sur le marché international et du niveau non incitatif du prix au producteur. La croissance de la production agricole a été donc portée par la production céréalière, qui a augmenté de 5,7% en rapport avec la poursuite de l'exécution du programme d'aménagement de périmètres irrigués et les conditions climatiques favorables enregistrées.

Quant aux activités du secteur secondaire, elles ont progressé de 0,5%. Elles sont particulièrement marquées par la faible hausse de la production de l'industrie extractive. La production d'or a été de 57,3 tonnes contre 56,9 tonnes en 2006. La production des industries agroalimentaires a fléchi de 1,5%. De même, celle de l'industrie textile a connu un recul de 10,7% du fait de la diminution de l'activité d'égrenage, reflétant ainsi les effets négatifs de la baisse continue de la production cotonnière. Par contre, les branches « énergie » et « Bâtiments et Travaux Publics » ont progressé respectivement de 8% et de 3,2% en raison principalement de la poursuite des travaux d'extension de la couverture électrique du pays et des constructions d'infrastructures.

S'agissant du secteur tertiaire, il affiche une croissance de 7,0% essentiellement tirée par le dynamisme de la branche des « transports et télécommunications », qui a progressé de 8,1%. Cette évolution se justifie principalement par la poursuite de l'extension du réseau de téléphonie cellulaire et la mise en oeuvre du Projet d'Amélioration des Corridors de transports.

**Graphique 3.17** : Evolution du PIB nominal et du taux de croissance réel

Source : BCEAO, AMAO

Du côté de la demande, la croissance économique a été tirée principalement par les investissements. La FBCF a progressé de 10,3% sous l'impulsion de ses composantes privée et publique. La FBCF privée a augmenté de 12,9% grâce au secteur du BTP, notamment la construction d'une usine d'engrais et la mise en place d'infrastructures hydro agricoles. Quant à la FBCF publique, son accroissement a été le fait des travaux d'infrastructures de base et la poursuite de la construction de la cité administrative et des logements sociaux. De même, la consommation finale totale a enregistré une hausse de 3,9% en rapport avec principalement une croissance de 4,1% de la consommation des administrations publiques liée aux recrutements effectués au niveau de la Fonction publique, notamment dans les secteurs de l'enseignement, de la santé et de la sécurité.

Au niveau des échanges extérieurs, les importations ont baissé de 1,6%. De même, les exportations ont régressé de 0,7% en raison de la diminution significative des exportations de coton.

En terme nominal, le taux d'investissement s'est amélioré légèrement en se situant à 20,9% contre 20,3% en 2006. De même, le taux d'épargne intérieure est ressorti à 17,9% contre 17,4% en 2006.

En ce qui concerne l'inflation, le taux d'inflation de fin de période est ressorti à fin décembre 2007 à 2,2% contre 3,6% en 2006. Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 1,9%, de même que ceux de la rubrique « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » ont progressé de 2%. S'agissant des produits pétroliers, ils ont enregistré une hausse de 1,9% contre 3,6% en 2006.

### 3.1.5.1.2 Finances publiques

Le déroulement des opérations financières de l'Etat s'est soldé par des évolutions diverses au niveau des principaux soldes budgétaires. Le solde global hors dons par rapport au PIB nominal s'est établi à -7,8% contre -7,6% en 2006. En revanche, le solde global rapporté au PIB nominal est ressorti à -3,1% contre -3,5% en 2006. Cette situation est le reflet d'une progression plus que proportionnelle des recettes budgétaires par rapport celle des dépenses totales.

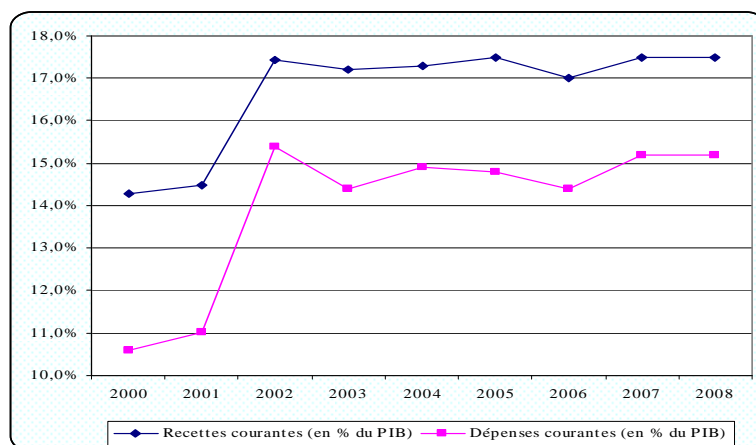
En effet, le niveau de mobilisation des recettes fiscales et dons a enregistré une hausse modeste de 3,7% en 2007, juste le minimum requis pour stabiliser le ratio par rapport au PIB nominal qui est

ressorti à 17,2% contre 17,3% en 2006. Cette situation est la résultante d'un accroissement modeste des recettes fiscales de 2,8% quasiment absorbé par la baisse des recettes non fiscales de 14,7% en liaison principalement avec la baisse du niveau de recouvrement des dividendes des sociétés minières. L'accroissement des recettes fiscales de 8,3% est imputable aux effets de la mise en application des mesures initiées en vue d'assurer l'élargissement de l'assiette, la réduction des exonérations, l'amélioration de l'efficacité des services de recouvrement et la réorganisation de l'administration fiscale. Les recettes en capital ont augmenté de 21,7%.

De même, les dons estimés à 155,9 milliards, ont progressé ainsi de 20,6% sous l'impulsion des dons projets et des appuis budgétaires ciblés.

Au niveau des dépenses, les dépenses totales et prêts nets ont modestement crû de 4,9% pour représenter 25,0% du PIB nominal. Cette situation se justifie principalement par le renforcement des dépenses d'investissement en rapport avec la réalisation des travaux d'infrastructures et le renforcement des actions de l'Etat en faveur des secteurs sociaux en vue de la réalisation des objectifs du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté. Les dépenses d'investissement ont augmenté de 16,4% pour se situer à 11,9% du PIB nominal, en liaison avec l'accroissement des ressources extérieures confortées par les dons et les appuis budgétaires et surtout des efforts fournis pour renforcer les dépenses d'investissements financées sur ressources intérieures (+51,5%).

**Graphique 3.18:** Evolution des recettes et dépenses courante



Source : BCEAO, AMAO

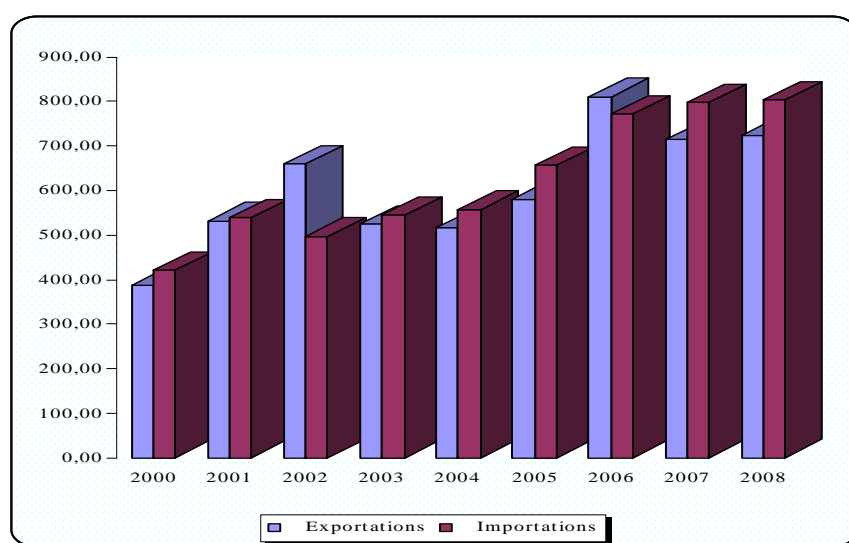
Dans la même période, les dépenses courantes ont enregistré une hausse de 3,4% en s'établissant à 12,7% du PIB nominal. Cette évolution des dépenses courantes s'explique essentiellement par le renforcement des dotations en fonctionnement des services publics, les dépenses de transferts et de subventions en faveur de la Caisse de Retraite du Mali et l'augmentation de la masse salariale. La hausse de la masse salariale de 9,3% se justifie par la prise en charge des avancements statutaires, l'harmonisation de la grille salariale des fonctionnaires et la poursuite des recrutements.

Pour ce qui est de la dette, l'annulation du stock de la dette multilatérale dans le cadre de l'initiative du G8 a contribué à réduire considérablement le niveau de la dette publique totale. Son encours est ressorti à 24,3% du PIB nominal contre 23,7% en 2006. Le service de la dette publique totale représente 12,7% des recettes budgétaires.

### 3.1.5.1.3 Secteur extérieur

Au chapitre de la balance des paiements, le solde global est passé d'un excédent de 85,0 milliards en 2006 à 10,0 milliards en 2007, en relation avec la baisse des performances commerciales. Le solde de la balance commerciale s'est dégradé en passant d'un excédent de 39,2 milliards de francs CFA à un déficit de -82,3 milliards, du fait de la baisse de 11,8% des exportations qui sont estimées à 714,7 milliards et de la hausse concomitante des importations de 3,3%. Le recul des exportations se fonde, d'une part, sur le repli de la production estimée de l'or et, d'autre part, sur la baisse des quantités de coton fibre exportées. Pour leur part, les importations se sont établies à 798,8 milliards, sous l'impulsion de l'accroissement des achats de biens d'équipement et des hydrocarbures.

**Graphique 3.19** : Evolution des exportations et importations



Source : BCEAO, AMAO

Le déficit des services s'est contracté de 4,8%, du fait du dynamisme du secteur du tourisme. De même, le déficit des revenus s'est replié de 3,6%, en rapport avec la hausse des revenus d'investissements étrangers. Les transferts courants enregistrent une baisse importante de 30,3%, du fait du recul de l'aide budgétaire.

Au total, le solde déficitaire des transactions courantes s'est creusé de 159,1 milliards par rapport aux réalisations de l'année 2006, pour ressortir déficitaire à 273,4 milliards.

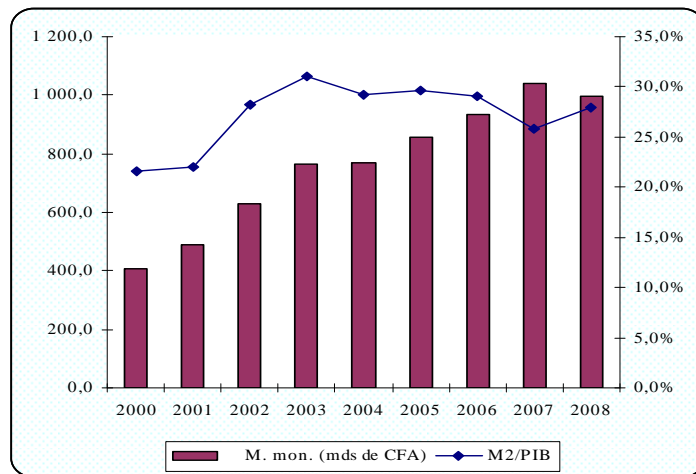
Les estimations situent l'excédent du compte de capital et d'opérations financières à 266,9 milliards, en accroissement de 41,8 milliards par rapport à 2006, en raison notamment du recul des dépôts à l'étranger des compagnies minières.

### 3.1.5.1.4 Secteur monétaire

Dans l'espace monétaire UEMOA, la gestion de la monnaie et du crédit s'est appuyée sur la politique des taux d'intérêt et sur le système des réserves obligatoires. Dans un contexte de relative maîtrise de l'inflation, la Banque Centrale a maintenu ses taux directeurs inchangés à 4,25% pour le taux de pension et à 4,75% celui d'escompte. Le coefficient de réserve obligatoire

est demeuré à 9,0% au Mali. Cette situation s'est traduite à fin décembre 2007 par des hausses des principaux agrégats monétaires.

**Graphique 3.20** : Evolution de la masse monétaire



Source : BCEAO, AMAO

En effet, les avoirs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 4,0%, pour ressortir à 544,7 milliards. De même, le crédit intérieur a progressé de 9,6%, pour se situer à 489,9 milliards en liaison avec la hausse des crédits à l'économie. L'encours des crédits à l'économie s'est accru de 7,6%, et a concerné des sociétés opérant dans les secteurs des télécommunications, de l'énergie, de la distribution de produits pétroliers, des mines, du commerce général, ainsi que des sociétés cotonnières et des associations villageoises, dans le cadre de la commande d'intrants au titre de la campagne agricole 2008/2009. La position nette créditrice du Gouvernement s'est améliorée de 0,9%, en liaison avec la hausse de 37,2 milliards des créances de l'Etat vis-à-vis du système bancaire, dont l'impact a été atténué par le renforcement de 36,2 milliards de ses engagements. Ainsi, reflétant l'évolution de ces différentes contreparties, la masse monétaire s'est accrue de 11,8% pour s'établir à 1.041,9 milliards. Cette hausse résulte des effets cumulés d'une baisse (-4,7%) de la circulation fiduciaire et des hausses des dépôts (7,2%) et surtout de la quasi-monnaie (43,4%).

### 3.1.5.2 Performance au titre de la convergence macroéconomique

La situation au plan de la convergence a connu une légère évolution. Le niveau d'ensemble de la performance s'est amélioré avec un total de sept (07) objectifs réalisés contre six (06) en 2006. La source de cette évolution favorable est à mettre en liaison avec le recul du niveau de l'inflation qui a entraîné l'émergence de taux d'intérêt réels positifs. La baisse du ratio recettes fiscales sur PIB n'a finalement pas eu de conséquences majeures sur les indicateurs de structure de la dépense. Elle a, cependant, entraîné une légère dégradation des profils de certains critères notamment le ratio portant sur le déficit budgétaire ainsi que le ratio dépenses salariales sur recettes fiscales.

Du point de vue analyse catégorielle, la performance numérique au titre des critères de premier rang n'a pas varié par rapport à la situation enregistrée en 2006. Trois (03) objectifs ont été

atteints. En revanche, quatre (04) objectifs en 2007 contre trois (03) en 2006 ont été réalisés en ce qui concerne les critères de second rang. On note en particulier, une constance dans l'effort d'arbitrage des dépenses en faveur des dépenses d'investissement en témoigne l'orientation quasi constante du ratio par rapport aux recettes fiscales à la hausse.

**Tableau 3.5: SITUATION DE LA CONVERGENCE DU MALI**

|                                       | Norme            | 2000     | 2001     | 2002     | 2003     | 2004     | 2005     | 2006     | 2007     | 2008*    |
|---------------------------------------|------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| <b>Critères de premier rang:</b>      |                  |          |          |          |          |          |          |          |          |          |
| i) Déficit Budgétaire/PIB             | ≤ 4%             | 9,0      | 9,6      | 6,9      | 5,1      | 7,2      | 7,3      | 7,6      | 7,8      | 8,3      |
| ii) Taux d'inflation                  | ≤ 5%             | -0,7     | 5,2      | 5,0      | -1,3     | -3,1     | 3,4      | 3,6      | 2,2      | 2,6      |
| iii) Financement BC                   | ≤ 10% RF n-1     | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      |
| iv) Reserves UEMOA                    | ≥ 6 mois Imports | 6,9      | 7,7      | 8,8      | 8,1      | 7,7      | 6,0      | 6,0      | 7,0      | 7,4      |
| <i>Reserves pays (indicatif)</i>      |                  | 5,8      | 6,7      | 7,6      | 6,0      | 8,5      | 8,7      | 7,5      | 7,3      | 8,0      |
| <b>Critères de second rang</b>        |                  |          |          |          |          |          |          |          |          |          |
| i) Recettes fiscales/PIB              | ≥ 20%            | 12,3     | 12,7     | 12,5     | 14,2     | 15,3     | 15,4     | 14,9     | 14,7     | 16,1     |
| ii) Masse Salariale/Recettes fiscales | ≤ 35% RF         | 31,3     | 29,1     | 30,6     | 27,7     | 31,2     | 31,0     | 30,9     | 32,9     | 33,2     |
| iii) Investissements interes/Recettes | ≥ 20% RF         | 25,7     | 22,0     | 20,5     | 24,5     | 22,8     | 21,8     | 23,4     | 34,5     | 28,2     |
| iv) Taux d'intérêt réel               | > 0              | 1,0      | -1,7     | -0,6     | 8,5      | 2,0      | 0,1      | -0,1     | 1,3      | 0,9      |
| v) Stabilité du Taux de change réel   | ± 5%             | -12,0    | -1,3     | 5,7      | 27,4     | 18,0     | 3,0      | -2,0     | 0,8      | -0,3     |
| <b>Nombre de critères respectés</b>   |                  | <b>6</b> | <b>5</b> | <b>5</b> | <b>6</b> | <b>6</b> | <b>7</b> | <b>6</b> | <b>7</b> | <b>7</b> |

Source : AMAO, BCEAO.

(\*) : Prévisions annuelles

### 3.1.5.3 Perspectives 2008

L'année 2007 a été caractérisée par des résultats globalement moyens. Le ralentissement économique qui a imprégné le rythme de l'activité a constitué l'une des principales sources de contrariété. Cette situation décevante ne relève pas strictement du fait que le taux de croissance du PIB réel de 4,3% constitue un résultat assez faible mais bien plus parce qu'un taux beaucoup plus conséquent était fortement escompté. En effet, pour parvenir à l'éradication de la situation de pauvreté massive que connaît la population, la réalisation d'un taux de croissance d'au moins 7% par an est requise. C'est pourquoi, les autorités se sont engagées à conformer davantage leurs politiques économiques à venir notamment en 2008 en suivant strictement les orientations de la stratégie de lutte contre la pauvreté. Pour ce faire, des dispositions seraient prises pour renforcer le secteur productif et consolider les réformes du secteur public. Dans cette optique, la réalisation des projets prévus dans le cadre du Millenium challenge permettrait la mobilisation d'importants investissements et contribuerait par conséquent, à stimuler la croissance économique. Le taux de croissance réel du PIB devrait atteindre, de ce fait, 4,7% en 2008 et viser 8,0% d'ici 2010.

Au niveau du secteur primaire, la mise en valeur de 16 000 hectares de terres dans la zone Office du Niger à Alatona, permettrait d'accroître les superficies cultivables totales de 20%. La production agricole principalement soutenue par l'agriculture vivrière, progresserait dans la période sous revue de 6,5% en moyenne par année. Le secteur secondaire bénéficierait d'importants investissements notamment, pour la création d'une zone industrielle, autour de la zone aéroportuaire. L'émergence de nouvelles unités de production, particulièrement dans le domaine de l'agroalimentaire, permettrait au secteur manufacturier de suppléer les défaillances de l'industrie extractive. Par ailleurs, la mise en oeuvre effective des projets d'extension des infrastructures de transport et de télécommunication ainsi que la réalisation des réformes envisagées en vue de promouvoir un environnement des affaires favorable, contribueraient à maintenir le dynamisme du secteur tertiaire.

Au niveau des prix, la forte flambée du cours du pétrole sur le marché mondial en 2007, ne devrait pas compromettre le respect du critère relatif à l'inflation.

Dans le domaine des finances publiques, la politique budgétaire s'exécuterait en tenant compte des impératifs liés à notamment l'amélioration de la gouvernance financière. A cet égard, il est prévu de poursuivre et de renforcer les mesures prises afin d'accroître la capacité financière de l'Etat et à améliorer la qualité des dépenses publiques.

#### **3.1.5.4 Conclusions et recommandations**

La faiblesse du niveau de réalisation au plan économique qui ressort de l'évaluation de la situation de l'économie malienne ne doit pas masquer les efforts constamment faits pour assainir les finances publiques. En effet, les indicateurs budgétaires ont connu une amélioration de leur profil ces dernières années. Les objectifs qui ont été fixés pour l'année 2008 s'intègrent dans cette dynamique. Il importe donc d'œuvrer à consolider cette tendance et cela passe par la réalisation effective des performances projetées à travers notamment :

- le maintien de l'effort de mobilisation des recettes et la meilleure maîtrise des dépenses courantes ;
- la mise en oeuvre des actions identifiées dans le cadre du projet de réformes budgétaires et financières ;
- la mise en oeuvre des différentes réformes sectorielles notamment dans les domaines du coton, des banques, des télécommunications, de l'eau et de l'électricité ;
- la poursuite de la restructuration des entreprises publiques et du secteur financier ;
- la mise en oeuvre des mesures nécessaires en vue de rétablir l'équilibre financier de la Caisse de Retraite du Mali (CRM).



### 3.1.6 LE NIGER

L'axe prioritaire de l'action des Autorités politiques et économiques du Niger en 2007 devait être portée sur l'exécution du programme de réduction de pauvreté en maintenant un cadre macroéconomique et financier stable. Cela passait par la mise en œuvre de réformes structurelles profondes destinées en particulier à réduire la vulnérabilité du Niger aux chocs exogènes à travers des mesures de diversification de l'économie et de développement du secteur privé. Les principaux objectifs macroéconomiques étaient donc les suivants :

- réaliser un taux de croissance de 4,5%;
- assurer la stabilité des prix en contenant le taux d'inflation à moins de 3% ;
- assurer une meilleure gestion des finances publiques en portant le solde budgétaire de base au moins à l'équilibre à compter de 2006 ;
- réduire le déficit du compte courant de la balance des paiements hors dons par la dynamisation et la diversification des produits destinés à l'exportation ;
- poursuivre l'apurement total des arriérés de la dette intérieure.

Dans le domaine de la convergence, les prévisions s'accordaient sur la réalisation de six critères.

En termes de réalisations, l'année 2007 n'a pas connu la vivacité économique attendue. Le rythme de l'activité a connu un ralentissement marqué par un taux de progression du PIB réel de 3,1% soit deux points de pourcentage de moins qu'en 2006. Cette croissance, essentiellement soutenue par les secteurs secondaire et tertiaire, est survenue dans un contexte de recrudescence des pressions inflationnistes.

#### 3.1.6.1. Analyse sectorielle

##### 3.1.6.1.1 Secteur réel

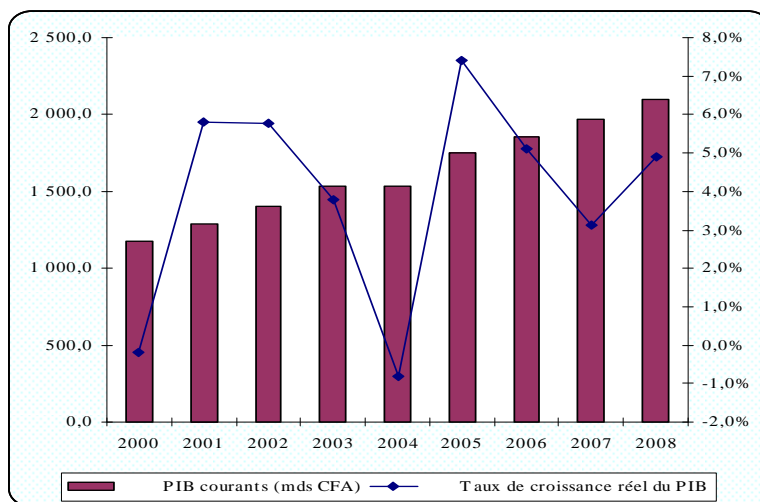
L'activité économique a enregistré une croissance de 3,1%, pour une prévision initiale de 4,5% et contre des réalisations de 5,1% et 7,4%, respectivement en 2006 et 2005. Cette évolution est liée au dynamisme du secteur tertiaire.

En effet, le secteur primaire a connu une hausse de 1,2% en 2007 contre 7,7% en 2006. Cette décélération s'explique par le ralentissement de la croissance de la production agricole consécutive à la stagnation de la production céréalière et celle du niébé. Au niveau de l'élevage, le taux de croissance s'est stabilisé autour de 3,4% comme en 2006 en rapport avec un développement normal du tapis herbacé sur l'ensemble des espaces pastoraux. De même, l'exploitation forestière bénéficiant des plans d'aménagement forestier, a connu une croissance de l'ordre de 3,4% comme en 2006. L'activité de pêche a repris avec un taux de croissance réelle de 2,6% en 2007, après une baisse de 21,7% en 2006. Cette évolution favorable est liée à la reprise des activités dans la partie du Lac Tchad de la région de Diffa, l'alimentation du Lac en eau ayant été bonne suite à la pluviométrie abondante enregistrée au cours de l'année 2006.

Dans le secteur secondaire, il a été enregistré également une décélération de l'activité économique avec un taux de croissance de 1,3% contre 5,7% en 2006 en liaison avec le recul attendu des productions énergétiques. Les taux de croissance des activités de fabrication et de construction se sont stabilisés respectivement à 2,7% et 4,3% comme en 2006.

Le secteur tertiaire a enregistré un taux de croissance de 4,9% en 2007 contre 2,6% en 2006 sous l'impulsion des performances des branches de télécommunications et des services publics qui ont progressé respectivement de 9,5% et 6,5%.

**Graphique 3.21** : Evolution du PIB nominal et du taux de croissance réel



Source : BCEAO, AMAO

Du côté de la demande, la croissance du PIB réel a été portée par le dynamisme de la consommation finale et des investissements. L'évolution de la demande intérieure s'est caractérisée par une hausse de 4,6% de la consommation privée contre 4,2% en 2006. La consommation finale des administrations publiques, a augmenté de 5,8% contre 0,3% en 2006, en liaison avec la progression de toutes les catégories de dépenses courantes hors intérêts sur la dette publique.

S'agissant des investissements, la croissance s'est établie à 11,6% contre 1,6% en 2006. Cette évolution est consécutive à l'accroissement des dépenses publiques d'équipement et à la poursuite des investissements dans les domaines de la recherche minière, de l'énergie et des télécommunications. Elle résulte d'une hausse de 3,3% de la FBCF privée et d'une progression de 22,4% de la FBCF publique.

Au niveau des échanges extérieurs, les importations ont connu une hausse de 10,8% après une baisse de 4,7% en 2006, en rapport avec l'augmentation des besoins en biens d'équipement et produits énergétiques. Quant aux exportations, portées par l'uranium, l'or et les produits agropastoraux, elles ont progressé de 2,8%.

En terme nominal, le taux d'investissement est passé de 21,8% en 2006 à 23,0% en 2007. Quant au taux d'épargne intérieure brute, il s'est situé à 7,2% contre 10,6%.

L'évolution de l'activité économique en 2007 s'est accompagnée d'une hausse du niveau général des prix en liaison avec la hausse des prix des hydrocarbures et le contexte de hausse généralisée des prix des produits de première nécessité. Le taux d'inflation de fin de période est passé de 0,3% à fin décembre 2006 à 4,7% à la même période de l'année 2007. Cette évolution est la conjonction des hausses de 6,5% et 4,7% respectivement des prix des fonctions « boissons alcoolisées, boissons et tabacs » et « restaurants et hôtels » ainsi que la hausse du prix du pétrole atténuée par la baisse des prix des produits alimentaires et de la communication.

### 3.1.6.1.2 Finances publiques

En 2007, l'objectif de la politique budgétaire du Gouvernement a été la poursuite de l'assainissement des finances publiques, à travers notamment la mobilisation accrue des ressources internes, la maîtrise des dépenses courantes et la réduction des arriérés de paiement intérieurs.

Les recettes budgétaires ont connu une augmentation relativement forte de 24,9% pour s'établir à 15,4% du PIB contre 13,3% en 2006. Cette évolution est mieux appréhendée au niveau des tendances qui ont caractérisé ses principales composantes.

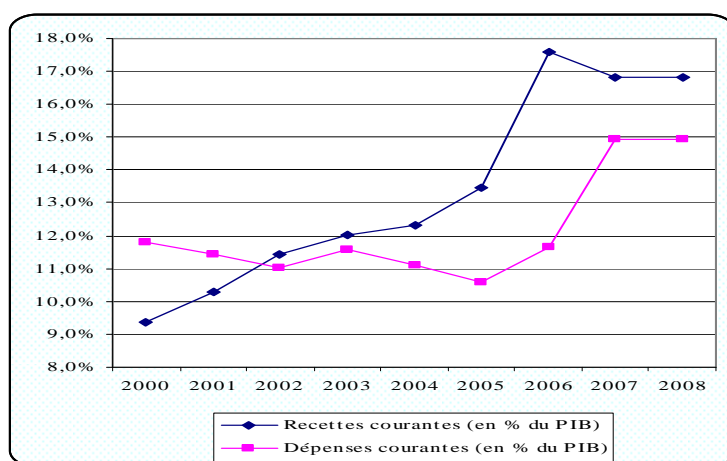
En effet, les recettes fiscales ont progressé de 14,4% pour s'établir à 11,8% du PIB en 2007, contre 11,0% en 2006. Cette évolution a résulté de l'augmentation des recettes intérieures portées par les taxes sur biens et services et les impôts sur les revenus et bénéfices et de la progression des recettes de porte. Les recettes non fiscales ont enregistré la plus forte progression avec un taux de 84,9% en liaison notamment avec le paiement des licences d'exploitation par des investisseurs opérant dans le secteur des télécommunications et celui des mines.

Au titre des dons, le niveau de mobilisation a également connu une progression de 15,3% à fin décembre 2007 en se stabilisant à 5,4% du PIB contre 5,0% en 2006.

Au chapitre des dépenses totales, la rubrique « dépenses totales et prêts nets » est en progression de 29,3%, ce qui porte le ratio par rapport au PIB nominal de 24,5%, légèrement en hausse comparativement à celui de 2006 (23,3%). Cette hausse des dépenses est imputable aux deux composantes de la dépense, les dépenses courantes et en capital.

Les dépenses courantes sous l'impulsion des dépenses de fonctionnement, de transferts et subventions ont crû de 32,4% pour s'établir à 11,9% du PIB en 2007 contre 9,5% en 2006. Les transferts et subventions ont progressé de 57,0% pour représenter 5,9% du PIB contre 3,7% en 2006. La progression (+6,2%) des dépenses de salaires a été moindre ce qui a eu pour conséquence de réduire leur impact sur les recettes fiscales avec un ratio qui est passé de 33,3% en 2006 à 31,0% en 2007.

**Graphique 3.22** : Evolution des recettes et dépenses courante



Source : BCEAO, AMAO

Quant aux dépenses en capital, elles se sont inscrites en hausse de 13,4%, pour s'établir à 10,5% du PIB contre 9,8% en 2006 essentiellement imputable à la progression de 43,1% de la

composante financée sur ressources internes. Les dépenses en capital financées sur ressources extérieures n'ont connu qu'une augmentation modeste de 1,8%. Ces évolutions sont en rapport avec la réalisation des travaux d'infrastructures et la poursuite des objectifs du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté.

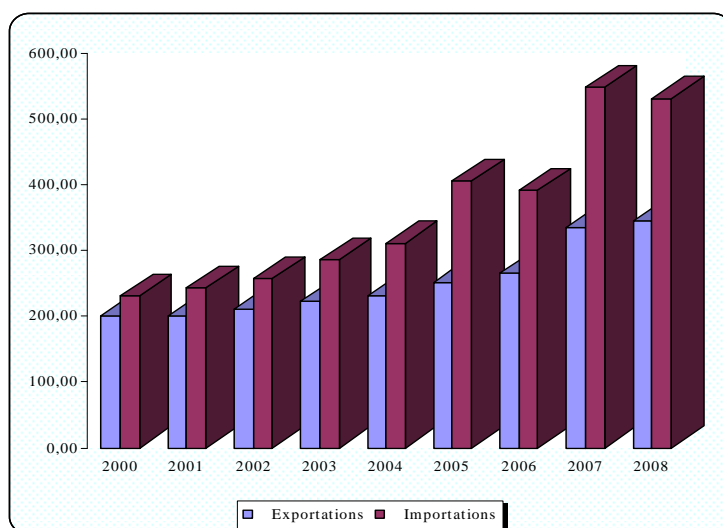
Au total, l'exécution des opérations financières de l'Etat en 2007, s'est soldée par une aggravation des déficits des principaux soldes. Ainsi, les déficits globaux hors dons et avec dons rapportés au PIB se sont établis respectivement à 8,6% et à 3,2% en 2007 contre 6,6% et 1,6% en 2006.

Au niveau de la dette publique, l'encours de la dette publique intérieure et extérieure est estimé à fin 2007, à 432,1 milliards de F CFA soit 22% du PIB contre 28,2% du PIB en 2006 en rapport notamment avec le bénéfice des initiatives d'allègement de la dette en 2006. Le service de la dette extérieure au titre de l'année 2007, est estimé à 31,0 milliards de FCFA, soit 12,7% des recettes budgétaires contre 9,9% en 2006.

### 3.1.6.1.3 Secteur extérieur

S'agissant des comptes extérieurs, le solde global de la balance des paiements a enregistré un excédent de 15,5 milliards de francs CFA. Le solde commercial s'est établi à -212,8 milliards en 2007 contre -125,7 milliards une année auparavant. Cette dégradation de la balance commerciale est imputable à la hausse de 40,2% des importations non compensée par celle de 26,5% des exportations. L'accroissement des exportations est la résultante des actions de relance de la production entreprises dans le secteur minier après la contre-performance observée en 2006 et du relèvement de 58,7% du prix conventionnel de l'uranium. La progression des importations est réalisée sous l'impulsion essentielle de l'augmentation des achats de biens d'équipement et de la hausse de la facture pétrolière.

**Graphique 3.23** : Evolution des exportations et importations



Source : BCEAO, AMAO

La balance des services est passée à -119,4 milliards, en amélioration de 4,0%. Les revenus nets excédentaires se sont établis à 17,8 milliards en 2007 contre 0,6 milliard en 2006 alors que les transferts courants nets ont progressé de 15,7%. Au total, le déficit du compte courant s'est accentué en se situant à 207,7 milliards de francs CFA, soit 10,6% du PIB nominal contre 8,5% en

2006. Hors transferts courants publics, ce déficit, rapporté au PIB est ressorti à -14,4% contre -11,1 % en 2006.

Le solde excédentaire du compte de capital et d'opérations financières a été de 232,7 milliards, en baisse de 20,1% par rapport à 2006.

### 3.1.6.1.4 Secteur monétaire

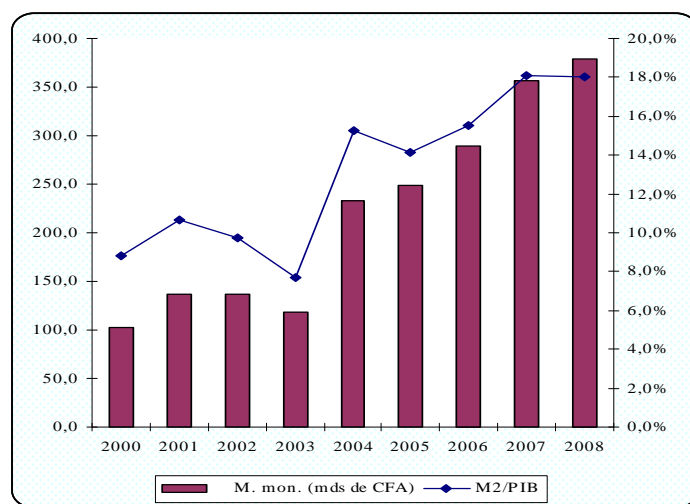
Dans l'espace monétaire UEMOA, la gestion de la monnaie et du crédit s'est appuyée sur la politique des taux d'intérêt et sur le système des réserves obligatoires. Dans un contexte de relative maîtrise de l'inflation, la Banque Centrale a maintenu ses taux directeurs inchangés à 4,25% pour le taux de pension et à 4,75% celui d'escompte. Le coefficient de réserve obligatoire est demeuré à 9,0% au Niger. Cette situation s'est traduite à fin décembre 2007 par des évolutions diverses des principaux agrégats monétaires.

En effet, la position extérieure nette des institutions monétaires est ressortie à 225,1 milliards, soit une hausse importante de 44,8% par rapport à fin décembre 2006. Cette évolution est exclusivement imputable à l'accroissement de 72,8 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale en liaison avec la hausse des entrées exceptionnelles de ressources au profit de l'Etat au titre des investissements directs dans le secteur notamment des mines.

L'encours du crédit intérieur s'est inscrit en baisse de 29,3%, en ressortant à 72,1 milliards. La position nette du Gouvernement s'est améliorée de 28,7 milliards, du fait de la hausse de 31,7 milliards des créances de l'Etat vis-à-vis du système bancaire, dont l'effet a été partiellement atténué par la progression de 3,0 milliards de ses dettes. Les crédits à l'économie sont ressortis à 122,5 milliards, en liaison avec l'augmentation de 31,9 milliards des crédits ordinaires.

La masse monétaire a augmenté de 23,2%, pour s'inscrire à 356,2 milliards à fin décembre 2007. Cette évolution de la liquidité globale s'est traduite par la hausse de 0,3% de la circulation fiduciaire et de 42,0% des dépôts en banque.

**Graphique 3.24** : Evolution de la masse monétaire



Source : BCEAO, AMAO

### 3.1.6.2 Performance au titre de la convergence macroéconomique

Le niveau des performances d'ensemble du Niger s'est dégradé en 2007. Le pays a réalisé cinq (05) objectifs, dont deux critères de premier rang, contre six (06) en 2006. Le ratio du déficit public s'est dégradé en dépit de l'accroissement du ratio recettes fiscales/PIB. La hausse relativement importante des dépenses, en particulier, les dépenses primaires autres que salariales est à la base des dégradations constatées sur les indicateurs budgétaires. En dépit d'une légère amélioration, le taux de pression fiscale, demeure l'un des plus faibles de la sous-région. La hausse des pressions inflationnistes a contrarié l'émergence de taux d'intérêt positifs susceptible de booster les efforts de mobilisation de l'épargne intérieure. Toutefois, le cumul d'inflation par rapport aux pays partenaires commerciaux depuis 2004, reste à un seuil acceptable, ce qui assure une appréciation contenue et une stabilité relative du taux de change effectif réel.

**Tableau 3.6: SITUATION DE LA CONVERGENCE DU NIGER**

|  | Norme           | 2000     | 2001     | 2002     | 2003     | 2004     | 2005     | 2006     | 2007     | 2008*    |
|--|-----------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| <b>Critères de premier rang:</b>       |                 |          |          |          |          |          |          |          |          |          |
| i) Déficit Budgétaire/PIB              | ≤ 4%            | 8,9      | 8,0      | 8,5      | 8,3      | 9,8      | 9,6      | 6,0      | 6,7      | 10,3     |
| ii) Taux d'inflation                   | ≤ 5%            | 2,9      | 4,0      | 2,6      | -1,6     | 0,2      | 4,2      | 0,3      | 4,7      | 1,6      |
| iii) Financement BC                    | ≤ 10% RF n-1    | 0,0      | 4,9      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      |
| iv) Reserves UEMOA                     | ≥6 mois Imports | 6,9      | 7,7      | 8,8      | 8,1      | 7,7      | 6,0      | 6,0      | 7,0      | 7,4      |
| <i>Reserves pays (indicatif)</i>       |                 | 5,8      | 6,7      | 7,6      | 6,0      | 4,0      | 4,4      | 4,9      | 5,7      | 4,7      |
| <b>Critères de second rang</b>         |                 |          |          |          |          |          |          |          |          |          |
| i) Recettes fiscales/PIB               | ≥ 20%           | 9,1      | 8,9      | 10,5     | 10,5     | 11,6     | 10,3     | 11,0     | 11,8     | 12,0     |
| ii) Masse Salariale/Recettes fiscales  | ≤ 35% RF        | 50,4     | 40,2     | 38,2     | 37,5     | 35,2     | 34,7     | 33,3     | 31,0     | 30,8     |
| iii) Investissements interres/Recettes | ≥20% RF         | 7,9      | 20,0     | 18,7     | 18,7     | 20,3     | 28,1     | 25,3     | 31,6     | 28,0     |
| iv) Taux d'intérêt réel                | > 0             | 0,6      | -0,5     | 2,9      | 5,0      | 3,3      | -0,7     | 3,2      | -1,2     | 1,9      |
| v) Stabilité du Taux de change réel    | ± 5%            | -13,6    | -1,5     | 7,1      | 26,9     | 13,1     | 4,1      | -2,0     | -0,6     | 0,5      |
| <b>Nombre de critères respectés</b>    |                 | <b>4</b> | <b>5</b> | <b>4</b> | <b>4</b> | <b>5</b> | <b>6</b> | <b>7</b> | <b>6</b> | <b>7</b> |

Source : AMAO, BCEAO.

(\*) : Prévisions annuelles

### 3.1.6.3 Perspectives 2008

En termes de perspectives, les principaux objectifs envisagés en 2008 s'inscrivent dans le cadre de la mise en oeuvre de la Stratégie de Développement Accéléré de la Réduction de la Pauvreté (SDARP) 2008-2012, adoptée par le Gouvernement en octobre 2007, à l'issue d'un large processus participatif. Le programme vise une amélioration des indicateurs des OMD et le renforcement du cadre macroéconomique et macro financier. Toutefois, la mauvaise conjoncture qui sévit au plan international risque de compromettre la réalisation de ces objectifs, surtout si celle-ci s'installe dans la durée. C'est tenant compte de ce contexte que les autorités ont retenu des objectifs quantitatifs et qualitatifs mesurés à atteindre en 2008. Il s'agit :

- de réaliser un taux de croissance économique réel de 3,8% ;
- de maîtriser l'évolution des prix en contenant le taux d'inflation à moins de 2,0%;
- d'améliorer le solde budgétaire de base par des mesures visant à optimiser les recettes et à maîtriser la progression des dépenses courantes ;
- de réduire le stock des arriérés de paiements intérieurs ;
- de résorber le déficit du compte courant de la balance des paiements hors dons par la redynamisation et la diversification des produits agropastoraux destinés à l'exportation ainsi que la promotion des exportations traditionnelles.

Pour atteindre ces objectifs, les autorités ont pris des dispositions pour accroître la maîtrise de l'eau et renforcer le système d'irrigation villageoises ainsi que pour développer les filières porteuses et les produits sylvo-agro-pastoraux. En matière des finances publiques, les principales mesures prises visent l'accroissement des ressources internes par le renforcement des capacités des structures de recouvrement, l'élargissement de la base de l'assiette fiscale, la réduction du champ des exonérations et la poursuite de la lutte contre l'incivisme fiscal. Les mesures déjà mises en oeuvre seraient renforcées au niveau de la douane et des impôts. Elles se traduiraient par un accroissement des recettes budgétaires de 11,7% et en particulier des recettes fiscales de 12,6%.

#### **3.1.6.4 Conclusions et recommandations**

L'activité économique et financière a été morose dans l'ensemble en 2007. Le fléchissement du niveau d'ensemble de la convergence avec un nombre moindre de cibles atteintes en constitue une des illustrations. De plus, le niveau d'incertitude qui dérive d'une mauvaise conjoncture internationale qui perdure accroît la fragilité de ce niveau de réalisations. L'ampleur des écarts défavorables existant entre les réalisations de certains critères notamment celui portant sur le déficit budgétaire incite à des efforts d'ajustement budgétaire supplémentaires en vue de permettre une meilleure orientation des tendances. En particulier, les autorités devraient :

- poursuivre les actions précises portant sur l'élargissement de l'assiette et l'amélioration du recouvrement des recettes budgétaires par la consolidation des mesures préconisées dans les plans d'actions des régies financières ;
- assurer la maîtrise des dépenses courantes, notamment, celles de matériel et des transferts et subventions ;
- poursuivre et renforcer les réformes structurelles et sectorielles en vue de favoriser la réalisation d'une croissance économique forte et durable, nécessaire à la réduction de la pauvreté ;
- promouvoir les produits d'exportation par une politique de sensibilisation et d'incitation à la diversification productive afin d'accroître les sources d'une amélioration du solde courant de la balance des paiements.

### 3.1.7. LE SENEGAL

Les objectifs en matière de politique économique pour l'année 2007 étaient centrés sur un taux de progression économique de 5,8%. Cette réalisation devait s'opérer sous l'impulsion des réformes prévues dans le secteur de l'électricité, ainsi que la reprise des activités de la Société Africaine de Raffinage (SAR) et des Industries Chimiques du Sénégal (ICS). En dépit des signes avant-coureurs de pressions inflationnistes appréhendés à travers la hausse des prix des hydrocarbures sur le marché international, l'objectif en matière de taux d'inflation a été fixé à 3% à fin décembre 2007.

La situation des finances publiques devait s'améliorer grâce aux excellentes performances escomptées en matière de recouvrement des recettes budgétaires. Ces performances devaient toutefois être, en partie, absorbées par le poids des transferts aux entreprises publiques en difficulté notamment celles évoluant dans le secteur de l'énergie. Ainsi, le déficit global hors dons devait connaître une dégradation contenue en passant de 6,3% du PIB nominal en 2006 à 6,8% en 2007. Quant au déficit global, il était projeté à 4,8% du même PIB en 2006 à 4,6% en 2007 avec le relèvement projeté du niveau de mobilisation des dons.

La situation d'ensemble de la convergence devait connaître une amélioration avec le respect de sept (07) critères de convergence projetée en fin 2007.

En matière de réalisations, les résultats ont été contrastants. Si en matière de croissance, le taux réalisé a été celui escompté, notamment 5,8%, il n'en est pas de même du niveau général des prix qui a enregistré une forte progression propulsant l'inflation de fin de période à un taux de 6,1% à fin décembre 2007 contre 4,0% une année plus tôt.

#### 3.1.7.1. Analyse sectorielle

##### 3.1.7.1.1 Secteur réel

L'année 2007 s'est caractérisée par une accélération de la croissance économique. Cette situation est induite par les performances enregistrées par tous les secteurs économiques. En effet, au niveau du secteur primaire, la croissance s'est établie à 6,4% contre une baisse de 2,9% en 2006. La croissance enregistrée par l'agriculture est de 5,5%, traduisant une reprise après la baisse de 5,4% en 2006. Cette performance a été favorisée par une pluviométrie bien répartie et de bonnes conditions phytosanitaires. L'agriculture vivrière s'est accrue de 7% en 2007 et l'agriculture industrielle ou destinée à l'exportation est en hausse de 2,8% contre des baisses respectives de 7,4% et 1,6% en 2006. Quant au sous secteur de l'élevage, il a progressé de 2,3% contre 5,9% en 2006.

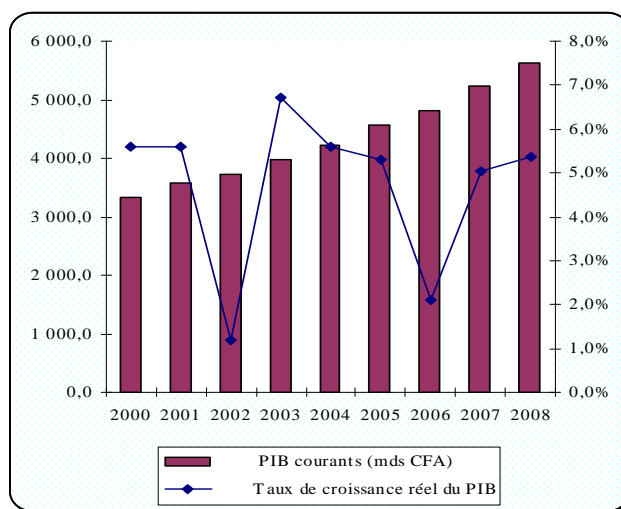
Dans le secteur secondaire, la croissance est en hausse de 6,9% en 2007 contre une baisse de 1,7% un an plus tôt. Ce résultat est lié notamment à la reprise de l'activité de production des Industries Chimiques du Sénégal (ICS) et de la Société Africaine de Raffinage (SAR). En effet, suite à l'accord conclu entre l'Etat et le partenaire Indien pour la recapitalisation des ICS, la production des ICS a enregistré une progression de 12,3% contre un recul de 22,1% en 2006. Quant aux autres industries dont la SAR, la progression a été de 2,2%, malgré la persistance de la flambée des cours du baril de pétrole. Dans la branche électricité, gaz et eau, la croissance est de 5,6% en 2007 contre 0,3% en 2006. Dans les BTP, la croissance reste toujours vigoureuse avec 10,0% en 2007 contre 15,0% en 2006. La dynamique observée dans la branche BTP s'explique essentiellement par les travaux comptant pour le 11ème Sommet de l'Organisation de la



Conférence Islamique (OCI), par la poursuite du Programme d'Amélioration de la Mobilité Urbaine (PAMU) et l'investissement des ménages dans le logement.

En ce qui concerne le secteur tertiaire, la croissance s'est établie à 5,4%, essentiellement tirée par la branche Transports, Postes et Télécommunications qui a enregistré une progression de 12,6%. Les activités commerciales ont augmenté de 5,3% en 2007 contre une baisse de 0,5% en 2006, en raison de la hausse des marges sur les produits des secteurs primaire et secondaire et des importations.

**Graphique 3.25** : Evolution du PIB nominal et du taux de croissance réel



Source : BCEAO, AMAO

Du côté des emplois du PIB, la consommation finale s'est accrue de 6,2%. La FBCF a progressé de 6,8% à la faveur du dynamisme de la FBCF publique, en hausse de 12,0% et de la FBCF privée qui s'est établie à 5,0%. En ce qui concerne les échanges extérieurs, les exportations et les importations ont enregistré des hausses respectives de 0,2% et de 3,7% en liaison notamment avec la reprise des activités des ICS, de la SAR, et le dynamisme responsable de la hausse des importations de biens d'équipements et de biens intermédiaires.

Au niveau des prix, l'année 2007 a enregistré une hausse des pressions inflationnistes. Le taux d'inflation de fin de période est ressorti à fin décembre 2007 à 6,1% contre 4,0% un an plus tôt. Cette inflation résulte de la hausse de 10,0% de la fonction « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » et de 7,3% de la fonction « produits alimentaires et boissons non alcoolisées ». De telles évolutions sont induites par la hausse du prix du pain et du riz, suite aux renchérissements des cours mondiaux des céréales, notamment le blé et le riz.

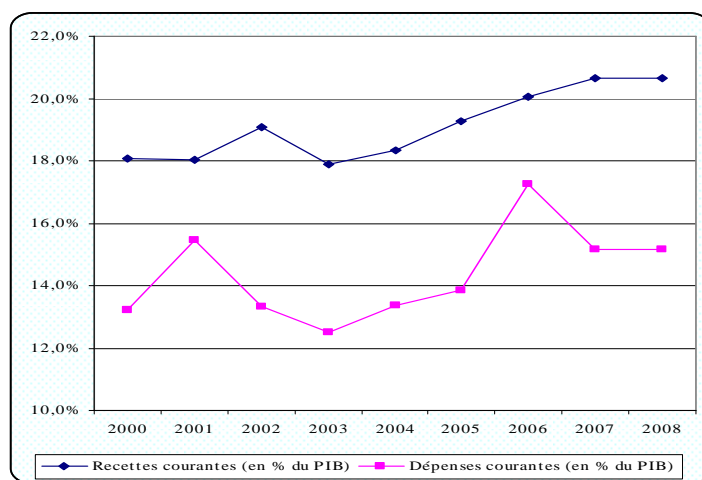
### 3.1.7.1.2 Finances publiques

L'analyse du bilan de l'exécution budgétaire à fin décembre 2007 présente un redressement des principaux indicateurs budgétaires. En effet, les progrès conséquents enregistrés dans le domaine du recouvrement des recettes budgétaires se sont couplés à une stratégie de monitoring réussie en matière d'exécution des dépenses budgétaires pour se traduire par une bonne orientation des

principaux soldes budgétaires. Ainsi, le solde global des opérations financières est ressorti à -3,3% du PIB à fin 2007 contre -6,6% un an plus tôt. Hors dons, le ratio de ce solde est de -5,2% en 2007 contre -7,6% en 2006.

Toutes ces évolutions sont la résultante d'une progression de 14,0% des recettes budgétaires, ce qui s'est traduit par un ratio de 21,0% du PIB contre 20,0% en 2006. Cette évolution a été impulsée par les recettes fiscales qui ont enregistré une progression de 12,6% en 2007 en relation avec la mise en oeuvre de réformes visant à élargir l'assiette fiscale, notamment, les mesures de renforcement de l'efficacité des régies financières grâce, d'une part, aux recrutements et à la formation du personnel et, d'autre part, aux contrôles stricts et la surveillance continue et régulière opérés par l'Administration fiscale. Par ailleurs, le renchérissement du prix du baril du pétrole, l'augmentation des importations de produits pétroliers raffinés, la réduction considérable du délai du processus de dédouanement des biens qui est passé de 1,5 ou 2 mois à 10 jours, notamment pour les produits pétroliers, ont également contribué à cette bonne tenue des recettes fiscales. Quant aux recettes non fiscales, elles ont fortement progressé de 44,0% sous l'impulsion des opérations de revalorisation des licences d'exploitation de la téléphonie mobile. Les dons ont représenté 2,0% du PIB en 2007 contre 1,5% en 2006.

**Graphique 3.26** : Evolution des recettes et dépenses courante



Source : BCEAO, AMAO

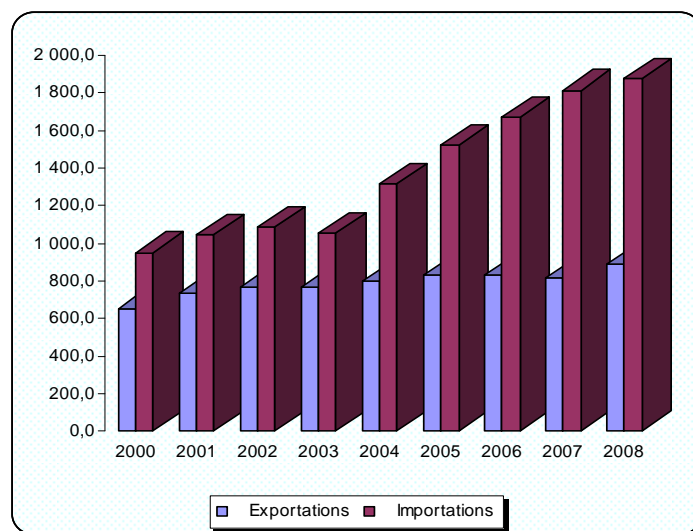
L'orientation favorable des soldes budgétaires est également impulsée par une évolution modérée des dépenses publiques. Les dépenses totales et prêts nets en 2007 ont seulement progressé de 3,3% pour s'établir à 26,2% du PIB contre 27,7% l'année précédente. Ce ralentissement observé est imputable au recul de 5,7% des dépenses courantes sous l'effet de la contraction de 30,0% du service des intérêts dus sur la dette publique. Les traitements et salaires ont, par contre, augmenté de 14,8% en relation avec la poursuite de la politique de recrutement et de valorisation de l'échelle de rémunération des fonctionnaires de l'Etat. De même, les dépenses en capital sont en hausse de 10,6% sous l'impulsion de sa composante financée sur ressources intérieures. Cette dernière a connu un accroissement de 16,2%, ce qui s'est traduit, à fin décembre 2007, par une amélioration de 1,1 point de pourcentage du ratio par rapport aux recettes fiscales qui atteint désormais 37,7%. La composante des investissements financée par ressources extérieures connaît une contraction de 3,3%.

La réduction du service des intérêts dus sur la dette publique s'explique en partie par la baisse du stock de la dette totale sous les effets induits de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) et de l'Initiative PPTE dont le point d'achèvement a été atteint en avril 2004. L'encours total de la dette publique s'est établi à 19,7% du PIB contre 40,9% en 2006. Le service de la dette publique a représenté 8,0% des recettes budgétaires totales contre 17,6 en 2006.

### 3.1.7.1.3 Secteur extérieur

Le solde global de la balance des paiements s'est traduit à fin décembre 2007 par un excédent de 44,0 milliards contre 99,0 milliards en 2006. Cette situation est induite par le renforcement de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières. En effet, le déficit courant a enregistré une détérioration de 18,5%, traduisant notamment l'évolution défavorable de la balance commerciale et des services, les soldes des revenus et des transferts sans contrepartie devant, en revanche, s'améliorer. Le déficit commercial s'est creusé de 19,7% en ressortant à 1000,9 milliards, à la suite d'une hausse de 8,7% des importations, combinée à une baisse de 2,4% des exportations, liée au repli des ventes extérieures de produits pétroliers. La hausse des importations est imputable, principalement, aux produits pétroliers, aux biens d'équipement et aux biens intermédiaires. Les services nets déficitaires se sont établis à 19,6 milliards en 2007 contre 18,5 milliards en 2006. Le déficit des revenus s'est réduit, en liaison avec la baisse des intérêts versés sur la dette publique. Les transferts nets se sont établis à 516,4 milliards soit une hausse de 18,0% par rapport au montant enregistré en 2006, en liaison avec l'augmentation des envois de fonds des travailleurs et des transferts publics. Toutes ces évolutions ont concouru à une aggravation du déficit courant qui est passé de 9,4% du PIB en 2006 à 10,2% du PIB en 2007.

**Graphique 3.27** : Evolution des exportations et importations



Source : BCEAO, AMAO

Le compte de capital et d'opérations financières s'est renforcé de 35,6 milliards, à la suite des entrées de ressources liées à la cession de la troisième licence de téléphonie mobile et à la mise en valeur des minerais de fer du Falémé.

### 3.1.7.1.4 Secteur monétaire

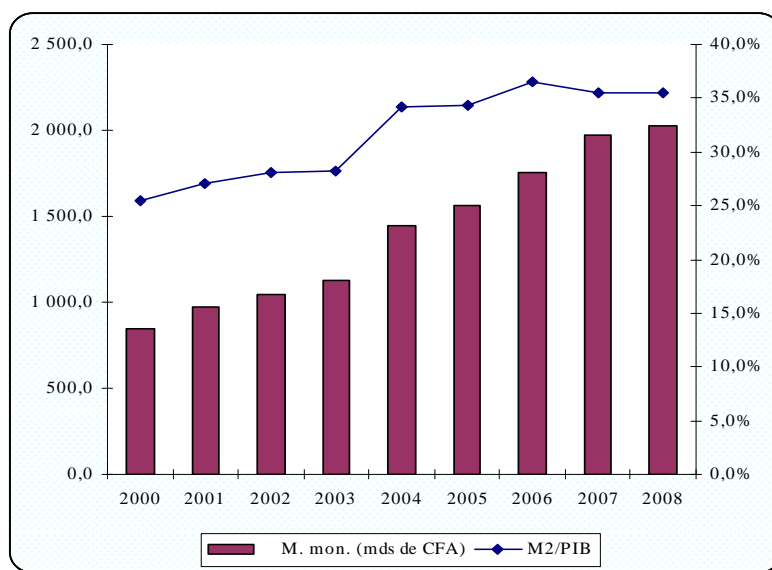
La politique monétaire au sein des pays membres de l'UEMOA est une entreprise commune. Cela a pour conséquence de n'entraîner que de faibles variantes dans la manipulation des instruments d'un pays à l'autre.

Dans l'Union, la gestion de la monnaie et du crédit s'est appuyée sur la politique des taux d'intérêt et sur le système des réserves obligatoires. Dans un contexte général qui s'est traduit par une relative stabilité des prix, la Banque Centrale a maintenu inchangé ses taux directeurs en 2007. Ainsi, le taux de pension est resté à 4,25% et le taux de d'escompte à 4,75%. De même, les coefficients de réserves auxquels sont assujettis les banques et établissements financiers ont été maintenus inchangés. Au Sénégal, ce coefficient est maintenu à 9,0%. Cette situation s'est traduite par des hausses des principaux agrégats monétaires.

En effet, la position extérieure nette créditrice des institutions monétaires s'est établie à 851,1 milliards, en amélioration de 9,2% par rapport à fin décembre 2006. Cette évolution résulte principalement de la hausse de 75,0 milliards des avoirs extérieurs nets de la BCEAO, reflétant les efforts déployés dans le cadre du rapatriement des recettes d'exportation. L'encours du crédit intérieur s'est inscrit en hausse de 17,9%, pour ressortir à 1 323,5 milliards à fin décembre 2007. La position nette du Gouvernement s'est détériorée de 72,9 milliards, en rapport avec l'accroissement des engagements de l'Etat vis-à-vis du système bancaire, lié particulièrement au niveau relativement important de souscriptions de ce dernier aux émissions effectuées par l'Etat sur le marché financier régional. Les crédits au secteur privé ont progressé de 10,7%, pour s'établir à 1 230,3 milliards à fin décembre 2007.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a augmenté de 12,6%, pour s'inscrire à 1 972,0 milliards à fin décembre 2007. Les dépôts ont augmenté de 20,2% et la circulation fiduciaire de 6,7%.

**Graphique 3.28** : Evolution de la masse monétaire



Source : BCEAO, AMAO

L'année 2007 a été marquée par la poursuite de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar. Cela a augmenté d'autant la valeur du franc CFA à l'égard de la devise américaine et des monnaies de pays concurrents liées au dollar. Cependant, du fait d'un différentiel d'inflation assez favorable, cette appréciation n'a pas réellement affecté le taux de change effectif ces dernières années. La situation pourrait changer rapidement si les prix continuent d'augmenter.

### 3.1.7.2 Performance au titre de la convergence macroéconomique

Au plan de la convergence, le Sénégal continu d'entretenir la spirale négative qui s'est instaurée depuis 2005 sur le niveau des performances. Après le niveau record de huit (08) objectifs réalisés en 2002, 2003 et 2004 ce niveau de performance s'est érodé régulièrement d'année en année pour se situer à cinq (05) objectifs respectés en 2007, soit la pire des réalisations enregistrées par le Sénégal depuis l'instauration du mécanisme de convergence en 2001. L'expansion du déficit budgétaire s'est estompée en 2007 à la faveur de la hausse du niveau de recouvrement des recettes fiscales dont le ratio par rapport au PIB nominal a, pour la première fois, franchi le seuil de 20% en toute conformité avec la norme communautaire de référence. La hausse des recettes fiscales continue de se traduire par un arbitrage relativement favorable aux investissements internes dont le ratio par rapport aux recettes fiscales s'est inscrit en hausse continue depuis 2004. Si la comptabilisation du critère relatif aux réserves extérieures demeure un acquis sous l'angle de l'UEMOA, il n'en demeure pas moins qu'une analyse sur le plan individuel placerait le Sénégal à 4,1 mois d'importations contre une norme communautaire de 6 mois.

**Tableau 3.7: SITUATION DE LA CONVERGENCE DU SENEGAL**

|  | Norme           | 2000  | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008* |
|--|-----------------|-------|------|------|------|------|------|------|------|-------|
| <b>Critères de premier rang:</b>       |                 |       |      |      |      |      |      |      |      |       |
| i) Déficit Budgétaire/PIB              | ≤ 4%            | 1,6   | 3,8  | 1,8  | 3,2  | 4,7  | 4,7  | 7,3  | 5,2  | 6,3   |
| ii) Taux d'inflation                   | ≤ 5%            | 0,7   | 3,0  | 2,3  | 0,0  | 0,5  | 1,4  | 4,0  | 6,1  | 2,4   |
| iii) Financement BC                    | ≤ 10% RF n-1    | 0,0   | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0   |
| iv) Réserves UEMOA                     | ≥6 mois Imports | 6,9   | 7,7  | 8,8  | 8,1  | 7,7  | 6,0  | 6,0  | 7,0  | 7,4   |
| <i>Réserves pays (indicatif)</i>       |                 | 5,8   | 6,7  | 7,6  | 6,0  | 5,2  | 4,3  | 4,1  | 4,1  | 4,4   |
| <b>Critères de second rang</b>         |                 |       |      |      |      |      |      |      |      |       |
| i) Recettes fiscales/PIB               | ≥ 20%           | 17,3  | 16,6 | 16,9 | 16,8 | 18,4 | 18,6 | 19,2 | 20,0 | 20,1  |
| ii) Masse Salariale/Recettes fiscales  | ≤ 35% RF        | 32,7  | 30,7 | 31,7 | 30,1 | 29,5 | 30,0 | 31,0 | 31,6 | 30,7  |
| iii) Investissements internes/Recettes | ≥20% RF         | 19,8  | 20,5 | 23,5 | 24,1 | 30,0 | 33,7 | 36,6 | 37,7 | 48,1  |
| iv) Taux d'intérêt réel                | > 0             | 2,8   | 0,5  | 2,1  | 5,0  | 1,8  | 2,1  | -0,5 | -2,6 | 1,1   |
| v) Stabilité du Taux de change réel    | ± 5%            | -13,4 | -1,2 | 6,7  | 24,4 | 12,3 | -1,3 | -0,6 | 1,1  | -0,2  |
| <b>Nombre de critères respectés</b>    |                 | 6     | 8    | 7    | 7    | 6    | 7    | 6    | 6    | 8     |

Source : AMAO, BCEAO.

(\*) : Prévisions annuelles

### 3.1.7.3 Perspectives 2008

Pour l'année 2008, les objectifs globaux restent quasiment ceux qui ont été retenus en 2007. Ce scénario s'accommode avec la mauvaise conjoncture qui impacte négativement l'environnement économique international. Ainsi, le Sénégal viserait au titre de l'année 2008, un taux de croissance économique de 6,1%, une stabilité des prix et une maîtrise des déficits budgétaire et du compte courant de la balance des paiements.

La réalisation de cet objectif de croissance s'obtiendrait par le biais d'un dynamisme accru des principaux secteurs économiques traditionnels. Ainsi, le secteur primaire enregistrerait un taux moyen de croissance de 5,7%. Cette performance serait induite par une production agricole qui croîtrait de 10,3% du fait de la mise en oeuvre de politiques nationales visant l'amélioration de la

sécurité alimentaire, l'accroissement des revenus des populations rurales et la protection de l'environnement. Ces politiques et stratégies sont adossées aux orientations définies par le Gouvernement dans le Plan Retour Vers l'Agriculture (REVA), destiné à développer une production suffisante pour couvrir de manière durable la demande intérieure.

Dans le secteur secondaire, l'activité économique enregistrerait un taux de croissance de 6,6% dès 2008 grâce à la poursuite des programmes d'investissement dans les infrastructures. Il s'agit notamment de la construction du nouvel aéroport international, Blaise DIAGNE, des travaux à réaliser dans le cadre de la modernisation de la gestion du terminal à containers du Port Autonome de Dakar par Dubai Ports World, de la construction de l'autoroute à péage entre Dakar et Diamniadio, du Programme d'Amélioration de la Mobilité Urbaine, des travaux relatifs au 11ème Sommet de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) et de l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des PME.

Quant au secteur tertiaire, il croîtrait de 6,3% grâce aux performances attendues de la branche des Transports et Télécommunications dont la croissance attendue serait de 12,0%. Les activités commerciales progresseraient de 4,7% grâce à un approvisionnement adéquat des marchés et le redressement de la production industrielle.

S'agissant de l'évolution des prix, l'inflation serait maîtrisée et maintenue en dessous de 3% en liaison avec une production agricole vigoureuse, un approvisionnement adéquat des marchés et une politique budgétaire rigoureuse.

En ce qui concerne la gestion budgétaire, les prévisions indiquent une poursuite du renforcement du cadre budgétaire devant se traduire par une augmentation des recettes totales de 8,6%. Cette évolution combinée à une poursuite des efforts de maîtrise des dépenses publiques devrait produire des effets positifs sur les indicateurs budgétaires et, en particulier, les critères de convergence y relatifs.

#### **3.1.7.4 Conclusions et recommandations**

La baisse du niveau d'ensemble de convergence constitue l'une des caractéristiques principales qui ressort de l'analyse de l'évolution économique du Sénégal en 2007. Bien que les prévisions soient concordantes pour laisser transparaître un possible redressement de la situation en 2008, les perspectives économiques moroses annoncées au plan de l'économie mondiale induites par la crise de l'immobilier et la hausse continue des prix des produits pétroliers sont de nature à contrarier la réalisation des objectifs précités. Pour ce faire, des dispositions idoines se doivent d'être prises afin de limiter l'impact négatif de l'installation, dans la durée, d'une mauvaise conjoncture internationale. A cet égard, les Autorités sénégalaises devraient, en particulier, donner la priorité aux mesures suivantes :

- la poursuite de la mise en oeuvre des programmes spéciaux susceptibles d'induire une croissance forte et soutenue ;
- la poursuite des programmes visant à renforcer et diversifier les exportations de manière à tirer profit des opportunités offertes par les marchés internationaux ;
- l'approfondissement de la restructuration des Industries Chimiques du Sénégal, du secteur de l'énergie et de la filière arachide ;

- la poursuite des efforts de mobilisation des recettes et une meilleure maîtrise des dépenses courantes, notamment les transferts et subventions, afin de renouer avec les performances macroéconomiques du début des années 2000.

### 3.1.8. LE TOGO

Après la période de fortes incertitudes qui a suivi les élections présidentielles de 2005, la situation socio-politique au Togo semble s'inscrire dans une bonne perspective. Le pays est, en effet entré dans une période de réconciliation nationale et de réformes politiques qui a récemment débouché en novembre 2007 sur la tenue d'élections législatives. Ces élections étaient très attendues en tant que condition sine qua non à la reprise effective de la coopération avec la communauté financière et technique internationale. C'est dans la perspective de la décrispation du climat social et du renouveau de la confiance pour les opérateurs économiques locaux et les partenaires au développement que les autorités ont fixé les objectifs quantitatifs pour l'année 2007. Compte tenu de l'état de dégradation du tissu économique marqué par quinze années de quasi absence de financement extérieur public, des réformes profondes sont nécessaires avant d'escompter une véritable relance économique. C'est prenant en compte de telles limites que les objectifs suivants ont été raisonnablement fixés

- une croissance du PIB réel de 2,3% ;
- une amélioration des soldes budgétaires globaux grâce au desserrement de la contrainte financière extérieure ;
- une amélioration du niveau d'ensemble de la convergence grâce aux évolutions favorables attendues au plan budgétaire

A fin 2007, le bilan réalisé peut être estimé conforme aux attentes. Le taux de croissance réalisé a été de 2,1% contre 4,1% en 2006. De même, la situation budgétaire d'ensemble est ressortie consolidée avec une amélioration des principaux soldes caractéristiques. Toutefois, ces réalisations sont intervenues dans un contexte de léger ravivement des pressions inflationnistes. De ces évolutions, en est résulté un niveau d'ensemble de convergence stationnaire avec un nombre de cinq critères réalisés.

#### 3.1.8.1. Analyse sectorielle

##### 3.1.8.1.1 Secteur réel

La reprise de l'activité économique amorcée en 2006 avec un rythme annuel de 4,1% de croissance s'est ralentie en 2007. Le taux de progression du PIB réel s'est, en effet, limité à 2,1%, imputable à la persistance de la crise de l'énergie électrique ayant affecté toutes les branches d'activités. Les piliers de cette croissance modérée se retrouvent au niveau des conditions climatiques globalement favorables à l'agriculture et des mesures de relance du secteur cotonnier.

Le secteur primaire, qui a principalement porté cette croissance, a progressé de 5,8% contre 4,9% en 2006, grâce aux performances de l'agriculture vivrière et des cultures de rente, notamment, le coton. La production de coton graine a augmenté de 54,8%, passant de 42.000 tonnes en 2006 à 65.000 tonnes en 2007 pour une prévision de 75.200 tonnes. Cette évolution de la production est due au gain de confiance des paysans, suite au remboursement par le Gouvernement, à leur endroit, des impayés dus par la Société Togolaise du Coton (SOTOCO). Toutefois, ces réalisations restent largement en deçà des prévisions initiales contrariées par les effets des inondations survenues dans les zones de production de coton graine.

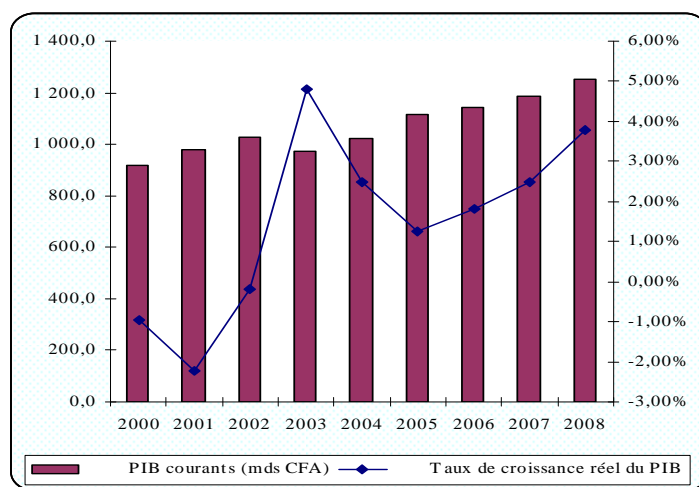
S'agissant du secteur secondaire, les activités ont souffert de la crise de l'énergie électrique, ce qui a induit un frein à la progression de la valeur ajoutée du secteur qui n'a été que de 2,5% contre



6,8% en 2006. Les contre-performances ont été plus importantes dans les branches « phosphate » et « clinker ». En effet, la production de phosphate est en recul de 25,0% à cause de la persistance des problèmes liés à l'obsolescence des équipements et à la vétusté du matériel de transport. Quant à la production de clinker, elle a poursuivi sa chute amorcée en 2006, imputable aux inondations dans les carrières d'extraction au cours du second trimestre de l'année 2007. La production, en 2007, s'est située en retrait de 8,2%.

S'agissant du secteur tertiaire, il est en hausse modeste de 1,1% en relation avec les contre-performances de la branche « banques, assurances », en repli de 18,7%.

**Graphique 3.29** : Evolution du PIB nominal et du taux de croissance réel



Source : BCEAO, AMAO

Du côté de la demande, la croissance de l'activité économique a été principalement tirée par la consommation finale, en hausse de 6,4%. Cette évolution de la consommation totale a été induite par sa composante privée, en augmentation de 7,8%, grâce au regain de confiance du secteur privé national, en particulier, des agriculteurs qui ont été entièrement remboursés en ce qui concerne les arriérés dus par la SOTOCO. Par contre, l'investissement est en repli de 16,8%, tant dans sa composante privée que publique. Cette baisse est expliquée par les incertitudes ayant pesé sur le climat des affaires, du fait des élections législatives d'octobre 2007, et, par la crise de l'énergie électrique.

Au niveau des échanges extérieurs, les importations de biens et services ont augmenté moins vite qu'en 2006, soit de 3,6% contre 20,6% un an auparavant. De même, les exportations ont progressé de 1,1% contre 19,4% en 2006.

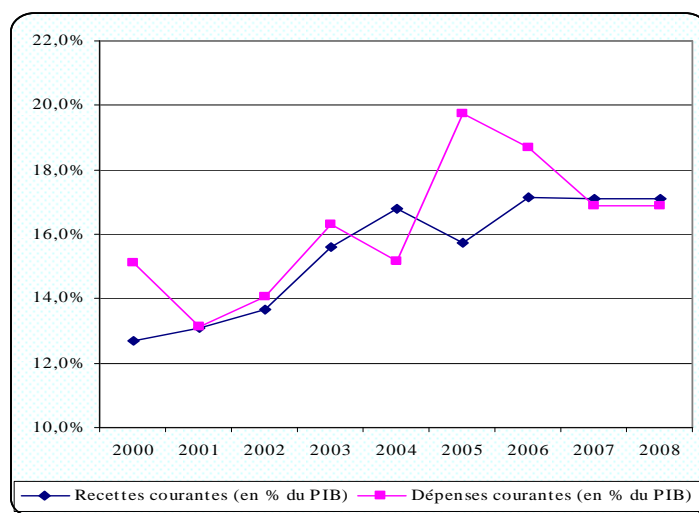
Au niveau des prix, l'année 2007 a été caractérisée par une hausse du niveau général des prix. Toutefois, cette hausse est demeurée en dessous de la norme communautaire de 5,0%. En effet, le taux d'inflation de fin de période est ressorti à 3,4% à fin décembre 2007 contre 1,5% à la même période de l'année 2006. Cette accélération de l'inflation est imputable à la hausse des prix des produits alimentaires et boissons alcoolisées amortie en partie par le repli des prix des articles d'habillement, de chaussures et de communication.

### 3.1.8.1.2 Finances publiques

Dans le domaine des finances publiques, les recettes budgétaires totales se sont inscrites en légère hausse de 2,1%. Cette faible progression rapportée à une hausse plus que proportionnelle du PIB nominal a eu pour conséquence d'entraîner une baisse du ratio  $\gamma$  relatif qui passe ainsi de 17,2% du PIB en 2006 à 16,8% en 2007. La progression des recettes budgétaires est principalement imputable à l'évolution qui a caractérisé le niveau de recouvrement des recettes fiscales en hausse de 3,4%. Cette réalisation en matière de recouvrement fiscal provient des effets induits de la mise en oeuvre effective des réformes structurelles dans les régies financières, notamment, l'informatisation de l'administration des douanes avec l'application du logiciel SYDONIA + +, et les changements de gouvernance opérés au niveau de leurs directions générales.

S'agissant des dépenses totales et prêts nets, ils ont subi une hausse de 4,1% en s'établissant à 21,4% du PIB nominal, le même ratio enregistré en 2006. Cette relative maîtrise s'explique par la faible variation de sa composante courante (+2,7%) en dépit d'une augmentation plus importante qui a caractérisé les dépenses en capital. Celles-ci enregistrent une hausse de 9,7% sous l'effet de sa composante financée sur ressources intérieures. Les dépenses en capital sur ressources extérieures connaissent une contraction relativement importante de 21,3%.

**Graphique 3.30** : Evolution des recettes et dépenses courante



Source : BCEAO, AMAO

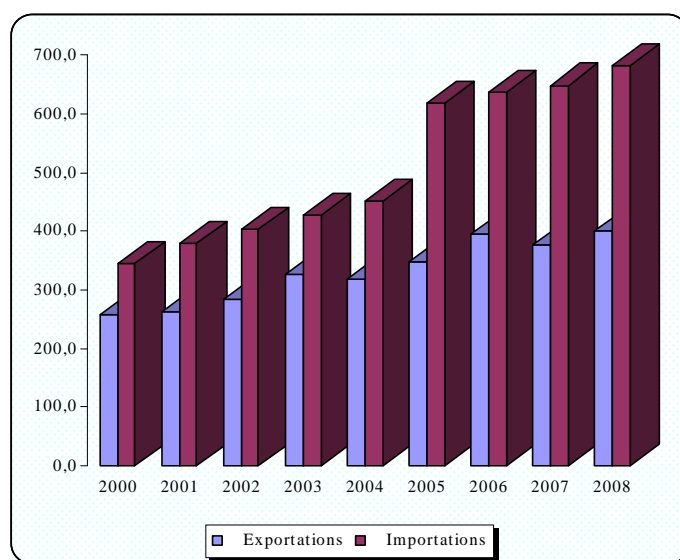
Le déroulement des opérations financières de l'Etat s'est achevé sur une amélioration d'ensemble des principaux soldes budgétaires. Le déficit budgétaire global s'est contracté en passant d'un ratio de 2,8% du PIB en 2006 à 2,5% en 2007. Ce même solde hors dons cependant enregistre une dégradation en passant de -4,2% du PIB nominal en 2006 à 4,6% du même PIB en 2007.

Au chapitre de la dette publique, l'encours total rapporté au PIB nominal s'est établi à 92,1% en 2007 contre 94,3% en 2006. Ce ratio devrait s'améliorer davantage dans les années à venir en relation avec la reprise attendue de la coopération avec l'Union Européenne et l'accélération de l'atteinte du point de décision en 2008. Le Togo pourrait donc bénéficier de l'initiative PPTE qui lui apporterait d'importantes ressources concessionnelles.

### 3.1.8.1.3 Secteur extérieur

Le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire à fin décembre 2007 de 20,0 milliards de francs CFA 70,0 milliards enregistré en 2006. Cette évolution est la conjonction des effets d'une dégradation du solde déficitaire des opérations courantes et du repli de l'excédent du compte du capital et des opérations financières.

**Graphique 3.31** : Evolution des exportations et importations



Source : BCEAO, AMAO

En effet, le déficit courant a enregistré une détérioration de 4,2% sous l'impulsion essentielle de la dégradation du solde commerciale en liaison avec la déprime observée au niveau des activités d'exportations. Celles-ci ont enregistré une baisse de 4,7% contre une hausse de 1,8% des importations. En revanche, les balances des services, des revenus et des transferts sans contrepartie ont été bien orientées.

S'agissant du compte de capital et d'opérations financières, le solde excédentaire s'est replié de 35,0 milliards par rapport à 2006, en ressortant à 205,5 milliards du fait de la baisse des investissements de portefeuille et des autres investissements privés, à la suite de l'émission d'emprunts obligataires du Trésor public qui avaient atteint 30 milliards en 2006.

### 3.1.8.1.4 Secteur monétaire

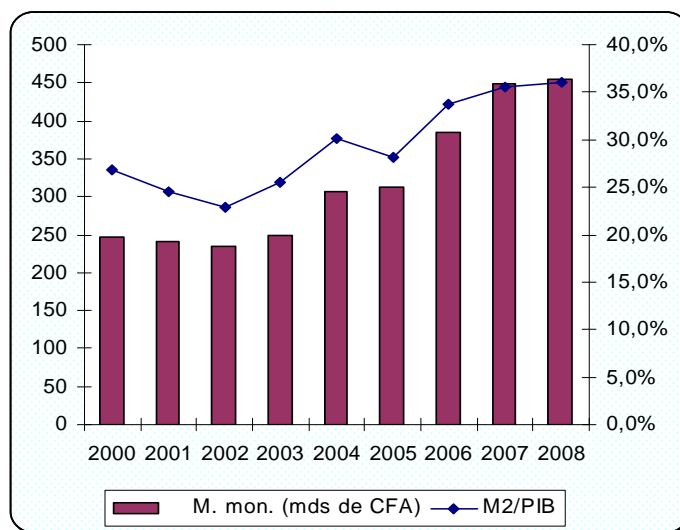
Au cours de l'année 2007, la politique monétaire commune de l'UEMOA a été menée dans un contexte marqué par une relative stabilité des prix. Pour ce faire, la Banque Centrale a maintenu inchangés ses taux directeurs en 2007. Ainsi, le taux de pension est resté à 4,25% et le taux de d'escompte à 4,75%. De même, les coefficients de réserves auxquels sont assujettis les banques et établissements financiers ont été maintenus inchangés. Au Togo, ce coefficient est maintenu à 3,0%. Cette situation s'est traduite par des variations diverses au niveau des principaux agrégats monétaires.

Ainsi, la position extérieure nette des institutions monétaires s'est établie à 199,0 milliards, en repli de 2,5% par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente, du fait principalement de la baisse des avoirs extérieurs nets des banques, dont l'impact a été atténué par le renforcement de ceux de la Banque Centrale.

L'encours du crédit intérieur s'est élevé à 263,2 milliards, soit une hausse de 32,2% par rapport à la situation de fin décembre 2006. Cette évolution est la conséquence d'une détérioration de la position nette débitrice du Gouvernement de 5,5 milliards largement absorbée par un important essor du volume des crédits à l'économie. La détérioration de la position nette débitrice du Gouvernement résulte d'une augmentation des engagements de l'Etat vis-à-vis du système bancaire, dont l'impact a été amoindri par une légère hausse des créances de l'Etat. Quant à l'accroissement des crédits à l'économie, ils se sont accrus de 29,9%, en ressortant à 255,1 milliards à fin décembre 2007. Les concours accordés à des sociétés opérant dans le secteur de la distribution de produits pétroliers, expliquent en partie cette évolution.

En conséquence des évolutions de ses contreparties, la masse monétaire s'est accrue de 16,8%, pour s'établir à 449,5 milliards à fin décembre 2007. Cette hausse de la liquidité intérieure a été portée par les dépôts en banque qui ont augmenté de 4,3% et surtout par la circulation fiduciaire en nette progression de 21,9% au cours de la période sous revue.

**Graphique 3.32** : Evolution de la masse monétaire



Source : BCEAO, AMAO

En 2007, l'appréciation de l'euro face au dollar a entraîné celle du CFA vis-à-vis du dollar. L'effet négatif de cette appréciation sur la compétitivité externe de l'économie togolaise a été cependant atténué par une amélioration des termes de l'échange provoquée par une forte hausse des cours mondiaux du phosphate.

### 3.1.8.2 Performance au titre de la convergence macroéconomique

Au plan de la convergence, la situation d'ensemble du Togo n'a pas connu d'évolution significative. A fin décembre 2007, cinq (05) objectifs ont été réalisés soit le même nombre enregistré en 2006.

Tableau 3.8: SITUATION DE LA CONVERGENCE DU TOGO

|  | Norme            | 2000     | 2001     | 2002     | 2003     | 2004     | 2005     | 2006     | 2007     | 2008*    |
|--|------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| <b>Critères de premier rang:</b>       |                  |          |          |          |          |          |          |          |          |          |
| i) Déficit Budgétaire/PIB              | ≤ 4%             | 5,0      | 2,3      | 1,0      | 1,8      | 0,9      | 4,0      | 4,2      | 4,6      | 5,3      |
| ii) Taux d'inflation                   | ≤ 5%             | 1,9      | 3,9      | 3,1      | -0,9     | 0,4      | 5,5      | 1,5      | 3,4      | 2,2      |
| iii) Financement BC                    | ≤ 10% RF n-1     | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      |
| iv) Reserves UEMOA                     | ≥ 6 mois Imports | 6,9      | 7,7      | 8,8      | 8,1      | 7,7      | 6,0      | 6,0      | 7,0      | 7,4      |
| Reserves pays (indicatif)              |                  | 5,8      | 6,7      | 7,6      | 6,0      | 3,9      | 1,8      | 3,1      | 3,1      | 2,9      |
| <b>Critères de second rang</b>         |                  |          |          |          |          |          |          |          |          |          |
| i) Recettes fiscales/PIB               | ≥ 20%            | 11,0     | 10,5     | 11,5     | 13,9     | 13,6     | 14,6     | 15,7     | 15,6     | 16,1     |
| ii) Masse Salariale/Recettes fiscales  | ≤ 35% RF         | 53,9     | 51,0     | 44,7     | 34,7     | 36,6     | 30,4     | 33,1     | 34,5     | 34,9     |
| iii) Investissements interres/Recettes | ≥ 20% RF         | 3,1      | 2,5      | 2,6      | 1,7      | 2,3      | 8,4      | 3,6      | 10,6     | 11,5     |
| iv) Taux d'intérêt réel                | > 0              | 1,6      | -0,4     | 2,0      | 4,4      | 3,1      | -2,0     | 2,0      | 0,1      | 1,3      |
| v) Stabilité du Taux de change réel    | ± 5%             | -13,0    | -2,3     | 5,7      | 25,1     | 11,4     | 2,4      | -1,3     | -0,5     | 0,5      |
| <b>Nombre de critères respectés</b>    |                  | <b>4</b> | <b>5</b> | <b>5</b> | <b>6</b> | <b>5</b> | <b>5</b> | <b>6</b> | <b>6</b> | <b>6</b> |

Source : AMAO, BCEAO.

(\*) : Prévisions annuelles

Si la stagnation du niveau général des performances à fin 2007 constitue en elle seule un motif d'inquiétude, la dégradation quasi généralisée du profil des critères en est un autre. Cette situation est essentiellement imputable à la faible progression enregistrée au niveau de la mobilisation des ressources budgétaires. Aussi, la hausse du déficit budgétaire s'est-elle traduite par un arbitrage défavorable à la structure des dépenses. Tous les ratios relatifs à la structure des dépenses accusent une dégradation du profil.

### 3.1.8.3 Perspectives 2008

Les perspectives 2008 s'annoncent relativement prometteuses pour l'activité économique au Togo. En effet, le rythme de la croissance économique devrait s'accélérer avec la reprise de l'assistance financière des donateurs et le rétablissement d'un climat de confiance au niveau des affaires. La croissance du PIB réel devrait atteindre 3,0%, conformément au scénario de réforme examiné à l'occasion des consultations conduites au titre de l'article IV en novembre 2007. La reprise devrait initialement s'appuyer sur les dépenses d'investissement publiques financées par les bailleurs de fonds, une plus grande confiance du milieu des affaires, la croissance du commerce régional et l'accroissement de la production de coton et de phosphate. À moyen terme, la croissance devrait être soutenue par l'augmentation de l'investissement direct étranger (IDE), une intermédiation financière plus performante et la modernisation des infrastructures publiques notamment de l'électricité qui permettront de lever les obstacles qui avaient antérieurement entravé la croissance du secteur privé.

L'inflation devrait être maîtrisée, avec l'ancrage dans l'union monétaire et le soutien des politiques budgétaires prudentes de l'UEMOA. Néanmoins, il pourrait augmenter en cas de conditions météorologiques défavorables ou de hausse continue des prix mondiaux des produits alimentaires et de l'énergie.

En 2008, la reprise des investissements dans les infrastructures routières, fortement dégradées, entraînerait une dégradation des principaux soldes budgétaires. Le déficit budgétaire global hors dons rapporté au PIB nominal ressortirait à 5,3%.

Le Togo est éligible à l'initiative PPT. La reprise de la coopération avec l'Union européenne et la mise en oeuvre d'un programme FRPC appuyé par les ressources des Institutions de Bretton Woods, pourraient lui permettre de bénéficier en 2008 d'importantes ressources concessionnelles.

Celles-ci viendraient compléter l'effort financier domestique et amélioreraient la situation des finances publiques, suite à un traitement de fond de la dette extérieure.

#### **3.1.8.4 Conclusions et recommandations**

Les bonnes perspectives qui s'annoncent avec l'évolution enregistrée au niveau de la résolution du contentieux social qui a provoqué l'arrêt de la coopération avec les partenaires techniques et financiers depuis 1993, devraient être l'occasion pour les autorités de faire face aux nombreux défis notamment institutionnels et économiques du pays. Les objectifs de croissance assez modestes et comptant parmi les plus faibles de la région devraient être réalisés. Ceux-ci pourraient être révisés à la hausse si le train de mesures efficaces inscrivait comme priorité les préoccupations liées :

- à la mauvaise gouvernance et aux faibles capacités administratives découlant d'une longue période de conflits sociopolitiques intenses, de mauvaise gestion des ressources publiques et d'absence d'assistance extérieure;
- à une dette publique excessive, avec une dette extérieure supérieure au seuil fixé pour l'initiative PPTE, des arriérés extérieurs et des arriérés intérieurs très importants;
- à des banques fragiles, affichant le ratio agrégé de prêts improductifs le plus élevé de la zone UEMOA (reflet des prêts dirigés du passé), plusieurs étant sous-capitalisées; pénuries d'ampleur régionale ont poussé les pays voisins à interrompre leurs exportations d'électricité au Togo, ce qui a entraîné de fréquentes pannes de courant;
- à des entreprises publiques (coton et phosphates) fonctionnant à perte : des décennies de mauvaise gestion ont conduit à d'importants déficits quasi-budgétaires, à un endettement grandissant et à l'effondrement quasi total de ces importants secteurs d'exportation;
- à un climat des affaires défavorable par rapport aux normes régionales, découlant de plusieurs décennies de sous- investissement dans les infrastructures du transport et de l'énergie;
- à la détérioration des conditions sociales découlant de la mauvaise gestion des ressources publiques et de la suspension de l'aide consacrée par les donateurs aux secteurs de la santé, de l'éducation, et des infrastructures.

## **3.2 ZONE MONETAIRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (ZMAO)**

### **3.2.1 GAMBIE**

Le Gouvernement gambien a adopté en février 2007, un nouveau programme économique et financier dans le cadre d'une Facilité triennale pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC) avec le Fonds monétaire international (FMI). Ce programme vise à consolider la stabilité macroéconomique réalisée ces dernières années et à favoriser les conditions d'une croissance économique soutenue et d'une réduction durable de la pauvreté. A cet égard, le gouvernement a pris un certain nombre de mesures visant à accroître les recettes, assurer la prudence budgétaire et renforcer la politique monétaire.

Les indicateurs provisoires montrent que les autorités ont maintenu l'élan de croissance, enregistrant un taux de croissance du PIB réel de 7 %. La performance macroéconomique a été caractérisée par un taux de change relativement instable et des poussées inflationnistes modestes, bien que le taux d'inflation ait été limité à un chiffre. Les taux d'intérêt nominaux sont demeurés généralement inchangés.

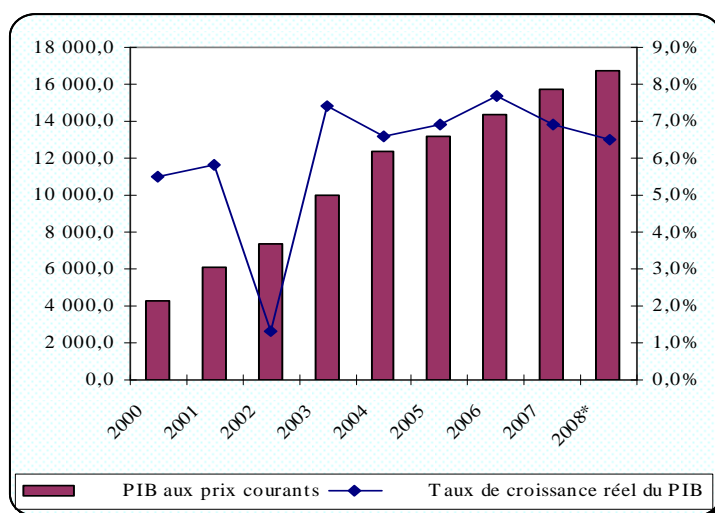
#### **3.2.1.1 ANALYSE SECTORIELLE**

##### **3.2.1.1.1 Secteur réel**

Bien que l'activité économique se soit ralentie légèrement, elle est demeurée robuste, enregistrant un taux de croissance du PIB réel de 7,0 % en 2007, contre 7,7 % l'année précédente et un taux prévu de 3,5 %. Ce fléchissement s'explique par les contraintes naissantes dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et du bâtiment, bien que la croissance dans les secteurs des télécommunications et du tourisme demeure robuste.

Le taux de croissance dans le secteur agricole a chuté, passant de 6,5 % en 2006 à 1,3 %, en raison de l'insuffisance de la pluviométrie et du renchérissement des coûts des intrants agricoles. Sur une toile de fond marquée par un taux de croissance élevé de 8,8 % en 2006, le secteur du bâtiment s'est tassé, en raison d'une pénurie aiguë de ciment. L'envolée des cours du pétrole brut a eu une incidence sur la performance des secteurs manufacturier et industriel qui avaient été, jusqu'ici, le moteur de la croissance de la production ces dernières années. Cependant, les activités d'investissement dynamiques dans les secteurs du tourisme et de l'énergie ont contribué à un taux de croissance élevé de 11,3 % dans le secteur des services, contre 2 % en 2006.

En dépit du ralentissement du taux de croissance de la monnaie au sens large, l'inflation s'est légèrement accélérée, passant de 0,4 % à fin 2006 à un niveau record de 6,6 % en mai 2007, avant de baisser au cours du second semestre de l'année pour se stabiliser à 6 %. Outre l'effet d'entraînement de l'augmentation des prix des produits pétroliers, les poussées inflationnistes enregistrées au cours de l'année s'expliquent par les rigidités de l'offre (en particulier les perturbations de l'offre de denrées alimentaires importées de la Guinée et de la Guinée-Bissau) et l'augmentation des droits à l'importation des biens de consommation essentiels.

**Graphique 3.33** : Evolution du PIB et du taux de croissance réel

Source : CBG, AMAO

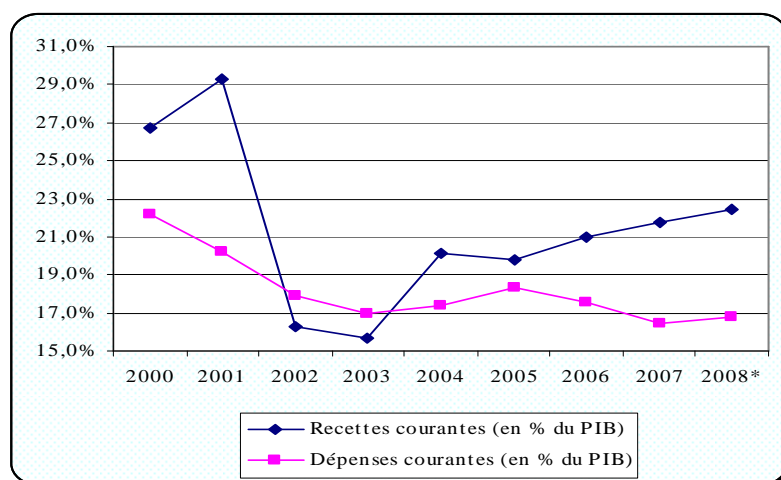
### 3.2.1.1.2 Finances publiques

Le gouvernement a introduit un certain nombre de réformes en 2007 visant à réduire au minimum la fraude fiscale et les coûts des opérations. Au nombre de ces mesures figurent : l'introduction des numéros d'identification fiscale, l'automatisation de la collecte des impôts et les mécanismes d'évaluation des impôts, ainsi que les augmentations des taxes sur les ventes, des tarifs douaniers et des frais de licence de télécommunications. En outre, le gouvernement a introduit un système de gestion de la trésorerie en 2006 afin de limiter les dépassements de dépenses. Il a prévu un déficit budgétaire global de 1,5 % du PIB en 2007.

Les réformes ont porté leurs fruits au cours de l'année considérée, dans la mesure où la performance budgétaire s'est considérablement améliorée. Selon les données, les opérations budgétaires se sont traduites par un excédent budgétaire global (sur base engagements, dons compris) de 0,1 % du PIB, contre un solde déficitaire de 2,2 % en 2006.<sup>5</sup> Le résultat a été un solde déficitaire global de 1 %, compte non tenu des dons. La balance primaire positive s'est également améliorée, passant de 4,2 % à 5,3 % du PIB en 2007.

<sup>5</sup> Le solde global sur base engagements, hors dons, a baissé, passant de 2,7 % en 2006 à 1 % en 2007.



**Graphique 3.34** : Evolution des recettes et dépenses

Source : CBG, AMAO

Les opérations budgétaires de l'Etat se sont traduites par des besoins d'emprunt évalués à 926,9 millions de dalasi gambien (D), dont 71,4 % ont été financés par des sources extérieures, en particulier, par les dons au titre des projets, tandis que le reste a été financé par le système bancaire.

Les recettes totales (hors dons) au cours de la période considérée ont crû de 13,7 %, passant à 3 427,3 millions de D, ce qui représente 21,8 % du PIB. Les recettes fiscales ont légèrement progressé, passant de 18,8 % du PIB à 19,3 %, essentiellement sous l'effet de l'amélioration des taxes indirectes au titre du commerce international, des produits pétroliers, des biens et services, reflétant les politiques de majoration des droits de douane. Les recettes non fiscales ont crû de 21,6 %, contre une baisse de 7 % en 2006.

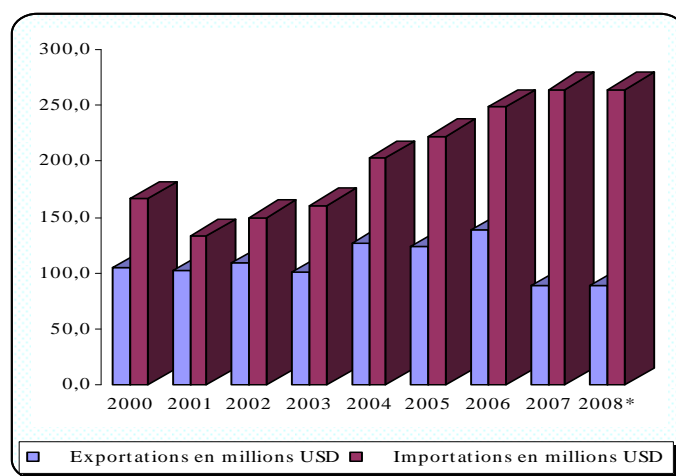
Les dépenses totales (prêts nets compris) se sont décélérées, s'établissant à 22,3 % du PIB, contre 23,7 % l'année précédente. Conformément à la politique de restriction budgétaire adoptée ces dernières années, il s'en est suivi une réduction du niveau des dépenses courantes, qui sont passées de 17,6 % à 16,4 % du PIB en 2007. Une réduction des paiements d'intérêts, suite à l'allègement accordé au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale, explique également ce résultat. La demande accrue de dépenses pour les salaires et émoluments du secteur public, ainsi que pour les biens et services s'est également ralentie au cours de la période. Les transferts (subventions comprises) aux institutions publiques ont augmenté de 22 %, passant à 434,3 millions de D. Cependant, les dépenses en capital ont continué de baisser, passant de 6,2 % à 5,8 % du PIB, ce qui indique que les dépenses au titre de ce poste enregistrent une tendance à la baisse depuis 2004.

### 3.2.1.1.3 Secteur extérieur

Les données montrent que la balance des paiements est demeurée viable en 2007, en dépit de certaines contraintes liées au compte du commerce de marchandises. La balance globale s'est améliorée, passant d'un excédent de 7,4 millions de \$ EU à 10,8 millions de \$ EU, soit 1,9 % du PIB.

En revanche, le solde déficitaire du compte courant (transferts publics non compris) s'est également creusé de 20,1 %, passant à 111,1 millions de \$ EU, soit l'équivalent de 14,8 % du PIB. Le solde du déficit commercial a suivi la même tendance, passant de 12,1 % en 2006 à 14,8 %. Les exportations totales ont baissé de 3 %, en raison des conditions climatiques défavorables, qui ont eu une incidence négative sur la production de biens d'exportation primaires du pays, en particulier l'arachide et les produits connexes. Par ailleurs, les importations nationales ont augmenté de 4,9 %, passant à 261,2 millions de \$ EU, induites essentiellement par l'augmentation des coûts des combustibles et des lubrifiants et par l'accroissement de la demande de biens de consommation, de biens intermédiaires et de capital. Le commerce de réexportation du pays a également fléchi en 2007, dans la mesure où le niveau de l'activité économique dans ce domaine ne s'est pas tout à fait redressé, suite à la crise frontalière entre le Sénégal et la Gambie en 2005 et 2006. Cependant, le compte des services était positif, enregistrant une légère augmentation due à l'amélioration continue des envois de fonds privés et des revenus de voyages.

**Graphique 3.35** : Evolution des exportations et importations



Source : CBG, AMAO

Le compte de capital est demeuré souple avec un solde positif de 70,5 millions de \$ EU, bien qu'il ait accusé une baisse relative de 13,9 %, en raison des dépenses nettes au titre des investissements de portefeuille dans d'autres pays. Cependant, ce compte était dominé par l'investissement direct étranger dans les secteurs du tourisme, de la banque, de la communication et du bâtiment. Les prêts publics au titre des projets ont également enregistré une légère progression de 38,1 %.

Les transactions liées à la balance des paiements se sont traduites par une amélioration des réserves extérieures brutes, qui ont augmenté de 18,4 % pour s'établir à 120,2 millions de \$ EU à

fin 2007. Le niveau des réserves extérieures brutes représentait l'équivalent de 5,5 mois de couverture des importations, contre 4,9 mois au cours de l'année précédente.

En dépit de la souplesse de la balance des paiements en 2007, la monnaie nationale (le dalasi) a perdu sa stabilité relative par rapport aux principales monnaies internationales. Elle s'est appréciée de 21,2 %, 24,5 % et 10,4 % par rapport à la livre sterling, à l'euro et au dollar EU, respectivement.<sup>6</sup> Cette appréciation s'explique par les flux importants de devises (transferts privés, prêts publics et investissements directs étrangers), dont certains sont détenus par le secteur privé.<sup>7</sup>

La position de la dette extérieure de la Gambie s'est raffermie de 3,7 %, passant à 676,4 millions de \$ EU, soit 90,3 % du PIB. La position de la dette extérieure par rapport aux exportations de biens et services non facteurs s'est davantage augmentée, passant de 546,2 % à 566,5 %. Le ratio service/exportations s'est également amélioré, représentant 162,1 % des exportations totales. Ces données montrent que la position de la dette extérieure de la Gambie n'est guère soutenable à l'heure actuelle.<sup>8</sup>

Tableau 3.9 : DONNEES RELATIVES A LA SOUTENABILITE DE LA DETTE EXTERIEURE

|   | 2002  | 2003  | 2004  | 2005  | 2006  | 2007  |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Position de la dette extérieure (millions de \$ EU)                               | 460,4 | 513,1 | 581,8 | 611,8 | 652,2 | 676,4 |
| Dette extérieure /PIB (%)   | 147,3 | 159,2 | 139,9 | 130,2 | 127,5 | 90,3  |
| Dette extérieure/exportations de biens et services non facteurs (%)               | 385,6 | 429,7 | 487,3 | 512,4 | 546,2 | 566,5 |
| Service de la dette extérieure/PIB (%)  | 24,0  | 33,5  | 31,1  | 31,6  | 30,5  | 25,8  |
| Service de la dette extérieure/exportations de biens et services non facteurs (%) | 62,8  | 90,3  | 108,2 | 124,5 | 130,6 | 162,1 |

Source : CBG

### 3.2.1.1.4 Evolution dans le secteur monétaire

Compte tenu de l'évolution de l'inflation constatée pendant l'année, la Banque centrale de Gambie a estimé qu'il était nécessaire de procéder à une révision à la hausse des taux d'intérêt, en augmentant le taux de réescompte de 100 points de base, qui passerait à 15 %.<sup>9</sup> Le taux des bons du Trésor à 91 jours est passé également de 12,8 % à 13,7 %, reflétant son utilisation comme principal instrument de gestion de la liquidité en 2007. Pendant que le taux d'épargne moyen se stabilisait à 6 %, le taux prêteur moyen a reculé de 50 points de base pour s'établir à 22,5 %, ce qui explique l'augmentation relative des crédits accordés par le système bancaire au secteur privé.

<sup>6</sup> En 2006, la monnaie nationale s'est dépréciée de 7,6 % par rapport à la livre sterling, s'est appréciée légèrement de 0,3 % par rapport au dollar EU et s'est dépréciée de 6,9 % par rapport à l'euro.

<sup>7</sup> En dépit des flux sous forme de transferts privés et publics, l'investissement direct étranger et les prêts projets, les avoirs extérieurs nets du système bancaire ont baissé, passant de 4 330,4 millions de ₮ à 4 026,7 millions de ₮.

<sup>8</sup> La position de la dette extérieure d'un pays est généralement jugée soutenable, lorsque les paiements prévus au titre du service de la dette sont inférieurs à 25 % des biens et services non facteurs et lorsque le ratio net dette/exportations est inférieur à 250 %.

<sup>9</sup> Les taux d'intérêt ont enregistré une tendance à la baisse ces dernières années.

Afin de maintenir l'objectif d'un taux d'inflation à un chiffre et la stabilité du taux de change, la Banque centrale de Gambie a élaboré une stratégie visant à améliorer la gestion de la trésorerie et a adopté, par conséquent, une politique monétaire restrictive avec des interventions périodiques sur le marché des changes.

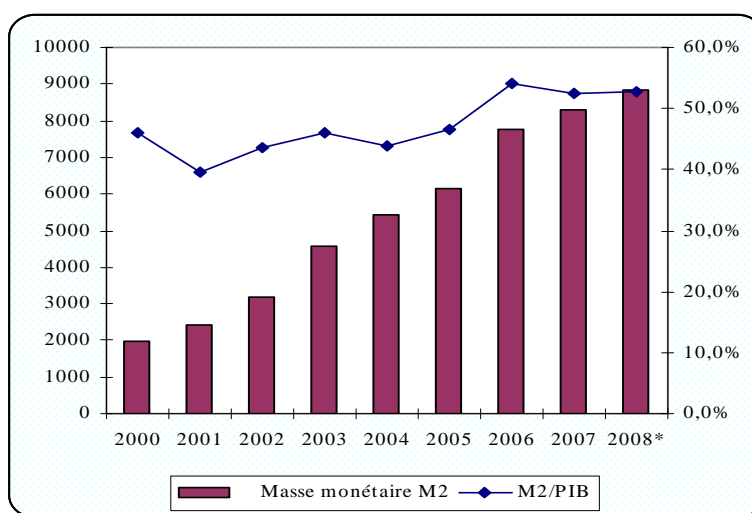
Tableau 3.10 : EVOLUTION DES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES

| AGREGATS MONETAIRES              | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007  |
|----------------------------------|------|------|------|------|------|------|-------|
| Base monétaire                   | 21,1 | 34,1 | 62,7 | 11,0 | 11,9 | 24,3 | -4,3  |
| Masse monétaire sens large (M2+) | 22,2 | 32,2 | 43,4 | 18,3 | 13,1 | 26,2 | 6,7   |
| Monnaie au sens étroit (M1)      | 20,0 | 48,8 | 63,5 | 8,2  | 6,9  | 26,0 | 0,6   |
| Circulation fiduciaire           | 21,4 | 21,6 | 48,4 | 19,7 | 0,6  | 36,0 | -12,8 |
| Dépôts à vue                     | 18,4 | 82,9 | 76,2 | 0,1  | 12,1 | 18,5 | 12,1  |
| Quasi-monnaie                    | 24,3 | 16,4 | 19,0 | 35,1 | 21,5 | 26,5 | 13,8  |

Source : CBG

Les données dans le tableau ci-dessus montrent que la politique monétaire était restrictive, conformément à l'objectif fixé pour l'année. La base monétaire, objectif intermédiaire, a baissé de 4,3 %, contre un taux de croissance de 24,3 % l'année précédente. La masse monétaire a augmenté de 6,7 %, contre un taux de croissance élevé de 26,2 % enregistré en 2006. La gestion stricte de la liquidité s'est traduite par une baisse de 12,8 % de la circulation fiduciaire. Cependant, les dépôts à vue et la quasi-monnaie (comprenant l'épargne, les dépôts à terme et en devises) ont enregistré une croissance modeste, bien que les taux soient relativement inférieurs à ceux de 2006.

Graphique 3.36 : Evolution de la masse monétaire



Source : CBG, AMAO

La décélération de la masse monétaire s'explique essentiellement par une baisse des avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire, en particulier ceux des banques de dépôt qui ont baissé de 33,5 % par rapport à fin 2006. Par ailleurs, bien que les avoirs intérieurs nets (AIN) aient crû de 23,9 %, contre un taux de croissance de 15,4 % enregistré en 2006, son impact a été plus que compensé par la réduction des AEN. Une analyse des crédits totaux montre que le système bancaire a retiré un pourcentage important de ses créances sur l'Etat et les institutions publiques. Cependant, le niveau des crédits accordés au secteur privé a augmenté de 15,4 %, passant à 2.783,3 milliards de D.

### 3.2.1.2 PERFORMANCE AU TITRE DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

La performance de la Gambie au titre des critères de la convergence est demeurée encourageante en 2007. Le pays a réalisé quatre (4) objectifs en 2007 dont deux critères primaires et deux critères secondaires. La performance pour chacun des critères primaires et secondaires est indiquée ci-dessous.

#### 3.2.1.2.1 Performance au titre des critères primaires

La Gambie a maintenu son déficit budgétaire en dessous du niveau maximum requis de 4 % du PIB. Entre autres mesures, la création de l'Office gambien des recettes, l'automatisation de la collecte et des mécanismes d'évaluation des impôts et l'introduction du système de gestion de trésorerie en 2006 ont contribué à l'amélioration relative de la performance budgétaire.

Tableau 3.11 : SITUATION DE LA CONVERGENCE DE LA GAMBIE

|  | Norme            | 2000     | 2001     | 2002     | 2003     | 2004     | 2005     | 2006     | 2007     | 2008*    |
|--|------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| <b>Critères de premier rang:</b>       |                  |          |          |          |          |          |          |          |          |          |
| i) Déficit Budgétaire/PIB              | ≤ 4%             | 3,6      | 9,8      | 9,1      | 5,2      | 9,9      | 8,4      | 2,7      | 0,5      | 3,9      |
| ii) Taux d'inflation                   | ≤ 5%             | 0,2      | 8,1      | 13,0     | 17,6     | 8,0      | 1,8      | 1,4      | 6,0      | 5,0      |
| iii) Financement BC                    | ≤ 10% RF n-1     | 0,0      | 80,7     | 22,0     | 63,1     | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      |
| iv) Reserves brutes de change          | ≥ 6 mois Imports | 7,5      | 7,2      | 2,9      | 3,1      | 4,7      | 5,2      | 4,9      | 4,4      | 4,8      |
| <b>Critères de second rang</b>         |                  |          |          |          |          |          |          |          |          |          |
| i) Recettes fiscales/PIB               | ≥ 20%            | 23,3     | 19,2     | 14,1     | 13,8     | 22,4     | 17,2     | 18,8     | 19,3     | 19,3     |
| ii) Masse Salariale/Recettes fiscales  | ≤ 35% RF         | 30,6     | 39,1     | 38,0     | 33,3     | 23,1     | 24,3     | 24,2     | 22,4     | 23,5     |
| iii) Investissements interres/Recettes | ≥ 20% RF         | 6,1      | 7,1      | 5,6      | 3,2      | 9,1      | 6,3      | 2,9      | 4,9      | 5,4      |
| iv) Taux d'intérêt réel                | > 0              | 8,8      | 0,9      | -4,0     | -5,1     | 6,8      | 3,2      | 3,6      | -1,0     | 0,0      |
| v) Stabilité du Taux de change réel    | ± 5%             | -6,9     | -18,3    | -24,6    | -42,5    | -17,1    | 4,5      | -1,1     | -1,1     | 0,3      |
| <b>Nombre de critères respectés</b>    |                  | <b>7</b> | <b>2</b> | <b>0</b> | <b>1</b> | <b>4</b> | <b>5</b> | <b>6</b> | <b>4</b> | <b>6</b> |

Sources : AMAO, Banque centrale de la Gambie

\*Projections à fin 2008

L'inflation, qui avait été jugulée en 2005 et 2006, a commencé à s'accélérer au cours de l'année considérée, passant de 1,4 % en décembre 2006 à 6 % à fin 2007, manquant ainsi d'atteindre l'objectif de 1 point de pourcentage. Tel qu'indiqué plus haut, l'envolée des cours des produits pétroliers, ainsi que les rigidités liées à l'offre ont contribué à ce phénomène ; l'on note également que les autorités ont étendu la couverture de l'IPC à tous les centres urbains et suburbains.

La banque centrale n'a pas financé le déficit budgétaire en 2007, ce qui reflète une bonne performance budgétaire. L'amélioration de la mobilisation des recettes et la limitation des dépenses sont dues à l'engagement des autorités à éviter les dépassements de dépenses, dans le cadre d'un système de budget de trésorerie strict, ce qui a contribué à maintenir cet objectif du non-financement du déficit budgétaire par la banque centrale.

Les réserves extérieures brutes ont continué de croître, passant de 4,9 mois de couverture des importations à 5,5 mois à fin 2007. Ainsi, le pays a manqué de peu d'atteindre le critère minimum requis de 6 mois. La performance de la Gambie pour ce critère a été favorisée par l'accroissement des flux de devises au titre des exportations traditionnelles et des transactions du compte de capital.

### 3.2.1.2.2 Performance au titre des critères secondaires

En ce qui concerne le critère des arriérés intérieurs, les Etats membres sont tenus d'éviter d'accumuler de nouveau arriérés et de liquider tous les arriérés existants. L'importance de ce critère tient au fait qu'il renforce la crédibilité de l'indicateur du déficit primaire. Cependant, ce critère n'a pu être évalué, faute de données suffisantes. Les données relatives au volume des arriérés à fin 2007 n'étaient pas disponibles, bien que celles des données du budget montrent que le gouvernement a apuré 134,6 millions de ₪ et 82 millions de ₪ en 2006 et 2007, respectivement.

Après avoir atteint l'objectif du ratio recettes fiscales/PIB pour la première fois en 2006, la Gambie a maintenu sa performance au cours de l'année considérée. Ce résultat a marqué un progrès notable depuis 2004, indiquant l'efficacité du mécanisme de mobilisation introduit ces dernières années.

La performance de la Gambie au titre du ratio masse salariale/recettes fiscales est également très encourageante, dans la mesure où le pays a systématiquement atteint l'objectif maximum requis de 35 % ces dernières années.

L'amélioration des recettes fiscales a également réduit le ratio masse salariale/recettes fiscales, qui est demeuré favorablement inférieur au niveau maximum de 35 %. Il est nécessaire que la Gambie approfondisse sa stratégie de développement axée sur le secteur privé, afin de maintenir sa performance pour ce critère.

Cependant, le niveau des investissements est demeuré très faible, indépendamment de l'accroissement des recettes. Ce résultat, qui a été constamment inférieur à 8 % ces dernières années, s'est amélioré, passant de 2,9 % à 6 % en 2007.

Les taux d'intérêt réels sont demeurés positifs en 2007, maintenant ainsi la bonne performance enregistrée depuis 2004. Il est nécessaire que la Gambie contienne les poussées inflationnistes afin de maintenir sa bonne performance au titre de ce critère, compte tenu de la faiblesse du taux d'épargne moyen.

En utilisant une fourchette de fluctuation de  $\pm 5$  %, le taux de change réel est demeuré stable, s'appréciant de 1,1 % au cours de chacune des deux années consécutives, 2006 et 2007. La Gambie a systématiquement atteint cet objectif ces dernières années.

### 3.2.1.3 PERSPECTIVES POUR 2008

S'agissant de 2008, le gouvernement a élaboré un programme au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC), financé par le FMI en vue de maintenir des politiques macroéconomiques prudentes, consolider les acquis des dernières années en ce qui concerne la stabilité macroéconomique et d'encourager les réformes susceptibles d'engendrer une croissance plus robuste. A cet égard, il est prévu que l'économie enregistre un taux de croissance d'environ 6,5 %. D'autres objectifs sont indiqués ci-après :

- maintenir l'inflation à la fin de l'année en dessous de 5 % ;
- maintenir un excédent du solde budgétaire de base situé entre 1 et 2 % du PIB ;
- réduire le ratio dette intérieure/PIB ;

- maintenir un déficit du compte courant extérieur (transferts publics compris) à environ 12 % du PIB ; et
- maintenir un niveau de réserves internationales équivalant à environ quatre mois de couverture des importations.

Compte tenu des politiques macroéconomiques prudentes, des investissements massifs dans les secteurs du tourisme et de l'énergie, ainsi que des engagements de l'Etat à surmonter les contraintes dans les secteurs de l'agriculture, l'industrie et le bâtiment, le taux de croissance de 6,5 % prévu pour 2008 semble raisonnable. Le ralentissement de la croissance de la monnaie au sens large enregistrée en 2007 et l'amélioration attendue au titre des conditions de l'offre sur le marché des produits de base, suite au règlement de la crise frontalière récente avec le Sénégal voisin, indiquent que les poussées inflationnistes vont faiblir au cours de l'année à venir.

Par ailleurs, l'appréciation continue de la monnaie nationale aura une incidence négative sur la compétitivité du pays par rapport à ses partenaires commerciaux. Les autorités devraient en tenir compte. Par conséquent, il pourrait s'avérer nécessaire pour le gouvernement de stériliser les injections de devises dans l'économie afin de maîtriser la demande globale et toute appréciation supplémentaire du dalasi.

*Ceteris paribus*, les projections pour 2008 indiquent que la Gambie améliorera ses performances en matière de convergence macroéconomique. Le pays réalisera les critères sur l'inflation en plus des quatre objectifs atteints en 2007. L'objectif du déficit budgétaire serait difficilement atteint, en raison des augmentations prévues au titre des dépenses courantes et de capital. L'inflation reculera, passant de 6 % à 2,6 %, d'ici à fin 2008 en raison de la politique monétaire restrictive poursuivie. La performance en matière de financement du déficit budgétaire par la banque centrale et les réserves extérieures brutes devrait être bonne. L'on s'attend à une augmentation des recettes fiscales, ce qui permettra de maintenir la performance pour la masse salariale, bien que le niveau des investissements publics demeurera faible. Tout comme ces dernières années, l'on s'attend à ce que le pays atteigne également les objectifs concernant les taux d'intérêt réels et la stabilité du taux de change réel.

#### **3.2.1.4 Conclusion et recommandations**

Pour conclure, l'économie est demeurée robuste en dépit de certaines difficultés dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et du bâtiment. La stabilité macroéconomique a été maintenue ces dernières années, le taux d'inflation a été faible, les réserves internationales ont augmenté et les déficits budgétaires ont été limités. La politique monétaire s'est également améliorée de manière notable.

Cependant, l'économie est confrontée à certaines difficultés qui méritent d'être surmontées, dès que possible. Au nombre de celles-ci figurent : l'accroissement de la demande globale due aux injections massives de devises dans l'économie, l'appréciation continue de la monnaie nationale, l'aggravation du déficit du compte courant due à l'accroissement des contraintes liées au commerce de marchandises, la marge importante entre le taux de l'épargne et le taux prêteur, l'insuffisance de l'offre et une augmentation relative de la demande globale.

Néanmoins, les perspectives pour 2008 sont optimistes. Les politiques macroéconomiques du gouvernement pour 2008 visent à consolider les acquis des dernières années et à favoriser des réformes de nature à engendrer un taux de croissance plus fort et à faire reculer davantage la pauvreté. Les mesures proposées semblent appropriées et réalisables et les objectifs fixés sont en conformité avec les exigences de convergence de la CEDEAO.

Compte tenu de cette évolution, il est nécessaire que le gouvernement maintienne les politiques budgétaires et monétaires prudentes adoptées ces dernières années afin de maintenir le niveau de l'activité économique et la stabilité macroéconomique. En particulier, il est nécessaire que le gouvernement évite les dérapages budgétaires constatés ces dernières années. Il est également nécessaire que le gouvernement mette en place des structures pertinentes en vue d'accroître les recettes. Par ailleurs, il est souhaitable que la banque centrale maintienne sa politique monétaire restrictive. En outre, le secteur réel ne dispose pas de suffisamment d'infrastructures, notamment les barrages pour l'irrigation, les installations de stockage et d'autres moyens de nature à encourager l'accroissement de la production à des fins de consommation tant interne que pour les exportations. Il est également nécessaire que la Gambie poursuive ses initiatives d'harmonisation des politiques, en particulier, dans les domaines de la mise au point d'un système de paiement et de libéralisation des échanges.

Par conséquent, les autorités pourraient prendre en compte les recommandations ci-après :

1. améliorer davantage les recettes fiscales en introduisant la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), continuer de renforcer le système de recouvrement des recettes et élargir l'assiette fiscale afin de prendre en compte les professions identifiables dans le secteur informel ;
2. favoriser le développement du secteur privé en améliorant l'accès au capital et en promouvant le développement de l'infrastructure, notamment les routes, les services publics et les télécommunications ;
3. déployer des efforts importants en vue d'accroître le niveau des investissements publics financés par les sources internes ;
4. rationaliser le secteur public et consolider le niveau actuel de la masse salariale du secteur public ;
5. diversifier la base de production en vue de résoudre le problème de la trop grande dépendance du pays de quelques produits d'exportation de base (arachides et noix de cajou) ;
6. améliorer la capacité de génération de devises grâce à la promotion des exportations ;
7. conclure un accord pratique avec le Gouvernement du Sénégal afin de faciliter le commerce transfrontalier et d'accélérer la mise en œuvre de tous les aspects du SLEC et du TEC ; et



### 3.2.2 GHANA

En 2007, la politique macroéconomique du Ghana a visé essentiellement à assurer l'accélération de la croissance, grâce à la réduction de la pauvreté, tout en préservant la stabilité macroéconomique. La stratégie de croissance a porté, en particulier, sur les investissements du secteur public, les grands projets d'infrastructure, ainsi que la suppression des goulots d'étranglement de l'offre dans le secteur de l'énergie et pour le développement du secteur privé.

Sur cette toile de fond, en 2007, le cadre macroéconomique a visé essentiellement la réalisation des objectifs ci-après :

- assurer un taux de croissance du PIB réel d'au moins 6,5 % ;
- atteindre un taux d'inflation à la fin de la période d'un seul chiffre situé entre 7 et 9 % ;
- assurer un déficit budgétaire global de 5,7 % du PIB ;
- assurer une accumulation de réserves internationales couvrant au moins trois mois d'importations et un taux de change stable.

#### 3.2.2.1 ANALYSE SECTORIELLE

En 2007, l'économie ghanéenne a continué de subir des chocs imputables à la flambée des cours du pétrole brut sur le marché international et à la crise énergétique au plan interne. En dépit de ces chocs, l'économie a réagi positivement aux politiques macroéconomiques. Les indicateurs macroéconomiques provisoires montrent que l'économie est demeurée dynamique, enregistrant des poussées inflationnistes modestes. Le taux de change, qui était sous-tendu par l'accroissement des réserves en devises, est demeuré relativement stable, par rapport aux principales monnaies internationales. Les taux d'intérêt ont également affiché une tendance à la baisse, reflétant l'amélioration de la disponibilité de ressources prêtables.

##### 3.2.2.1.1 Secteur réel

Les données disponibles montrent que l'économie est demeurée solide en 2007, enregistrant un taux de croissance du PIB réel de 6,2 %<sup>10</sup>, bien que le résultat ait été légèrement inférieur au taux prévu de 6,5 %. La performance plus faible que prévu s'explique par une pluviométrie irrégulière et la crise de l'énergie qui a affecté les sous-secteurs de l'agriculture et de l'industrie.

Le secteur agricole a crû de 3,1 %, contre 4,5 % en 2006. La production de cacao a baissé, tandis que l'industrie de la pêche a affiché une baisse, suite à l'insuffisance des ressources piscicoles.

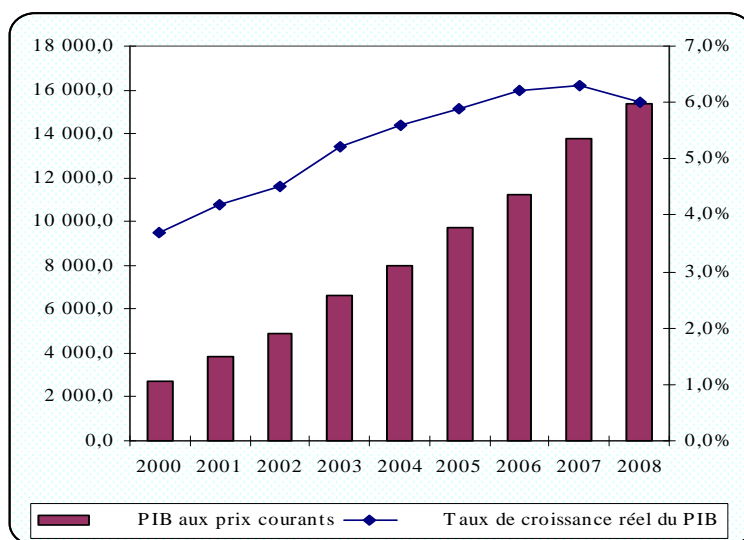
L'industrie a affiché un taux de croissance de 6,6 %, contre 9,5 % au cours de l'année précédente. L'industrie des mines et carrières a enregistré un taux de croissance robuste de 30 %, en raison essentiellement des augmentations enregistrées pour l'or et la bauxite. L'industrie du bâtiment a également apporté une contribution modeste, dans la mesure où le gouvernement a beaucoup investi dans l'infrastructure (routes, écoles, stades, etc.). Cependant, le sous-secteur de l'électricité et de l'eau a enregistré une croissance négative de 15 %, tandis que les activités de l'industrie manufacturière se sont ralenties, en raison de l'insuffisance de l'offre d'énergie.

Les activités économiques dans le secteur des services se sont accélérées de 10 %, contre 6,7 % en 2006. L'approfondissement des réformes dans le secteur financier s'est traduit par une

<sup>10</sup> La croissance du PIB réel en 2006 était de 6,4 %.

croissance robuste de ce sous-secteur. Le transport, les communications, le commerce, les services et l'accueil ont également contribué à la performance favorable dans ledit secteur.

**Graphique 3.37** : Evolution du PIB et du taux de croissance réel



Source : BOG, AMAO

En dépit de l'envolée des cours mondiaux du pétrole et des difficultés énergétiques dans le secteur réel, les poussées inflationnistes ont été contenues, pour l'essentiel. Le taux de d'inflation (à la fin de la période) a crû légèrement, passant de 10,9 % à 12,8 % en décembre 2007. Le taux d'inflation moyen des denrées alimentaires s'est élevé à 11 %, contre 11,8 % au cours de l'année précédente. Le taux d'inflation moyen des denrées non alimentaires a également reculé, passant de 14,2 % à 12,3 %. Compte tenu des injections de crédit dans l'économie au cours de l'année, cette évolution favorable s'explique par la gestion efficace de la trésorerie par la Banque du Ghana.

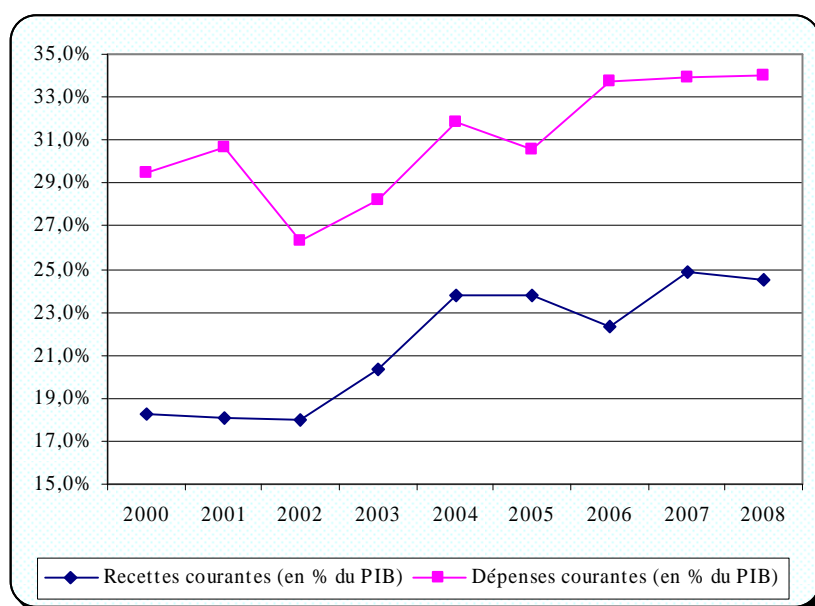
### 3.2.2.1.2 Finances publiques

Compte tenu des dérapages récents enregistrés par la politique budgétaire, le gouvernement a introduit un certain nombre de réformes en 2007 qui visaient à maintenir la stabilité macroéconomique. Au nombre de celles-ci, figurent la réduction des dépenses en capital non essentielles, la réduction des dépassements de crédits, la limitation de la dette intérieure et une combinaison d'autres mesures visant à renforcer le recouvrement et l'administration des recettes.<sup>11</sup>

En dépit des politiques susmentionnées, la performance budgétaire a continué de se détériorer en 2007. L'évolution provisoire montre que le déficit budgétaire global (sur base d'engagements, dons compris) a crû davantage, passant de 7,1 % du PIB en 2006 à 8,5 %. Le solde primaire interne (intérêts créditeurs non compris) s'est également amélioré, passant d'un déficit de 4,9 % du PIB à 6,1 %.

**Graphique 3.38** : Evolution des recettes et dépenses courantes

<sup>11</sup> Le gouvernement a mis sur pied une équipe d'audit nationale et une Unité des grands contribuables, introduit un système budgétaire de trésorerie, révisé le taux de la TVA qui est passé de 10 % à 12,5 % et introduit un droit à l'importation de 5 % pour les articles dont le taux était naguère nul et une retenue d'impôt à la source de 10 % sur le loyer.



Source : BOG, AMAO

Les opérations budgétaires se sont soldées par un besoin de financement estimé à 132,2 millions de ₵ GH, dont 63 % ont été financés par des sources internes, en particulier la création de la monnaie et d'emprunts auprès du secteur privé. Environ 14 % ont été financés par des sources extérieures sous forme de prêts projet et programme, tandis que le reste était financé par des ressources PPTTE et par des prêts non concessionnels.

En outre, l'évolution montre que la mobilisation des recettes a continué de s'améliorer au cours de l'année considérée. Les recettes internes totales ont crû de 43 %, par rapport aux résultats de 2006, atteignant 3 651 millions de ₵ GH, représentant 26 % du PIB. Les recettes fiscales ont représenté 23,6 % du PIB, contre 20,2 % au cours de l'année précédente. Les recettes non fiscales ont également représenté 2,4 % du PIB, contre 0,8 % en 2006.

Les décaissements totaux de dons des partenaires au développement se sont élevés à 857,2 millions de ₵ GH, soit 6,1 % du PIB. Ce résultat reflète une augmentation de 35 %, par rapport au niveau de 2006.

Par ailleurs, les dépenses totales augmenté, passant de 34,9 % du PIB à 40,6 % en 2007. Les déficits budgétaires enregistrés en 2007 s'expliquaient par un certain nombre de facteurs, notamment les dépenses importantes effectuées en vue de juguler la crise énergétique rampante qui a commencé en 2006 (y compris les subventions accordées à la Raffinerie de pétrole de Tema pour non recouvrement des coûts) et l'amélioration de la production et du transport de l'électricité. En outre, le gouvernement a effectué beaucoup de dépenses à l'occasion de la célébration du cinquantième anniversaire du pays, du Sommet de l'UA, de la Coupe d'Afrique des nations 2008, de la Conférence de l'AGO, des réformes de l'éducation et du programme de décentralisation qui s'est traduit par la création d'un plus grand nombre d'assemblées de district pendant l'année.

Les dépenses courantes ont représenté 64,6 % des dépenses totales, augmentant de 43,9 %, passant à 3 684,3 millions de ₵ GH (l'équivalent de 26,4 % du PIB) en 2007. La composante

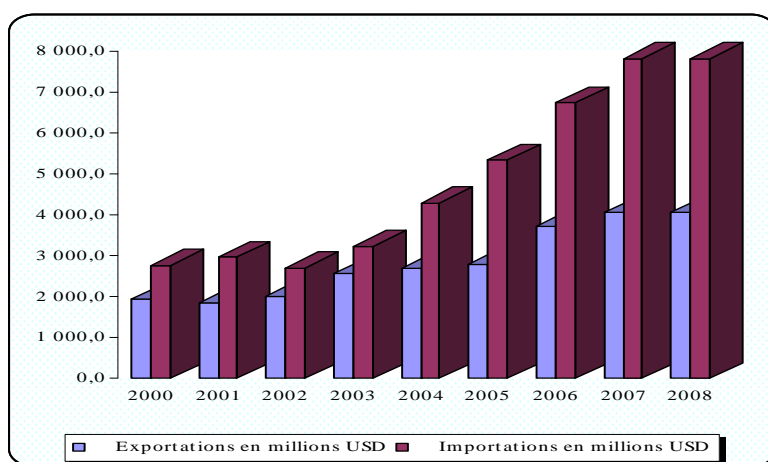
discrétionnaire des dépenses courantes a continué de miner les efforts que le gouvernement déploie en vue de maîtriser les dépenses. Les salaires et émoluments ont crû de 24,8 %, s'établissant à 1 418,8 millions de ₵ GH, représentant 38,5 % des dépenses courantes, tandis que les biens et services (y compris les dépenses d'éducation et de santé) ont représenté 15,5 % des dépenses totales. Par ailleurs, les paiements au titre des transferts (comprenant les pensions, les gratifications, la sécurité sociale, le fonds de santé national, les subventions accordées aux sociétés de services publics, etc.) ont représenté 29 % des dépenses courantes. Les paiements d'intérêts sur les dettes internes et extérieures ont également continué de baisser, passant de 3,4 % du PIB à 3,1 % en 2007.

Les dépenses totales en capital, qui représentaient 11,7 % du PIB, se sont élevées à 1 630,2 millions de ₵ GH, dont 54,5 % ont été financées par des sources internes. L'évolution des dépenses en capital indique une augmentation de 42,3 %, par rapport au niveau de l'année précédente. Environ 42,8 % des dépenses en capital de l'Etat ont été financés par les ressources au titre des initiatives PPTE et IADM.

### 3.2.2.1.3 Secteur extérieur

Les données montrent que le secteur extérieur a connu des difficultés en 2007, car le solde excédentaire global a baissé, passant de 415,1 millions de \$ EU en 2006 à 413,1 millions de \$ EU, soit 5,1 % du PIB.

**Graphique 3.39** : Evolution des exportations et importations



Source : BOG, AMAO

Le déficit du compte courant s'est creusé, passant de 21,5 % du PIB à 28,7 % en 2007, essentiellement en raison de l'évolution défavorable du commerce de marchandises. Les exportations ont enregistré une augmentation modeste de 12,6 %, car tant le niveau que la valeur des exportations traditionnelles et non traditionnelles du pays s'est amélioré. Les importations ont grimpé de 19,5 %, sous l'effet des importations d'équipements pour l'industrie du bâtiment, la crise énergétique, la hausse des cours du pétrole brut et d'autres biens pour la commémoration du cinquantième anniversaire du Ghana.

Les transferts courants, qui comprennent les flux privés, ont progressé au cours de l'année de 16,2 %, atteignant 2 075,4 millions de \$ EU, contre une croissance de 5,7 % enregistrée en 2006. Ces flux ont contribué à atténuer le déficit du compte courant. Les services nets pour le fret et les revenus de placement ont enregistré également une légère progression.

Le compte de capital et financier est demeuré favorable, en dépit d'une baisse relative des flux de capitaux officiels. Les investissements directs et les autres investissements ont plus que doublé, passant à 2 346,9 millions de \$ EU. Les transactions financières de la balance des paiements se sont traduites par une augmentation de l'encours des réserves extérieures, qui est passé de 2 266,7 millions de \$ EU à 2 836,7 millions de \$ EU, soit l'équivalent de 4,5 mois de couverture des importations.

L'évolution du taux de change, en 2007, montre que le cedi a maintenu sa stabilité relative par rapport au dollar US. Par contre, il s'est déprécié de 5,6 % par rapport à la livre sterling et de 8 % par rapport à l'euro.<sup>12</sup> La dépréciation relativement importante de la monnaie nationale par rapport à la livre et à l'euro pourrait s'expliquer par l'appréciation de ces monnaies par rapport au dollar EU sur le marché international des devises.

L'encours de la dette extérieure du Ghana s'élevait à 3 586,7 millions de \$ EU à la fin 2007, contre 2 177,2 millions de \$ EU au cours de l'année précédente. La dette due aux organismes multilatéraux (FMI, Banque mondiale et autres) représente environ 47,7 % de l'encours de la dette. Le reste comprend les emprunts auprès des partenaires au développement bilatéraux, du marché international de capitaux et les autres prêts concessionnels. Environ 94,6 % de la dette concernent des prêts à long terme. L'analyse montre que la position de la dette extérieure du Ghana est soutenable à l'heure actuelle.<sup>13</sup>

**Tableau 3.12 : Evolution des indicateurs de la dette extérieure**

|   | 2003    | 2004    | 2005    | 2006    | 2007    |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|
| Position de la dette extérieure (\$ EU)           | 8 034,6 | 6 367,9 | 6 749,8 | 2 177,2 | 3 586,7 |
| Dette extérieure/PIB (%)                          | 72,2    | 63,5    | 22,3    | 24,6    | 26,7    |
| Paiements du service de la dette/exportations (%) | 4,4     | 5,5     | 7,5     | 4,5     | 4,6     |
| Paiements du service de la dette/PIB (%)          | 1,7     | 2,2     | 2,0     | 1,3     | 1,3     |

Source : BOG

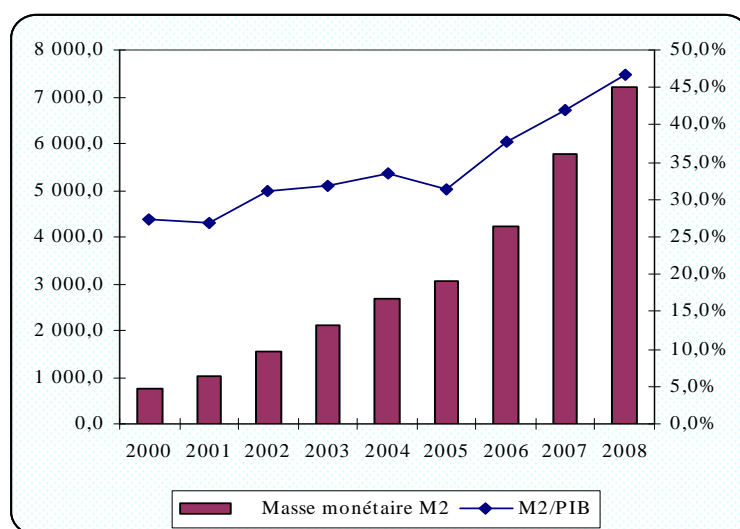
<sup>12</sup> En 2006, le cedi s'est déprécié de 13,4 %, 1,1 % et 10,9 % par rapport à la livre sterling, au dollar EU et à l'euro, respectivement.

<sup>13</sup> Selon le FMI, un pays est surendetté, lorsque le ratio du service prévu de la dette/exportations de biens et services est supérieur à 25 %.

### 3.2.2.1.4 Secteur monétaire

Une évolution majeure dans le secteur financier concerne le changement des coupures de la monnaie nationale au taux de dix mille cedis pour un cedi ghanéen (10 000  $\phi$  = 1  $\phi$  GH), le 1<sup>er</sup> juillet 2007. Selon la Banque du Ghana, cette décision visait à éliminer les inconvénients liés à l'ancien régime de cedi faisait peser sur l'économie et à améliorer les gains d'efficacité des transactions commerciales.<sup>14</sup> La Banque du Ghana aurait poursuivi sa politique de réduction de l'inflation en vue d'atteindre un taux d'inflation à un chiffre et de maintenir la stabilité du taux de change.

**Graphique 3.40** : Evolution de la masse monétaire



Source : BOG, AMAO

Toutefois, les données montrent que la politique monétaire était plutôt expansionniste, dans la mesure où la base monétaire a augmenté au rythme de plus de 30 % en 2006 et en 2007. La monnaie au sens large ( $M_{2+}$ ) a crû considérablement de 36,3 %, bien qu'elle ait été inférieure de 2,5 points de pourcentage du taux de croissance enregistré en 2006.

L'accroissement de la monnaie au sens large en 2007 s'explique par l'augmentation considérable (de 33,5 % en 2007, contre 27,9 % en 2006) des avoirs intérieurs nets, en particulier par le truchement des activités de création de monnaie du système bancaire. Les avoirs extérieurs nets ont également crû de 10,1 %, contre 19,5 % l'année précédente. La croissance de la monnaie au sens large a reflété les augmentations considérables des dépôts à vue et de la quasi-monnaie (épargne, dépôts à terme et certificats de dépôt), tandis que la croissance des dépôts en devises a enregistré une progression relativement plus modeste de 10 %.

<sup>14</sup> Les difficultés liées à l'utilisation de l'ancienne monnaie concernaient les coûts de transaction élevés aux points de caisse, l'inconvénient et les risques élevés liés au transport de grandes quantités d'argent et l'accroissement des difficultés liées à la tenue de la comptabilité, au maintien des registres statistiques et au traitement électronique des données.

Tableau 3.13 : CROISSANCE DES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES

|  | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--|------|------|------|------|------|------|
| Base monétaire                           | 42,6 | 33,4 | 18,5 | 1,2  | 32,3 | 30,6 |
| Monnaie au sens large (M <sub>2</sub> )  | 48,8 | 35,8 | 27,7 | 14,3 | 38,8 | 36,3 |
| Monnaie au sens étroit (M <sub>1</sub> ) | 60,5 | 34,8 | 31,7 | 6,3  | 35,1 | 40,7 |
| Circulation fiduciaire                   | 51,2 | 35,7 | 15,2 | 9,9  | 27,0 | 29,3 |
| Dépôts à vue                             | 74,5 | 42,0 | 44,6 | 2,8  | 43,7 | 51,5 |
| Quasi-monnaie                            | 30,7 | 45,3 | 22,5 | 30,6 | 47,5 | 48,1 |
| Dépôts en devises                        | 49,7 | 28,8 | 24,1 | 16,1 | 36,8 | 10,0 |

Source : Banque du Ghana

Le crédit net accordé par le système bancaire à l'Etat a baissé de 21 % pour s'établir à 1 162,7 millions de ₵ GH. Les crédits en souffrance détenus par le secteur privé ont crû de 59,4 % (contre 42,6 % en 2006), atteignant 3 312,6 millions de ₵ GH, ce qui reflète la solidité des activités de prêt des banques de dépôt. Les crédits accordés aux institutions du secteur public ont également grimpé de 88,1 %, atteignant 858,8 millions de ₵ GH. Environ 44 millions de ₵ GH ont également été utilisés pour financer les achats de cacao au cours de l'année considérée.

En dépit de l'envolée des cours mondiaux du pétrole et des difficultés énergétiques dans le secteur réel, les poussées inflationnistes ont été contenues, pour l'essentiel. Le taux de d'inflation (à la fin de la période) a crû légèrement, passant de 10,9 pour cent à 12,8 pour cent en décembre 2007. Le taux d'inflation moyen des denrées alimentaires s'est élevé à 11 pour cent, contre 11,8 pour cent au cours de l'année précédente. Le taux d'inflation moyen des denrées non alimentaires a également reculé, passant de 14,2 pour cent à 12,3 pour cent. Compte tenu des injections de crédit dans l'économie au cours de l'année, cette évolution favorable s'explique par la gestion efficace de la trésorerie par la Banque du Ghana.

Le taux directeur de la Banque du Ghana a augmenté de 100 points de base, s'établissant à 13,5 pour cent, ce qui reflète la volonté des autorités politiques à s'attaquer au problème de liquidité dans un contexte de poussées inflationnistes modestes, en particulier au cours du dernier trimestre de l'année. A cet égard, le taux d'escompte sur les bons du Trésor à 91 jours a augmenté, passant de 9,4 pour cent à 10,3 pour cent, bien que le taux fixe pour les obligations du Trésor à moyen terme ait continué de baisser, reflétant l'accroissement de la demande pour les emprunts à court terme de l'Etat. Cependant, les taux d'intérêt sur le marché monétaire ont continué d'enregistrer une tendance à la baisse. Le taux d'épargne moyen a baissé de 100 points de base, s'établissant à 4,6 pour cent, tandis que le taux prêteur moyen a également chuté de 50 points de base, accentuant ainsi la marge entre le taux de l'épargne et le taux prêteur. Il convient de souligner que la prévalence de taux d'intérêt réels négatifs (la différence entre le taux de l'épargne et le taux d'inflation) et l'accroissement de la marge de taux d'intérêt aurait une incidence négative sur l'intermédiation financière.

### 3.2.2.2 PERFORMANCE AU TITRE DE LA CONVERGENCE MACROÉCONOMIQUE

La performance au titre de la convergence macroéconomique s'est plutôt détériorée en 2007, dans la mesure où le pays n'a atteint aucun des critères de convergence primaires. Cependant, le Ghana est parvenu à réaliser deux critères secondaires (recettes fiscales/PIB et investissements publics/RF).

Tableau 3.14 : SITUATION DE LA CONVERGENCE DU GHANA

|  | Norme            | 2000     | 2001     | 2002     | 2003     | 2004     | 2005     | 2006     | 2007     | 2008*    |
|--|------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| <b>Critères de premier rang:</b>       |                  |          |          |          |          |          |          |          |          |          |
| i) Déficit Budgétaire/PIB              | ≤ 4%             | 10,1     | 13,1     | 7,9      | 7,7      | 9,5      | 6,9      | 12,6     | 14,7     | 8,9      |
| ii) Taux d'inflation                   | ≤ 5%             | 40,5     | 21,3     | 15,2     | 23,6     | 11,8     | 13,9     | 10,9     | 12,8     | 19,8     |
| iii) Financement BC                    | ≤ 10% RF n-1     | 57,9     | 0,0      | 12,1     | 0,0      | 1,6      | 0,0      | 0,0      | 15,6     | 5,0      |
| iv) Reserves brutes de change          | ≥ 6 mois Imports | 0,8      | 1,2      | 2,3      | 4,1      | 3,7      | 4,0      | 3,7      | 4,5      | 5,6      |
| <b>Critères de second rang</b>         |                  |          |          |          |          |          |          |          |          |          |
| i) Recettes fiscales/PIB               | ≥ 20%            | 16,3     | 17,2     | 17,5     | 19,3     | 22,4     | 20,8     | 20,2     | 23,7     | 22,9     |
| ii) Masse Salariale/Recettes fiscales  | ≤ 35% RF         | 52,1     | 52,9     | 49,1     | 44,4     | 38,9     | 44,4     | 53,1     | 46,8     | 50,1     |
| iii) Investissements interres/Recettes | ≥ 20% RF         | 23,5     | 16,4     | 13,6     | 18,8     | 18,4     | 18,8     | 26,5     | 27,3     | 34,6     |
| iv) Taux d'intérêt réel                | > 0              | -1,5     | -6,8     | -2,2     | -13,9    | -2,3     | -7,5     | -6,2     | -8,3     | -15,3    |
| v) Stabilité du Taux de change réel    | ± 5%             | -60,1    | -40,5    | -17,5    | -23,1    | -11,4    | 10,2     | 5,8      | -8,4     | -1,4     |
| <b>Nombre de critères respectés</b>    |                  | <b>2</b> | <b>1</b> | <b>0</b> | <b>1</b> | <b>2</b> | <b>2</b> | <b>3</b> | <b>2</b> | <b>4</b> |

Source : AMAO

\* Projections à fin 2008

### 3.2.2.1 Critères primaires

La performance au titre des critères primaires a généralement empiré au cours de l'année considérée. En dépit des réussites récentes en matière de mobilisation de recettes, la performance concernant le critère du déficit budgétaire (sur base d'engagements, dons exclus) s'est dégradé, passant de 12,6 % du PIB en 2006 à 14,7 % largement en décalage avec l'objectif fixé.

Tout comme au cours de l'année précédente, la baisse de la performance s'explique par le développement considérable de l'infrastructure et les dépenses budgétaires excédentaires enregistrées en 2007.

Contrairement à l'objectif affiché d'un taux d'inflation à un chiffre, les poussées inflationnistes ont crû au cours de l'année considérée. Une conjugaison de facteurs explique ce phénomène, notamment la politique monétaire expansionniste, la baisse relative de la production alimentaire et l'envolée des cours du pétrole brut, qui ont eu un impact négatif sur les prix de tous les biens de consommation.

En raison des difficultés budgétaires rencontrées pendant l'année, le gouvernement a eu recours au financement de la banque centrale, dépassant ainsi le plafond de 10 % des recettes fiscales de l'année précédente. Hormis cette exception, le gouvernement a évité ces dernières années le financement du déficit par la banque centrale.

Bien que le Ghana n'ait pu atteindre l'objectif requis, la performance au titre des réserves extérieures brutes a été très encourageante, dans la mesure où le niveau a crû, passant de 3,7 mois de couverture des importations à 4,5 mois. En dépit de l'augmentation des importations, les flux massifs de devises tant pour les sources privées que publiques expliquent cette tendance à la hausse.

### 3.2.2.2 Critères secondaires

L'amélioration au titre des critères secondaires a cependant été encourageante. Pour la première fois, le Ghana a atteint le critère des arriérés intérieurs en 2007, suite aux informations données par les autorités budgétaires selon lesquelles il a apuré ses arriérés intérieurs à fin 2007. Cette évolution est très encourageante.



Le volume des recettes fiscales par rapport au PIB était légèrement au-dessus de l'objectif minimum de 23,7 %, ce qui témoigne de la réussite des mesures récentes d'amélioration des recettes prises par le gouvernement. Les données montrent que le Ghana a pu maintenir cette performance depuis 2004.

Après avoir atteint l'objectif requis en 2006, le pays a enregistré d'autres progrès en ce qui concerne la politique d'investissement public en dépassant le niveau requis de 27,3 %. A la faveur de l'accroissement des recettes internes, l'engagement du Gouvernement du Ghana à poursuivre sa stratégie de développement explique ce résultat.

L'amélioration récente de la mobilisation des recettes a permis d'alléger quelque peu le fardeau de la masse salariale qui est passée de 53,1 % des recettes fiscales à 46,8 %, bien qu'elle demeure encore assez élevée par rapport au plafond requis de 35 %. Le poids important de la masse salariale appelle des réformes plus approfondies afin de rationaliser la taille du secteur public et d'accroître la productivité.

Tout comme ces dernières années, les taux d'intérêt réels sont demeurés négatifs. La baisse des taux d'intérêt indique une disponibilité croissante de fonds prêtables, ce qui pourrait avoir une incidence positive sur l'investissement à court terme. Cependant, la persistance de ce phénomène pourrait avoir une incidence négative sur l'intermédiation financière à long terme.

En dépit du taux de change nominal relativement stable de la monnaie nationale, le pays n'a pas atteint l'objectif requis pour la stabilité du taux de change réel.

### **3.2.2.3 Perspectives pour 2008**

Les perspectives pour 2008 sont favorables. L'on s'attend à ce que la production progresse au rythme de 7 %. Le gouvernement envisage d'atteindre ce résultat en intensifiant la création de richesses et ses stratégies de réduction de la pauvreté de manière durable et en augmentant les investissements dans les secteurs de l'énergie, des routes, des chemins de fer, des technologies de l'information et de la communication. La politique budgétaire, qui est censée maintenir la soutenabilité financière de la dette à long terme porte essentiellement sur l'augmentation de la mobilisation de recettes et le renforcement continu de la gestion des dépenses publiques, notamment les salaires du secteur public et la privatisation des entreprises étatiques.<sup>15</sup>

Les principaux défis auxquels l'économie doit faire face concernent le renchérissement des produits pétroliers sur le marché international et la crise lancinante de l'énergie qui pourrait saper les efforts du gouvernement visant à maintenir la stabilité macroéconomique. Selon les données disponibles, le niveau général des prix a augmenté de 4,6 % au cours du premier trimestre de l'année, ce qui reflète un taux d'inflation annuel de 19,8 %. L'accroissement des poussées inflationnistes pourrait s'expliquer par les effets tardifs de l'excédent de liquidité créé en 2007, l'envolée des cours du pétrole brut et la crise énergétique. Cependant, la performance du taux de change au cours de la même période montre que la monnaie nationale demeurerait souple, enregistrant des dépréciations estimées à 5,5 et 1 %, par rapport à la livre sterling et au dollar EU, respectivement. Le taux de change devrait demeurer stable également, compte tenu de l'accroissement des flux de devises attendus du secteur privé et de la communauté des donateurs,

<sup>15</sup> Le gouvernement a pris des mesures visant à élargir l'assiette fiscale, informatiser les opérations des organismes de recouvrement de recettes.

et de la réduction de la demande due à l'allègement de la dette. La croissance modérée des poussées inflationnistes et l'augmentation de la demande de fonds prêtables et l'accroissement des emprunts publics auprès du secteur privé pourraient renverser la tendance récente à la baisse dans la structure générale des taux d'intérêt, en particulier pour les actifs financiers à court terme.

Les projections montrent que l'amélioration de la performance au titre de la convergence macroéconomique sera limitée. *Ceteris paribus*, le pays pourra atteindre le critère de financement du déficit budgétaire et maintenir les quatre objectifs secondaires réalisés en 2007. Bien que l'on s'attende à un léger relâchement de la politique budgétaire en 2008, le ratio déficit budgétaire/PIB sera élevé, compte tenu de l'agitation sociale continue, de la demande accrue d'investissements dans les secteurs de l'énergie et de l'industrie et de la flambée des cours du pétrole. L'inflation demeurera un défi majeur. Cependant, le niveau des réserves extérieures, en termes de mois de couverture des importations, continuera de s'améliorer, bien que le pays manquera d'atteindre de peu l'objectif requis de 6 mois.<sup>16</sup> En ce qui concerne les critères secondaires, l'on s'attend à ce que le pays atteigne les objectifs fixes en ce qui concerne les recettes fiscales, l'investissement public et la stabilité du taux de change réel. Cependant, les autorités continueront d'être confrontées aux problèmes du poids de la masse salariale et à la persistance des taux d'intérêt réels négatifs.

### 3.2.2.4 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

En 2007, le Ghana a été confronté à d'importants défis liés aux cours élevés du pétrole à la crise énergétique et aux conditions climatiques défavorables. Néanmoins, l'économie du Ghana est demeurée dynamique. Bien que l'inflation ait été au-dessus de l'objectif prévu d'un taux à un chiffre pour l'année, la tendance à la hausse prévue a été jugulée efficacement par la Banque du Ghana, à la faveur d'un taux de change relativement stable.

Les efforts visant à relever les différents défis ont eu un impact négatif sur la politique budgétaire, en raison des nombreux imprévus au titre des dépenses extrabudgétaires et imprévues. En outre, le fardeau élevé de la masse salariale, les paiements d'intérêts et les subventions de l'Etat, ainsi que les transferts ont continué de saper les efforts du gouvernement visant à contrôler les dépenses, ce qui témoigne de préoccupations concernant un secteur public aux effectifs pléthoriques et l'octroi de subventions excessives aux institutions du secteur public en vue de juguler la crise énergétique. Ces préoccupations soulignent la nécessité pour le gouvernement d'encourager la participation du secteur privé dans le secteur de l'énergie afin d'aider à limiter les dépenses publiques.

La politique monétaire n'a pas été en mesure de contenir l'inflation, compte tenu de la liquidité créée pendant l'année par le système bancaire. Les difficultés ont concerné la persistance des taux d'intérêt réels négatifs et la marge importante entre le taux d'intérêt de l'épargne et le taux prêteur.

Le secteur extérieur a connu quelques difficultés dues essentiellement à l'accroissement de la demande des importations de produits pétroliers et non pétroliers, afin de juguler la crise

---

<sup>16</sup> Les projections montrent que les contraintes liées à la balance des paiements se desserreront considérablement en 2008, en raison de l'amélioration de la situation du déficit commercial et de l'accroissement des flux de devises issus des sources publiques et privées.

énergétique. En dépit de ces difficultés, les réserves extérieures du pays ont augmenté, essentiellement sous l'effet de l'accroissement des flux extérieurs tant publics que privés.

En ce qui concerne le programme de convergence, la performance n'était guère très encourageante, dans la mesure où le pays n'a pu atteindre aucun objectif primaire.

En outre, les politiques macroéconomiques présentées dans la déclaration de budget 2008 semblent réalistes pour surmonter les difficultés rencontrées en 2007, en particulier, en ce qui concerne la stabilité des prix, les excédents budgétaires, les crises énergétiques, les chocs liés au cours du pétrole brut, les taux d'intérêt réels négatifs et l'écart négatif au titre de la balance commerciale. Par ailleurs, les efforts visant à surmonter les problèmes susmentionnés, la politique du gouvernement pour 2008 vise à accroître la production en renforçant les capacités de l'économie et la productivité, et en créant une base d'infrastructure suffisante en vue de faciliter l'investissement du secteur privé. A cet égard, les recommandations suivantes peuvent s'avérer utiles pour compléter les politiques du gouvernement :

1. appuyer la participation du secteur privé dans le secteur de l'énergie ;
2. mettre en œuvre des projets d'irrigation liés à la disponibilité de nombreux cours d'eau à travers le pays afin de réduire la trop grande dépendance du pays de la pluviométrie pour la production agricole ;
3. éliminer les subventions et assurer une tarification appropriée des biens et services fournis par les institutions publiques ;
4. renforcer la gestion de la trésorerie, réduire l'accroissement de la masse monétaire et éviter le financement du déficit budgétaire par la création de monnaie ;
5. accélérer le programme de développement du secteur privé en vue d'appuyer la croissance et l'emploi, tout en accélérant les réformes du secteur public.

### **3.2.3 LA GUINEE**

L'année 2007 a été marquée en Guinée par la révolte populaire qui a paralysé les activités économiques au cours du 1<sup>er</sup> trimestre. Le Gouvernement issu des accords tripartites a élaboré un programme d'urgence dont l'objectif est la relance des activités économiques et l'amélioration des conditions de vie de la population. Le programme d'urgence visait notamment l'assainissement de la gestion économique et financière et le rétablissement des équilibres macroéconomiques fondamentaux. Sa mise en œuvre devrait également aboutir à l'amélioration des infrastructures et la fourniture des services sociaux de base particulièrement l'eau et l'électricité.

En raison des sérieuses perturbations de l'activité économique au cours du 1<sup>er</sup> trimestre, les autorités avaient misé sur un taux de croissance économique de 1,5% et un taux d'inflation en glissement annuel de 15%.

En dépit des objectifs ambitieux, les résultats économiques de la Guinée en 2007 sont mitigés. Ainsi, la croissance économique s'est située légèrement au dessus des prévisions. Les pressions inflationnistes ont été contenues et la situation budgétaire a connu une importante amélioration. Toutefois, la fourniture d'électricité a été très faible. En outre, les réserves de changes du pays continuent de fondre sous l'effet du poids de la dette et de la détérioration du solde courant.

#### **3.2.3.1 Analyse sectorielle**

##### **3.2.3.1.1 Secteur réel**

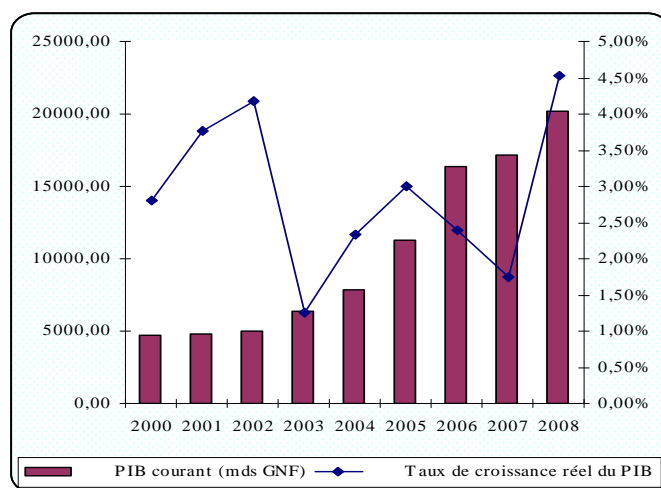
En 2007, l'économie guinéenne a enregistré un taux de croissance en termes réels de 1,8% contre 2,4 en 2006. La timidité de la croissance en 2007 est principalement liée à l'impact des grèves syndicales qui ont paralysé le pays au cours du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année qui s'est traduite par un arrêt total des activités dans certains secteurs. Cette situation a notamment affecté les secteurs secondaire et tertiaire. Comparativement aux autres secteurs, le secteur primaire a réalisé la meilleure performance en 2007 mais a été affecté par les conditions climatiques qui n'ont pas été partout favorables.

Au cours de l'année 2007, le secteur primaire a dégagé un taux de croissance estimé à 2,8% contre 3,9% l'année précédente. En dehors de l'Élevage, tous les sous-secteurs ont été touchés par le ralentissement de la croissance de la valeur ajoutée. En ce qui concerne l'agriculture, la campagne 2007 a été affectée par des déficits de pluies par endroits tandis que dans certaines régions du pays ce sont les inondations qui ont empêché des bonnes récoltes.

La croissance du secteur secondaire a chuté de 2,3% en 2006 à 1,7% en 2007. Ce ralentissement de la croissance est imputable en grande partie au sous-secteur des mines qui a enregistré une baisse des activités notamment au niveau de ACG/Friguia suite à des pannes techniques et à un accident de train. Le secteur a également souffert des troubles sociaux qui se sont traduits par des arrêts d'activités.

Pour sa part, le secteur tertiaire a enregistré en 2007 un accroissement de la valeur ajoutée en termes réels de 0,6% après une croissance de 1,2% en 2006. A part le sous-secteur transport, le ralentissement des activités concerne tous les autres sous-secteurs. L'impact de la grève a été durement ressenti au niveau du commerce et des autres activités du secteur.

**Graphique 3.41** : Evolution Du PIB courant et du taux de croissance réel



Source : BCRG, AMAO

La structure de l'économie guinéenne n'a pas fondamentalement évolué en 2007. Avec le développement du commerce, le PIB guinéen reste dominé par les activités du secteur tertiaire. Ce dernier a représenté, près de 47% de la valeur ajoutée. Ce secteur est suivi par le secteur secondaire qui, sous l'effet des mines, a pesé pour 32,1% de la valeur ajoutée globale. Par contre, le secteur primaire qui absorbe l'essentiel de la population active ne représente que 21,1% du PIB de 2007.

Par rapport à la demande, la Consommation Finale à prix constants a connue une baisse de 8,9% en 2007 alors que la formation brute de capital fixe a progressé de 44,1%. La baisse de la consommation concerne exclusivement celle du secteur privé qui s'est contractée de 11,5% à prix constants. La consommation publique a pour sa part augmenté de 4,4%. La forte hausse de l'investissement privé profite essentiellement au secteur privé notamment les mines et les télécommunications qui ont enregistré des entrées massives d'IDE. Dans l'ensemble, la composition de la demande n'a pas évoluée en 2007. La part de la consommation finale se stabilise à 77% tandis que l'investissement représente environ 30% tout comme en 2006.

S'agissant des prix, les pressions inflationnistes enregistrées au cours des dernières années sont sur la voie d'être contenues. Ainsi, en glissement annuel l'inflation a été de 12,8% en 2007 contre 39,1% en 2006. En moyenne annuelle, le taux d'inflation est passé de 34,7% en 2006 à 22,9% en 2007. La baisse de l'inflation résulte essentiellement de la mise en œuvre d'une politique monétaire restrictive combinée à une politique budgétaire rigoureuse.

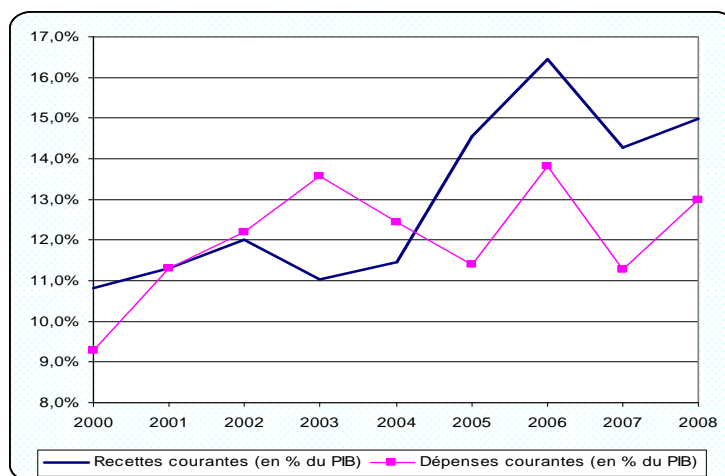
### 3.2.3.1.2 Finances publiques

L'exécution du budget exercice 2007 de la Guinée se traduit par un déficit base engagement hors dons de GNF 164,05 milliards, soit 0,9% du PIB. Ce ratio est quasi stable depuis deux ans. Même en léger recul, les opérations financières de l'Etat continuent de dégager un substantiel excédent primaire. En effet, le solde primaire est ressorti excédentaire de GNF 652,86 milliards en 2007 après un surplus de GNF 622,81 milliards en 2006. Rapporté au PIB, le solde primaire diminue de 4,2% en 2006 à 3,8% en 2007. La bonne tenue des soldes budgétaires caractéristiques repose sur les performances notables en matière de maîtrise des dépenses publiques dans un contexte de quasi-stagnation des recettes intérieures.

Les recettes intérieures mobilisées au titre de l'exercice 2007 se chiffrent à GNF 2477,28 milliards soit un accroissement de GNF 63,87 milliards par rapport à l'exercice précédent. En raison de la forte appréciation du franc guinéen, les recettes minières ont connu une importante baisse en 2007 (GNF 102,55 milliards). De même, les droits de douanes se situent en repli de GNF 141,60 milliards suite au tassement des activités commerciales et à l'appréciation du franc guinéen qui a eu pour effet de réduire la base taxable (valeur caf des marchandises importées). Par contre, l'administration fiscale a déployé d'importants efforts dans la mobilisation des recettes relatives aux contributions directes et aux échanges de biens et services. En effet, les paiements d'impôts au titre des contributions directes ont augmenté de 52% en 2007 pour s'établir à GNF 427,01 milliards. Pour sa part, la taxation de la consommation des biens et services a atteint GNF 875,27 milliards en 2007 contre GNF 750,30 milliards en 2006 soit, une hausse de 16,7%. Toutefois, malgré les efforts déployés dans la mobilisation des recettes fiscales, le taux de pression fiscale recule de 14,6% en 2006 à 13,5% en 2007.

En ce qui concerne l'exécution des dépenses, les charges courantes ont été compressées de GNF 72,59 milliards en 2007. La contraction des dépenses courantes résulte des économies réalisées sur l'achat des biens et services et les charges d'intérêts. La réduction des charges sur la dette extérieure est essentiellement liée à l'appréciation du franc guinéen. En ce qui concerne la dette intérieure, la baisse des charges d'intérêt constatée est liée à la réduction de l'endettement du Trésor auprès de la BCRG. En revanche, les traitements et salaires ont connu une importante hausse en 2007. Les charges du personnel sont passées de GNF 444,42 milliards en 2006 à Gnf 607,21 milliards en 2007, soit un accroissement de 36,6%. Cette hausse repose notamment sur l'engagement des contractuels, la prise en compte de certaines dispositions du statut particulier des enseignants, la mise en œuvre de certains points du protocole d'accord du 27 janvier 2007 et le recrutement de nouveaux fonctionnaires.

Au total, le ratio dépenses courantes sur PIB s'est établi à 11,3% en 2007 contre 13,8% en 2006.

**Graphique 3.42** : Evolution des recettes et dépenses courantes

Source : BCRG, AMAO

Quant aux dépenses d'investissement, elles enregistrent une augmentation de GNF 10,10 milliards. Cette légère augmentation concerne les réalisations en capital sur financement extérieur. Toutefois, le ratio dépenses publiques en capital sur PIB baisse de 4,6% en 2006 à 3,9% en 2007.

En somme, l'exécution du budget 2007 de la Guinée s'est traduite par un excédent base caisse de GNF 138,25 milliards. Cet excédent a permis de réduire l'endettement de l'Etat auprès du système bancaire de GNF 130,61 milliards et d'amortir les autres catégories de dette intérieure de GNF 62,56 milliards.

En dépit de ces performances budgétaires, les difficultés en devises n'ont pas permis de faire face à la totalité des engagements extérieurs de l'Etat. Des arriérés extérieurs de l'ordre de USD 34,3 millions ont été accumulés au cours de l'année budgétaire.

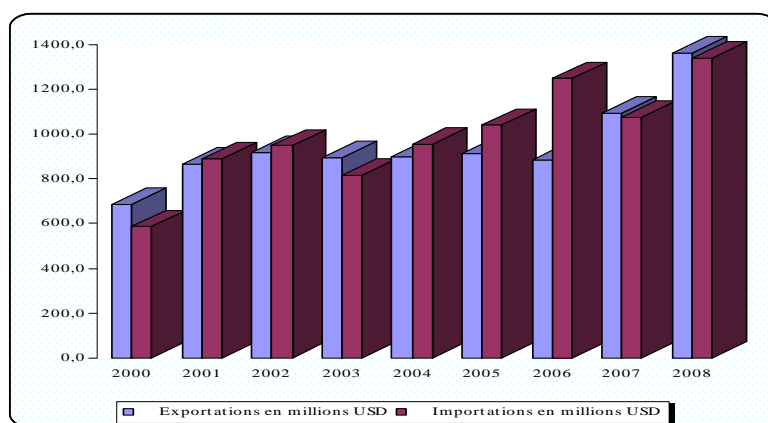
### 3.2.3.1.3 Secteur extérieur

La balance des paiements de la Guinée a dégagé en 2007 un déficit courant de USD 458,14 millions. Ce déficit s'est aggravé de près de USD 250 millions par rapport à l'année 2006. La détérioration des paiements courants qui intervient malgré l'existence d'un excédent commercial, est essentiellement liée à la forte augmentation des paiements au titre des transferts, revenus et services. Ces évolutions se sont traduites par une détérioration du compte courant qui, rapporté au PIB est passé de 7,9% en 2006 à 11,9% en 2007.

En 2007, la balance commerciale de la Guinée a connu une légère baisse mais reste toujours excédentaire. En effet, l'excédent commercial s'est établi à USD 50,04 millions en 2007 contre USD 76,54 millions en 2006. Cette baisse est imputable à la baisse des exportations agricoles notamment le poisson, le café et les autres produits vivriers qui ont été frappés par une décision d'interdiction d'exportation. En ce qui concerne les produits miniers, les volumes ont parfois baissé

mais la hausse du prix de vente a favorisé l'augmentation de la valeur des exportations. En 2007, les exportations minières ont connu une valorisation de plus de 10% par rapport à l'année 2006. L'évolution des autres composantes du compte courant reste marquée par l'aggravation des déficits sur services (USD 96,94 millions) et transferts (USD 109,98 millions)

**Graphique 3.43** : Evolution des exportations et importations



Source : BCRG, AMAO

En ce qui concerne les opérations financières, l'année 2007 a été marquée par une entrée massive des investissements directs étrangers (IDE). En 2007, l'économie guinéenne a engrangé des IDE de près de USD 400 millions de dollars soit l'équivalent des montants reçus au cours des quatre dernières années. L'essentiel de ces investissements ont été orientés vers les mines et les télécommunications.

S'agissant de la dette extérieure, l'encours de celle-ci reste stable autour de USD 3,1 milliards au 31 décembre 2007. Toutefois, en proportion du PIB, cet encours a connu une forte baisse en 2007 en raison d'une importante appréciation de la monnaie guinéenne. Le ratio dette extérieure sur PIB est passé de 112,8% en 2006 à 74,7% en 2007. Au cours de l'année 2007, la Guinée a supporté un service de la dette de USD 202,5 millions contre USD 208,7 millions en 2006. Le service de la dette a représenté 18,1% des exportations de biens et services en 2007 contre 19% en 2006. Au total, la dette continue de peser sur les finances publiques et les réserves en devises de la Guinée.

En matière de taux de change, le franc guinéen a connu en 2007 un net retournement de tendance. En effet, la monnaie guinéenne qui avait connu une importante chute au cours des dernières années s'est nettement reprise en 2007. Le franc guinéen s'est apprécié en moyenne de 25,8% par rapport au dollar US et de 15,1% par rapport à l'euro. Par rapport aux cours en fin de période, le franc guinéen s'est redressé de 35,1% par rapport au dollar US et de 21,1% par rapport à la devise européenne. S'agissant de l'écart de change, la tendance au resserrement observée depuis la libéralisation totale du marché de changes intervenue en mars 2005 s'est confirmée au cours de l'année 2007. A fin 2007, l'écart de change s'est établi à 0,98% pour le dollar US et 1,83% pour l'euro contre respectivement 8,41% et 6,82% en 2006.



Concernant les réserves de change, la BCRG dispose à fin décembre 2007 de USD 42,8 millions contre USD 71,9 millions au 31 décembre 2006. La couverture des importations passe de 0,8 mois en 2006 à 0,4 mois en 2007.

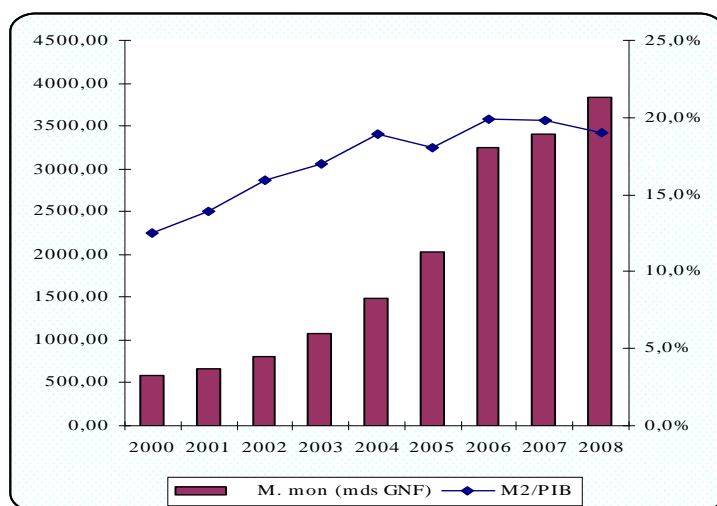
La mise en œuvre du programme formel conclu avec les Institutions de Bretton Woods devrait se traduire par une réduction substantielle du fardeau de la dette. Les économies de devises qui en résulteraient permettraient de conforter les réserves de change du pays.

### 3.2.3.1.4 Secteur monétaire

Au cours de l'année 2007, les autorités monétaires ont décidé de marquer une rupture par rapport aux pratiques des années précédentes qui étaient marquées par une création monétaire importante au profit de l'administration publique. En 2007, la BCRG a décidé d'exécuter les demandes du Trésor sur la base des encaisses disponibles de ce dernier. La politique du financement zéro du déficit a été adoptée. Cela a permis de modérer le rythme de croissance de la masse monétaire et d'assainir les contreparties de la masse monétaire. La stabilité relative du taux de change et la baisse de l'inflation sont liées en bonne partie à ces mesures. Par ailleurs, cette situation s'est traduite par une baisse modérée des taux sur le marché monétaire et sur celui des titres publics même si la BCRG n'a opéré aucun ajustement de son taux directeur.

Concernant l'évolution des agrégats monétaires, la masse monétaire a connu une croissance modeste en 2007 après une accélération de 60% en 2006. En effet, au 31 décembre 2007, l'agrégat M2 s'est fixé à GNF 3401,70 milliards contre GNF 3222,06 à la fin de l'année 2006. En termes de proportion du PIB, la masse monétaire s'est repliée de 22,1% en 2006 à 19,6% en 2007. Les sources de l'accroissement monétaire en 2007 sont aussi bien d'origine interne qu'externe.

**Graphique 3.44** : Evolution de la masse monétaire



Source : BCRG, AMAO

Au 31 décembre 2007, les avoirs extérieurs nets se sont renforcés de 6,44% pour atteindre GNF 381,06 milliards. Ce renforcement concerne exclusivement les avoirs en devises des banques commerciales qui ont augmenté de près de 7% pour se fixer à GNF 529,72 milliards au 31 décembre 2007. Par contre, les avoirs extérieurs de la BCRG se sont amenuisés de 8% en 2007. Depuis 2006, les avoirs extérieurs de la BCRG sont négatifs en termes nets. Exprimés en dollar US, la baisse des avoirs extérieurs nets de la BCRG est plus significative. En effet, ceux-ci chutent de USD -24,34 millions en 2006 à USD -35,55 millions en 2007. Par contre, les avoirs des banques commerciales se sont renforcés de 44,3% en 2007 pour atteindre USD 126,67 millions.

S'agissant du crédit intérieur, il s'est accru de 2,6% en 2007 exclusivement au profit du secteur public dont l'endettement auprès des banques commerciales s'est situé en hausse de 75,4% pour s'établir à GNF 253,98 milliards. Par contre, les créances sur le secteur privé se sont contractées de 1,4% pour revenir à GNF 947,99 millions. Malgré le processus de désendettement de l'Etat auprès de la BCRG, le secteur public continue d'absorber l'essentiel des ressources financières disponibles.

### **3.2.3.2 Performances au titre de la convergence macroéconomique**

Au titre de l'année 2007, la Guinée a respecté au total cinq critères dont deux de premier rang à savoir le déficit budgétaire sur PIB et le financement de ce dernier par la Banque Centrale de ce déficit. Par rapport aux années antérieures la performance de la Guinée en 2007 est remarquable. En effet, depuis le lancement du programme de convergence de la CEDEAO seulement en 2001 que la Guinée avait réalisé un succès semblable.

Cependant, si les performances budgétaires restent appréciables, il n'en demeure pas moins que l'efficacité de l'administration fiscale demande à être améliorée. En effet, avec un taux de pression fiscale de 13,5% (un des plus faibles de la région), la Guinée doit encore déployer des efforts. En outre, la répartition des dépenses budgétaires semble poser problème notamment en ce qui concerne la part réservée à l'investissement. Avec des investissements sur ressources internes qui ne représentent que 12% des recettes fiscales, la Guinée est encore loin de la norme communautaire de 20%. Par contre, en ce qui concerne la maîtrise de la masse salariale, les réalisations sont satisfaisantes avec un ratio de 25,9% pour une norme communautaire de 35%.

Même si les tensions inflationnistes ont été fortement contenues en 2007, la hausse des prix demeure toujours à deux chiffres. Toutefois, la forte baisse de l'inflation a permis de revenir à des taux d'intérêts réels positifs.

Les réserves de change de la Banque Centrale demeurent encore une source de préoccupation. Depuis 2001, les réserves de change du pays continuent de fondre. Avec une couverture de seulement 0,4 mois d'importations la Guinée demeure très loin de la réalisation de la norme de la CEDEAO fixée à 6 mois d'importations.

**Tableau 3.15: SITUATION DE LA CONVERGENCE DE LA GUINEE**

|  | Norme            | 2000  | 2001  | 2002 | 2003 | 2004  | 2005  | 2006  | 2007 | 2008* |
|--|------------------|-------|-------|------|------|-------|-------|-------|------|-------|
| <b>Critères de premier rang:</b>       |                  |       |       |      |      |       |       |       |      |       |
| i) Déficit Budgétaire/PIB              | ≤ 4%             | 5,2   | 3,4   | 6,2  | 8,8  | 5,9   | 1,6   | 2,0   | 0,9  | 3,7   |
| ii) Taux d'inflation                   | ≤ 5%             | 7,2   | 5,2   | 6,1  | 12,9 | 27,6  | 29,7  | 39,1  | 12,8 | 15,0  |
| iii) Financement BC                    | ≤ 10% RF n-1     | 24,0  | -0,7  | 24,5 | 14,6 | 26,2  | -8,8  | 54,0  | 0,0  | 0,0   |
| iv) Reserves brutes de change          | ≥ 6 mois Imports | 2,2   | 2,8   | 2,3  | 1,6  | 1,2   | 1,1   | 0,8   | 0,4  | 1,1   |
| <b>Critères de second rang</b>         |                  |       |       |      |      |       |       |       |      |       |
| i) Recettes fiscales/PIB               | ≥ 20%            | 10,2  | 11,4  | 12,0 | 10,5 | 9,5   | 12,2  | 14,8  | 13,5 | 14,0  |
| ii) Masse Salariale/Recettes fiscales  | ≤ 35% RF         | 38,2  | 32,0  | 31,0 | 34,3 | 32,5  | 23,2  | 18,4  | 25,9 | 29,2  |
| iii) Investissements interres/Recettes | ≥ 20% RF         | 7,7   | 5,5   | 10,2 | 12,1 | 16,1  | 12,6  | 12,0  | 11,9 | 12,1  |
| iv) Taux d'intérêt réel                | > 0              | 0,7   | 2,8   | 1,3  | -8,3 | -19,2 | -23,0 | -20,0 | 1,8  | -0,3  |
| v) Stabilité du Taux de change réel    | ± 5%             | -22,5 | -11,1 | -0,7 | -8,7 | -23,1 | -21,2 | -9,9  | 4,8  | 4,6   |
| <b>Nombre de critères respectés</b>    |                  | 1     | 4     | 3    | 1    | 1     | 3     | 2     | 5    | 4     |

Sources : AMAO, Banque Centrale de la République de Guinée

(\*\*) Prévisions annuelles

### 3.2.3.3 PERSPECTIVES 2008

L'année 2007 a connu un début notable de redressement de la situation macroéconomique. Cette volonté des nouvelles autorités a été saluée par la communauté des bailleurs de fonds à travers notamment la conclusion d'un programme formel sous l'égide du FMI.

L'orientation de la politique économique du Gouvernement au titre de l'année 2008 s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme. L'objectif retenu pour 2008 est la réalisation d'un taux de croissance économique de 4,5%. Cette croissance économique devrait être tirée essentiellement par un regain de dynamisme du secteur minier, l'essor des télécommunications et la relance de la production agricole.

Dans le domaine budgétaire, il est prévu le renforcement des performances en matière de mobilisation des recettes. Toutefois, l'explosion des dépenses de fonctionnement se traduira par le creusement du déficit budgétaire. Le déficit budgétaire hors dons devrait atteindre 3,7% du PIB contre 0,9% en 2007. Cette situation résulterait de la programmation d'une série d'investissements dont le financement sera assuré par l'extérieur. En dépit de l'accroissement du déficit, il est prévu une poursuite du désendettement de l'Etat notamment auprès des fournisseurs internes.

Les autorités monétaires envisagent pour leur part la poursuite du financement des opérations de l'Etat sur la base des encaisses disponibles du Trésor. Ainsi, la croissance de la masse monétaire sera largement maintenue en deçà de l'accroissement du PIB nominal (19,3%). Ce qui devrait contribuer à favoriser le processus de stabilisation des prix.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, il est attendu une légère réduction du déficit du compte courant. Le déficit courant devrait se situer à 10,6% du PIB en 2008 après 11,9% en 2007. De même les réserves en devises devraient être renforcées. Les réserves extérieures brutes devraient permettre la couverture de 1,1 mois d'importations en 2008.

En terme de convergence macroéconomique, le pays semble s'orienter vers une contre-performance en 2008. Suivant les prévisions des autorités, la Guinée n'atteindra que 4 critères en 2008 après avoir satisfait à 5 en 2007 (cf. tableau ci-dessus).

En dépit des politiques volontaristes, les pressions inflationnistes largement contenues en 2007 risquent de repartir. Il est prévu un taux d'inflation en glissement annuel de 15%. Mais ce taux risque d'être largement dépassé en raison des tensions sur le marché international des produits alimentaires et le niveau élevé du prix du pétrole. La flambée des prix risque de raviver les tensions sociales.

### 3.2.3.4 Conclusion et recommandations

Il est évident que la Guinée a conduit d'importantes réformes en 2007. Cependant, étant donné l'ampleur de la crise économique, le pays n'a pas retrouvé un cadre macroéconomique tout à fait viable. C'est pourquoi, il faut saluer la conclusion d'un programme formel avec le FMI. En effet, la conduite efficace de ce programme devrait contribuer à l'amélioration des performances macroéconomiques.

Aujourd'hui, les plus grands défis de l'économie guinéenne concernent la relance de la croissance, la stabilisation des prix, la pérennisation des acquis en matière de politique budgétaire et monétaire et l'amélioration du secteur extérieur. Dans ce cadre, la mise en œuvre des recommandations ci-après s'avère indispensable :

1. la poursuite du dialogue social afin de favoriser la renégociation de certains points de l'accord notamment l'interdiction des exportations de produits alimentaires qui pénalise les petits producteurs et pèse sur la capacité de l'économie à générer des devises ;
2. la conduite d'une politique monétaire adaptée à la conjoncture marquée par la crise alimentaire et l'envolée des cours du pétrole. Pour être efficace, cette mesure devrait être combinée à l'identification et la mise en œuvre d'autres mesures visant à atténuer l'impact de la crise alimentaire sur l'inflation du pays ;
3. la lutte contre les fraudes et l'évasion fiscale dans le but de renforcer les performances de l'administration fiscale. Le taux de pression fiscale de la Guinée est largement en dessous de la moyenne de la CEDEAO ;
4. l'amélioration de la gestion des finances publiques en réduisant les dépenses improductives de manière à dégager des ressources substantielles pour l'investissement. Le ratio dépenses d'investissements sur ressources propres de la Guinée est l'un des plus faibles de la sous-région ;
5. le renforcement des efforts visant l'amélioration de la fourniture d'eau et d'électricité pour favoriser le développement des petites activités économiques ;
6. l'assainissement de l'environnement des affaires de façon à favoriser l'afflux des Investissements Etrangers Directs ;
7. la poursuite de la révision des conventions minières en privilégiant la concertation de manière à éviter le piège des procédures coûteuses et à l'issue incertaine;

8. la mise en œuvre de politiques de promotion des exportations et l'application stricte de la réglementation en matière de rapatriement des recettes d'exportation ;
9. le renforcement du secteur privé à travers notamment l'application correcte de la procédure en matière d'attribution de marchés publics et le paiement des arriérés dus à ce secteur ;
10. la poursuite de la négociation avec les créanciers en vue de l'allègement du fardeau de la dette

### **3.2.4 NIGERIA**

L'objectif de la politique macroéconomique 2007 du Nigeria présentée dans la Stratégie nationale d'habilitation et de développement économique (NEEDS) consiste à créer un cadre stable pour l'accélération de la croissance favorable aux pauvres. A cet égard, la politique budgétaire du gouvernement a été axée sur le renforcement du recouvrement des recettes et l'amélioration de la gestion des finances publiques grâce à une allocation de ressources budgétaires, une coordination et un suivi efficaces. La politique monétaire visait également à consolider la stabilité macroéconomique réalisée ces dernières années.

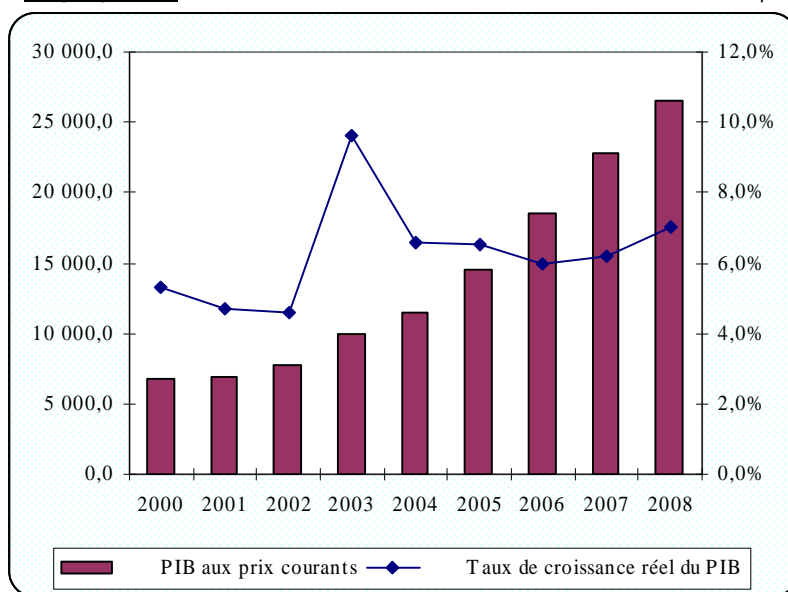
La flambée des cours du pétrole brut a continué d'avoir un impact positif sur l'économie nigériane. Au plan interne, le gouvernement a continué de faire face à l'agitation sociale dans le Delta du Niger, qui a entraîné une baisse drastique de la production de pétrole brut. En dépit de ces aléas, l'activité économique est demeurée prospère. Les données indiquent une progression de la production de 6,2 %. L'économie est demeurée relativement stable, le taux d'inflation moyen ayant reculé, passant de 7,5 % en 2006 à 5,5 %. Le taux de change s'est redressé légèrement sur le marché sous l'effet de l'afflux massif de devises. L'évolution de la structure des taux d'intérêt nominaux a été mitigée, dans la mesure où le taux d'escompte, les taux d'épargne et les taux d'intérêt ont poursuivi leurs tendances à la baisse, tandis que le rendement des bons du Trésor à 91 jours et les taux de dépôts à terme à 12 mois se sont raffermis légèrement.

#### **3.2.4.1 Analyse sectorielle**

##### **3.2.4.1.1 Secteur réel**

Le Gouvernement fédéral du Nigeria a élaboré un certain nombre de stratégies visant à améliorer la productivité dans le secteur réel. Au nombre de celles-ci figurent les initiatives spéciales du Président relatives aux produits agricoles, en particulier, le manioc, le riz, le coton et le cacao. Afin de maintenir les prix des produits agricoles, qui enregistrent souvent des fluctuations saisonnières, le gouvernement a créé des sociétés de commercialisation qui ont vocation à acheter l'excédent d'offre de denrées alimentaires.

Selon les données, l'activité économique a enregistré une légère croissance, dans la mesure où un taux de croissance du PIB réel de 6,3 % (contre 6 % en 2006) a été enregistré, bien que ce résultat soit en deçà de l'objectif de 10 % fixé pour 2007. Le secteur non pétrolier a enregistré une forte croissance de 9 %, tandis que la production pétrolière a baissé de 5,6 %, après une réduction de 4,5 % enregistrée en 2006, essentiellement en raison de l'agitation sociale persistante dans le Delta du Niger.

**Graphique 3.45** : Evolution du PIB courant et du taux de croissance économique

Source : CBON, AMAO

Le secteur non pétrolier a été induit par la bonne performance des secteurs de l'agriculture, de l'industrie manufacturière, des télécommunications, du bâtiment, ainsi que du commerce de gros et de détail. Le secteur primaire a affiché une croissance de 7,7 %, contre 7,4 % au cours de l'année précédente. Le secteur des services a enregistré également une forte croissance, mais la performance du secteur secondaire est demeurée faible, en raison de l'irrégularité de l'alimentation en énergie.

### 3.2.4.1.2 Finances publiques

Le gouvernement a continué de faire face aux pressions liées à la demande en se conformant strictement à une règle budgétaire fondée sur un prix référence du prix du pétrole adoptée ces dernières années, qui exige le transfert de l'excédent de recettes pétrolières (valeur supérieure aux prévisions de prix et de production pétrolière) dans un compte d'excédent brut à la Banque centrale du Nigeria. Les autorités ont également entrepris un certain nombre de réformes visant à améliorer le recouvrement des recettes et le paiement des impôts, tandis que la politique d'investissement public mettait l'accent sur la prudence budgétaire.

La politique budgétaire du Gouvernement fédéral du Nigeria a été encourageante, dans un contexte marqué par des contraintes liées au recouvrement des recettes. Les opérations budgétaires de l'Etat se sont traduites par un excédent budgétaire global équivalant à 14,3 % du PIB, contre 22,1 % l'année précédente. Cependant, en tenant compte du régime budgétaire axé sur le pétrole au titre duquel un pourcentage des recettes totales est utilisé à des fins opérationnelles, le Gouvernement fédéral a enregistré un déficit budgétaire de 1,8 %, contre 2,3 % en 2006.<sup>17</sup> Les opérations budgétaires se sont traduites par des besoins d'emprunt estimés à 404

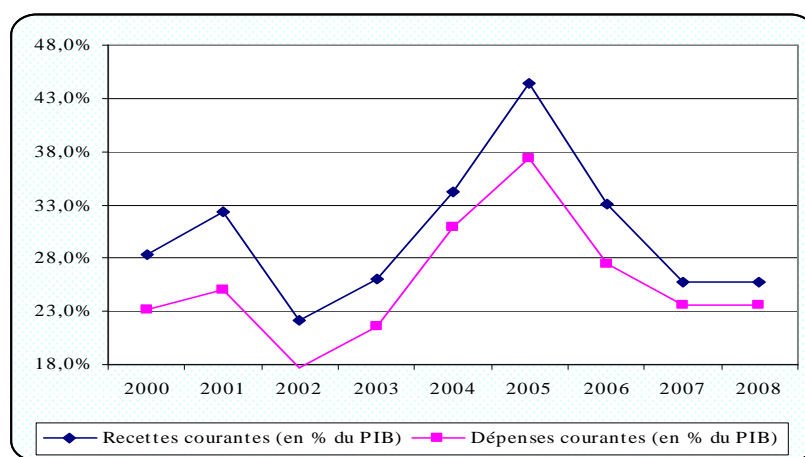
<sup>17</sup> Suite à l'adoption de la règle budgétaire axée sur le pétrole et après certaines déductions réglementaires, le Gouvernement fédéral a retenu 26,7 % et 35,6 % des recettes totales (soit 59,6 % et 84,4 % des recettes fiscales) en 2006 et 2007, respectivement, afin de financer ses opérations budgétaires.

milliards de Naira (N), qui ont été entièrement satisfaits au plan interne, en partie par les recettes excédentaires du pétrole et en partie par les banques nationales.

En dépit de l'évolution favorable de la situation en ce qui concerne le recouvrement des recettes, l'efficacité de celle-ci a continué de s'effriter sous l'effet de l'agitation sociopolitique persistante dans certaines régions du pays. Les recettes totales ont baissé de 5,7 % en 2007 pour s'établir à 25 % du PIB, contre 37,7 % et 33,3 % en 2005 et 2006, respectivement. La baisse des recettes fiscales et non fiscales explique cette performance insuffisante.<sup>18</sup>

Les dépenses du gouvernement fédéral ont crû de 20,3 % pour s'établir à 10,7 % du PIB, bien que représentant une baisse modeste par rapport au niveau de 11,2 % enregistré en 2006. Les dépenses renouvelables, qui ont représenté 64,8 % des dépenses totales, ont également reculé, passant de 7,6 % à 7 % du PIB. Par ailleurs, les dépenses en capital ont enregistré une légère progression, s'établissant à 3,8 % du PIB.

**Graphique 3.46** : Evolution des recettes et dépenses courantes



Source : CBON, AMAO

La composante incompressible des dépenses renouvelables a continué de croître au cours de l'année sous revue. La part des salaires et indemnités dans les dépenses renouvelables a augmenté davantage, passant de 38 % à 47,9 %. De même, les dépenses au titre du transport et de l'entretien ont progressé, passant de 18,6 % à 23,2 %. Par ailleurs, les dépenses liées aux biens et autres services, y compris l'éducation et la santé, ont reculé de 9,4 points de pourcentage pour s'établir à 8,8 %. Les intérêts débiteurs ont chuté également, en raison de l'allègement de la dette consenti par les partenaires au développement du pays dans le cadre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale.

### 3.2.4.1.3 Secteur extérieur

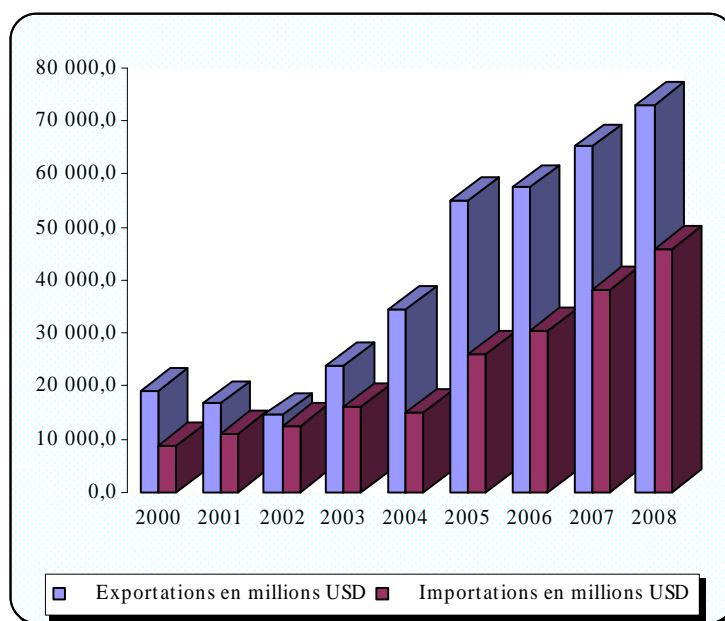
Le gouvernement a poursuivi les réformes structurelles entamées en 2006 en vue d'améliorer les échanges et la stabilité du taux de change. Au nombre de ces réformes figurent la libéralisation du régime tarifaire à l'importation et l'introduction du Système d'adjudication à la hollandaise en gros sur le marché des changes par la banque centrale.

<sup>18</sup> Les recettes fiscales ont baissé, passant de 14,9 % en 2006 à 10,5 %, tandis que les recettes non fiscales sont passées de 18,4 % à 14,5 %.



Les données montrent que la balance des paiements est demeurée positive, bien que le solde excédentaire global soit passé de 9,8 % du PIB en 2006 à 4,9 %. Le solde excédentaire du compte courant a accusé un recul, passant de 18,9 % du PIB en 2006 à 16,3 %, essentiellement en raison de l'évolution défavorable du commerce de marchandises et des comptes de services.

**Graphique 3.47** : Evolution des exportations et importations



Source : CBON, AMAO

Le commerce de marchandises, qui représentait environ 90,4 % du solde du compte courant, a régressé de 28,4 %, en raison de la croissance dynamique des importations non pétrolières, celles-ci ayant progressé de 53,5 % en 2007, contre 27,4 % l'année précédente. La croissance des importations non pétrolières a été induite par une demande plus forte pour les véhicules et les biens intermédiaires et finis. Par ailleurs, les exportations pétrolières nettes ont progressé de 13,6 %, contre 1,9 % en 2006. Les services reçus au titre des transports, des voyages et des autres aspects, ainsi que les paiements effectués à l'étranger au titre des revenus des investissements ont également contribué à la rigidité observée en ce qui concerne le compte courant. Le compte de capital et financier a enregistré une amélioration sensible en 2007, dans la mesure où le solde déficitaire a reculé, passant de 12 % du PIB à 8 % à la fin de l'année. Cette amélioration s'explique par la réduction des autres passifs de placements. Les transactions au titre de la balance des paiements se sont traduites par une accumulation des réserves extérieures brutes, qui sont passées de 42 298 millions de \$ EU à 51 333,2 millions de \$ EU, soit l'équivalent de 16,1 mois de couverture des importations.

Comme ce fut le cas ces dernières années, les flux massifs de devises ont continué de pousser à la hausse la monnaie nationale, bien qu'elle soit demeurée relativement stable. Suite à l'augmentation de 2,8 % et de 0,7 % enregistrée pendant deux années consécutives (2005 et 2006), le naira s'est apprécié de 7,7 % par rapport au \$ EU en 2007.

Après le remboursement de la dette du Nigeria à l'égard des Clubs de Paris et de Londres, la position de la dette extérieure du pays à fin 2007 s'élevait à 3 348,2 millions de \$ EU, représentant 4 % du PIB. En outre, le ratio dette extérieure/exportations (de biens et services non facteurs) a reculé, passant de 8 % à fin 2006 à 4,7 %. Ces statistiques montrent que la situation de la dette extérieure du Nigeria est soutenable<sup>19</sup>.

**Tableau 3.16 : Indicateurs de la dette extérieure**

|   | 2001  | 2002  | 2003  | 2004  | 2005 | 2006 | 2007 |
|---|-------|-------|-------|-------|------|------|------|
| Dette extérieure/PIB  | 46,0  | 48,1  | 42,2  | 41,9  | 30,8 | 2,5  | 4,0  |
| Dette extérieure/exportations de biens et services non facteurs               | 169,5 | 214,8 | 135,8 | 104,5 | 62,4 | 8,0  | 4,7  |
| Service de la dette extérieure/exportations de biens et services non facteurs | 18,0  | 8,1   | 7,6   | 5,1   | 18,7 | 15,3 | 0,2  |
| Service de la dette extérieure/PIB  | 4,9   | 1,8   | 2,4   | 2,0   | 9,2  | 4,8  | 0,1  |

Source : CBON, AMAO

#### 3.2.4.1.4 Secteur monétaire

Conformément à l'orientation de la politique macroéconomique 2007, la Banque centrale du Nigeria a poursuivi sa politique monétaire restrictive visant à ramener le taux d'inflation à un chiffre. A cet égard, elle a eu recours à des accords de rachat de titres et d'autres instruments financiers en vue d'améliorer la gestion de la trésorerie et a introduit d'autres mesures à l'effet de réduire l'important écart entre le taux de l'épargne et le taux d'intérêt prêteur.

A la différence des objectifs intermédiaires de la politique monétaire, la masse monétaire a plutôt crû en 2007. La base monétaire, cible intermédiaire de la Banque centrale du Nigeria, a augmenté considérablement de 56,7 %, par rapport au taux de croissance de 27,8 % enregistré en 2006. En conséquence, la masse monétaire a progressé de 30,9 %, atteignant fondamentalement le même rythme de croissance que celui de l'année précédente. Cet accroissement de la masse monétaire est le reflet de la progression considérable de tous les agrégats monétaires, en particulier ceux relatifs aux dépôts à vue.

**Tableau 3. 17: EVOLUTION DES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES**

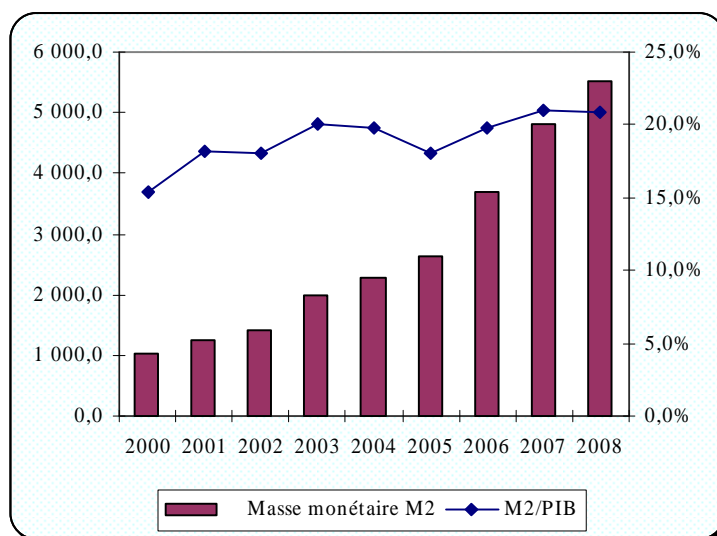
| AGREGATS MONETAIRES         | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006  | 2007 |
|-----------------------------|------|------|------|------|------|-------|------|
| Base monétaire              | -    | 30,7 | 16,4 | 6,3  | 4,2  | 27,8  | 56,7 |
| Monnaie au sens large (M2+) | 20,7 | 12,1 | 41,6 | 14,0 | 24,4 | 30,5  | 30,9 |
| Monnaie au sens étroit (M1) | 15,7 | 2,7  | 58,7 | 8,6  | 29,7 | 12,1  | 32,4 |
| Circulation fiduciaire      | -0,1 | 6,0  | 8,4  | 8,7  | 17,7 | 21,3  | 23,3 |
| Dépôts à vue                | 33,9 | 0,9  | 45,4 | 7,2  | 33,3 | 7,1   | 47,2 |
| Quasi-monnaie               | 29,2 | 26,2 | 16,3 | 22,8 | 16,8 | 59,7  | 29,3 |
| Dépôts en devises           | -    | 75,8 | 47,7 | 40,7 | 9,3  | 111,4 | 17,7 |

Source : CBON, AMAO

<sup>19</sup> La situation de la dette extérieure d'un pays est généralement jugée soutenable lorsque les paiements prévus au titre du service de la dette sont inférieurs à 25 % des exportations de biens et services et que le ratio dette/exportations est inférieur à 250 %.

La croissance de la masse monétaire était induite par les augmentations continues tant des actifs étrangers nets que des actifs intérieurs nets du système bancaire. Suite à des augmentations d'environ 51 % au cours de deux années consécutives (2005 et 2006), les avoirs extérieurs nets ont progressé de 18,5 % en 2007, sous l'effet d'importants flux de devises. Le volume total du crédit accordé par le système bancaire au secteur privé a, pour ainsi dire, doublé, passant à 5 049,5 milliards de ₺, ce qui explique l'amélioration relative de la situation des dépôts à vue. Cependant, l'Etat a remboursé un pourcentage élevé de sa dette à l'égard du système bancaire.

**Graphique 3.48** : Evolution de la masse monétaire



Source : CBON, AMAO

Sur cette base d'amélioration relative de la masse monétaire au cours des deux dernières années, le gouvernement a atteint l'objectif affiché, qui consiste à maintenir un taux d'inflation faible. Le taux d'inflation à la fin de la période a régressé légèrement, passant de 8,5 % à 6,6 % en décembre 2007. Un certain nombre de facteurs expliquent cette évolution, notamment la baisse de la demande, compte tenu de l'application stricte de la règle budgétaire axée sur les cours du pétrole, l'appréciation de la monnaie nationale (le naira) et la baisse des prix des denrées alimentaires due à une production excédentaire.

L'évolution des taux d'intérêt est demeurée généralement mitigée au cours de l'année sous revue. Bien que le rendement des bons du Trésor et des autres actifs financiers à court et moyen terme ait crû légèrement, les taux moyens d'épargne et d'intérêt prêteur ont poursuivi leur évolution à la baisse. Le taux des bons du Trésor à 91 jours a crû légèrement, passant de 7,5 % à 7,9 %. En outre, le taux des dépôts à terme à 12 mois a crû de 47 points de base pour s'établir à 7,9 %. Le taux d'escompte minimum de la banque centrale s'est élevé à 9,5 % à fin 2007, après avoir chuté de 50 points de base au cours de l'année. Bien que le taux interbancaire ait été maintenu à 9 %, les taux moyens d'épargne et d'intérêt débiteur ont légèrement reculé de 6 et 13 points de base, pour s'établir à 3,2 % et 16,5 %, respectivement.

### 3.2.4.2 Performance au titre de la convergence macroéconomique

Le Nigeria a maintenu sa performance en atteignant les cinq objectifs réalisés depuis 2005, notamment les trois critères primaires relatifs au déficit budgétaire (niveau du déficit budgétaire, financement du déficit budgétaire par la banque centrale et réserves extérieures brutes) et les deux critères secondaires afférents à la masse salariale et aux investissements publics.

Tableau 3.18: SITUATION DE LA CONVERGENCE DU NIGERIA

|  | Norme            | 2000     | 2001     | 2002     | 2003     | 2004     | 2005     | 2006     | 2007     | 2008*    |
|--|------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| <b>Critères de premier rang:</b>       |                  |          |          |          |          |          |          |          |          |          |
| i) Déficit Budgétaire/PIB              | ≤ 4%             | 2,7      | 5,8      | 5,9      | 2,8      | 1,7      | 1,3      | 0,6      | 1,2      | 1,2      |
| ii) Taux d'inflation                   | ≤ 5%             | 14,5     | 16,4     | 12,1     | 23,8     | 10,0     | 11,6     | 8,5      | 6,6      | 7,0      |
| iii) Financement BC                    | ≤ 10% RF n-1     | 0,0      | 29,3     | 0,0      | 19,7     | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      |
| iv) Réserves brutes de change          | ≥ 6 mois Imports | 13,6     | 11,3     | 9,9      | 8,5      | 16,1     | 13,1     | 16,7     | 16,1     | 17,5     |
| <b>Critères de second rang</b>         |                  |          |          |          |          |          |          |          |          |          |
| i) Recettes fiscales/PIB               | ≥ 20%            | 16,7     | 19,5     | 14,0     | 15,7     | 19,8     | 19,5     | 18,3     | 15,1     | 18,1     |
| ii) Masse Salariale/Recettes fiscales  | ≤ 35% RF         | 34,5     | 26,4     | 47,2     | 32,6     | 33,8     | 17,9     | 19,5     | 31,6     | 24,7     |
| iii) Investissements interres/Recettes | ≥ 20% RF         | 29,3     | 40,3     | 30,7     | 21,4     | 18,7     | 41,8     | 40,8     | 38,2     | 33,3     |
| iv) Taux d'intérêt réel                | > 0              | -1,5     | 4,0      | -8,4     | -20,6    | -5,6     | -10,1    | -6,5     | -4,6     | -5,0     |
| v) Stabilité du Taux de change réel    | ± 5%             | -16,1    | -20,6    | -15,7    | -14,9    | -13,0    | 1,5      | 7,4      | -12,2    | 2,7      |
| <b>Nombre de critères respectés</b>    |                  | <b>5</b> | <b>4</b> | <b>3</b> | <b>4</b> | <b>4</b> | <b>6</b> | <b>5</b> | <b>5</b> | <b>6</b> |

Sources : CBN, IMAO

\*Projections à fin 2007

#### 3.2.4.2.1 Critères primaires

La performance au titre des critères primaires est encourageante. Les opérations de l'Etat se sont traduites par un excédent budgétaire important représentant 14,3 % du PIB. Même avec l'application du régime budgétaire axé sur le pétrole, les déficits budgétaires de 2,3 % et 1,8 % enregistrés en 2006 et 2007, respectivement, étaient bien en deçà de l'objectif fixé, soit 4 %.

En dépit de l'accroissement de la masse monétaire, les poussées inflationnistes ont continué de faiblir, bien que l'objectif fixé ait été raté de 1,6 point de pourcentage. La situation favorable de la production a contribué à réduire les poussées inflationnistes.

Comme par le passé la banque centrale n'a pas financé les opérations de l'Etat au cours de l'année sous revue. Le gouvernement fédéral a réglé un pourcentage important de sa dette à l'égard du système bancaire, suite à l'accroissement de ses recettes.

Les réserves extérieures brutes de l'Etat sont demeurées élevées, s'établissant à 16,1 mois de couverture des importations, nettement au-delà du niveau minimum requis, soit 6 mois. Les retombées des exportations de pétrole brut et les autres flux d'échange ont continué d'avoir une incidence positive sur les réserves extérieures du Nigeria, ce qui a, cependant, contribué à une forte appréciation de la monnaie nationale.

#### 3.2.4.2.2 Critères secondaires

La performance au titre des critères secondaires n'a guère été très encourageante. Aucune évaluation n'a pu être effectuée en ce qui concerne le critère relatif aux arriérés intérieurs, faute de

données suffisantes. Compte tenu de son importance pour le programme de convergence, il est nécessaire que le Nigeria mette à disposition les données nécessaires aux fins d'analyse.

Le ratio recettes fiscales sur PIB a continué de baisser, passant de 14,9 % du PIB à 10,5 %. La dépendance du pays des exportations de pétrole brut, le ralentissement relatif de l'activité économique et l'adoption récente du régime de tarif extérieur commun de la CEDEAO ont favorisé cette tendance à la baisse.

Cependant, le ratio masse salariale sur recettes fiscales est demeuré dans les limites maximales requises, bien qu'il ait crû considérablement, passant de 19,5 % à 31,5 %. Cette augmentation de la masse salariale s'explique par la baisse des recettes fiscales et l'accroissement de la taille du secteur public.

Le pourcentage de l'investissement public financé par les ressources internes a crû considérablement, passant de 23,9 % à 35,7 %. Cette amélioration s'explique par les investissements massifs effectués dans le secteur de l'agriculture dans le cadre des initiatives spéciales du président et d'autres projets de développement de l'infrastructure.

La prévalence de taux d'intérêt réels négatifs mesurés en tant que la différence entre le taux d'épargne minimum et le taux d'inflation, a persisté en 2007. La tendance à la baisse des taux minimum d'épargne et d'intérêt prêteur indique l'existence d'un excédent de liquidité dans le système bancaire. En plus de l'écart important entre les taux d'épargne et d'intérêt débiteur s'ajoutent les taux d'intérêt réels négatifs, qui pourraient saper les efforts en matière d'intermédiation financière et d'investissement.

En dépit de la stabilité relative de la monnaie nationale, l'objectif de la stabilité du taux de change réel n'a pas été atteint. Ceci pourrait s'expliquer par l'appréciation du taux de change nominal par rapport aux devises internationales.

### **3.2.4.3 Perspectives pour 2008**

Les perspectives pour 2008 semblent favorables, compte tenu de l'impact de la flambée des cours du pétrole brut, des efforts déployés pour le développement du secteur privé et des investissements massifs dans l'agriculture, la communication, le secteur bancaire et les autres services. Le programme macroéconomique du Nigeria indique que l'économie progressera de 9 % en 2008. Les risques de glissement à la baisse concernant ces perspectives ont trait aux problèmes d'alimentation en énergie et à l'agitation sociale persistante dans le Delta du Niger, ainsi qu'aux goulots d'étranglement dans les secteurs du transport et de l'infrastructure.

Il est probable que l'économie demeure stable, compte tenu des conditions favorables. Cependant, l'afflux massif de devises et les agitations chroniques dans les Etats et les administrations locales concernant le partage des recettes excédentaires du pétrole brut pourraient perturber la stabilité relative assurée en 2007, si ce problème n'était pas résolu. L'appréciation de la monnaie nationale pourrait accentuer davantage les contraintes naissantes concernant la balance des paiements si des mesures immédiates ne sont pas prises afin de maintenir la compétitivité extérieure du pays avec ses partenaires commerciaux. Il est nécessaire que le gouvernement maintienne le rythme de la libéralisation du marché financier en vue d'encourager la prévalence de taux d'intérêt réels

positifs et de réduire la marge importante entre les taux d'épargne et prêteurs à l'effet de maintenir l'élan d'investissement.

Les projections montrent, en outre, que la performance du Nigeria au titre de la convergence macroéconomique ne pourra pas enregistrer une progression sensible en 2008. Le pays pourrait atteindre six objectifs en maintenant sa performance en 2006 tout en atteignant le critère de la stabilité du taux de change réel. Cependant, les projections montrent que bien que l'inflation serait limitée à un seul chiffre, il pourrait s'avérer difficile d'atteindre l'objectif fixé de 5 %, *ceteris paribus*. Les autorités seront confrontées également au problème des recettes fiscales et des taux d'intérêt réels négatifs.

#### **3.2.4.4 Conclusion et recommandations**

L'économie a généralement été performante en ce qui concerne la réalisation des objectifs prévus dans tous les secteurs d'activité. Malgré l'agitation sociale persistante dans le Delta du Niger et l'alimentation irrégulière en énergie.

En dépit de l'amélioration relative de la politique budgétaire, le pays demeure confronté au problème consistant à atteindre son objectif de recettes fiscales. Il pourrait s'avérer nécessaire de renforcer l'appareil de mobilisation des impôts et d'élargir l'assiette fiscale. Dans le secteur monétaire, la banque centrale a été efficace en ce qui concerne la limitation de l'inflation, dans une large mesure. Cependant, il reste encore beaucoup à faire afin de réduire davantage les poussées inflationnistes. La politique monétaire mérite également d'être renforcée en vue d'améliorer la gestion de la trésorerie et de stériliser les flux massifs de devises à l'effet de mettre un terme à l'appréciation continue de la monnaie nationale, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur la compétitivité du pays à long terme.

La faible performance du secteur pétrolier et l'accroissement de la demande du pays pour les biens importés constituent des contraintes majeures pour la balance des paiements. Le secteur extérieur appelle des réformes en vue d'accroître les importations hors pétrole et de surmonter la trop grande dépendance du pays vis-à-vis du pétrole brut.

Sur la base de ces contraintes et risques de glissements susmentionnés, les recommandations suivantes pourraient être pertinentes pour le Nigeria :

1. renforcer les structures de collecte des taxes institutionnelles et élargir l'assiette fiscale ;
2. renforcer la politique monétaire en vue de résoudre le problème lancinant de liquidité en émettant des instruments financiers à moyen et long terme à haut rendement et en intensifiant les opérations du marché ouvert ;
3. adopter une politique de taux d'intérêt réalistes afin d'encourager l'investissement privé ;
4. geler les recettes supplémentaires provenant de la flambée des cours du pétrole brut, afin de limiter la demande globale et l'inflation ;
5. créer une infrastructure pertinente et des entreprises économiques favorables aux pauvres afin de créer des emplois dans le Delta du Niger à l'effet de résoudre le problème de l'agitation sociale dans cette région.

### 3.2.5 SIERRA LEONE

En 2007, le Gouvernement de la Sierra Leone a continué de mettre l'accent sur l'accélération de la croissance économique et la stabilité macroéconomique grâce à des politiques budgétaire et monétaire prudentes, tout en créant l'infrastructure et les services sociaux nécessaires à l'allègement de la pauvreté.

Les données montrent que l'économie est demeurée robuste, enregistrant un taux de croissance du PIB réel de 7 % induit par les activités dans les secteurs de l'agriculture, des mines et du bâtiment. Cependant, l'inflation s'est accélérée quelque peu, en raison des insuffisances de l'offre et de l'agitation sociale en Guinée voisine. Le secteur extérieur est demeuré résistant, en dépit du choc lié à la flambée des cours du pétrole brut ; en témoigne la stabilité constante de la monnaie nationale, par rapport aux principales devises internationales. Hormis les bons du Trésor et les taux d'intérêt créditeurs, les taux d'intérêt sont demeurés généralement inchangés.

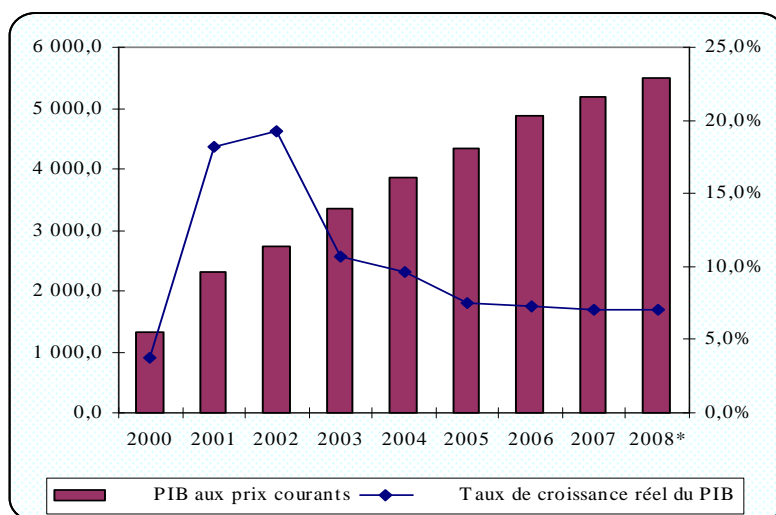
#### 3.2.5.1 Analyse sectorielle

##### 3.2.5.1.1 Secteur réel

Au cours de l'année sous revue, le gouvernement a mis l'accent sur l'accroissement de la productivité dans les secteurs de l'agriculture, des mines et des services en encourageant l'investissement direct étranger. A titre d'exemple, dans le secteur de l'agriculture, il a continué de fournir des intrants, notamment des variétés de semences améliorées et des services de vulgarisation agricole.

Selon les données, le PIB réel a progressé de 7 % en 2007, bien que ce taux de croissance soit légèrement en deçà de celui de 2006 (7,3 %) et de l'objectif révisé, soit 7,1 %, fixé pour l'année sous revue. Cette performance s'est accompagnée de l'expansion continue dans les secteurs de l'agriculture, des mines, de l'industrie manufacturière, du bâtiment et des services.

**Graphique 3.49** : Evolution du Pib courant et du taux de croissance réel



Source : BSL, AMAO

Les données montrent, en outre, que le secteur primaire a enregistré un taux de croissance de 6,6 %, en raison d'augmentations significatives de la production de riz, de manioc et de pomme de terre. Par ailleurs, la production du secteur secondaire a progressé de 6,5 %, grâce au sous secteur minier qui a crû d'environ 10 %, suite à l'arrivée de nouvelles sociétés minières dans les industries du rutile et de la bauxite. Quant au secteur des services, il a enregistré un taux de croissance de 5 %, le commerce, l'assurance, les finances et l'immobilier affichant des signes d'une modeste reprise.

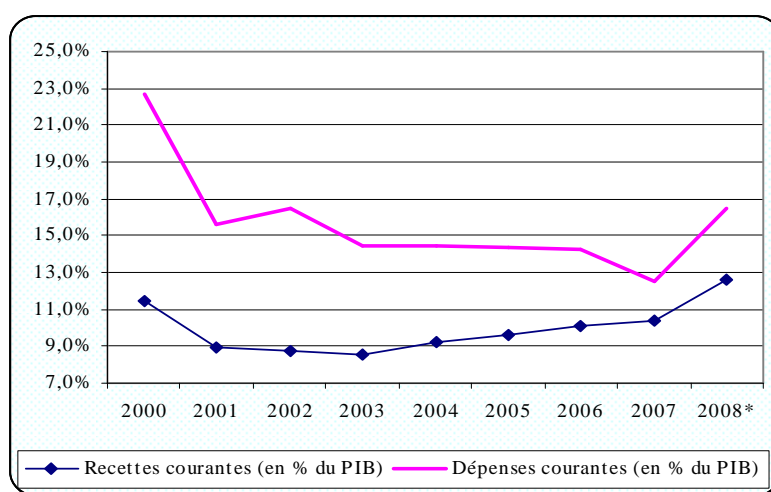
L'insuffisance de l'alimentation en énergie et la flambée des cours du pétrole ont eu une incidence négative sur l'activité économique. Afin de résoudre le problème de l'énergie à court terme, le gouvernement a recruté un prestataire de services en vue d'accroître l'offre d'électricité à Freetown. En outre, des activités sont en cours dans le cadre d'un projet électrique qui est sur le point d'être achevé et permettra de distribuer de l'énergie à d'autres parties du pays. Le gouvernement a également conclu des accords avec des consultants à l'effet d'accroître l'offre dans le cadre d'un certain nombre de projets financés par les bailleurs de fonds, notamment la BADEA, le Fonds saoudien et la JICA.

L'inflation s'est accélérée légèrement au cours de l'année, passant de 7,3 % à 13,8 %. Une conjugaison de facteurs sous-tend cette augmentation, notamment les effets tardifs du financement des opérations budgétaires par la banque centrale, l'accroissement du crédit intérieur par les banques de dépôts, les contraintes liées à l'offre imputables à la crise politique en Guinée et les élections présidentielles et parlementaires de 2007 organisées au cours du troisième trimestre de l'année.

### 3.2.5.1.2 Finances publiques

La politique budgétaire 2007 de la Sierra Leone visait à améliorer le recouvrement des recettes et le contrôle des dépenses, ainsi qu'à ramener la dette intérieure à un niveau soutenable. Suite aux retards récents liés au flux d'aide des bailleurs de fonds et à la faiblesse de la performance en matière de recouvrement des recettes, le gouvernement a adopté, en 2006, un système budgétaire de trésorerie fondé sur la hiérarchisation des dépenses.

**Graphique 3.50** : Evolution des recettes et dépenses courantes



Source : BSL, AMAO



Selon les données disponibles, la politique budgétaire s'est légèrement améliorée en 2007. Les opérations budgétaires de l'Etat se sont traduites par un déficit budgétaire (sur base d'engagements, hormis les dons) équivalant à 5,6 % du PIB, contre 8,5 % l'année précédente. La balance primaire a accusé une baisse, passant d'un déficit de 6,1 % à 3,4 % en 2007. L'amélioration relative de la politique budgétaire s'explique par une contraction des dépenses totales, bien que les résultats en termes de recettes aient été en deçà des attentes. Le déficit budgétaire a été financé par les sources internes et externes, en particulier la Banque de Sierra Leone et les prêts extérieurs.

Le volume global des recettes intérieures a représenté 10,4 % du PIB, après avoir crû de 7,9 % en 2007, contre 19,5 % l'année précédente. Les recettes fiscales, qui représentaient 84,8 % des recettes internes totales, ont également crû légèrement, passant de 8,5 % du PIB à 8,8 %. Les recettes non fiscales ont enregistré une légère hausse de 0,2 %, contre 24,3 % en 2006. Le ralentissement en matière de recouvrement des recettes pourrait s'expliquer par la faiblesse de l'assiette fiscale, l'inefficacité du système de recouvrement des recettes et l'insuffisance des capacités opérationnelles des unités de production, imputable à la crise énergétique persistante.

Le volume global des dons reçus en 2007 s'est élevé à 4,8 % du PIB, contre 7 % au cours de l'année précédente. Cette baisse s'explique par les craintes des bailleurs de fonds concernant les résultats des élections et l'incapacité du pays à remplir certains critères requis.

Les contrôles efficaces des dépenses ont contribué à réduire de 9,6 % les dépenses totales (prêts nets inclus), qui représentaient environ 16,1 % du PIB. Les dépenses courantes ont baissé de 6,9 %, représentant 78,6 % des dépenses totales. Cette réduction est imputable à la baisse des autres dépenses **non précisées** et des taux d'intérêt, suite à l'allègement de la dette au titre de l'initiative PTE, ainsi qu'aux économies réalisées sur la masse salariale, suite à l'élimination des fonctionnaires fantômes dans la fonction publique.

L'absence d'un financement suffisant pour les projets de développement a contraint le gouvernement à réduire de 19 % ses dépenses en capital, par rapport au niveau des investissements de 2006. Environ 76,2 % du volume total des investissements au titre de l'année ont été financés par des ressources extérieures.

A la différence de l'un des objectifs de politique, l'encours de la dette intérieure a crû de 9,8 %, passant à 632 974 millions de Le, soit 12,3 % du PIB. Cette augmentation s'explique, pour l'essentiel, par les emprunts de l'Etat par le truchement de l'émission de bons du Trésor à 91 jours par la banque centrale. Environ 60 % de la dette intérieure de l'Etat est détenu par le système bancaire.

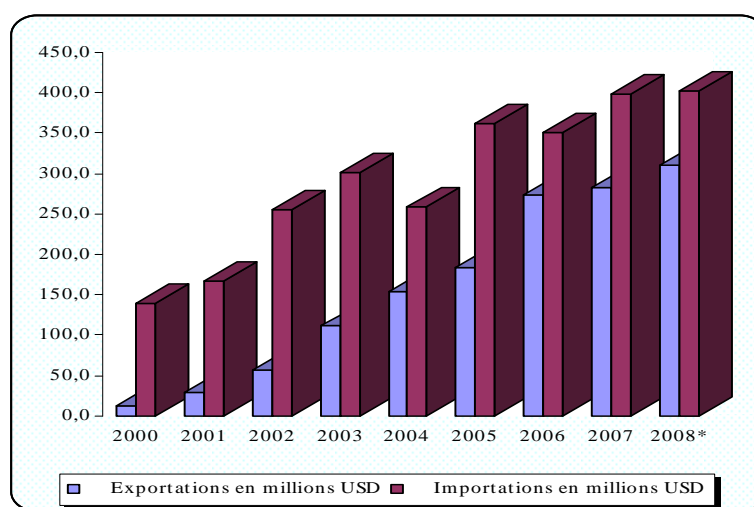
### **3.2.5.1.3 Secteur extérieur**

En 2006, la politique du Gouvernement de Sierra Leone dans le secteur extérieure a porté essentiellement sur l'accroissement des réserves de change. Conformément à cet objectif, le gouvernement a encouragé l'investissement dans le secteur des exportations.

Les données indiquent que le secteur extérieur a continué de se renforcer en 2007, suite à la reprise des activités économiques dans les secteurs de l'agriculture et des mines. Le déficit global de la balance des paiements s'est rétréci, passant de 3,8 % du PIB en 2006 à 1,8 %. Cependant,

le solde du déficit du compte courant par rapport au PIB s'est accru, passant de 6,9 % à 9,6 %, en raison de l'évolution défavorable du compte du commerce de marchandises. En dépit de la croissance de la production de biens d'exportation traditionnels du pays (or, bauxite et rutile), les termes de l'échange favorables se sont traduits par une légère augmentation (3,6 %) des exportations. Par ailleurs, les importations de marchandises ont progressé de 13,3 %, contre une baisse de 2,9 % en 2006, en raison de l'augmentation considérable des importations de produits non pétroliers. Les importations de produits pétroliers, qui représentaient environ 30 % du montant total de la facture d'importations, se sont maintenues à 121,5 millions de \$ EU, grâce aux mesures d'amélioration de l'efficacité mises en place en vue de limiter la consommation de carburant, en particulier pour la production d'énergie.

**Graphique 3.51** : Evolution des exportations et importations



Source : BSL, AMAO

Les données montrent, par ailleurs, que les contraintes liées au compte de capital se sont relâchées en 2007, à la faveur essentiellement des transferts de capitaux vers le pays. Cependant, le niveau des investissements directs étrangers a continué de baisser, passant de 74,4 millions de \$ EU à 61,8 millions de \$ EU, puis à 31,4 millions de \$ EU, respectivement en 2005, 2006 et 2007. L'impact net des transactions sur la balance des paiements s'est traduit par une légère augmentation des réserves extérieures brutes, qui sont passées de 184,2 millions de \$ EU (4,9 mois de couverture des importations) à fin 2006 à 215,6 millions de \$ EU (5,1 mois de couverture des importations) à fin 2007.

Le leone, la monnaie nationale, est demeuré relativement stable, en raison de l'amélioration relative de la balance des paiements. La monnaie s'est dépréciée quelque peu, de 0,1 % par rapport au dollar EU, 4,7 % par rapport à la livre sterling et 10,3 % par rapport à l'euro.<sup>20</sup> La dépréciation relativement plus élevée par rapport à la livre sterling et à l'euro s'explique par l'appréciation de ces monnaies sur le marché financier international. La Banque de Sierra Leone a également contribué à assurer la stabilité de la monnaie nationale grâce à ses interventions hebdomadaires sur le marché de change interbancaire.

<sup>20</sup> Le leone s'est déprécié de 1,4 %, 13,2 % et 11,1 % par rapport au dollar EU, à la livre sterling et à l'euro, respectivement, en 2006.

La position de la dette extérieure du pays s'est améliorée considérablement, passant de 1 610,9 millions de \$ EU à fin 2006 à 316,9 millions de \$ EU à fin 2007, fruit de l'allègement massif de la dette accordée par les partenaires au développement du pays dans le cadre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) suite à l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE en 2006. Cette évolution a permis au pays d'améliorer considérablement la situation de sa dette qui, jusqu'ici, était insoutenable.

Tableau 3.19 : DONNEES RELATIVES A LA SOUTENABILITE DE LA DETTE EXTERIEURE

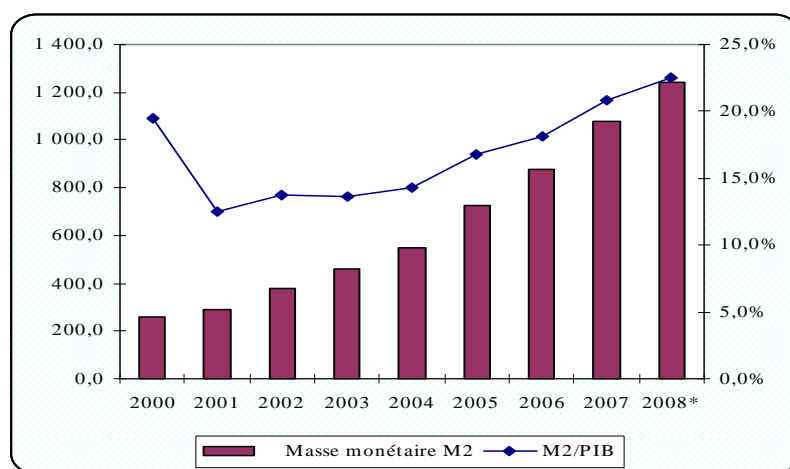
|  | 2002    | 2003    | 2004    | 2005    | 2006    | 2007  |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|-------|
| Situation de la dette extérieure (millions de \$ EU)                               | 1 536,0 | 1 662,2 | 1 710,2 | 1 689,6 | 1 610,9 | 316,9 |
| Dette extérieure/PIB (%)   | 121,8   | 115,9   | 119,9   | 112,9   | 98,1    | 18,3  |
| Dette extérieure/exportations de biens et services non facteurs (%)                | 1439,6  | 938,6   | 793,6   | 643,6   | 510,3   | 105,2 |
| Service de la dette extérieure/PIB (%)   | 3,7     | 3,2     | 3,1     | 1,7     | 1,1     | 0,5   |
| Service de la dette extérieure /exportations de biens et services non facteurs (%) | 43,5    | 25,8    | 20,8    | 9,9     | 5,5     | 3,1   |

Source : BSL, AMAO

### 3.2.5.1.4 Secteur monétaire

L'évolution des taux d'intérêt nominaux reflète la préférence croissante pour les instruments financiers à court terme et l'augmentation du coût du capital. Le taux d'escompte des bons du Trésor à 91 jours a augmenté, passant de 14,2 % en 2006 à 21,2 %. Par ailleurs, le taux de dépôts à terme à 12 mois a accusé un recul, passant de 12,8 % à 12 %. Le taux d'épargne moyen a stagné à 7,8 %, tandis que le taux débiteur a crû de 100 points de base pour s'établir à 28 %. L'accroissement du taux d'escompte des bons du Trésor et du taux prêteur s'explique par les emprunts contractés par les pouvoirs publics auprès du secteur privé et l'accroissement de la demande de fonds prêtables.

Graphique 3.52 : Evolution de la masse monétaire



Source : BSL, AMAO

Afin de soutenir la politique budgétaire de l'Etat, la Banque de Sierra Leone a concentré ses efforts sur le maintien du taux d'inflation à un chiffre réalisé en 2006 grâce au renforcement de la gestion de la trésorerie. A cet égard, il était prévu que la base monétaire et la monnaie au sens large croissent au rythme de 4,4 % et 5 %, respectivement, en 2007.

Contrairement aux objectifs fixés, la politique monétaire a été plutôt expansionniste, dans la mesure où les agrégats monétaires ont dépassé les objectifs définis pour l'année. La base monétaire a crû de 26,2, contre un taux de croissance de 10,7 % en 2006. La croissance de la monnaie au sens large ( $M_{2+}$ ) a également dépassé l'objectif fixé de 17,7 points de pourcentage. Cette expansion a eu une incidence sur toutes les composantes de la masse monétaire, en particulier la quasi-monnaie (dépôts d'épargne et à terme) et les dépôts en devises.

Tableau 3.20 : CROISSANCE DES PRINCIPAUX AGREGATS (%)

|                                    | 2001 | 2002 | 2003 | 2004  | 2005 | 2006 | 2007 |
|------------------------------------|------|------|------|-------|------|------|------|
| Base monétaire                     | 29,4 | 24,9 | 22,4 | 12,6  | 24,3 | 10,7 | 26,2 |
| Monnaie au sens large ( $M_{2+}$ ) | 33,7 | 29,6 | 21,9 | 20,1  | 31,3 | 21,5 | 22,7 |
| Monnaie au sens étroit ( $M_1$ )   | 35,4 | 30,6 | 18,4 | 17,6  | 23,1 | 15,4 | 12,5 |
| Circulation fiduciaire             | 30,7 | 27,4 | 27,3 | 8,6   | 13,0 | 19,1 | 12,5 |
| Dépôts à vue                       | 43,4 | 35,7 | 5,1  | 33,8  | 38,0 | 10,9 | 12,4 |
| Quasi-monnaie                      | 17,3 | 33,7 | 27,7 | 118,3 | 44,9 | 30,1 | 35,6 |
| Dépôts en devises                  | 51,4 | 20,1 | 29,8 | 30,4  | 54,9 | 32,5 | 42,5 |

Source : BSL, AMAO

L'accroissement de la monnaie au sens large a été induite essentiellement par les avoirs extérieurs nets (AEN), qui ont crû de 34,1 %, suite à la croissance astronomique de 665,1 % enregistrée en 2006. En outre, les avoirs intérieurs nets (AIN) ont crû de 7,4 %, contre 31,5 % en 2006. L'augmentation des AIN a été dominée par l'accroissement des crédits accordés par le système bancaire aux institutions des secteurs privé et public.

### 3.2.5.2 Performance au titre de la convergence macroéconomique

L'analyse montre que la performance de la Sierra Leone en ce qui concerne les critères de convergence ne s'est améliorée que légèrement en 2007, dans la mesure où le pays n'a atteint que deux objectifs, à savoir le critère primaire relatif au financement du déficit budgétaire par la banque centrale et le critère secondaire afférent à la stabilité du taux de change..

#### 3.2.5.2.1 Critères primaires

Des progrès ont été accomplis en vue de la réalisation de certains critères, tandis que la situation s'est détériorée pour d'autres. Le budget bâti sur la trésorerie disponible et d'autres mesures budgétaires prudentes adoptées ces dernières années se sont avérées utiles, à ce jour, pour le contrôle des dépenses. Par conséquent, le ratio déficit budgétaire/PIB s'est contracté, passant de 8,5 % à 5,6 %, bien que le pays ait manqué de 1,6 point de pourcentage l'objectif fixé.

**Tableau 3.21: SITUATION DE LA CONVERGENCE De LA SIERRA LEONE**

|  | Norme           | 2000     | 2001     | 2002     | 2003     | 2004     | 2005     | 2006     | 2007     | 2008*    |
|--|-----------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| <b>Critères de premier rang:</b>       |                 |          |          |          |          |          |          |          |          |          |
| i) Déficit Budgétaire/PIB              | ≤ 4%            | 17,3     | 16,7     | 16,5     | 19,4     | 14,3     | 9,5      | 8,5      | 5,6      | 9,0      |
| ii) Taux d'inflation                   | ≤ 5%            | -2,8     | 3,4      | -1,3     | 11,3     | 14,4     | 13,1     | 7,3      | 13,8     | 13,5     |
| iii) Financement BC                    | ≤ 10% RF n-1    | 0,0      | 8,9      | 0,0      | 26,4     | 0,0      | 0,0      | 13,3     | 0,8      | 1,3      |
| iv) Reserves brutes de change          | ≥6 mois Imports | 2,8      | 2,3      | 3,1      | 1,7      | 3,3      | 4,8      | 4,9      | 5,1      | 4,5      |
| <b>Critères de second rang</b>         |                 |          |          |          |          |          |          |          |          |          |
| i) Recettes fiscales/PIB               | ≥ 20%           | 10,8     | 13,4     | 11,4     | 16,7     | 13,7     | 8,1      | 8,5      | 8,9      | 9,6      |
| ii) Masse Salariale/Recettes fiscales  | ≤ 35% RF        | 62,0     | 55,0     | 63,9     | 59,7     | 56,0     | 65,5     | 61,6     | 60,9     | 60,9     |
| iii) Investissements interres/Recettes | ≥20% RF         | 4,4      | 6,6      | 9,4      | 11,3     | 8,2      | 7,9      | 10,6     | 9,1      | 8,9      |
| iv) Taux d'intérêt réel                | > 0             | 9,3      | 1,3      | 8,1      | -5,8     | -6,6     | -7,2     | -1,8     | -8,3     | -8,0     |
| v) Stabilité du Taux de change réel    | ± 5%            | -12,7    | 7,1      | 0,4      | -14,4    | -21,7    | 2,0      | 3,7      | -0,9     | 0,5      |
| <b>Nombre de critères respectés</b>    |                 | <b>3</b> | <b>3</b> | <b>4</b> | <b>0</b> | <b>1</b> | <b>2</b> | <b>1</b> | <b>2</b> | <b>2</b> |

Sources : BSL, FMI

\*Projections à fin 2008

Par contre, le taux d'inflation (d'une année sur l'autre) a progressé considérablement, passant de 7,3 % à 13,8 % à fin décembre 2007. Outre l'impact de la flambée des cours des combustibles, cette évolution s'explique par les phénomènes monétaires et les contraintes liées à l'offre au plan interne. En particulier, les poussées inflationnistes étaient induites par la pénurie de biens essentiels pendant les troubles politiques en Guinée voisine au cours du premier.

Les difficultés financières rencontrées en 2006 se sont atténuées au cours de l'année sous revue. Cette embellie a permis à la Sierra Leone d'atteindre l'objectif relatif au financement du déficit budgétaire par la banque centrale, avec un ratio de 0,8 % en 2007, après avoir dépassé, en 2006, l'objectif fixé. Cette performance est assez encourageante, compte tenu de l'insuffisance des recettes internes et de la pénurie de dons extérieurs imputable aux incertitudes liées aux élections parlementaires et présidentielles en 2007.

L'évolution favorable de la balance des paiements au cours du second semestre de l'année s'est traduite par une augmentation modeste des réserves extérieures du pays, en dépit du renchérissement de la facture d'importations. Ainsi, les réserves extérieures brutes sont passées de 4,9 mois de couverture des importations à 5,1 mois..

### 3.2.5.2.2 Critères secondaires

La performance au titre des critères secondaires n'a guère été encourageante, dans la mesure où les résultats au titre de la plupart des critères prescrits dans cette catégorie ont été en deçà des attentes. A ce niveau, il convient de souligner qu'aucune évaluation n'a été possible en ce qui concerne le critère relatif aux arriérés intérieurs, faute de données.

Le niveau des recettes fiscales est demeuré relativement faible, stagnant en dessous de 9 % du PIB, en dépit des efforts déployés en vue d'améliorer le recouvrement des recettes. Ce résultat s'explique par l'insuffisance des capacités des organismes de recouvrement des recettes. Cette faible performance est due à un certain nombre de facteurs, notamment l'insuffisance de l'infrastructure de production, le faible niveau des recettes fiscales provenant des entreprises commerciales, en raison de la faiblesse des capacités et des coûts de fonctionnement élevés liés à l'irrégularité de l'alimentation en énergie et aux exonérations de droits de douane.

Depuis 2005, la Sierra Leone a enregistré quelques modestes progrès en ce qui concerne la masse salariale. Toutefois, le ratio masse salariale/recettes fiscales est demeuré élevé, s'établissant à 25,9 points de pourcentage au-dessus du niveau maximum requis de 35 %, en 2007. Outre la faiblesse du niveau des recettes fiscales, le problème des effectifs pléthoriques de la fonction publique pourrait expliquer ce niveau élevé de la masse salariale. Le gouvernement a pris un certain nombre de mesures en vue de résoudre ce problème en réduisant l'incidence des fonctionnaires fantômes sur la masse salariale de l'Etat, notamment le paiement des salaires et indemnités par le truchement du système bancaire.

Le niveau des investissements publics financés par des sources internes s'est élevé à 9,1 %, pour un niveau minimum requis fixé à 20 % des recettes fiscales. Etant donné que l'investissement est un poste de dépenses laissé à la discrétion des autorités, le facteur limitatif concerne le faible niveau des recettes et la forte demande pour les dépenses courantes. Les autorités pourraient être amenées à améliorer le recouvrement des recettes afin d'assurer une meilleure performance dans ce domaine.

L'augmentation du taux d'inflation a favorisé la prévalence de taux d'intérêt réels négatifs.<sup>21</sup> L'évolution à la baisse des taux d'intérêt réels négatifs, qui sont passés de 1,8 % à 8,3 %, dénote un manque d'intérêt croissant pour l'investissement à long terme. Outre cette évolution, tandis que le taux d'épargne est demeuré à 7,8 %, le taux prêteur moyen a crû, aggravant davantage la marge de taux d'intérêt.

En utilisant une fourchette de fluctuation de  $\pm 5$  %, le taux de change réel a été stable. Le taux de change nominal a été relativement stable ces dernières années. En dépit de la faiblesse de l'impact des poussées inflationnistes subi par le pays ces dernières années, la stabilité relative du taux de change nominal par rapport aux principales devises internationales, en particulier le dollar des Etats-Unis, a favorisé ce résultat.

### 3.2.5.3 Perspectives pour 2008

On s'attend à ce que l'activité économique demeure prospère en 2008, compte tenu des investissements continus dans les secteurs de l'agriculture et des mines, ainsi que des efforts déployés en vue de juguler la crise énergétique. Un taux de croissance de 6,3 % est prévu pour l'année. *Ceteris paribus*, les projections indiquent que les poussées inflationnistes enregistrées en 2007 persisteront, influencées en partie par les effets tardifs des activités de création de monnaie par le système bancaire et par la relance de la demande de consommation, à mesure que le nouveau gouvernement mettra en œuvre son programme de développement dans tous les secteurs de l'économie. Les données disponibles montrent que le niveau moyen des prix à la consommation a augmenté de 3,2 % au cours du premier trimestre 2008, ce qui pourrait se traduire par un taux d'inflation annuel de 13,5 %.

Le taux d'escompte des bons du Trésor à 91 jours et les taux prêteurs moyens devraient également enregistrer une hausse, suite à l'accroissement de la demande d'investissement et des emprunts de l'Etat tant auprès du système bancaire que du secteur privé. L'augmentation des exportations de marchandises et l'allègement de la dette contribueront à réduire la demande de devises, contribuant ainsi à maintenir la stabilité relative de la monnaie nationale.

<sup>21</sup> Le taux d'intérêt est la différence entre les taux minimum d'épargne et d'inflation.

Les projections montrent, en outre, que la performance au titre de la convergence macroéconomique demeurera faible en 2008. Il se pourrait que le pays soit en mesure d'atteindre les deux objectifs (financement du déficit budgétaire par la banque centrale et stabilité du taux de change réel) enregistrés l'année précédente. L'augmentation de la demande de dépenses dans les secteurs de l'éducation, de la santé, des services et de l'infrastructure devrait accentuer le déficit budgétaire, compte tenu des contraintes liées au recouvrement des recettes. Les autorités devraient continuer de faire face aux problèmes de l'inflation, de la masse salariale, du financement de l'investissement public par les sources internes et des taux d'intérêt négatifs. L'augmentation de la facture d'importations pour les produits tant pétroliers que non pétroliers contribuera à réduire le niveau des réserves extérieures.

#### **3.2.5.4 Conclusion et recommandations**

L'activité économique s'est redressée ces dernières années, suite aux investissements massifs dans les secteurs de l'agriculture et des mines, avec le soutien des partenaires au développement du pays. Cependant, les contraintes qui caractérisent le secteur réel contribuent à la faiblesse du recouvrement des recettes.

Outre une forte demande pour les dépenses publiques au titre des salaires et du développement de l'infrastructure, le problème de la mobilisation de recettes entraîne des déficits budgétaires élevés. Ceux-ci ont été financés par la banque centrale ces dernières années. L'insuffisance du financement des bailleurs de fonds et les retards liés aux décaissements créent d'importants problèmes financiers à l'Etat.

En dépit des efforts visant à limiter l'excédent de liquidité, la monétarisation des opérations budgétaires, les activités de création de liquidité des banques commerciales et les contraintes structurelles ont favorisé les pressions inflationnistes. Le taux d'intérêt a également enregistré une tendance à la hausse, suite à l'accroissement de la demande de capitaux.

Le compte courant a été soumis à des pressions ces dernières années, essentiellement en raison de la forte croissance des importations et de la hausse du coût des combustibles. Toutefois, les recettes en devises au titre des exportations ont contribué à assurer la stabilité relative de la monnaie nationale.

Compte tenu des contraintes actuelles, le gouvernement doit s'attaquer aux contraintes institutionnelles et au problème budgétaire, qui ont une incidence négative sur l'efficacité de la politique monétaire, diversifient et améliorent la productivité du secteur réel. A cet égard, les recommandations suivantes pourraient s'avérer utiles :

1. introduire la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans le cadre d'un mécanisme efficace de taxation des biens et services en vue d'améliorer les recettes fiscales ;
2. renforcer la capacité des organismes de recouvrement des recettes en automatisant le recouvrement des recettes, en révisant et élargissant la gamme des activités imposables et en créant une base de données prenant en compte tous les contribuables ;
3. assurer l'adéquation entre les dépenses publiques et les niveaux de ressources disponibles ;
4. continuer de réhabiliter l'infrastructure de production et intensifier le renforcement des capacités humaines à l'effet d'appuyer la production de biens et services ;

5. développer le secteur privé en encourageant l'investissement direct privé dans le secteur réel, et créer des industries familiales ;
6. prendre des mesures appropriées afin de réduire la masse salariale du secteur public en mettant en place des mécanismes d'audit, afin d'assainir le fichier de la fonction publique et de moderniser le fonctionnement des services publiques en vue d'améliorer la productivité ;
7. libéraliser le marché financier et introduire des actifs financiers supplémentaires, et créer les conditions nécessaires pour un régime de taux d'intérêt souple ;
8. accroître les réserves en devises grâce à la promotion et à la diversification des exportations ;
9. développer les secteurs de la pêche et des ressources minérales pour lesquelles le pays jouit d'un avantage comparatif relatif ;



### 3.3 AUTRES PAYS DE LA CEDEAO

#### 3.3.1 CAP – VERT

La situation économique du Cap – Vert à fin 2007 reste bonne même si la croissance économique s'est située en deçà des prévisions et en repli par rapport à celle enregistrée en 2006. Le taux de croissance s'est situé à 6,6% contre une prévision de 6,9%. Malgré le contexte international difficile, l'inflation a décliné à 4,5 %. Une analyse sectorielle permet de mieux comprendre la situation économique et financière du Cap – Vert.

##### 3.3.1.1 Analyse sectorielle

###### 3.3.1.1.1 Secteur réel

L'économie cap – verdienne a progressé d'environ 6,6 % en 2007, après une hausse 10,8 % en 2006<sup>22</sup>. Cette croissance qui reste vigoureuse reflète le taux d'exécution relativement élevé du programme d'investissements publics (PIP) des autorités et le dynamisme du secteur privé, soutenus par un important essor du crédit et de l'investissement privé intérieurs, ainsi que par de substantielles entrées d'investissements directs étrangers (IDE).

Le ralentissement relatif de la croissance du PIB en 2007 (6,6 % contre 10,8 % en 2006) s'explique notamment par la dégradation des conditions climatiques. En effet, les pluies sont également restées rares et irrégulières en 2007 pour la troisième année consécutive. Cette situation s'est traduite par la baisse de la production agricole. Ainsi, la production de maïs irrigué, la principale culture de base, a diminué d'un tiers par rapport à 2006, année pendant laquelle cette récolte avait déjà été inférieure de 46 % à la moyenne des cinq années précédentes.

Contrairement à l'agriculture, la pêche commerciale affiche un très fort potentiel d'expansion, particulièrement depuis que l'Union européenne a levé, en 2005, son interdiction d'importer du poisson cap - verdien. Deux grandes zones de pêche internationales entourent les îles du Cap-Vert, éparpillées sur près de 630 000 kilomètres carrés d'un océan qui renferme en abondance poissons et crustacés. La pêche tient une grande place dans les exportations du pays mais, les méthodes traditionnelles continuant d'être utilisées, elle ne représente qu'environ 1 % du PIB.

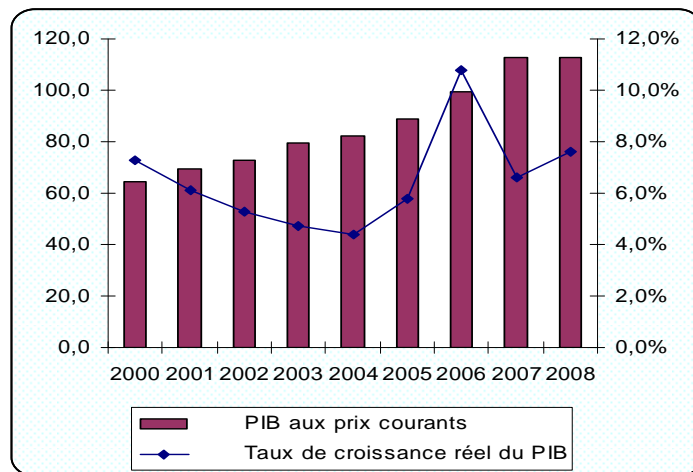
Quant aux services, le commerce, les transports, le tourisme et l'administration publique ont contribué à plus de 74 % du PIB en 2006. Le tourisme constitue le premier vecteur de croissance et offre des perspectives considérables pour une diversification plus poussée. Le Cap-Vert devient une destination touristique de plus en plus prisée. Son secteur du tourisme connaît un essor rapide (+12,7pourcent entre 2000 et 2003, et +15,6 pourcent de 2004 à 2007. Le tourisme représente 18,3 % du PIB en 2006, et emploie 53 000 personnes.

Concernant le secteur du bâtiment, il compte de nombreuses petites entreprises opérant dans l'immobilier résidentiel ou commercial, ainsi que plusieurs grands groupes en charge surtout des projets d'infrastructures. Le BTP a porté sa part dans le PIB de 7,7 % en 2004 à 9,3 % en 2006. Sa

<sup>22</sup> Perspectives économiques en Afrique (FMI)

croissance tire celle de l'ensemble de l'économie ; elle provient pour l'essentiel du développement du tourisme, mais aussi, dans une large mesure, de la mise en œuvre du PIP.

**Graphique 3.53** : Evolution du PIB nominal et du taux de croissance réel



Source : BCV, FMI, AMAO

Suivant son emploi, la croissance économique de 2007 s'est répartie entre les différentes composantes de la demande finale selon le tableau ci-dessous.

En 2006, l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation s'était accélérée, passant à 6 pourcent sous l'effet du renchérissement des denrées alimentaires et des hydrocarbures, après s'être limitée, en moyenne, à 1 % entre 2001 et 2005. Dans le cas des produits alimentaires, le renchérissement s'est expliqué par le déficit pluvial et par l'envolée des cours internationaux. Les prix des produits pétroliers avaient, eux aussi, subi d'amples ajustements à la hausse en raison également de l'envolée des cours internationaux. Par contre, en 2007, l'inflation a baissé à 3,4 % malgré un léger assouplissement de la politique monétaire, la BCV (Banco Central de Cabo Verde) ayant abaissé de 15 à 14 % le coefficient de réserves obligatoires. La chute de l'inflation s'explique par la baisse des prix des produits alimentaires frais et la réduction temporaire du taux de la TVA pour certaines catégories de biens de consommation.

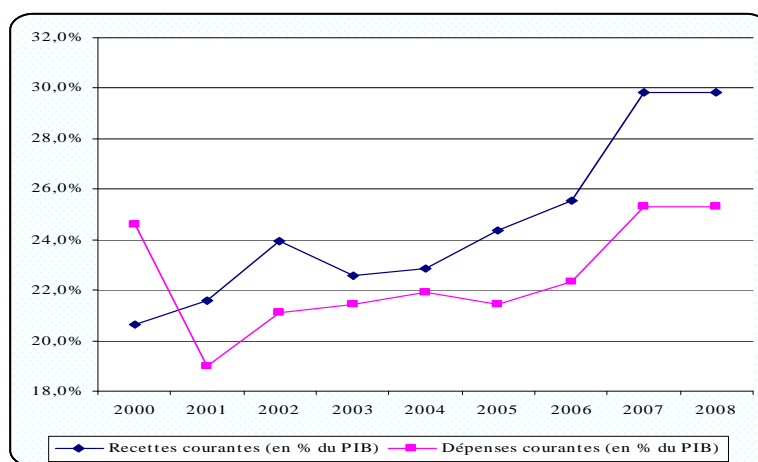
### 3.3.1.1.2 Finances publiques

Après s'être dégradée en 2006, le solde budgétaire global du Cap – Vert s'est nettement redressé en 2007, se traduisant par un léger déficit qui devrait rester à un niveau analogue en 2008 et 2009. Le budget de l'État reste en grande partie financé par l'aide publique au développement (APD). Il convient de noter également que le Cap-Vert a renforcé sa fiscalité avec des réformes et un recouvrement plus efficace. Ses recettes fiscales ont augmenté, passant d'environ 17 % du PIB en 1999 à quelque 23 % en 2006 et 2007. Les recettes totales ont été également revigorées par les revenus exceptionnels procurés. Cette hausse est notamment due aux recettes non récurrentes qui proviennent de la privatisation de près de 30 entreprises publiques. Il y a également le fait d'une réforme qui vise à rationaliser la législation fiscale et élargir l'assiette de l'impôt en harmonisant les incitations, les exonérations, ainsi que les taxes à l'importation et à la consommation. Les dons restent également une importante source de recettes publiques. Ils ont représenté environ 6 % du PIB en 2006 et 2007. Avec les prêts étrangers, ils financent quelque 80

% du PIB. L'amélioration de la gestion des dépenses publiques a renforcé la confiance des donateurs, entraînant un relèvement de l'aide budgétaire qui est passée de 4 % du budget total en 2006 à 7 % en 2007.

En ce qui concerne les dépenses totales et prêts nets, ils se sont chiffrés à 34 pourcent du PIB en 2007, soit un léger recul par rapport à 2006 (35,5 %). Ces contractions ont ramené le déficit budgétaire global (dons compris) à 2,3 % du PIB en 2007, contre 4,6 % en 2006. Le Cap-Vert est fortement tributaire des importations d'hydrocarbures, et il encadre les tarifs de ses services publics par des subventions à la consommation d'électricité. Le budget de l'État risque donc de pâtir du renchérissement international des hydrocarbures.

**Graphique 3.54** : Evolution des recettes et dépenses courantes



Source : BCV, FMI, AMAO

En ce qui concerne la dette, selon une récente étude du FMI et de la Banque mondiale consacrée à la soutenabilité de la dette, le Cap-Vert continue d'afficher un faible risque de défaut de paiement. Il a pour objectif d'atteindre et de maintenir un ratio de la dette publique équivalant au maximum à 70 % du PIB (72,4 % en 2006), tandis que le ratio de la dette intérieure devrait se stabiliser au tour de 20 % du PIB d'ici fin 2008 (contre plus de 33 % fin 2005).

Dans le cadre de ses efforts visant à apurer les arriérés de paiement de l'administration centrale et locale, les autorités ont entrepris de verser aux compagnies pétrolières (Shell Oil notamment) une partie des anciennes subventions dues pour les livraisons de carburant à Electra, la compagnie nationale de l'électricité et de l'eau. L'ensemble de ces arriérés de subventions sera réglé en trois tranches d'ici 2009.

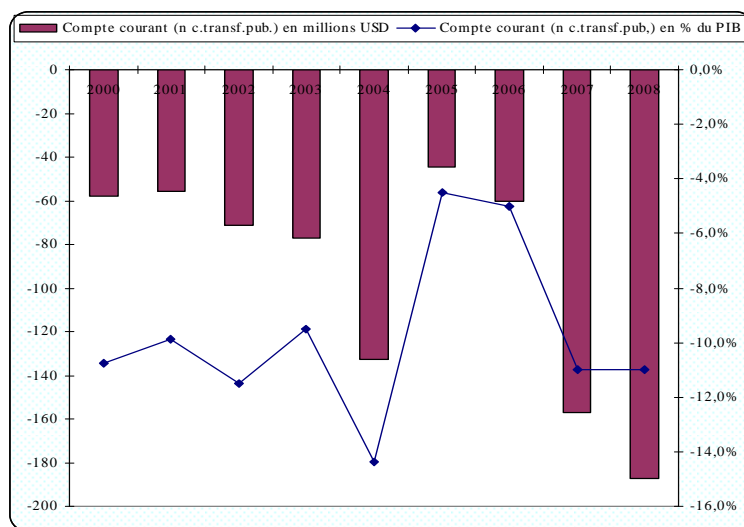
### 3.3.1.1.3 Secteur extérieur

En 2007, les principaux partenaires commerciaux du Cap-Vert étaient le Portugal, les Pays-Bas, la France, le Brésil, l'Espagne, l'Italie et la Suède. Les importations cap-verdiennes proviennent surtout du Portugal, avec près de 45 % du total en 2007. Viennent ensuite les Pays-Bas, avec 16 %. Le Portugal est aussi le premier importateur de produits cap-verdiens, devant l'Espagne ; il

absorbe plus de 50 % des exportations de l'archipel. Cependant, et même si les pays de la zone euro resteront ses principaux partenaires, le Cap-Vert cherche à intensifier la coopération Sud-Sud, surtout avec le Brésil et la Chine, ainsi que, à moyen terme, avec l'Afrique du Sud, l'Inde et le Nigeria.

D'après les estimations, le déficit des comptes courants s'est creusé en 2007 et s'est rapproché de son niveau historique, principalement en raison du tassement de la croissance des exportations de marchandises et des envois de fonds des travailleurs émigrés. Sur 2008 et 2009, ce déficit devrait se réduire progressivement. Le déficit structurel des comptes courants s'explique par la forte dépendance du pays vis-à-vis des importations de marchandises, qui représentent un volume considérable par rapport à celui des exportations. Si les exportations de poisson, qui entraînent pour environ 14 % dans le total exporté en 2006, se développent rapidement, en revanche les activités de réexportation de combustibles vont rester très faibles, notamment du fait des problèmes de gestion et des difficultés techniques liées à deux entreprises, Enacol and Shell, qui ne stockent pas des produits adéquats. Le déficit du commerce de marchandises restera stable mais, étant donné la vitalité des recettes touristiques, l'excédent des échanges de services va très fortement augmenter. Le déficit du commerce des biens et des services est financé par l'investissement direct étranger, par l'aide étrangère et par les envois des travailleurs émigrés. Ces derniers forment une importante diaspora d'environ 700 000 personnes.

**Graphique 3.56** : Evolution du compte courant



Source : BCV, FMI, AMAO

La dette extérieure publique du Cap-Vert avait nettement gonflé entre 1997 et 2001, sous l'effet de la réduction des dons et des prêts accordés à des conditions de faveur. Sa part dans le PIB est ensuite retombée à 48 % en 2006, contre 56,5 pourcent en 2001. Sur la même période, le ratio du service de la dette extérieure publique sur les exportations de biens et services est tombé de 14,2 % à 5,7 %. La Banque mondiale (via l'Association internationale de développement – IDA) est le plus gros créancier multilatéral devant le Fonds africain de développement et le Portugal, le principal prêteur bilatéral. La dette extérieure totale, qui inclut la dette du secteur privé, suit la même trajectoire. Sa part dans le PIB est descendue à 63 % en 2006, contre 71,2 % en 2001, et le ratio du service de la dette sur les exportations est passé de 15,8 % en 2001 à 11,7 % en 2006. La

notation des emprunts du Cap-Vert témoigne de l'amélioration de la solvabilité du pays, qui affiche un faible risque de défaut de paiement.

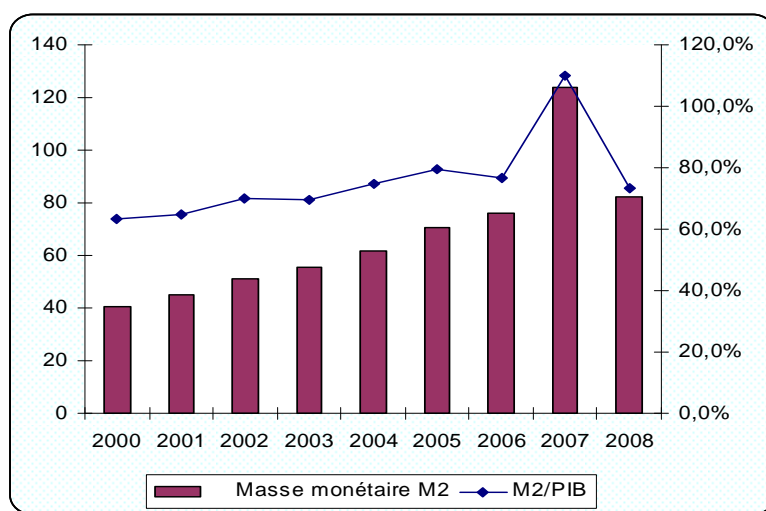
### 3.3.1.1.4 Secteur monétaire

En 2006 et 2007, la banque du Cap-Vert (Banco Central de Cabo Verde – BCV) a eu pour objectif d'améliorer la crédibilité du régime de change, dans lequel l'escudo cap-verdien est ancré sur l'euro en vue d'endiguer l'inflation. Étant donné l'importance des envois de la diaspora et leur sensibilité aux écarts de taux d'intérêt, la BCV devrait prochainement relever son taux principal d'environ 0,5 % pour suivre l'évolution du taux de refinancement de la Banque centrale européenne.

Les réserves internationales brutes atteignaient plus de 2,9 millions CVE fin 2007 (contre 2,1 millions CVE en 2006), soit l'équivalent de 3,2 mois d'importations. Bien que le Cap-Vert n'ait pas libéralisé son compte de capital, il encourage l'IDE en simplifiant les procédures d'enregistrement (les investisseurs restent simplement tenus de notifier à la BVC la façon dont ils comptent placer leurs fonds) ; il exonère à 100 % les dividendes des cinq premières années (le taux d'imposition est ensuite de 10 pourcent) et les dividendes et les revenus réinvestis sur place, ainsi que les amortissements et les intérêts ; il autorise enfin les investisseurs étrangers à acquérir des parts dans les sociétés privatisées.

Il convient de rappeler aussi que même s'il y a une loi votée en mai 2002 interdisant à la banque centrale de financer le déficit budgétaire, le Cap-Vert n'a pas été contraint ces trois dernières années de monétiser le déficit budgétaire de son administration centrale en faisant appel à la BCV, grâce essentiellement à l'aide budgétaire globale apportée par les donateurs et parce que la vente d'obligations du trésor (venant à maturité jusqu'en 2014) a permis de dégager les ressources financières nécessaires.

**Graphique 3.55** : Evolution de la masse monétaire



Source : BCV, FMI, AMAO

### 3.3.1.2 Performance au titre de la convergence macroéconomique

Dans l'ensemble, les performances de l'économie cap - verdienne sont encourageantes à fin 2007. Le niveau de performance d'ensemble s'est amélioré en passant de quatre (04) critères réalisés à fin décembre 2006 à cinq (05) critères réalisés à fin 2007. (Tableau ci-dessous).

Tableau 3.22: SITUATION DE LA CONVERGENCE DU CAP VERT

|                                       | Norme           | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008* |
|---------------------------------------|-----------------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|
| <b>Critères de premier rang:</b>      |                 |      |      |      |      |      |      |      |      |       |
| i) Déficit Budgétaire/PIB             | ≤ 4%            | 15,0 | 9,0  | 11,1 | 9,0  | 7,6  | 12,7 | 8,6  | 11,8 | 11,5  |
| ii) Taux d'inflation                  | ≤ 5%            | -1,1 | 4,2  | 3,0  | -2,3 | -0,3 | 1,7  | 5,8  | 3,4  | 6,0   |
| iii) Financement BC                   | ≤ 10% RF n-1    | 59,3 | 0,1  | 20,7 | 6,3  | 0,2  | 0,0  | 0,0  | 0,0  | 0,0   |
| iv) Reserves brutes de change         | ≥6 mois Imports | 2,9  | 4,0  | 4,0  | 3,6  | 4,3  | 3,2  | 3,8  | 3,7  | 4,0   |
| <b>Critères de second rang</b>        |                 |      |      |      |      |      |      |      |      |       |
| i) Recettes fiscales/PIB              | ≥ 20%           | 17,3 | 18,7 | 19,7 | 18,6 | 19,6 | 21,0 | 23,0 | 22,8 | 23,9  |
| ii) Masse Salariale/Recettes fiscales | ≤ 35% RF        | 57,3 | 50,6 | 48,3 | 55,4 | 48,0 | 57,6 | 50,4 | 47,8 | 42,7  |
| iii) Investissements interes/Recettes | ≥20% RF         | 4,4  | 6,2  | 4,9  | 5,1  | 4,9  | 10,2 | 10,2 | 7,2  | 7,8   |
| iv) Taux d'intérêt réel               | > 0             | 4,3  | 3,7  | 4,9  | 8,7  | 6,6  | 3,6  | 3,6  | 5,3  | 4,6   |
| v) Stabilité du Taux de change réel   | ± 5%            | -8,8 | -3,9 | 5,4  | 20,1 | 12,5 | -2,5 | 1,7  | 0,8  | -0,8  |
| <b>Nombre de critères respectés</b>   |                 | 2    | 4    | 2    | 3    | 3    | 5    | 4    | 5    | 4     |

Source: Données du FMI; estimations (\*) et les prévisions (\*\*).

### 3.3.1.3 Perspective 2008

Les perspectives de l'économie cap verdienne sont bonnes. La croissance sera soutenue dans les prochaines années par les mesures macro-économiques et structurelles prévues dans le plan national 2006-10, ainsi que par l'Instrument de soutien à la politique économique (ISPE) du Fonds monétaire international (FMI) pour la période 2006-09, et par le cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) 2008-10. L'inflation annuelle moyenne a décliné à 4,5 % en 2007 contre 6 % en 2006, et elle devrait être inférieure à 3 % en 2008. La politique budgétaire à moyen terme du Cap-Vert vise à préserver la stabilité macroéconomique, à renforcer la fiscalité et à favoriser l'investissement public. Le cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) pour 2008-10 a été validé. Il convient de noter également que depuis décembre 2007, après plus de sept années de négociations, le Cap-Vert est devenu le 152ème membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Pour ses produits industriels, il a accepté une consolidation tarifaire à des taux allant de 0 à 55 %. Certaines consolidations impliquent des réductions progressives jusqu'en 2018, ce qui portera le taux le plus élevé à 15 % en moyenne. Quant aux produits agricoles du Cap-Vert, ils feront l'objet d'une consolidation tarifaire à un taux moyen d'environ 19 %. Le pays a également pris certains engagements afin de faciliter l'accès à dix segments du secteur des services et à un large éventail d'autres branches.

### 3.3.1.4 Conclusion et recommandations

Au total, le PIB en volume du Cap-Vert continue de croître à un rythme supérieur à celui de la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Depuis 2004, année éprouvante pour l'agriculture de l'archipel, ce taux de croissance est largement soutenu par un environnement politique sain. En 2008 et 2009, le PIB en volume devrait encore augmenter de respectivement 7,6 % puis 7 %. D'ailleurs depuis décembre 2007, le Cap-Vert a cessé de faire partie des pays les moins avancés (PMA) selon les informations des perspectives économiques en Afrique.

Cependant, malgré ces progrès impressionnants, le pays est toujours confronté à de graves problèmes structurels dont il doit prendre en compte dans la répartition de la croissance. Il s'agit du chômage massif, pour l'essentiel structurel (18,3 % en 2006), de la persistance d'un taux de pauvreté relativement élevé, de la qualité médiocre des services proposés par les entreprises publiques et privées, de la pénurie de main d'œuvre qualifiée et de l'inadéquation des infrastructures. Il y a également l'état géographique du Cap – Vert (plus de dix îles et huit îlots) et son climat aride de type sahélien qui doivent être pris en compte dans la politique de développement du pays.

D'autres recommandations sur les aspects moins structurels doivent être également pris en compte :

1) Moderniser la pêche, qui tient une grande place dans les exportations du pays et les méthodes traditionnelles continuant d'être utilisées. En même temps prêter plus d'attention à la rareté de l'eau potable sur l'archipel volcanique, le dessalement de l'eau de mer, procédé relativement coûteux, jouera donc un rôle toujours plus important.

2) Diversifier les sites touristiques et mettre en place des politiques qui permettent d'augmenter les retombées du tourisme au niveau local car jusqu'à ce jour cette activité se concentre sur quelques grands sites et les produits consommés par les touristes sont essentiellement importés, si bien que les marchés locaux en profitent peu.

### 3.3.2 LIBERIA

Outre les efforts visant à consolider la paix et la sécurité, en 2007, la politique économique du Liberia a visé essentiellement à assurer la relance du secteur réel, réduire le niveau de pauvreté et le chômage généralisé, et assurer la stabilité des prix et du taux de change. A cet égard, les autorités ont mis l'accent sur les objectifs suivants dans leur programme macroéconomique 2007 : assurer un taux de croissance du PIB réel de 8,5%, un taux d'inflation en glissement annuel de 5%, un solde budgétaire global de 0,0 % du PIB et des réserves extérieures brutes finançant au mois 1 mois d'importations.

Sous l'effet des activités des bailleurs de fonds et suite à la levée des sanctions sur les exportations de diamant et de bois, l'économie a continué de se redresser de manière sensible. Les indicateurs macroéconomiques ont présenté des signes d'amélioration. L'inflation a augmenté légèrement, passant de 8,9 % à fin 2006 à 11,7 %, tandis que le taux de change s'est stabilisé, reculant d'environ 4,8 %, par rapport au dollar des Etats-Unis, en 2007. Les taux d'intérêt n'ont enregistré aucun changement majeur pendant l'année considérée.

#### 3.3.2.1 Analyse sectorielle

##### 3.3.2.1.1 Secteur réel

Le produit intérieur brut (PIB) aurait crû au rythme de 9,4 % en termes réels, passant de 433,2 millions de \$ EU en 2006 à 473,9 millions de \$ EU, sous l'effet des secteurs de l'agriculture et des services. La croissance dans le secteur agricole a été induite essentiellement par les investissements dans le secteur du caoutchouc, les conditions climatiques favorables, l'assistance des bailleurs de fonds aux petits agriculteurs et l'amélioration de l'environnement sécuritaire. Quant au développement du secteur des services, il repose essentiellement sur les activités dans les secteurs du commerce, des hôtels et restaurants, ainsi que sur le transport et les communications.

Les institutions financières ont apporté une contribution significative à la croissance de l'économie libérienne. Le crédit total des banques commerciales a crû, passant de 2 690 millions de \$ L en 2006 à 4 342,04 millions de \$ L en 2007, tirant parti essentiellement des activités dans les secteurs du commerce, des hôtels et restaurants, du bâtiment, de l'agriculture, du transport et des communications.

La relance du secteur minier s'est poursuivie au cours de l'année ; des politiques de réglementation ont été mises en place, ce qui a permis au Liberia de se conformer aux Normes de Kimberly ; un accord de concession de minerai de fer a été signé entre le Gouvernement du Liberia et Acelor Mittal Steel ; un appel d'offres a été lancé pour les Projets de Western Cluster Iron et de Bong Range Iron Ore et des Accords de mise en valeur des mines (AMVM) ont été renouvelés et signés entre le Gouvernement et différentes sociétés minières. Au total, 21 700 carats de diamants, d'une valeur de 2,7 millions de \$ EU, ont été exploités pendant l'année, tandis que la production d'or, évaluée à environ 5,5 millions de \$ EU a augmenté, passant de 304 onces en 2006 à 10 014 onces en 2007.

Au cours de l'année, le secteur manufacturier a progressé, passant de 55,5 millions de \$ EU en 2006 à 60,7 millions de \$ EU (voir tableau), tout en maintenant sa part de 12,8 % dans le PIB total



en 2007. Il convient de souligner que le potentiel du secteur est sous-exploité, en raison essentiellement de l'insuffisance de la capacité de production d'énergie électrique publique, du faible niveau des investissements et du coût élevé des matières premières importées, ainsi que de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

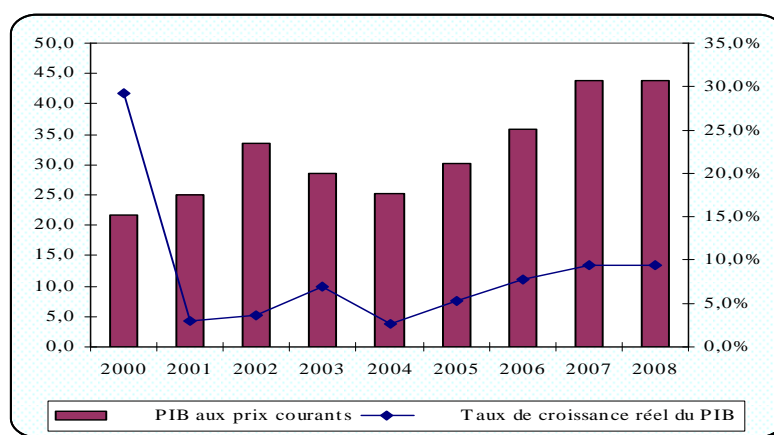
La production de caoutchouc a grimpé de 41 667 tonnes (44,5%), passant d'environ 93 533 tonnes en 2006 à 135 200 tonnes en 2007. Ceci s'explique, en partie, par une bonne pluviométrie, la fin de l'occupation illégale des plantations de caoutchouc par les anciens combattants et la reprise de la pleine production des plantations de caoutchouc réhabilitées.

La production de cacao, au cours de l'année, a augmenté, passant à 21 126 tonnes en 2007, contre 1107 tonnes en 2006. La réinstallation progressive des cacaoculteurs déplacés dans leurs villages d'origine explique, pour l'essentiel, l'accroissement de la production.

Bien que les sanctions des Nations Unies sur les exportations de bois aient été levées, l'exploitation réelle à grande échelle n'a pas encore commencé, reflétant le retard accusé par le Gouvernement pour l'élaboration des directives relatives à la réglementation de l'exploitation du bois et des activités connexes.

La production de ciment a progressé, passant à 157 200 tonnes pendant l'année, contre 135 486 tonnes en 2006. L'augmentation de 16 % de la production s'explique par l'accroissement de la demande intérieure, induit par les activités de reconstruction dans le pays. La production de boissons a grimpé de 15 %, passant de 17,3 millions de litres en 2006 à 19,9 millions de litres en 2007.

**Graphique 3.57** : Evolution du PIB courant et du taux de croissance réel



Sources : CBL et FMI

En 2007, le taux d'inflation s'est établi, en moyenne, à 11,4 %. A fin décembre 2007, il était de 11,7%. En dehors des aliments et boissons non alcoolisées, le taux était de 6 %. Les poussées inflationnistes étaient élevées, essentiellement, pour les denrées alimentaires locales, l'habillement, l'eau, le loyer et le transport. Les prix des denrées alimentaires locales ont crû, en moyenne, au rythme de 25,8 %, au cours de l'année, représentant plus de 4,2 % du taux d'inflation global moyen. L'augmentation des prix des denrées alimentaires s'explique par l'envolée des cours de produits pétroliers sur le marché international, entraînant une hausse des coûts de transport.

La situation de l'inflation au Liberia était induite, pour l'essentiel, par des facteurs structurels, notamment la précarité de l'infrastructure, la pénurie d'intrants agricoles, la concentration de certains agriculteurs dans le secteur de l'exploitation minière. Quoique l'évolution du taux de change ait eu une incidence directe sur l'inflation, les données de l'année 2007 montrent que, bien que l'évolution trimestrielle du taux de change ait affiché une légère tendance à la hausse, le taux de change trimestriel de l'inflation était en baisse. Le taux trimestriel moyen de dépréciation de la monnaie nationale était de 6,6 %, tandis que l'évolution trimestrielle moyenne de l'inflation a accusé une baisse de 6,2 % au cours de la même période. Cette évolution témoigne de l'importance de la vente aux enchères de devises effectuée régulièrement par la CBL afin de stabiliser le taux de change.

L'afflux de populations, revenant essentiellement des pays voisins a également exercé des pressions considérables sur la demande de logements, augmentant ainsi le coût du loyer. L'augmentation des coûts des matériaux de construction, notamment le ciment, la peinture, le bois, explique également cette augmentation du loyer.

La santé et les communications ont enregistré des baisses de l'ordre de 0,64 % et de 4,81 %, respectivement. La baisse dans le secteur de la santé s'explique par la gratuité des services médicaux fournis aux patients et par les dons de médicaments par des organisations non gouvernementales internationales (ONGI) du secteur de la santé. La concurrence dans l'industrie de la communication, en particulier dans le secteur de la téléphonie cellulaire, a contribué à réduire considérablement le coût des communications.

### **3.3.2.1.2 Finances publiques**

Le Gouvernement du Liberia a pris des mesures appropriées en vue d'améliorer la politique budgétaire en renforçant la collecte des recettes, l'objectif étant de porter le ratio recettes totales/PIB au-dessus de l'objectif minimum de 15 %. Pour ce faire, les autorités ont demandé l'assistance technique du FMI afin de mettre en œuvre des réformes de la politique fiscale. Les mesures concernant le volet recettes comprenaient l'élargissement de l'assiette fiscale du pays, la mise en place de mécanismes d'audit et de contrôle, l'élimination des impayés exorbitants au titre des impôts et la rationalisation de la liste des exonérations fiscales. En ce qui concerne les dépenses, les autorités ont introduit des mesures visant à renforcer les procédures de gestion de la trésorerie/budgétisation, assurer la discipline financière et la transparence. Elles se sont efforcées également à apurer les arriérés de salaires dans la fonction publique.

L'engagement des autorités à l'égard des mesures susmentionnées s'est traduit par une amélioration sensible de la situation budgétaire. Le solde global s'est amélioré, passant d'un déficit de 0,7 % du PIB à un excédent de 2,5 %, par rapport à l'objet de budget de trésorerie équilibré prévu au cours de l'année.

L'amélioration relative de la politique budgétaire s'explique par le renforcement de l'efficacité opérationnelle des institutions de recouvrement des recettes. Les recettes fiscales, comprenant essentiellement l'impôt sur le revenu et les droits d'accise, ont augmenté considérablement de 70,1 % en 2006, contre une amélioration modeste de 0,4 % enregistrée l'année précédente. Les dépenses totales ont crû de 22,6 %, contre 11,7 % en 2005. Les dépenses renouvelables, qui

représentaient 96 % des dépenses totales, ont également progressé de 23,9 % en 2006. Cependant, le niveau des dépenses en capital a baissé au cours de la période 2005-06, passant de 617,8 millions de \$ EU à 203,6 millions de \$ EU.

La masse salariale qui avait grimpé en 2004, suite à la reprise des paiements de salaires aux fonctionnaires, s'est ralentie au cours de la période considérée. En fait, les salaires et émoluments ont enregistré un léger recul de 8,6 %, passant de 46,5 % des dépenses renouvelables à 35,8 %. Cette évolution a eu un impact favorable sur les dépenses liées aux biens et services (y compris l'éducation et la santé) qui ont progressé de 60,6 %, représentant 36,1 % des dépenses renouvelables. Les paiements d'intérêts ont également crû légèrement de 2,3 %.

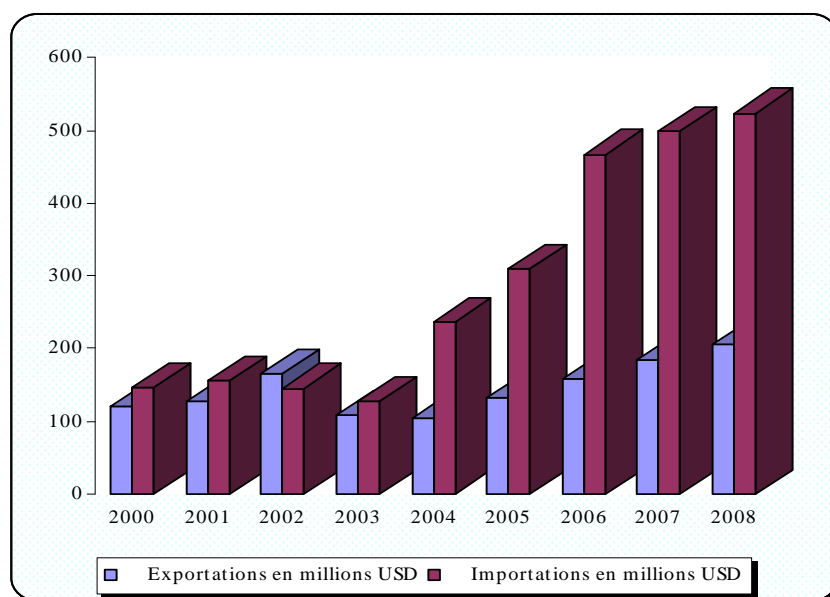
En 2007, les opérations budgétaires se sont traduites par des besoins d'emprunt de 933,6 millions de \$ L financés essentiellement par des sources internes en dehors du secteur bancaire et du secteur privé non bancaire, en particulier par les recettes internes accumulées pendant l'année. Il convient de souligner que la Banque centrale du Liberia n'a pas encore introduit les bons du Trésor en vue de faciliter les emprunts au nom de l'Etat.

### **3.3.2.1.3 Secteur extérieur**

Les contraintes de la balance des paiements ont continué à s'aggraver en 2007, car le solde du déficit global a crû de 3,8 %, s'établissant à 133 millions de \$ EU, représentant 18,8 % du PIB, contre 21,7 % en 2006. La tendance à la baisse du compte extérieur était induite par l'accroissement de la demande d'importations.

Le solde du déficit du compte courant a baissé, passant de 37,29 % du PIB à 34,83 %. Cette évolution s'explique par l'évolution de la balance commerciale, dont le déficit a reculé, passant de 49 % du PIB en 2006 à 46,7 % au cours de la période sous revue. Les exportations se sont accrues, passant de 158 millions de \$ EU en 2006 à 227 millions de \$ EU, soit une augmentation de 43,7 % due à la levée de l'interdiction sur les exportations de bois. Par ailleurs, les importations ont progressé de 21,4 %, en raison des augmentations considérables des factures de produits pétroliers et non pétroliers.

**Graphique 3.58** : Evolution des exportations et importations



Sources : CBL et FMI

Le solde du compte de capital et financier s'est légèrement amélioré, en dépit des sorties massives au titre du financement privé des crédits commerciaux. Ce compte a augmenté, passant de 96 millions de \$ EU en 2006 à 117 millions de \$ EU, soit une augmentation de 21,87 %. Les investissements directs étrangers ont grimpé, passant de 6 millions de \$ EU à 120 millions de \$ EU. En outre, le pays a reçu de la part de ses partenaires au développement des prêts concessionnels. Par conséquent, la position de change de la Banque centrale du Liberia, qui comprend essentiellement des billets de banque en devises et des soldes de dépôt auprès des banques correspondantes, s'est améliorée, passant de 1 mois de couverture des importations à 1,5 mois à la fin de 2007. Cependant, les avoirs et le passif extérieur nets du système bancaire sont demeurés déficitaires. En dépit des contraintes liées au compte extérieur, la monnaie nationale est demeurée relativement stable, par rapport au dollar EU, car elle s'est dépréciée de 3,5 % et 4,8 % en 2006 et 2007, respectivement.

L'encours de la dette extérieure du pays a baissé, passant de 5 032 millions de \$ EU en 2006 à 4 725 millions de \$ EU à fin 2007, et représentait 645 % du PIB. La situation de la dette extérieure par rapport aux exportations s'est également améliorée, reflétant l'amélioration relative de la base d'exportations au cours de l'année considérée. Ces indicateurs montrent clairement que la position de la dette extérieure du Liberia est très peu soutenable. Il convient de souligner que la position de la dette extérieure d'un pays est généralement jugée soutenable si les paiements prévus au titre du service de la dette sont inférieurs à 25 % des exportations de biens et services et si le ratio net dette/exportations est inférieur à 250 %.

Tableau 3.23 : SOUTENABILITE DE LA DETTE EXTERIEURE

|   | 2002   | 2003   | 2004   | 2005   | 2006   | 2007 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|------|
| Dettes extérieures/PIB  | 479,7  | 665,3  | 571,6  | 543,9  | 507,7  | 645  |
| Dettes extérieures/exportations de biens et services              | 1522,9 | 2657,4 | 2899,9 | 2379,8 | 2030,0 |      |
| Service de la dette extérieures/exportations de biens et services | 47,9   | 6,9    | 81,0   | 76,6   | 74,9   |      |
| Service de la dette extérieures/PIB                               | 15,1   | 16,8   | 16,0   | 17,5   | 18,7   |      |

Sources : BCL, FMI

### 3.3.2.1.4 Secteur monétaire

En 2007, la politique monétaire a visé à contenir l'inflation en maintenant un taux de change stable. La Banque centrale a pris un certain nombre de mesures en vue de renforcer le cadre de la politique monétaire, notamment la mise sur pied d'un comité de gestion de la monnaie et de révision des politiques dont la responsabilité première consiste à orienter les décisions de politique et à superviser régulièrement les ventes aux enchères bihebdomadaires de devises.

A la différence de l'objectif de la stabilité macroéconomique, la Banque centrale du Liberia a poursuivi sa politique monétaire expansionniste récente visant à satisfaire les besoins de développement de l'infrastructure dans le pays. La base monétaire, le but intermédiaire de la Banque centrale, a crû de 26,7 %, contre un taux de croissance de 30,9 % enregistré en 2006. La monnaie au sens large a crû également de 40,1 %, contre 34,4 % au cours de l'année précédente. Toutes les composantes de la masse monétaire ont enregistré des augmentations considérables, la monnaie en circulation et les dépôts à vue ayant augmenté, de 27,7 % et de 39,5 %, respectivement. L'augmentation considérable des dépôts à vue reflétait la confiance croissante du secteur privé dans le système bancaire, suite au rétablissement de la paix et de la sécurité.

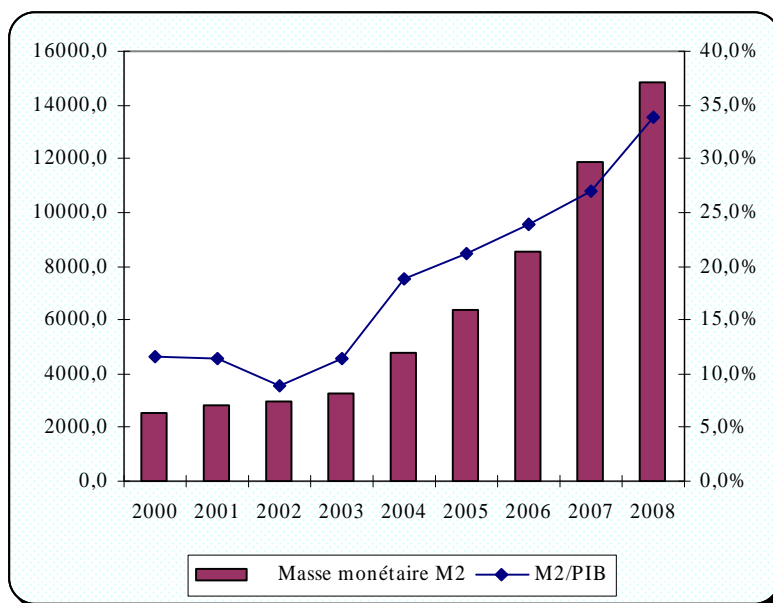
Tableau 3.24 : Croissance et agrégats monétaires (2003-08)

| Agrégats                    | 2003  | 2004  | 2005 | 2006 | 2007 | 2008  |
|-----------------------------|-------|-------|------|------|------|-------|
| Base monétaire              | 8,9   | 62,3  | 27,1 | 30,9 | 26,7 | 20,6  |
| Monnaie au sens large (M2+) | 8,3   | 49,3  | 35,7 | 34,4 | 40,1 | 23,2  |
| Monnaie au sens étroit (M1) | 14,0  | 38,3  | 30,7 | 35,9 | 33,6 | 21,7  |
| Circulation fiduciaire      | 24,8  | 34,6  | 23,6 | 22,1 | 27,7 | 20,2  |
| Dépôts à vue                | 5,5   | 41,8  | 37,0 | 47,0 | 39,5 | 23,2  |
| Quasi-monnaie               | -17,0 | 116,2 | 55,3 | 29,3 | 61,7 | 26,23 |

Sources : BCL, FMI

La croissance de la masse monétaire a été favorisée essentiellement par les activités des banques de dépôt, ce qui s'est traduit par une augmentation de 45,7 % de leurs créances sur le secteur privé, contre une progression de 18,3 % en 2006. Les créances nettes sur l'Etat et les institutions publiques, bien que représentant 95,5 % des avoirs intérieurs nets du système bancaire, ont augmenté légèrement de 0,5 %, contre 10,3 % en 2006. Les crédits ont été canalisés vers l'agriculture, les mines et carrières, le bâtiment, le transport et les communications. Par ailleurs, le passif net en devises du système bancaire s'est amélioré de 8,8 %, passant à 44,9 milliards de \$ EU.

**Graphique 3.59** : Evolution de la masse monétaire



Sources : CBL et FMI

Le taux d'épargne moyen a reculé de 45 points de base pour s'établir à 3,6 %, tandis que le taux débiteur moyen a également chuté de 60 points de base, passant à 15,3 %. Cependant, la marge entre le taux de l'épargne et le taux débiteur est demeurée élevée.

### 3.3.2.2 Performance au titre de la convergence macroéconomique

En 2007, la performance du Liberia au titre de la convergence macroéconomique est demeurée la même qu'en 2006. Le pays a maintenu les deux objectifs en ce qui concerne le déficit budgétaire et le financement du déficit budgétaire par la banque centrale et remplit les critères secondaires au titre de la masse salariale et de la stabilité du taux de change réel.

Tableau 3.25: SITUATION DE LA CONVERGENCE DU LIBERIA

|  | Norme            | 2000     | 2001     | 2002     | 2003     | 2004     | 2005     | 2006     | 2007     | 2008*    |
|--|------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| <b>Critères de premier rang:</b>       |                  |          |          |          |          |          |          |          |          |          |
| i) Déficit Budgétaire/PIB              | ≤ 4%             | 0,9      | 1,9      | 1,0      | 3,7      | 4,4      | 0,9      | -3,0     | 3,4      | 2,0      |
| ii) Taux d'inflation                   | ≤ 5%             | 3,2      | 19,4     | 11,1     | 5,0      | 16,1     | 7,0      | 8,9      | 11,7     | 10,5     |
| iii) Financement BC                    | ≤ 10% RF n-1     | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      | 0,0      |
| iv) Réserves brutes de change          | ≥ 6 mois Imports | 3,6      | 2,6      | 0,0      | -0,2     | 0,2      | 0,1      | 0,1      | 0,1      | 0,1      |
| <b>Critères de second rang</b>         |                  |          |          |          |          |          |          |          |          |          |
| i) Recettes fiscales/PIB               | ≥ 20%            | 13,7     | 11,4     | 10,7     | 6,4      | 9,2      | 14,7     | 13,2     | 12,6     | 12,5     |
| ii) Masse Salariale/Recettes fiscales  | ≤ 35% RF         | 24,8     | 29,0     | 19,1     | 26,4     | 39,0     | 55,8     | 36,4     | 35,7     | 35,2     |
| iii) Investissements internes/Recettes | ≥ 20% RF         | 39,6     | 46,1     | 47,3     | 0,0      | 25,6     | 15,7     | 8,3      | 7,0      | 12,5     |
| iv) Taux d'intérêt réel                | > 0              | 2,6      | -13,7    | -5,4     | -0,6     | -11,4    | -3,9     | -6,2     | -9,1     | -8,2     |
| v) Stabilité du Taux de change réel    | ± 5%             | -0,5     | -23,2    | -30,1    | -7,2     | -14,2    | -3,1     | -4,6     | 2,5      | 2,7      |
| <b>Nombre de critères respectés</b>    |                  | <b>7</b> | <b>4</b> | <b>4</b> | <b>4</b> | <b>2</b> | <b>3</b> | <b>3</b> | <b>3</b> | <b>3</b> |

Sources : BCL, FMI et AMAO

Compte tenu du maintien de deux critères, tel qu'indiqué ci-dessus, et de l'amélioration relative de la position budgétaire et des réserves extérieures brutes, la performance du pays au titre des critères primaires a été généralement satisfaisante. Le déficit budgétaire, en 2007, s'élevait à 3,4 %, restant ainsi dans les limites requises, contre un excédent de 2,5 % au cours de l'année précédente. L'adoption de la politique de budget de trésorerie a écarté la nécessité de l'intervention de la banque centrale, ce qui a permis de réaliser cet objectif systématiquement. Cependant, l'inflation a légèrement crû, s'établissant tout juste au dessus du niveau maximum de 5 %. Les réserves extérieures brutes sont demeurées faibles en 2007, s'établissant à 1,5 mois de couverture des importations, contre un 1 mois en 2006.

La performance au titre des critères secondaires était également encourageante. Les recettes fiscales ont crû de 5,9 points de pourcentage, passant à 19,13 %, reflétant le résultat positif des importantes réformes structurelles mises en route depuis 2006. La masse salariale, qui a crû en 2004, suite à la reprise du paiement des salaires et émoluments, s'est considérablement ralentie, par la suite, passant de 40,12 % en 2006 à 29 % des recettes fiscales, atteignant ainsi l'objectif maximum de 35 %. Cependant, le niveau des investissements publics financés par les sources internes, bien qu'il soit passé de 7,8 en 2006 à 11,5 en 2007, l'indicateur est nettement en deçà de l'objectif requis. Le taux d'inflation relativement élevé a contribué à la prévalence de taux d'intérêt réels négatifs. En utilisant l'année 2000 comme année de référence et une fourchette de fluctuation de ± 10 %, le taux de change effectif a été stable en 2007.

### 3.3.2.3 Perspectives pour 2008

Le nouveau gouvernement, qui a pris fonction en janvier 2006, a mis en place un cadre stratégique axé sur quatre piliers stratégiques (la sécurité, la relance de l'économie, l'infrastructure et les services de base, l'adoption de politiques macroéconomiques prudentes) en vue de relever les défis économiques redoutables. Le principal élément de ce cadre consistait à assurer la reconstruction des principaux institutions et organismes publics de recouvrement des recettes, mettre en place un processus budgétaire opérationnel et assurer la relance des exportations. Ces politiques ont commencé à porter leurs fruits, en particulier dans les secteurs secondaire et tertiaire, y compris la mise en oeuvre de politiques macroéconomiques prudentes.

L'engagement à l'égard des politiques pertinentes contribuera à maintenir le niveau de l'activité économique, à mesure que les autorités consolident la paix et l'environnement sécuritaire. Les projections indiquent que l'économie enregistrera une croissance de 9,6 % en 2008, qui sera induite par l'accroissement des activités des donateurs et la reconstruction des secteurs de l'industrie manufacturière et des services.

Compte tenu de la nécessité d'assurer une croissance plus forte et d'accélérer le rythme du développement, les autorités devraient prendre les mesures nécessaires afin d'éviter une accélération éventuelle des poussées inflationnistes. La politique monétaire expansionniste adoptée ces dernières années en vue de favoriser la mise en oeuvre du programme de relance économique et d'accélérer la réalisation des objectifs de développement nécessiterait que l'on éponge l'excédent de liquidité, en temps opportun, à mesure que la demande globale et le niveau de l'emploi augmentent. L'absence de bons du Trésor pour effectuer des opérations de marché ouvert et d'outils de politique monétaire appropriés constituerait une contrainte pour la gestion efficace de la trésorerie en 2008 et au cours des années à venir.

En dépit de l'évolution de la situation susmentionnée, les projections indiquent que les poussées inflationnistes reculeraient pour s'établir à 9,5 % d'ici à fin 2008, contre deux chiffres à fin 2007. Cependant, l'accroissement du niveau de l'activité économique pourrait saper la réalisation de cet objectif si le taux d'accroissement n'est pas planifié de manière judicieuse. L'accroissement des flux de ressources des donateurs et des investissements directs étrangers contribuerait également à réduire la pression sur la balance des paiements. L'on s'attend à ce que les taux d'intérêt baissent davantage en l'absence d'opérations du marché ouvert et d'emprunt de l'Etat auprès du secteur privé, à mesure que des efforts sont déployés en vue d'assurer la relance des activités d'investissement. Cependant, compte tenu de la baisse des taux d'intérêt et du niveau d'inflation encore élevé, les taux d'intérêt réels demeureraient négatifs, ce qui pourrait constituer un risque de ralentissement de la croissance potentielle de la production.

*Ceteris paribus*, l'amélioration de la performance au titre de la convergence macroéconomique déclinera, car le pays ne réalisera que trois (3) en 2008. L'amélioration de la situation budgétaire appuiera la réalisation des critères primaires au titre du déficit budgétaire et du financement du déficit, ainsi que les repères secondaires relatifs aux recettes fiscales et à la masse salariale. Bien que l'on s'attende à ce que le taux d'inflation baisse en 2008, l'objectif de 5 % requis pourrait ne pas être atteint. Les taux d'intérêt réels négatifs pourraient persister tandis que les réserves extérieures brutes chuteront à 1 mois d'importations.



### 3.3.2.4 Conclusion et recommandations

Le Liberia est confronté à de nombreux problèmes économiques, qui vont de la faiblesse de l'infrastructure physique à l'insuffisance des recettes, qui augmentent néanmoins, en passant par une forte demande de dépenses, une position non soutenable de la dette extérieure, la faiblesse du système financier qui dispose de peu d'outils de politique monétaire, les contraintes liées à la balance des paiements, la faiblesse de la capacité de génération de devises. En dépit de ces contraintes, le Gouvernement du Liberia sera appelé à améliorer l'efficacité de son programme de restructuration et de reconstruction afin d'accélérer le rythme de redressement de l'économie. Selon la disponibilité d'une assistance technique et financière suffisante, le Gouvernement du Liberia pourrait prendre en considération les questions suivantes dans le cadre de ses programmes de reconstruction et de développement :

1. assurer la restructuration du secteur financier en vue de renforcer l'efficacité de son rôle d'intermédiation pour l'accélération du rythme de développement ;
2. introduire des instruments de politique monétaire et un mécanisme afin d'assurer de suivi approprié et d'éponger l'excédent de liquidité ;
3. créer des emplois en mettant sur pied des industries familiales afin d'assurer la réinsertion des populations déplacées qui doivent apporter leur contribution au développement de l'économie ;
4. reconstruire l'infrastructure économique, à titre prioritaire, en vue d'appuyer la relance de l'activité économique ;
5. renforcer le système de recouvrement des recettes en maintenant sa capacité de mobilisation ; et introduire les objectifs de convergence dans les budgets pluriannuels, à mesure que les fondamentaux macroéconomiques s'améliorent ;
6. renforcer les stratégies de développement national en améliorant l'alignement du soutien des donateurs sur les priorités nationales afin d'accroître la crédibilité du budget en tant qu'outil de gestion et d'allocation des ressources ;
7. utiliser les cadres d'évaluation de la performance et un système d'établissement de rapport plus économique et axé sur les résultats.

**Tableau 1.6** : croissance économique mondiale et inflation

|  | 2002       | 2003       | 2004       | 2005       | 2006       | 2007       | 2008*      | 2009**     |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| <b>Croissance économique (variation annuelle en pourcentage)</b> |            |            |            |            |            |            |            |            |
| <b>Monde</b>   | <b>2,8</b> | <b>3,6</b> | <b>4,9</b> | <b>4,4</b> | <b>5,0</b> | <b>4,9</b> | <b>3,7</b> | <b>3,8</b> |
| <b>Pays avancés</b>  | <b>1,6</b> | <b>1,9</b> | <b>3,2</b> | <b>2,6</b> | <b>3,0</b> | <b>2,7</b> | <b>1,3</b> | <b>1,3</b> |
| Etats-Unis   | 1,6        | 2,5        | 3,6        | 3,1        | 2,9        | 2,2        | 0,5        | 0,6        |
| Zone-euro  | 0,9        | 0,8        | 2,1        | 1,6        | 2,8        | 2,6        | 1,4        | 1,2        |
| Japon  | 0,3        | 1,4        | 2,7        | 1,9        | 2,4        | 2,1        | 1,4        | 1,5        |
| Autres pays avancés  | 3,2        | 2,5        | 4,1        | 3,2        | 3,8        | 3,9        | 2,5        | 2,7        |
| <b>Pays émergents et en développement par région</b>             | <b>4,7</b> | <b>6,2</b> | <b>7,5</b> | <b>7,1</b> | <b>7,8</b> | <b>7,9</b> | <b>6,7</b> | <b>6,6</b> |
| Europe centrale et orientale                                     | 4,2        | 4,8        | 6,9        | 6,1        | 6,6        | 5,8        | 4,4        | 4,3        |
| Communauté des Etats indépendants                                | 5,2        | 7,8        | 8,2        | 6,5        | 8,2        | 8,5        | 7,0        | 6,5        |
| Asie, pays en développement                                      | 6,9        | 8,1        | 8,6        | 9          | 9,6        | 9,7        | 8,2        | 8,4        |
| Moyen-Orient   | 3,9        | 6,9        | 5,9        | 5,7        | 5,8        | 5,8        | 6,1        | 6,1        |
| Hémisphère occidental  | 0,4        | 2,1        | 6,2        | 4,6        | 5,5        | 5,6        | 4,4        | 3,6        |
| Afrique  | 6,1        | 5,3        | 6,5        | 5,7        | 5,9        | 6,2        | 6,3        | 6,4        |
| <b>Inflation (variation annuelle en pourcentage)</b>             |            |            |            |            |            |            |            |            |
| <b>Monde</b>   | <b>1,5</b> | <b>1,8</b> | <b>2,0</b> | <b>2,3</b> | <b>2,4</b> | <b>2,2</b> | <b>2,6</b> | <b>2,0</b> |
| <b>Pays avancés</b>  | <b>1,6</b> | <b>2,3</b> | <b>2,7</b> | <b>3,4</b> | <b>3,2</b> | <b>2,9</b> | <b>3,0</b> | <b>2,0</b> |
| Etats-Unis   | 2,3        | 2,1        | 2,1        | 2,2        | 2,2        | 2,1        | 2,8        | 1,9        |
| Zone-euro  | -0,9       | -0,3       | -          | -0,3       | 0,3        | -          | 0,6        | 1,3        |
| Japon  | 1,7        | 1,8        | 1,7        | 2,1        | 2,1        | 2,1        | 2,6        | 2,4        |
| Autres pays avancés  | <b>6,7</b> | <b>6,6</b> | <b>5,9</b> | <b>5,7</b> | <b>5,4</b> | <b>6,4</b> | <b>7,4</b> | <b>5,7</b> |
| <b>Pays émergents et en développement par région</b>             |            |            |            |            |            |            |            |            |
| Europe centrale et orientale                                     | 16,4       | 10,1       | 6,3        | 5,1        | 5,4        | 5,6        | 6,4        | 4,3        |
| Communauté des Etats indépendants                                | 14         | 12,3       | 10,4       | 12,1       | 9,5        | 9,7        | 13,1       | 9,5        |
| Asie, pays en développement                                      | 2,0        | 2,5        | 4,1        | 3,8        | 4,1        | 5,3        | 5,9        | 4,1        |
| Moyen-Orient   | 5,3        | 6,1        | 7,0        | 6,2        | 7,0        | 10,4       | 11,5       | 10,0       |
| Hémisphère occidental  | 8,7        | 10,5       | 6,0        | 6,3        | 5,3        | 5,4        | 6,6        | 6,1        |
| <b>Afrique</b>   | <b>9,1</b> | <b>8,6</b> | <b>6,3</b> | <b>7,1</b> | <b>6,4</b> | <b>6,3</b> | <b>7,5</b> | <b>5,9</b> |

Source : Perspectives de l'économie mondiale, avril 2008

**Tableau 1.7** : solde budgétaire, croissance du commerce mondial et Balance des paiements

|   | 2002        | 2003        | 2004        | 2005        | 2006        | 2007        | 2008*       | 2009**      |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>Solde budgétaire (en pourcentage du PIB)</b>               |             |             |             |             |             |             |             |             |
| <b>Payes avancés</b>  | <b>-2,4</b> | <b>-3,0</b> | <b>-2,7</b> | <b>-2,2</b> | <b>-1,5</b> | <b>-1,0</b> | <b>-2,0</b> | <b>-1,7</b> |
| Etats Unis  | -2,6        | -3,8        | -3,6        | -3,0        | -2,0        | -1,8        | -3,9        | -3,6        |
| Zone-euro   | -2,1        | -2,4        | -2,3        | -2,3        | -1,5        | -0,7        | -1,1        | -1,0        |
| Japon   | -6,6        | -6,7        | -5,6        | -4,3        | -4,7        | -3,4        | -3,5        | -3,5        |
| Autres pays avancés   | -0,1        | -0,5        | -           | 0,4         | 1,0         | 1,1         | 0,6         | 1,4         |
| <b>Pays émergents et en développement</b>                     | <b>-3,2</b> | <b>-2,5</b> | <b>-1,2</b> | <b>-0,3</b> | <b>0,2</b>  | <b>0,3</b>  | <b>-</b>    | <b>-0,2</b> |
| Europe centrale et orientale                                  | -7,9        | -6,0        | -4,7        | -2,9        | -2,7        | -2,6        | -2,6        | -2,4        |
| Communauté des Etats indépendants                             | 1           | 1,3         | 2,9         | 5,7         | 5,9         | 5,1         | 5           | 3           |
| Asie, pays en développement                                   | -3,8        | -3,2        | -2,3        | -2,1        | -1,8        | -0,7        | -1,8        | -1,6        |
| Moyen-Orient  | -1,9        | 0,2         | 3,2         | 6,1         | 6,5         | 5,7         | 7           | 6,2         |
| Hémisphère occidental   | -3,4        | -3,0        | -1,8        | -1,9        | -1,7        | -1,5        | -1,6        | -1,7        |
| Afrique   | -1,7        | -1,0        | 0,4         | 2           | 4,9         | 1,5         | 2,8         | 2,9         |
| <b>Volume du commerce (variation annuelle en pourcentage)</b> |             |             |             |             |             |             |             |             |
| <b>Payes avancés</b>  |             |             |             |             |             |             |             |             |
| Exportations  | 2,4         | 3,3         | 9,0         | 6,0         | 8,2         | 5,8         | 4,5         | 4,2         |
| Importations  | 2,7         | 4,1         | 9,3         | 6,3         | 7,4         | 4,2         | 3,1         | 3,7         |
| <b>Pays émergents et en développement</b>                     |             |             |             |             |             |             |             |             |
| Exportations  | 6,9         | 10,5        | 14,1        | 11,1        | 10,9        | 8,9         | 7,1         | 8,7         |
| Importations  | 6,3         | 10,1        | 16,1        | 12,0        | 14,4        | 12,8        | 11,8        | 10,7        |
| <b>Termes de l'échange</b>                                    |             |             |             |             |             |             |             |             |
| Pays avancés  | 0,8         | 1,0         | -0,1        | -1,5        | -1,1        | -           | -1,0        | 0,1         |
| Pays émergents et en développement                            | 0,6         | 1,1         | 3,0         | 5,6         | 4,7         | 1,4         | 4,5         | -0,5        |
| <b>Afrique</b>  |             |             |             |             |             |             |             |             |
| Exportations  | 2,2         | 6,8         | 7,9         | 5           | 2,7         | 4,3         | 6,1         | 7,6         |
| Importations  | 10,7        | 7,1         | 8,1         | 11,7        | 11,2        | 14,6        | 10,9        | 10          |
| Termes de l'échange   | 0,2         | 2,8         | 4,1         | 14,2        | 9,3         | 3,6         | 11,6        | -0,1        |
| <b>Balance des Paiements (en milliards de dollars EU)</b>     |             |             |             |             |             |             |             |             |
| <b>Payes avancés</b>  |             |             |             |             |             |             |             |             |
| Solde des transactions courantes                              | -208,8      | -207,0      | -224,2      | -438,7      | -525,2      | -463,3      | -464,2      | -460,1      |
| <b>Pays émergents et en développement</b>                     |             |             |             |             |             |             |             |             |
| Solde des transactions courantes                              | 76,6        | 144,3       | 213,6       | 439,5       | 606,7       | 630,9       | 729,4       | 662,2       |
| Solde du compte capital et d'opérations financières           | -49,2       | -146,1      | -233        | -370,1      | -572,7      | -648        | -729,1      | -666,5      |
| <b>Afrique</b>  |             |             |             |             |             |             |             |             |
| Solde des transactions courantes                              | -8,6        | -3,9        | 2           | 15,8        | 29,6        | 1,6         | 21,7        | 12,7        |
| Solde du compte capital et d'opérations financières           | 7,1         | -0,7        | -11,7       | -21,2       | -32,6       | -7,6        | -20,2       | -12,3       |

Source : Perspectives de l'économie mondiale, avril 2008

